

## Ce 1<sup>er</sup> Mai qui pèse sur Jacques Chirac

Un million et demi de personnes ont manifesté contre l'extrême droite à Paris et dans plusieurs dizaines de villes de province

### SOMMAIRE

**Contre l'extrême droite.** Un million et demi de personnes ont défilé, le 1<sup>er</sup> Mai, à Paris et en province. Reportages au cœur de ces manifestations gigantesques. La gauche plurielle et des ministres dans les cortèges. Entretien avec Nicole Notat, qui ne veut pas entrer au gouvernement après une victoire de la droite aux législatives. p. 2 à 5

**Pour Le Pen.** Dans le cortège du FN : « Aujourd'hui, on ne nous rit plus au nez. » Jean-Marie Le Pen attaque Jacques Chirac. Extraits. Meeting à Marseille. Le FN mobilise sur Internet. L'extrême droite italienne rejette Le Pen. p. 6 et 7

**A droite.** L'ampleur des manifestations pèse sur Jacques Chirac. Entretien avec François Fillon (RPR) : « Après les législatives, Chirac pourra essayer de construire des consensus. » Enquête sur les régions où la droite s'est rapprochée de l'extrême droite. Languedoc-Roussillon. p. 8 à 10



**A gauche.** François Hollande tire les leçons du 21 avril. Meeting à Nantes de la « gauche unie ». p. 11

**Enquête.** Ras l'front n'a jamais cru à la marginalisation du FN. p. 13

**Débats.** Un collectif contre la « lépénisation des esprits ». Les points de vue de Ivan Sainsaulieu, Gilles Bert et Christophe Laudou, Didier Peyrat, Jacques Gaillard, Didier Cornilliat. p. 14 et 15

**Culture.** Comment Nantes lutte contre l'exclusion par sa politique urbaine. Portrait : à Nîmes, le combat de Simon Casas, directeur des arènes, contre l'extrême droite. Mobilisation des artistes. p. 34 à 36

► Manifestations gigantesques contre l'extrême droite

► L'entourage de Jacques Chirac assure qu'il ne peut pas ignorer cette mobilisation

► Violente diatribe de Jean-Marie Le Pen contre le président sortant

► La gauche réfléchit aux raisons de sa défaite du 21 avril

### Voter Chirac

LA FRANCE est, massivement, descendue dans la rue. Elle s'est ainsi rassurée au spectacle de sa jeunesse mobilisée, anticipant un vote que l'on souhaite aussi puissant que possible en faveur du candidat de la République. Chaque chose en son temps : après les manifestations d'un 1<sup>er</sup> Mai hors du commun, il reste à réussir le vote du 5 mai afin de se prémunir contre un nouveau coup de tabac électoral. D'abord, donc, voter Chirac pour écarter Le Pen. Oui, enfouir Le Pen sous des bulletins Chirac.

#### ÉDITORIAL

J.-M. C.

Lire la suite page 16

### PROCHE-ORIENT

Arafat est libre  
Tshah a quitté  
Ramallah p. 18

### DIVORCE

Conséquences sur les études des enfants p. 21

### FUSION

Hewlett-Packard et Compaq, c'est fait p. 24

### SCIENCES

La matérialisation de la conscience p. 30

## Les grands patrons contre Le Pen

APRÈS la condamnation du programme économique de Jean-Marie Le Pen par le Medef, des grands patrons français, interrogés par *Le Monde*, appellent explicitement à voter pour Jacques Chirac. C'est le cas de François Roussey (EDF), Jean Peyrelevade (Crédit lyonnais), Pierre Richard (Dexia), Bernard Arnault (LVMH). De son côté, François Pinault (photo), troisième fortune de France et ami du président, salue « le refus constant et viscéral de toute compromission avec l'extrême droite » manifesté par M. Chirac, auquel il apportera son suffrage. Mais il souligne que « le défi à relever pour ceux qui seront aux affaires



ront également en faveur de M. Chirac mais ne souhaitent pas en faire de publicité, comme Gérard Mestrallet (Suez), ou Henri Lachmann (Schneider), un autre proche du président sortant. Les marchés boursiers et financiers ont déjà largement anticipé une victoire de Jacques Chirac au second tour de la présidentielle et sont donc assez peu sensibles à l'émotion qui a saisi le pays. Alors que l'euro est en hausse, de nombreux économistes estiment que la monnaie unique a évité au pays une grave crise des changes après le premier tour.

sera considérable ». « Jacques Chirac a cinq ans pour bouger la France et la remettre daplomb : s'il ne pouvait le faire, l'avertissement pourrait se transformer en sanction encore plus sévère pour la classe politique », prévient-il. D'autres grands patrons vote-

Lire page 23

### LE MONDE DES LIVRES

## Dossier spécial : le sens du vote du 5 mai



POUR RÉFLÉCHIR sur le sens du vote du 5 mai, un dossier de quatre pages. « Comment être républicain aujourd'hui », par l'historien Maurice Agulhon. Comment agir : les points de vue de Robert Badinter, Pierre Vidal-Naquet, Michelle Perrot, Pierre Guyotat. Comment faire un diagnostic : Edgar Morin, Lydie Salvayre et Jean-Louis Bourlanges cherchent les raisons de la « lépénisation des esprits ». Comment comprendre : Jean-François Sirinelli, Olivier Mongin, Yannick Haenel mettent en perspective le choc du 21 avril.

Lire notre supplément

## Place de la Nation à Paris, anti-FN jusqu'au bout de la nuit

LA MANIFESTATION anti-Le Pen du 1<sup>er</sup> Mai est finie mais, vers 21 heures, ils sont encore quelques milliers à vouloir prolonger la fête, place de la Nation, à Paris. La foule danse, chante ou refait le monde par petits groupes assis sur les pelouses, dans un immense brouhaha où se mêlent les slogans politiques et une musique assourdissante. La fin du cortège débouche du boulevard Voltaire, au rythme de *L'Internationale*, scandée par des voix éraillées. « Cette nuit, on ne se couche pas », prévient Maïta, qui danse en brandissant une main « Touche pas à mon pote ! » au bout d'un piquet de bois. Coiffée d'un béret, cette dame en préretraite qui partage sa vie entre Paris et Toulouse est venue avec sa réser-



X. HERMAN/REUTERS

ve de pastis qu'elle partage généreusement autour d'elle. Depuis une semaine, elle est de toutes les manifestations : « Aujourd'hui, c'est la rue qui parle. Pas la gauche caviar. »

Vers 22 h 15, au cri de « Nique la police » quatre ou cinq jeunes gâchent un moment la fête en jetant des bouteilles sur les CRS en faction à l'entrée de l'avenue Dorian. « Arrêtez, c'est nul », se lamente une jeune fille. Les policiers se mettent en ligne, boucliers en avant, mais des manifestants forment une chaîne devant eux en se tenant par la main, pour éviter l'affrontement. L'incident n'aura pas duré dix minutes. Boulevard Diderot, un policier en civil, talkie-walkie en bandoulière, insiste sur le bon déroulement de la manifestation. « On était assez nombreux pour éviter les problèmes mais on ne ferait pas ça tous

les jours, explique-t-il. On va faire partir ceux qui restent sur la place, sinon ils y passent la nuit. Je me suis levé à 5 heures, j'ai envie de rentrer à la maison. »

Vladimir et Mohamed, eux, comptent bien passer une nuit blanche. Venus du Havre, les deux copains, âgés de 20 ans, ont prévu de rentrer seulement le lendemain matin, par le train de 5 h 45. « Un million et demi de personnes dans la rue, c'est un jour historique. On est contents d'avoir contribué à ça, explique Vladimir, au chômage. C'est un genre de Mai 68 de l'an 2000. » Un peu avant minuit, les CRS font redescendre tout le monde sur terre en dispersant sans ménagement les derniers manifestants. « La vraie révolution est éternelle », affirme pourtant une banderole oubliée sur la place, vide et jonchée de débris.

Frédéric Chambon

### SPORTS

## Champions engagés



TROIS CENTS sportifs de haut niveau adressent un « carton rouge » à Jean-Marie Le Pen. Lire page 28

### ANALYSE

## L'adieu du prolétariat

ON POURRA dénoncer les effets pervers de la cohabitation, reprocher à Jospin d'avoir mené une mauvaise campagne, accuser Chirac d'avoir jeté la bûche de l'insécurité dans le feu de la campagne, dénoncer les télévisions pour avoir montré en boucle le petit vieux pleurant sa maison brûlée, attaquer les instituts de sondage pour faute professionnelle aggravée, railler les abstentionnistes et les théoriciens du bonnet blanc/blanc bonnet, une chose reste : 20 % d'électeurs ont donné leurs voix à l'extrême droite, et parmi eux le plus gros contingent d'ouvriers recensés à la sortie des urnes.

Il est tentant d'imputer cette déshérence du vote ouvrier à la politique menée par Jospin. A comparer les votes de 2002 et de 1995, on notera cependant que le

principal changement vient moins du total recueilli par la gauche que de l'apparition de deux nouveaux candidats, Besancenot et Chevènement (Laguillier gardant son score, et Mamère et Taubira captant, le temps soudain suspendu d'un premier tour, l'électorat classique du PS). Or ces deux nouveaux pôles, à tous égards antagoniques comme l'a montré le débat sur la régularisation des sans-papiers, font leurs plus mauvais scores parmi les ouvriers (3,2 % chacun selon Louis-Harris). La question vient donc de plus loin. Comment comprendre que sur les sept millions d'ouvriers que compte la France, le premier parti à en recevoir les suffrages soit celui de Le Pen, le second étant celui de Chirac, le troisième seulement celui de Jospin, les quatrième et cinquième

quasiment ex aequo étant Arlette Laguiller et Jean Saint-Josse (à près de 10 % chacun), loin devant le Parti communiste (avec 5,3 % des voix ouvrières) ?

S'il y a bel et bien une nouvelle question ouvrière qui mérite examen, on ne soulignera d'abord jamais assez que les électeurs de Le Pen donnent pour 60 % d'entre eux la question de l'immigration dans les items qui leur font choisir le Front national. Le vote Le Pen est un vote majoritairement xénophobe, à l'image du vote en faveur des partis d'extrême droite dans l'ensemble de l'Europe. Omettre ce point, c'est oublier l'essentiel.

Daniel Cohen pour *Le Monde*

Lire la suite page 16

## JEAN-LOUIS BORLOO



192 p.  
18 €

Ramsay



# PRÉSIDENTIELLE

## LA MOBILISATION

« Pour faire barrage à l'extrême droite », une immense **MARÉE HUMAINE** a envahi les rues de Paris et des principales villes de province, mercredi 1<sup>er</sup> mai, à l'occasion de la Fête du travail. En musique et en

slogans, dans **LA FÊTE ET LA DÉTERMINATION**, 500 000 personnes à Paris – 400 000 selon la police, de 500 000 à 1 million selon les organisateurs – et 1 million en province ont dit « non » à la présence de

Jean-Marie Le Pen au second tour. Cette mobilisation suscite un **ESPOIR** parmi les partis de gauche dont le programme pour les législatives devra répondre à « la demande sociale ». La droite, en revanche, reste

silencieuse devant cette déferlante anti-Le Pen et pro-Chirac. Soucieuse de ne pas s'aliéner les voix des électeurs du FN en cas de **TRIANGULAIRES**, elle opte pour une attitude réservée.

## Une droite silencieuse regarde déferler la vague anti-Le Pen

A l'appel des syndicats, des partis de gauche et de nombreuses associations, un million et demi de personnes ont défilé, le 1<sup>er</sup> mai, à Paris et dans toute la France pour « faire barrage » au FN. La droite reste muette : « Il n'est pas dans notre culture de manifester », argue François Fillon (RPR)

**UNE GIGANTESQUE** marée humaine a submergé les artères des principales villes de France, mercredi 1<sup>er</sup> mai, pour s'opposer au Front national. En réponse au séisme politique du premier tour de l'élection présidentielle, un million et demi de manifestants, réunis pacifiquement à travers 400 défilés, ont clamé leur attachement aux valeurs de la République et leur rejet des idées de Jean-Marie Le Pen.

► **A Paris, les manifestants anti-Le Pen ont écrit une page d'histoire.**

La présence du candidat d'extrême droite au second tour – où il affrontera Jacques Chirac, dimanche 5 mai – a mobilisé environ 500 000 personnes dans la capitale, pour ce qui restera comme l'un des plus grandes démonstrations depuis la Libération. Les centrales syndicales (CGT, CFDT, FSU, UNSA...) et une soixantaine d'associations avaient appelé à défilé sous le double mot d'ordre « Ensemble pour le progrès social » et « Faire barrage à l'extrême droi-

te ». Le cortège a dû emprunter trois itinéraires différents avant de rejoindre la place de la Nation, qui n'a été désertée que peu avant minuit.

Dans la matinée, alors que les partisans de M. Le Pen défilaient eux aussi dans Paris, plusieurs milliers de personnes avaient célébré la mémoire de Brahim Bouarram, jeune Marocain qui était mort noyé, le 1<sup>er</sup> mai 1995, après avoir été précipité dans la Seine par des skinheads. « Il y a des idées et des mots qui tuent », a déclaré le maire (PS) de Paris, Bertrand Delanoë.

Trente personnes ont été interpellées à la suite de violences, dont « quelques extrémistes », a indiqué le préfet de police de Paris.

► **En province, plus d'un million d'opposants au FN.**

En Provence-Alpes-Côte d'Azur et dans le Languedoc-Roussillon, qui ont donné à M. Le Pen ses deuxième et troisième meilleurs scores régionaux le 21 avril, les appels à la mobilisation ont été très suivis : 30 000 manifestants à Marseille, 23 000 à Montpellier,

11 000 à Nice. En Midi-Pyrénées, ils étaient au moins 80 000 à se dresser contre l'extrême droite, dont 45 000 pour la seule ville de Toulouse. Bien que le FN n'y soit pas fortement implanté, la Bretagne a connu un mouvement important : dans le département des Côtes d'Armor, 14 000 personnes ont scandé des slogans contre M. Le Pen. Avec 35 000 manifestants, Rennes a vécu sa plus grande manifestation depuis 1995. A Lyon, plus de 50 000 personnes ont bravé la pluie battante. Ils étaient 38 000 à Bordeaux pour appeler à « faire barrage » à l'extrême droite. En Alsace, région où le FN a obtenu son meilleur résultat, la mobilisation a été moins forte, mais ils étaient tout de même 15 000 à Strasbourg, un record pour un 1<sup>er</sup> mai.

► **Jean-Marie Le Pen, de Paris à Marseille.**

Entre 15 000 et 20 000 partisans du FN ont pris part au traditionnel défilé du 1<sup>er</sup> mai de l'extrême droite à Paris. Le président du FN espérait une plus grande mobilisation,

mais ses supporters étaient cependant plus nombreux qu'en 1995 et en 1998, considérées comme des dates clé dans l'histoire du parti d'extrême droite.

► **Le silence assourdissant de la droite.**

Discrétion et profil bas. Les élus de droite ont été transparents lors des défilés contre le Front national. « Il n'est pas dans notre culture de manifester », explique François Fillon, président (RPR) de la région Pays-de-la-Loire. Considérant la réélection de M. Chirac comme acquise, plusieurs personnalités de l'opposition préparent d'ores et déjà les élections législatives du mois prochain et ne souhaitent pas, dans cette perspective, s'aliéner le vote de l'extrême droite.

En Languedoc-Roussillon, où Jacques Blanc (DL) avait été élu à la présidence du conseil régional, en 1992 et en 1998 grâce au soutien du FN, le parti de M. Le Pen ne remet pas en cause ce soutien, qui lui a permis d'accroître son influence politique et son poids électoral. A Lyon, l'ancien ministre

Marseille, jeudi, pour tenir une réunion publique, à quelques kilomètres seulement du meeting de M. Le Pen.

► **Le silence assourdissant de la droite.**

Discrétion et profil bas. Les élus de droite ont été transparents lors des défilés contre le Front national. « Il n'est pas dans notre culture de manifester », explique François Fillon, président (RPR) de la région Pays-de-la-Loire. Considérant la réélection de M. Chirac comme acquise, plusieurs personnalités de l'opposition préparent d'ores et déjà les élections législatives du mois prochain et ne souhaitent pas, dans cette perspective, s'aliéner le vote de l'extrême droite.

En Languedoc-Roussillon, où Jacques Blanc (DL) avait été élu à la présidence du conseil régional, en 1992 et en 1998 grâce au soutien du FN, le parti de M. Le Pen ne remet pas en cause ce soutien, qui lui a permis d'accroître son influence politique et son poids électoral. A Lyon, l'ancien ministre

Charles Millon a annoncé qu'il se présenterait aux élections législatives dans une circonscription de la banlieue, dans l'espoir manifeste de séduire les électeurs de M. Le Pen. François Hollande, premier secrétaire du PS, dénonce « les petits arrangements et les petits calculs ».

► **La gauche reprend foi en l'avenir.**

Rassuré par la vigueur des manifestations, le PS se prend à rêver d'une victoire aux élections législatives des 9 et 16 juin. Martine Aubry, chargée de rédiger la plateforme pour les élections législatives, devait présenter à la direction du parti, vendredi 3 mai, une première version du texte, qui doit être adopté le 7 mai par un conseil national. La maire de Lille entend répondre à la « demande sociale » exprimée par les électeurs le 21 avril, et impulser une démarche permettant aux Français de « s'exprimer et agir » sur les propositions.

Elie Barth

## Entre gravité et enthousiasme, 500 000 manifestants ont envahi Paris

Les syndicats et les partis politiques ont été dépassés par la masse des anonymes venus dire, chacun à leur manière, « non » à l'extrême droite

**PARIS** a dit non. Fermement. Massivement. Pacifiquement. Dans la fête, la joie et le désordre. En musique, en pancartes et en slogans. Le 1<sup>er</sup> mai 2002 restera dans l'histoire comme l'un des plus grands rassemblements populaires que la capitale ait jamais connus. Plus de six heures durant, c'est une immense marée humaine qui a déferlé entre la place de la République et celle de la Nation, comme pour balayer la menace lepéniste et tenter d'effacer « l'af-front national » subi le 21 avril.

Combien étaient-ils ? Sans doute bien davantage que les 400 000 comptabilisés officiellement par la police. Plus de 600 000 comme l'affirmaient des sources officielles des renseignements généraux parisiens ? Entre 500 000 et un million, comme l'ont déclaré les organisateurs ? Comment savoir exactement ? La foule des manifestants était telle qu'elle dut emprunter plusieurs itinéraires pour rallier la place de la Nation avant la nuit. « Savoir qu'on peut compter les uns sur les autres, exprimer sa solidarité par sa seule présence, voilà l'enjeu d'une journée comme celle-ci », résumait un retraité ébloui « par la générosité émanant de cette foule immense ».

Si ce 1<sup>er</sup> mai pas comme les autres fut un jour de colère, de refus et de détermination, il fut

aussi et surtout ce jour « où les gens s'aiment » dont rêvait le poète Louis Aragon. Un grand moment d'espérance collective et de fraternité réinventée, toutes classes sociales, toutes origines et toutes générations mêlées, brassées, embrassées.

Paris engorgé, Paris submergé. C'est la première image qui s'impose, bien avant l'heure officielle du début de la manifestation, à 15 heures. Des ruisseaux, de grandes rivières, des fleuves tumultueux et paisibles envahissent progressivement le lieu de rendez-vous. Près d'une heure et demie avant le début de la manifestation, la foule se rassemble déjà autour de la statue et, peu à peu, suffoque. Des groupes comprimés contre les façades trouvent refuge

dans des halls d'immeubles. « Je ne voyais plus comment en sortir », témoignait Jacques, un enseignant de Sud-Education. Heureusement, les vigiles qui étaient en faction devant l'immeuble de l'ancien magasin Tati [en réfection] ont fini par ouvrir les portes ». Les pompiers comptabilisent une quarantaine d'évanouissements et de malaises.

La situation ne s'améliore qu'au bout d'une heure et demie, quand la police, présente tout autour de la place, se replie suffisamment loin pour que le flot de manifestants s'éparpille dans les rues adjacentes. « Evacuez la place de la République, c'est par là que ça se passe ! » Peu à peu, les haut-parleurs invitent la manifestation à prendre des chemins de traverse

(la rue du Temple, le boulevard Voltaire, le boulevard Richard-Lenoir) pour que tout le monde puisse rejoindre la place de la Bastille. C'en est alors fait du bel ordonnancement du défilé, pourtant traditionnellement organisé au cordeau par les syndicats. Coupés de leur base par une foule d'anonymes impatients d'avancer, les responsables des confédérations CGT, CFDT, UNSA et FSU, signataires d'un appel commun, progressent difficilement derrière la banderole de tête, qui proclame : « Pour faire barrage à l'extrême-droite » et « Pour le progrès social ». « C'est un 1<sup>er</sup> Mai particulier compte tenu du contexte politique », explique Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, pour qui le nombre exceptionnel de manifestants signifie que « les salariés ont des ressorts pour défendre les valeurs fondamentales d'ouverture, de tolérance, du refus de toutes les discriminations, de toutes les exclusions ». A ses côtés, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, insiste sur le côté « revendicatif d'un point de vue social » de cette journée singulière. Devant les micros, l'un et l'autre ne cessent de le répéter : ils voteront Jacques Chirac au second tour. Bien plus loin, n'ayant pas souhaité sortir de la neutralité syndicale, le secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel, défile

derrière des banderoles consacrées exclusivement à l'emploi et à la protection sociale. « Nous sommes tout simplement là pour rappeler notre attachement à un 1<sup>er</sup> Mai revendicatif et internationaliste, déclare-t-il. Cela veut bien sûr dire être contre Jean-Marie Le Pen ».

Paris syndiqué, mais surtout Paris révolté, venu clamer en musi-

### « Savoir qu'on peut compter les uns sur les autres, voilà l'enjeu de la journée »

que et en banderoles son rejet des valeurs véhiculées par Jean-Marie Le Pen. Les sonos des organisations syndicales proclament haut et fort leur hostilité au Front national et à son idéologie ségrégative, oubliant les revendications sociales des « temps ordinaires ». « F comme fasciste, N comme nazi ! » « Le Pen à l'Elysée, quel enfer ! Pas question de s'en laisser faire ! » Sur les banderoles, le leader du FN est croqué en porc, en bouledogue, en Führer.

Une multitude de pancartes individuelles, souvent bricolées à partir de photos, témoignent de l'imaginaire débordante des manifes-

tants. « En attendant le bon, virons la brute et gardons le truand » affirme l'une. « Les poubelles de l'histoire n'ont pas été vidées. Le Pen en est sorti, il faut l'y renvoyer », ajoute une autre. « Le Pen, ça rime Aryen », conclut une troisième.

Paris enflammé, reprenant l'Internationale et ses « damnés de la terre », le Temps des cerises et sa « plaie ouverte », Douce France et sa déclaration d'amour « dans la joie ou la douleur ». Et surtout la Marseillaise, une première pour un 1<sup>er</sup> mai, comme ces centaines de drapeaux tricolores claquant au vent.

A l'arrière, des chars déversent un flot de refrains. « La musique est fédératrice. C'est le mode d'expression idéal dans une manif, ça permet de bouger et c'est moins répétitif que les slogans », résume Aline, « DJ d'un jour » du collectif Riposte, né entre les deux tours, qui diffuse une ambiance musicale consensuelle (Bob Marley, 1,2,3, Soleil, etc.) Un peu plus loin, la sono de la Confédération nationale du travail (CNT, anarcho-syndicaliste) privilégie le rock « combatif » – Bérurier noir, Clash, Kortatu, Ya Basta. « Par ma musique, j'incite les gens à aller voter, explique Axel, un musicien anarchiste. Mais moi je ne peux pas, ce n'est pas ma culture. »

...

## VOUS VENEZ DE DÉCOUVRIR UN GRAND PASTIS.

PASTIS  
HENRI BARDOUIN  
Le Grand Cru  
du Pastis

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

## 2 000 personnes, en souvenir de Brahim Bouraam

En 1995, ce Marocain avait été jeté dans la Seine en marge du défilé FN

**LES GRILLES** du Louvre sont fermées et sur le pont du Carrousel, la foule s'est tue. A quelques centaines de mètres défilaient les partisans du FN. Ils étaient plus de 2 000 à se masser silencieusement sur le pont, mercredi 1<sup>er</sup> mai en fin de matinée. Jeunes et vieux sont venus à l'appel du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et la Ligue des droits de l'homme (LDH), pour rappeler le souvenir de Brahim Bouraam, jeune Marocain mort noyé, le 1<sup>er</sup> mai 1995, jeté dans la Seine par quatre jeunes qui participaient au défilé du FN. Les quatre meurtriers ont été condamnés en 1998 à huit et cinq ans d'emprisonnement pour ce meurtre.

Sur le pont, aucun slogan. On entend seulement la chanson que le groupe Zebda a écrite pour l'occasion. Le cortège est encadré – protégé – par d'impressionnants cordons policiers. Deux bateaux et trois Zodiac de la police patrouillent sur la Seine. Certains

manifestants tiennent un brin de muguet ou quelques fleurs, d'autres portent des badges « Non au F'Haine », des pancartes hostiles à l'extrême droite. L'Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF) a traduit la sienne en arabe : « Pour que la mémoire de Brahim Bouraam et de toutes les victimes des crimes racistes reste vivante. » La compagne de Brahim Bouraam, Alice Odier, est venue, pour la première fois, rappeler le souvenir de « celui qu'elle aimait » : « Ce n'était pas un accident mais un meurtre. Il y en aura d'autres si nous ne sommes pas vigilants. »

Après une minute de silence, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, venu ceint de son écharpe tricolore « au nom de Paris et de ses valeurs », annonce que la Ville apposera prochainement une plaque commémorative sur le pont du Carrousel, comme le lui réclamaient les associations. Pour rappeler que le jeune Marocain « n'était pas mort par hasard ».

Mouloud Aounit, président du MRAP, lance un appel « à une prise de conscience des électeurs du FN » : « Nous savons qu'ils ne sont pas tous des assassins, mais ils doivent se rendre compte que ce sont les idées du leader du FN qui poussent à tuer. » Le président de la LDH, Michel Tubiana, plus offensif, met en garde les forces politiques qui seraient tentées par des accords avec le FN pour les élections législatives : « Nous ne le tolérerons pas. Il faut dire que ce parti-là n'est pas un parti comme les autres ! » Noël Mamère, candidat des Verts, rappelle enfin les politiques « à ne pas se contenter d'incantations mais à affirmer nos valeurs. Il ne faut jamais se taire, jamais céder ». Une gerbe est lancée dans les eaux grises du fleuve qui avaient avalé Brahim Bouraam. Et le cortège part en manifestation jusqu'à Saint-Germain-des-Prés. « Pour tourner le dos au Front national. »

Sylvia Zappi





PATRICK ARTINIAN/CONTACT PRES IMAGES

Place de la Nation, mercredi 1<sup>er</sup> mai, fin d'une journée historique à Paris. Une foule immense a défilé plus de six heures durant dans les rues de la capitale.

Chez les jeunes socialistes et communistes, on sait qu'un tube est parfois plus efficace qu'un slogan : « Résiste », « Je rêvais d'un autre monde » et surtout « Motivé-es », la chanson emblématique du groupe Zebda, dont l'à-propos n'a jamais été si net : « Ami, entends-tu le vol noir des corbeaux sur la plaine... ». Sur le semi-remorque du collectif d'art contemporain « 0% », né de façon spontanée au lendemain du premier tour, 30 kilowatts de matériel diffusent une techno militante. Histoire de rappeler bruyamment que le programme de Le Pen prévoit de couper les subventions au rap et à la techno. « Le Pen veut tout simplement tuer les musiques populaires de jeunes », s'indigne un « teufeur ». Un jeune Tunisien dont la sono martèle du rap, renchérit : « On n'a pas le droit de voter, et bientôt plus de chanter. »

Paris mérité, et fier de l'être. Bras dessus, bras dessous, sautant, dansant, ondulant, les Blacks-Blancs-Beurs et tous les jeunes issus des strates d'une émigration séculaire côtoient leurs copains et copines de « bahut », de fac, de bureau ou d'atelier. Avec un leitmotiv : « Première, deuxième, troisième génération... Nous sommes tous des enfants d'émigrés ». Et cette variante syndicale : « C'est pas les immigrés, c'est pas les sans-papiers, c'est Le Pen qu'il faut virer ». Les petites mains jaunes des « potes » refléussent, toujours frissonnantes d'indignation. Samir, 19 ans milite à SOS Racisme depuis un an : « On sentait bien que ce qui s'était passé en Autriche et en Italie allait nous tomber dessus en France », explique-t-il. SOS Racisme ouvre la voie à une myriade d'associations. Des plus médiatisées – Droit au logement (DAL), Attac, le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), la Coordination des sans-papiers –, aux plus inattendues. « Pour la première fois, le monde associatif sort de sa réserve, se félicite Hubert Prévost président de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA). C'est bien normal ! Les régimes non démocratiques se sont toujours attaqués au droit d'association et aux libertés syndicales. »

Venus des cités d'Argenteuil (Val-d'Oise), de Cachan (Val-de-Marne) ou d'Antony (Hauts-de-Seine), de nombreux groupes d'adolescents battent le pavé sous leurs propres bannières. Les jeunes de Joinville (Val-de-Marne) défilent derrière trois grandes branches de bambou : « Plantons des arbres pour préparer le maquis de demain », indique la pancarte suspendue au cou de Malou, 17ans, venue avec sa sœur Julia. « Ça nous fait du bien d'être là, explique la lycéenne. En Italie, ils

étaient plus d'un million contre Berlusconi. C'est bien de manifester, mais il ne faut pas que ça s'arrête à un consensus mou ». Julia n'a pas encore le droit de voter. « Manifester, c'est le seul truc qu'on peut faire », soupire l'adolescente, un grand « NON » écrit sur son front en sueur.

La montée de l'extrême droite, « ça me fait bizarre », ajoute Franck, 15 ans, dont les parents sont nés en Tunisie et en Algérie. « Depuis qu'on est petits, on nous dit "vous êtes Français", mais là, c'est "dégagez !" ». Alors s'ils nous virent, je ne vois pas ce qu'il restera du pays des droits de l'homme, comme on dit. Tout cela n'aurait été que des paroles en l'air ? ». Pour Issam, 16 ans, d'Argenteuil, il y a une explication aux idées de Jean-Marie Le Pen : « Sa haine des immigrés, c'est parce qu'il a dû vivre des trucs, pendant la guerre d'Algérie. Il repense au passé. Il comprend pas que le monde a changé ».

« On ne se déplace pas souvent, mais là, ça nous a paru important », renchérit Mehdi, 20 ans, né en France de parents étrangers. « Quand on regarde TF1, le Droit de savoir ou tous leurs reportages sur l'insécurité, il ne faut pas s'étonner après que les gens de la campagne aient peur. Ceux-là ne comprennent rien, ils prennent

**« On ne se déplace pas souvent, mais là, ça nous a paru important »**

tout au premier degré. Ils pensent que la délinquance est liée à l'immigration. Mais c'est trop simple de dire ça ». Les chaînes de télévision sont la cible de nombreux manifestants – « Fermez la télé, ouvrez les yeux », « Arrêtez d'avoir peur tous les soirs à 20 heures ». TF1 est rebaptisée « TFN, l'insécurité 24/24 h ». Pour le producteur de cinéma Marin Karmitz, la télévision a été « irresponsable » de multiplier les reportages sur l'insécurité : « Ils peuvent être fiers

### Le 1<sup>er</sup> Mai des francs-maçons

Comme chaque année depuis 1971, date où ils décidèrent de « s'extérioriser » pour la première fois en l'honneur du centenaire de la Commune de Paris, les francs-maçons appartenant à neuf obédiences se sont rassemblés, mercredi 1<sup>er</sup> mai, au mur des Fédérés dans le cimetière du Père-Lachaise à Paris. La présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle a grossi considérablement les rangs d'une assistance estimée à un millier de personnes. « Nous ne serons pas les spectateurs désolés et passifs d'une maladie mortelle pour notre République. Nous ne pouvons accepter que la jeunesse, qui partout en France fait entendre sa voix, puisse un jour nous accuser de non-assistance à démocratie en danger », a déclaré Alain Bauer, grand maître du Grand Orient, qui présidait la cérémonie. Il a appelé à réunir, après le second tour, « des états généraux pour rebâtir la République ».

d'avoir fait le lit de Le Pen » ajoute-t-il. Du même avis, Patrick Raynal, le directeur de la Série Noire, met TF1 et France 2 « dans le même sac ».

Paris battant le pavé, comme on bat sa coulpe. Une pancarte proclame : « Droite et gauche caviar ont fait

### Une édition très spéciale de « L'Humanité »

Une édition « Anti-Le Pen » du quotidien L'Humanité est parue le 1<sup>er</sup> mai, ce qui constitue une entorse symbolique à la non-parution traditionnelle de la presse le jour de la Fête du travail. Pour l'occasion, le journal a été vendu, à la criée, dans les manifestations. Tirée à 150 000 exemplaires, cette édition spéciale de 16 pages, proposée à 50 centimes, « a été réalisée grâce à la participation militante des ouvriers du Livre, des journalistes et de tout le personnel de L'Humanité », a fait savoir le quotidien communiste dans un communiqué. Outre un bandeau « 1<sup>er</sup> mai anti-Le Pen », un éditorial de Patrick Le Hyaric, directeur de L'Humanité, affirme que, « le 5 mai, le pire est possible. Voilà pourquoi face à celui qui brandit la devise pétainiste "Travail, famille, patrie" aucune hésitation : il faut choisir la République, la liberté, l'égalité, la fraternité. » Le journal invite donc à « se servir du bulletin Chirac ».

monter le FN » ; une autre « le 21 avril, on a merdé, le 5 mai, il faut tirer la chasse ». Il s'agit avant tout de dire et de répéter qu'il faut voter le 5 mai – « Abstention, piège à cons » – et voter contre nature : « Chirac d'un jour, de gauche toujours ». Plus précis encore ce slogan vert : « Le 5 mai, je trie mes déchets, je vote Chirac ». Sylvie, la trentaine, venue du Val de Marne, regrette de ne pas avoir voté Jospin : « Pour une fois qu'il y en a un qui est honnête ! ». Mais elle a choisi un « petit candidat de gauche », pensant « avoir le choix ». Elle porte sur le ventre les photos de ses fils, Alexis, 9 ans, et Valentin, 4 ans, qu'elle élève seule avec son salaire de chargée de gestion dans une PME : « C'est pour eux que je suis là et que je voterai Chirac. Mais j'y vais la mort dans l'âme. Il va faire le kakou, le 5 mai au soir, alors que la moitié de ceux qui auront voté pour lui désapprouvent totalement sa politique. Il serait bien avisé de démissionner pour qu'on vote de nouveau ».

Plus loin dans le cortège, Marie, 25 ans, confie qu'elle aurait voté Chirac de toute façon. Elle se situe à droite, mais elle a trouvé « naturel et évident de venir ». Une manif de gauche ? « Je ne me suis même pas posée

la question », glisse-t-elle dans un sourire. Sur les façades, aux fenêtres, les riverains ont tendu des banderoles : « Pour une société plus juste et plus solidaire ». Au passage, les manifestants applaudissent et lèvent le poing.

Il y a là, aussi, le Paris « people ».

Les plus audacieux abordent Michel Piccoli qui rejoint la troupe du Théâtre du Soleil, emmenée par Ariane Mnouchkine, bannière bleu-blanc-rouge au poing. Jane Birkin accompagnée de ses filles, Charlotte Gainsbourg et Lou Doillon, brandit un drapeau tricolore délavé et dévoré par les mites – « Je l'ai acheté chez un antiquaire de Marseille, on n'en trouve plus nulle part ». Plus loin, on reconnaît l'écrivain Régine Desforges, les comédiens Vincent Lindon, Daniel Prévost, et François Cluzet qui ne cache pas sa détermination : « Face à Le Pen, je n'ai aucune hésita-

tion, je me bats. Et dimanche je vais voter Chirac ». Le chanteur Jacques Higelin, immergé « parmi les gens », se dit « réconforté par cette belle énergie ».

Découragés par la lenteur du défilé, des milliers d'anonymes, mais aussi quelques leaders politiques, ne parviennent pas jusqu'à la place de la Nation, où la dislocation se fait peu à peu dans la bonne humeur, sans aucun incident majeur. Les organisations d'extrême gauche sont parmi les plus persévérantes : la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière et la CNT emmenent des bataillons intacts jusqu'au terme de la manifestation. Sur la place, des milliers d'anonymes prolongent la fête jusque vers minuit, chantant et dansant au rythme des djembés et de la musique techno. De petits groupes discutent sur les pelouses, d'autres grimpent sur la statue couverte de banderoles et d'autocollants. Une bande de filles chantent la Marseillaise. A côté d'elles, un carton accroché sur un lampadaire proclame : « votons pour que Le Pen ne soit qu'un détail de l'histoire ».

**Robert Belleret et Jean-Jacques Bozonnet (avec Bertrand Bissuel, Alexandre Garcia, Béatrice Jérôme, Isabelle Mandraud, Caroline Monnot, Daniel Pseny, Soren Seelov, Piotr Smolar)**

## Un des plus grands défilés parisiens depuis la libération

**LA MANIFESTATION** du mercredi 1<sup>er</sup> mai contre l'extrême droite, constitue l'un des plus grands rassemblements depuis la libération de Paris en 1944.

► **26 août 1944.** Au lendemain de la libération de Paris, entre un et deux millions de personnes se rassemblent aux Champs-Élysées.

► **28 mai 1958.** Entre 200 000 et 300 000 personnes défilent entre les places de la Nation et de la République à l'appel des partis de gauche contre le retour au pouvoir du général de Gaulle.

► **13 février 1962.** A l'occasion des obsèques des victimes de la tuerie au métro Charonne, lors d'une manifestation contre l'OAS à la fin de la guerre d'Algérie, des centaines de milliers de personnes convergent vers le cimetière du Père-Lachaise.

► **13 mai 1968.** Près d'un million de personnes défilent entre la place de la République et celle de la Nation par solidarité avec le mouvement des étudiants.

► **30 mai 1968.** Quelque 800 000 personnes remontent les Champs-Élysées derrière Michel Debré et André Malraux pour soutenir le général de Gaulle, qui avait auparavant fait savoir dans une allocution radiodiffusée qu'il ne se retirerait pas et qu'il dissolvait l'Assemblée nationale.

► **4 mars 1972.** Plusieurs dizaines de milliers de manifestants – 500 000 selon les organisateurs, 18 000 selon la police – accompagnent le cercueil de Pierre Overney, un ouvrier de 23 ans, militant maoïste tué par balle devant les usines Renault de Boulogne-Billancourt, lors d'une rixe avec le service d'ordre de la Régie.

► **7 octobre 1980.** Après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, à Paris, 200 000 personnes manifestent entre la Nation et la République.

► **24 juin 1984.** Les défenseurs de l'école privée mobilisent à Paris plus d'un million et demi de personnes, selon les organisateurs (850 000 selon le ministère de l'intérieur) contre le projet de « grand service public laïque et unifié » de l'éducation préparé par le ministre Alain Savary.

► **4 décembre 1986.** Un million d'étudiants et de lycéens selon les organisateurs (200 000 selon la police) protestent contre la réforme du ministre Alain Devaquet qui vise à donner plus d'autonomie aux universités.

► **14 mai 1990.** 200 000 personnes défilent entre la République et la Bastille après la profanation du cimetière juif de Carpentras.

► **16 janvier 1994.** Les défenseurs de l'école publique font défilé un million de personnes, selon les organisateurs (260 000 selon le chiffre officiel), contre la révision de la loi Falloux sur le financement de l'école privée.

► **12 juillet 1998.** Plus d'un million de supporters défilent sur les Champs-Élysées pour fêter la victoire de la France dans la Coupe du monde de football.



# Pourquoi la gauche a-t-elle lâché Jospin ?

Lionel Jospin ?

www.seuil.com



# Martine Aubry, ravie : « La gauche est moins détruite que la droite »

Plusieurs ministres, tous les chefs de parti de la gauche plurielle et l'extrême gauche ont manifesté le 1<sup>er</sup> Mai. Ils espèrent que cette mobilisation record leur permettra de remotiver leurs troupes après la défaite de Lionel Jospin au premier tour.

**RÉCONFORTÉE**, ragaillardie, la gauche ! Après la défaite électorale du premier tour de l'élection présidentielle, c'est dans la rue que ses leaders, socialistes, Verts, communistes ou d'extrême gauche, se sont remotivés en constatant l'ampleur exceptionnelle de ce 1<sup>er</sup> Mai pas comme les autres. « Un vrai décrassage des muscles de la gauche de terrain », a même cru bon de lancer Jean-Luc Mélenchon, membre de la Gauche socialiste. « C'est un succès, très unitaire, très chaleureux », s'enthousiasme Dominique Voynet, malgré sa fatigue, visible.

Il est 20 h 30 lorsque la secrétaire nationale des Verts parvient aux abords de la place de la Nation, point de dispersion de la manifestation parisienne. Derrière elle, sur le boulevard Diderot, le cortège des Verts s'étire. Pour se dégager de la foule, le parti écologiste, qui comptait dans ses rangs Noël Mamère, Daniel Cohn-Bendit, Yves Cochet, et s'était donné pour point de ralliement le Cirque d'hiver, « a dû couper » à travers syndicats et associations. Et, Dominique Voynet en est convaincue, désormais, pour reconstruire, « il faut s'ouvrir à cette gauche sociale. Un arrangement électoral [avec le PS] ne suffit pas ».

Les socialistes, quoique plus dispersés, sont également venus en nombre avec, en première ligne, François Hollande, le premier secrétaire, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Bertrand Delanoë, Raymond Forni ou encore Edith Cresson. Les ministres Bernard Kouchner, Claude Bartolone et Elisabeth Guigou ont enfreint la consigne de Lionel Jospin de ne pas mani-



Les politiques ont défilé en nombre à Paris, le 1<sup>er</sup> Mai : Martine Aubry et Bertrand Delanoë (en haut à gauche) ; DSK, Anne Sinclair et Bernard Kouchner (en bas à gauche) ; Noël Mamère et Dominique Voynet (en bas à droite). La plupart des leaders syndicaux étaient également présents. Nicole Notat (CFDT) a défilé au côté de Bernard Thibault (CGT) (en haut à droite).



festier. « Bernard fait ce qu'il considère être juste. Ça suffit, les conneries ! », avait précisé au Monde, la veille, un collaborateur de M. Kouchner.

Pour la première fois, donc, des membres d'un gouvernement ont

défilé un 1<sup>er</sup> Mai et, parmi eux, une ministre du travail. M<sup>me</sup> Guigou est partie de Bondy, circonscription de Seine-Saint-Denis où elle se présente aux législatives, à bord d'un bus de militants spécialement affrété. Pour Martine Aubry, maire de

Lille, cette mobilisation « est sans doute l'étape qu'il fallait à la gauche pour redémarrer positivement. La gauche existe, elle est moins détruite que la droite qui ne défend pas la République ». Est-ce la vue d'un panneau anonyme proclamant « Jospin

reviens ! Le Pen est dans la maison » ? François Hollande veut croire que « ceux qui sont ici regrettent peut-être aussi l'échec du premier tour » du candidat socialiste. Est-ce cet homme qui porte sur son chapeau une affiche « Où est la droite

républicaine » qui l'inspire ? Le PS, en tout cas, tire à vue sur cette absence. « La droite devrait être là, elle ne comprend pas qu'il y a nécessité d'être mobilisés. C'est son problème, sa responsabilité », tranche le chef de file des socialistes.

Côté communiste, on est un peu sur les nerfs. Encerclée par une foule compacte, la délégation du PCF piétine. Son service d'ordre repousse sans ménagement des journalistes. Lassé, Robert Hue quittera la manifestation au bout de deux heures sans avoir pu bouger d'un pouce, en invitant à « poursuivre la mobilisation ». « Quand je vois tous ces jeunes, je me dis "l'avenir n'est pas foutu" », se reconforte Jean-Claude Gayssot, ministre des transports. La secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet, venue de banlieue avec des militants, éprouvera, elle aussi, toutes les peines du monde à rallier la manifestation.

## Les syndicats voteront Chirac

Le « séisme politique » du 21 avril a fait sortir les syndicats de leur neutralité. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, son homologue de la CGT, Bernard Thibault, et celui de l'UNSA, Alain Olive, le répètent à l'envi : le 5 mai, ils voteront Jacques Chirac. La première le dit sans ambages : elle espère « transformer la mobilisation d'aujourd'hui en vote demain pour garantir la victoire du seul candidat en lice dans le camp des démocrates ». Le deuxième revient : « Le président une fois élu – et il doit l'être le plus massivement possible – devra être particulièrement vigilant sur les décisions économiques et sociales à prendre ». Le troisième s'interroge : « Le message prioritaire, c'est faire barrage à Le Pen. Après, il est clair que tout ne fait que commencer, notamment pour les syndicats. »

Plus loin, on aperçoit la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) qui affirme « préparer la troisième tour social ». « C'est une journée historique, le succès de la résistance », se réjouit Olivier Besancenot pour qui, le 5 mai, « on votera le matin Chirac, et dès le soir on se lavera les mains » en manifestant.

Arrive Lutte ouvrière. « Cette journée est reconfortante. J'espère que ces manifestations se concrétiseront à l'avenir par des mobilisations contre le gouvernement qui sortira des urnes », déclare Arlette Laguiller. « Mais il ne faut pas plébisciter Chirac. Je trouve que la gauche s'aplatit devant lui », ajoute-t-elle, en renouvelant sa position en faveur du vote blanc ou nul. Puis elle ajoute méchamment à ceux, de plus en plus nombreux, qui appellent à un nouveau rassemblement, au soir du 5 mai, place de la Bastille : « Je n'ai pas compris si c'était un appel pour fêter la victoire de Chirac. »

Isabelle Mandraud et Piotr Smolard

Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT

## « Un gouvernement très marqué à droite ne serait pas judicieux »

La CFDT ne donnait plus de consigne de vote. Pourquoi avez-vous enfreint ce principe ?

En appelant à voter pour Jacques Chirac au second tour, nous ne changeons rien à notre tradition. La CFDT n'appelle pas à voter à droite, mais pour le seul candidat démocrate resté en lice. Et il ne faudra pas perdre de vue, aux législatives, que l'objectif sera de réduire le score de l'extrême droite. Cela commence dès dimanche. Car l'abstention ou le vote blanc, c'est une prime à Le Pen.

Le vote extrémiste n'est-il pas le signe qu'une partie des salariés modestes et des chômeurs se sont sentis abandonnés ?

Méfions-nous des explications trop mécanistes. Les électeurs d'extrême droite appartiennent à toutes les catégories. Ce ne sont pas seulement des chômeurs, des ouvriers ou des employés. Ils se sont réfugiés dans un vote protestataire, faute de perspectives susceptibles de lever des inquiétudes légitimes dans un monde en pleine mutation. Ce n'est pas un vote d'adhésion aux projets des candidats des extrêmes, mais une manière d'exprimer une angoisse. Trop de responsables politiques relaient ou alimentent cette angoisse au lieu de la traiter. A trop négliger de présenter l'Europe comme une chance, à trop décrire la mondialisation par ses seuls aspects négatifs, à tergiverser sur l'action à mener pour en faire des sources de progrès partagé,

l'avenir de chacun se brouille et l'horizon se bouche.

Pensez-vous que le gouvernement Jospin a pêché par manque de pédagogie et d'écoute ?

Nous n'avons pas cessé de tirer la sonnette d'alarme depuis des années ! La faiblesse des corps intermédiaires, ou le fait de les tenir pour quantité négligeable, est un facteur de fragilité politique. Lorsqu'il n'y a que les médias ou les sondages pour faire le lien entre l'Etat et les citoyens, cela ne peut que déboucher sur une crise. Quant à la CFDT, elle s'efforce de conquérir des adhérents et de consolider sa base sociale. Elle travaille à construire du lien social et sait qu'il faut faire plus et mieux.

Comment expliquez-vous la défaite de Lionel Jospin ?

La « majorité plurielle » a été un bon produit pour porter Lionel Jospin à Matignon. Mais dans l'exercice gouvernemental, le « pluriel » l'a emporté sur la « majorité ». Le souci de certains partis de marquer leur différence a brouillé l'image du gouvernement et a créé du doute sur son vrai centre de gravité politique. Tous les partis ont un sérieux examen de conscience à mener et des enseignements à tirer du premier tour. A fortiori le PS. L'impulsion de l'Etat est nécessaire et sûrement décisive, mais à ne pas vouloir se mettre en relation avec la société civile, il pédale dans le vide.

La mobilisation anti-Le Pen du 1<sup>er</sup> mai est-elle le prélude à un

« troisième tour » social ?

Je ne crois pas à une succession d'événements qui s'enchaînent. Je crois plus simplement qu'au lendemain de l'élection présidentielle nous serons nombreux à guetter des signaux de la part du président et du nouveau gouvernement.

Craignez-vous un premier ministre très marqué à droite ?

Le choix des hommes a son importance. Un gouvernement très marqué à droite ne serait pas la réponse la plus judicieuse.

Quelles réformes faut-il engager d'urgence ?

Le gouvernement devra d'abord trouver une parole juste et forte. Nous aurons envie de savoir ce qu'il a entendu, ce qu'il a compris, envie de connaître le projet collectif en fonction duquel il entend agir, et selon quelle méthode de travail avec les forces sociales.

Qu'attendez-vous sur les 35 heures ou les retraites ?

Dès lors qu'on ne remet pas en cause les 35 heures légales, voilà justement un sujet qui relève de la discussion entre les partenaires sociaux, secteur par secteur, pour s'entendre sur leur assouplissement. L'avenir des retraites inquiète

te les salariés, mais nous ne sommes condamnés ni à un consensus mou, ni à une réforme qui mettrait la France à feu et à sang. Sur la base du diagnostic désormais connu, il est évident qu'une réforme s'impose car le statu quo est une menace. La bonne réforme devra en priorité garantir un bon niveau de remplacement et, sans supprimer le droit à la retraite à 60 ans, faire de la durée de cotisation le critère principal d'accès à la retraite à taux plein.

Votre nom a été cité pour occuper un ministère, voire Matignon...

Si, d'aventure, j'étais attirée par une telle perspective – mais je ne le suis pas –, je me l'interdirais. D'abord, parce que la légitimité qu'un responsable syndical a acquise ne peut pas se recycler automatiquement dans une fonction politique. Je pense ensuite que, en France en tout cas, l'idée que la légitimité syndicale et la légitimité politique relèvent de deux registres distincts est encore à gagner. Je ne tiens pas à la brouiller.

Vous allez quitter la CFDT fin mai ? Quels sont vos projets ?

Je vais créer une agence euro-

péenne d'évaluation des performances sociales et environnementales des entreprises qui travaillera dans le monde entier. Les actionnaires seront de grandes sociétés européennes, des syndicats de pays européens et des investisseurs partageant cette démarche. Le statut juridique de cette société anonyme simplifiée devrait être déposé en juillet et l'agence devrait être opérationnelle en janvier 2003.

J'ai la conviction qu'une idée fait son chemin : la performance d'une entreprise est globale ; elle doit intégrer une stratégie sociale et une démarche de développement durable. Les entreprises qui ne l'auraient pas compris y seront contraintes. De plus en plus d'investisseurs intégreront ces données. C'est pour eux que l'agence effectuera en toute indépendance son évaluation sur ces sujets. Les multinationales deviendront alors un vecteur de développement économique, social et environnemental. En un mot, un vecteur de développement durable de la planète.

Propos recueillis par Jean-Michel Bezat et Claire Guélaud

## Au Bataclan, les hommes politiques font leur mea culpa

De gauche ou de droite, ils ont admis n'avoir pas su répondre aux « angoisses des citoyens »

DEVANT LE BATACLAN, où l'hebdomadaire Marianne organisait un débat au soir de l'énorme manifestation anti-FN du 1<sup>er</sup> Mai, un électeur socialiste résume son point de vue. Il récuse « le faux discours républicain unanime » contre l'extrême droite et assure : « Je ne voterai pas Chirac. Ma mère non plus. Membre de la SFIO depuis 1932, elle ne veut pas finir sa vie en votant à droite. » Patrick vient juste voir si les politiques sont décidés « à abandonner la langue de bois et à faire leur mea culpa ».

Sur ce point, il a été servi avec trois heures de débat qui ont réuni politiques et intellectuels autour de Jean-François Kahn, directeur de Marianne : trois anciens candidats à la présidentielle, François Bayrou (UDF), Noël Mamère (Verts) et Corinne Lepage ; le chiraquien Jean-Pierre Raffarin (DL), le socialiste Dominique Strauss-Kahn et le chevènementiste Michel Suchod,

qui remplaçait Max Gallo ; l'historien et économiste Nicolas Baverez et trois philosophes, Daniel Bensaid, membre de la LCR, Alain Finkielkraut et Bernard-Henri Lévy, ainsi que le directeur de la rédaction du Monde, Edwy Plenel.

M. Strauss-Kahn s'est montré le plus contrit. « Nous n'avons pas répondu aux angoisses de nos concitoyens », a reconnu l'ancien ministre des finances, soulignant que la gauche n'avait « pas su retisser le lien social ». Les socialistes ont été « mauvais pendant la campagne », a ajouté « DSK », pour qui « la mondialisation est à la racine de toutes les choses ».

M. Mamère, intervenant comme s'il était encore en campagne, a souligné que « Le Pen a prospéré sur une jachère. Nous en sommes tous coresponsables. C'est une défaite de la représentation politique », a-t-il lancé. « Près de 40 % des chômeurs ont voté Le Pen. Depuis cinq ans,

nous faisons comme si le chômage déclinait au point de disparaître », a noté M. Bayrou. « Le débat a disparu de la vie politique, dans une dérive technicienne », a renchéri M. Raffarin. C'était à qui battrait le mieux sa coulpe. Chacun s'est félicité de l'ampleur des manifestations contre l'extrême droite, sauf MM. Bayrou, Raffarin et Finkielkraut. Le philosophe a invité à « sortir du chagrin [du 21 avril] et de l'extase » des manifestations, fustigeant leurs « commentateurs enthousiastes ».

AVIS DIVERGENTS

Les avis ont divergé sur les solutions pour lutter contre l'extrême droite, devant une salle souvent houleuse. « Il faut mettre en place un programme de reconstruction républicaine qui s'adresse au pays tout entier », a suggéré M. Suchod. « Je voudrais bien voir que la solution soit un parti unique à gauche ! », a ironisé M. Bensaid, souli-

gnant la progression électorale de l'extrême gauche. Rendant hommage à ceux qui sont restés « militants sur le terrain » contre l'extrême droite, M. Plenel a suggéré de « refonder la République, en demandant que la prochaine Assemblée nationale se transforme en Constituante ». DSK a refusé l'idée d'un front républicain : « Il ne faut jamais occulter ce qui sépare la gauche de la droite. »

Presque tous les intervenants ont appelé à voter Chirac. « Voter blanc, c'est voter brun. Je vous demande de ne pas le faire », a exhorté M. Baverez. « Ce doit être un vote sans arrière-pensées et même enthousiaste », a plaidé BHL, déclenchant une bronca. En sortant, un électeur de gauche, qui hésite encore à voter blanc ou Chirac, s'est exclamé : « Tout ça m'a rajéuni ! »

Béatrice Gurrey

BAC + 1



RÉORIENTEZ-VOUS VERS  
UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

L'AFIC

(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)

VOUS PRÉPAREZ À INTÉGRER

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Contactez Marion Maury : 45, rue Spontini - 75116 Paris

Tél. 01 56 26 26 10/26

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



# Un million de personnes ont joyeusement défilé en régions

La mobilisation a été historique à Lyon, Grenoble ou Toulouse, une foule jeune et enthousiaste a débordé dans la matinée les traditionnels défilés du 1<sup>er</sup> Mai, pour finir le plus souvent en musique jusque tard dans la soirée

**ILS SONT** plus d'un million à avoir manifesté en régions, dans plus de 400 rassemblements, selon le ministère de l'intérieur. Et la plupart des villes ont connu des nombres records de manifestants, selon les pointages de la police : plus de 50 000 personnes à Grenoble ou Lyon, 45 000 à Toulouse, 38 000 à Bordeaux, 35 000 à Rennes, 30 000 à Lille ou Marseille – même si les organisateurs estiment qu'ils étaient bien plus nombreux –, ou 15 000 à Strasbourg.

► **Toulouse.** Une foule immense emboîte le pas aux syndicats traditionnels. Ras l'front, la LCR, Act Up et des dizaines d'autres associations accompagnent des milliers de jeunes venus crier « NON » au FN, voire pire : « Le Pen, ah si ta mère avait connu l'avortement ! », regrette un carton de la LCR. « Le Pen facho, les gouines auront ta peau », scandent un collectif de lesbiennes, tandis qu'une pancarte assure que « Couscous, cassoulet, même combat ». Des enfants d'une dizaine d'années répètent à tue-tête des slogans qui font rigoler la foule, « Le Pen, serre tes fesses, on arrive à toute vitesse ».

D'autres brandissent une rose, scotchée sur une citation d'Aragon, « Quand les blés sont sous l'orange, fou qui fait le délicat ». A 14 heures, la manifestation est terminée, et embraye sur le concert des Motivé-e-s. Des milliers de jeunes sont venus entendre Zebda reprendre le Chant des partisans. Les ados sont perchés sur des camions, dans les arbres, sur les échafaudages. Derrière la scène, une gigantesque banderole noire exhorte les manifestants à « pleurer sa misère et voter Chirac pour un fascisme à visage humain ».

► **Marseille.** Charles, un syndicaliste CGT, enrage sous sa barbe blanche et son chapeau de cuir : « Ce n'est pas une manifestation contre Le Pen, c'est la fête des tra-

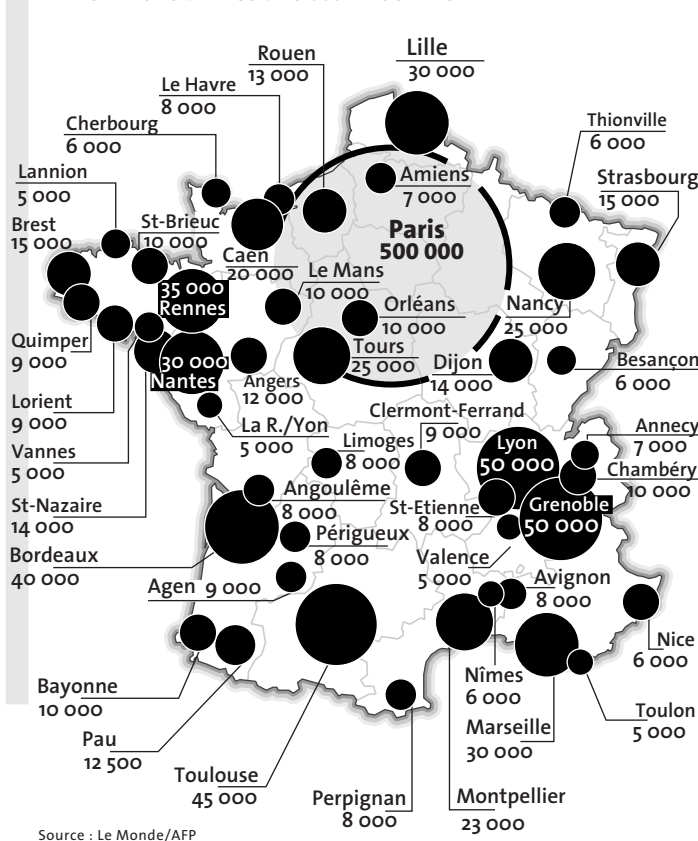
vailleurs. » Pourtant, on distribue déjà les tracts pour la contre-manifestation de jeudi 2 mai, en réaction au meeting de Jean-Marie Le Pen dans la ville. « Non, je ne vote pas Le Pen », assure une pancarte signée Jeanne d'Arc accrochée au monument aux morts. « Marseille est une terre d'asile », hurle quelqu'un dans un porte-voix. Au-dessus des têtes vole un drapeau berbère, rayé de rouge, jaune et noir. A côté, c'est un portrait du chanteur algérien assassiné, Lou'nès Matoub, qui regarde la foule. Un peu plus loin, la fédération comorienne chante *La Marseillaise*, un brandit des pancartes, « Étrangers, ne nous laissez pas seuls avec les Français. »

Sous une neige de confettis bleus et jaunes, des hommes masqués et encordés tombent à genoux pour symboliser les chaînes d'un artiste, d'un juif, d'un Palestinien et d'un RMiste. Sous une pancarte d'Aides, trois nonnes travesties tiennent un baril de lessive « Omo » et une de ces « sœurs de la Perpétuelle Indulgence » tend une croix où est inscrit « Le Pen excommunié ». Plus loin des lutins clownesques jonglent devant un géant sur échasses, pour cette fête des artistes, et de toutes les cultures.

► **Dijon.** Malgré la bruine, les manifestants étaient près de 20 000 selon les organisateurs, « un bon 14 000 », juge la police. En début du cortège, les syndicats défendent l'emploi, les retraites, les salaires... Derrière, on chante. La LCR rappe pour le droit de vote des étrangers : « Il n'y a pas de citoyens, qui valent moins que rien », un groupe de lycéens détourne *La Marseillaise*. Les Dijonnais sont venus défilé en famille. Avec parfois des mots très durs. « Je n'ai rien à dire à des cons », assène une femme avec ses deux filles. « La lutte se fait dans la rue, parce que ça ne suffit plus d'al-

## UNE MOBILISATION D'AMPLEUR NATIONALE

MANIFESTATIONS DE PLUS DE 5 000 PERSONNES



Source : Le Monde/AFP

ler voter », estiment Sara et Gwenou, deux étudiantes qui promettent un pantin à l'effigie de Le Pen, barré d'un gros « Non ». « Il n'y a rien à dire à ceux qui votent Le Pen, ce sont des racistes », explique avec colère Christophe, jeune homme d'une vingtaine d'années. Un petit groupe, nez rouges, fausses moustaches et faux képis, se sont déguisés en policier et promènent une banderole : « Présidentielle : votez sécuritaire ».

► **Nantes.** Près du quart de la ville, soit 50 000 à 60 000 personnes,

a défilé, et les traditionnels discours des syndicats ont été ponctués de « On y va ! On y va ! », montant de la foule impatiente. Le centre-ville est une immense farandole qui ne finira jamais : d'ailleurs, lorsque les derniers partis sont arrivés place du Commerce vers 14 heures, quelques centaines de jeunes restent sur place. Avant d'être emportés par un groupe de percussionnistes en verve, puis des cuivres rejoignent la troupe. Musique, chant, danse, on braille en

riant « la jeunesse emmerde le

Front national ».

► **Brest.** Ici aussi, les militants de Force ouvrière ont refusé de s'associer à l'appel unitaire contre le FN et égrenent leurs slogans dans leur coin. 11 000 manifestants ont marché au son des cornemuses selon la police, 20 000 selon les organisateurs, et jusque tard dans la soirée avec une série de concerts. Loïc, 18 ans, est venu avec le drapeau breton pour bien montrer que « c'est pas parce que Le Pen est breton, qu'on l'aime ici ». Plus loin, une femme arbore une photo de préservatif. Sur l'emballage « Bulletin de vote ». En dessous : « Chirax : usage unique le 5 mai. Après, changez de marque ».

► **Lille.** Militants à SUD et à la CFDT, Pascal et Fatima sont venus avec leur trois enfants, dont une adolescente qui ne rate pas une manifestation. « C'est quand même un peu dommage qu'il faille attendre que Le Pen soit au deuxième tour pour que les gens descendent de nouveau dans la rue », déplore Fatima. Jean, lui, n'est pas un habitué. Ce jeune informaticien de 23 ans au sourire timide manifeste pour la première fois : atteint d'une maladie génétique rare, il se déplace en fauteuil roulant. « Je me devais d'être présent, car je me sens particulièrement concerné. » Il a fabriqué lui-même ses affichettes, qui rappellent que les handicapés furent parmi les premières victimes du génocide. Plus loin, José, Eric, Fabio, Sébastien défilent derrière la banderole des « Flamands roses », un groupe de militants homosexuels particulièrement actifs à Lille. « Il faut se souvenir de l'histoire, insiste José. On est dans un pays où on peut vivre librement, des gens se sont battus pour ça. En tant que minorité, aujourd'hui, oui, on se sent en danger. »

► **Bordeaux.** Quelqu'un a ajouté au feutre bleu sur le panneau de bus de « La République », « n'appartient pas aux fascistes ». Aurélie, Astrid et Marion, trois éclairées de France, ont été impressionnées par cette foule joyeuse : « Nous sommes venues pour défendre nos valeurs, la laïcité, la coéducation, la solidarité et l'égalité. » Comme à Marseille, des « sœurs de la Perpétuelle Indulgence », des hommes fardés et haut perchés sur leurs talons brandissent leur pancarte : « Folle de liberté. Folle d'égalité. Folle de fraternité. Folle d'être différente. Folle tout court ? »

Une poignée de jeunes handicapés moteurs regardent la foule s'égrener lentement. « Je suis handicapée, née en France mais de parents marocains, explique Louisa, 18 ans, handicapée moteur depuis sa naissance. Si Jean-Marie Le Pen est élu, j'ai peur que mon centre spécialisé et mes soins soient réduits ou supprimés. » Quand les derniers manifestants ont rejoint la place de la République, des dizaines de jeunes sont montés sur des préfabriqués pour entonner, à cap-pella, une vibrante *Marseillaise*.

Récit de nos correspondants et de nos envoyés spéciaux

Elise Victor

## A Montpellier, les anciens font de la résistance

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale  
« Mais où étiez-vous pendant les cours d'histoire ? » Comme pour répondre à la question posée par cette étudiante, des témoins du passé sont lentement venus défilé contre le Front national, à Montpellier. « On n'est pas tranquilles pour dimanche », soupire Madeleine Bolla, déportée, qui tient le panneau des amis de la Fondation nationale pour la mémoire de la déportation (FMD). Elle regarde la veste que portaient les déportés, accrochée à sa pancarte : « Le symbole de ce à quoi conduit le nazisme ».

Un peu plus loin, l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR) distribue des tracts : « Il y a soixante ans, la Résistance a combattu les mêmes, pour notre Libération. Aujourd'hui, barrage au F-haine pour défendre les valeurs de notre République. » Pour Paul Dimat, 81 ans, le président départemental de l'association, leur présence « coule de source ». « On a vécu la montée du nazisme. Le Pen nous rappelle Jacques Doriot ou Marcel Déat [collaborationnistes pendant le régime de Vichy]. C'est ici notre place. »

TRACTS CLANDESTINS

Ils ne sont qu'une dizaine d'anciens résistants dans un cortège qui compte 8 000 manifestants selon la police, près de 50 000 selon les organisateurs. Les banderoles des anciens, sur lesquelles on peut lire « Vigilance accrue face au néonazisme », sont vieillies, ils n'ont pas de slogans, certains marchent en s'appuyant sur une canne. Mais dès qu'ils passent dans le cortège on applaudit chaleureusement. Un jeune homme offre un brin de muguet à une ancienne résistante. « Ça fait vraiment plaisir de vous voir », s'exclame une jeune femme, avant d'embrasser ces manifestants qui ont largement dépassé la soixantaine.

Henri Marchand, qui fêta ses 18 ans le 1<sup>er</sup> septembre 1939, le jour où a éclaté la deuxième guerre mondiale, est ravi : « Ça fait du bien d'être là. » Cet enseignant à la retraite n'avait pas manifesté depuis longtemps. « Je me suis fait opérer, maintenant j'ai trois valves au cœur, je dois me ménager. Mais là, il fallait faire quelque chose. » Sur les tracts, Henri a inscrit : « Ne me jetez pas, reproduisez-moi et diffusez-moi », comme sur les tracts clandestins de la Résistance. Il se souvient de l'époque, héroïque, où « il n'y avait pas de photocopieuse, c'était de la pâte à polycopier, on ne pouvait faire que vingt exemplaires à la fois ».

La manifestation se termine place de la Comédie. Henri bouge son panneau au rythme de *Freedom*, d'Aretha Franklin. A l'heure de la *Marseillaise*, Henri et Paul retirent leur chapeau et chantent. Mais quand tout le monde s'arrête ils attaquent le deuxième couplet.

Clémentine Blondet

## A Lyon : « La France qui gagne n'est pas celle qui se coupe du monde »

LYON

correspondance

Ils étaient une centaine, bravant la pluie au milieu de ce rassemblement jamais vu de mémoire lyonnaise : 50 000 manifestants, dix fois plus que pour un 1<sup>er</sup> Mai ordinaire. Les gens du « pays mornantais » sont venus prouver qu'eux aussi, dans les Monts du lyonnais, ils étaient « contre Le Pen », malgré les scores du FN, en tête presque partout dans la région. Ils s'étaient réunis dès le matin à Mornant, un bourg rural grignoté par la péri-urbanité, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Lyon, avant de rejoindre la ville. « Chez nous, Le Pen a fait le même nombre de voix qu'il y a sept ans. Ce n'est plus un vote contestataire, il s'est ancré. » Jérôme, animateur d'une association d'échanges culturels et humanitaires, juge que les gens de son pays ont voté Le Pen par « peur de l'inconnu », peur de cet autre que son association ne cesse d'inviter à rencontrer, grâce à une école du Sénégal ou aux liens noués avec des éducateurs de Vaulx-en-Velin, « afin que les gens des campagnes n'aient plus peur des villes ».

Les habitants de Vaugneray, un autre village de l'Ouest lyonnais, se sont rangés derrière la bannière d'Amnesty International, qui organise

depuis douze ans une célèbre Foire aux livres, devenue peu à peu la fête du village. L'association de défense des prisonniers politiques est, pour la première fois de son existence, sortie de sa neutralité. Une de ses militantes, Ghislaine, a réussi à entraîner dans la manifestation Mathias, son époux allemand qui confie : « J'ai peur. Je ne peux pas m'empêcher de comparer cette situation avec celle de 1933. Je sais qu'il suffit de quelques minutes pour basculer dans la dictature politique. »

LES FRANCS-MAÇONS DÉVOILÉS

Outre les cortèges habituels des syndicats – aux anges –, de nouvelles têtes sont venues faire leur premier 1<sup>er</sup> Mai. Fait rarissime, les francs-maçons se sont montrés publiquement, toutes obédiences confondues, affichant leur signes distinctifs sur leur cordon bleu. « Il est très inhabituel pour nous de se dévoiler. Mais là, aujourd'hui, on doit tous sortir », estime l'un d'eux, qui se souvient de Vichy et rappelle la paternité maçonnique de la devise républicaine. Un peu plus loin, l'arc-en-ciel ruisselant des homosexuels tente de combattre l'humeur météorologique chagrine. « Le Pen au pouvoir, c'est pas gay », résume une pancarte. « Le Pen, l'est fou-

tu, Dalida est dans la rue », reprennent en chœur des habitués de la Gay pride. Sur un trottoir, seul, Tahar, 60 ans, retraité algérien après « trente-huit ans de travail chez Alstom à Villeurbanne », regarde la foule passer : « Si Le Pen est élu, je suis bon pour être mis dans le train », sourit-il. Il va voter Chirac, « bien obligé », après avoir voté au premier tour pour « Georges Marchais. Enfin non, l'autre là, Hue ». C'est la première fois qu'il manifeste, fasciné de voir « tout ce monde qui est solidaire ».

Les pancartes défilent, pétries d'humanisme, graves, ou pleines de colère : « La France qui gagne n'est pas celle qui se coupe du monde », « National est ce front, international est l'af- front », « Qui n'a pas pris part à la lutte partagera la défaite. Votez ! » ou « Dimanche, on tue le cochon ». A midi et demi, place Bellecour, après deux heures et quatre kilomètres de marche, la tête du cortège mené par la CGT boucle enfin le parcours. Les derniers groupes s'apprennent seulement à se mettre en mouvement, des jeunes trempés jusqu'aux os improvisent un *dance-floor* dans les flaques aux cris de « plus jamais ça ».

20 caouas ou un vol pour Londres...?

Londres

à partir de

27.50€

aller simple

Liverpool

à partir de

27.50€

aller simple

Tarif aller simple (tarif aller retour à partir de 55.67€) disponible sur certains vols seulement. Frais carte bancaire: 5€ par transaction. Soumis à disponibilité. Conditions: réserver en avance et sur Internet. 1er vols en mai et juin.



easyJet.com



# M. Le Pen qualifie le chef de l'Etat de « traître » et de « Supermenteur »

Dans un discours écrit qui a duré plus d'une heure et demie, le président du FN s'en est pris « au parrain des clans qui s'offrent la belle vie avec l'argent des Français ». Il appelle les électeurs de gauche à refuser d'aller voter « en se bouchant le nez »

UNE CAMPAGNE électorale, selon Jean-Marie Le Pen, « c'est un match de boxe ». Cela ne se mène pas avec des « gants de velours ». Aussi, c'est en boxeur que le président du Front national a attaqué Jacques Chirac, son adversaire du second tour, lors de son intervention concluant la manifestation du Front national en l'honneur de Jeanne d'Arc, mercredi 1<sup>er</sup> mai, place de l'Opéra. Rien n'a été épargné au président de la République. Ce fut, pendant l'heure et demie de discours – lu et non improvisé comme d'habitude – une série d'uppercuts destinés tant à abattre l'homme que le dirigeant politique.

Dès les premières minutes le ton est donné par le président du Front national prédisant un « tremblement de terre » : « L'orchestre blême, qui joue désormais sous la baguette du chef du parti élyséen, a beau déverser son flot d'ignominies, pantins et coquins, requins et faquins, et même quelques évêques soviétoïdes, ont beau en appeler à la défense de leurs prébendes, le sol va se dérober sous ses pieds. »

Tantôt direct, tantôt utilisant la métaphore, Jean-Marie Le Pen brosse un portrait peu flatteur du président en exercice. C'est le traître pour lequel les « chefs d'état étrangers appellent à voter » en récompense de ses « bons et loyaux services », lance-t-il en faisant allusion à « l'Europe de Maastricht », honnie par M. Le Pen. C'est « le parrain des clans qui mettent en coupe réglée le pays et s'offrent la belle vie, depuis plus de deux décennies, avec l'argent de Français ». C'est le « peureux » qui « après s'être piteusement dérobé à la confrontation traditionnelle à la télévision, a déguisé,



PATRICK ARTINIAN/CONTACT PRES IMAGES

Au milieu d'une forêt de drapeaux tricolores, le président du Front national entonne « La Marseillaise », à la fin de son discours fleuve, prononcé le 1<sup>er</sup> Mai, sur la place de l'Opéra.

sous un masque de morgue et de mépris, une peur bleue de la vérité. Comme la taupe craint la lumière du jour, Chirac craint le débat sans prompteur. » Jacques Chirac, insiste le représentant de l'extrême droite, c'est « Supermenteur », « le prince de l'escroquerie morale » qui « s'il avait eu le moindre sens de l'honneur » aurait dû « imiter Jospin, en démissionnant » dès qu'il s'est aperçu que son score, le 21 avril, « n'atteignait pas les 20 % ». « Sa personne » est « douteuse moralement », « sa politique » qualifiée de « désastreuse ».

## « SEPT TRAHISONS »

Faisant allusion aux sept péchés capitaux, M. Le Pen accuse M. Chirac de « sept trahisons » inexpiables aux yeux des nationalistes : avoir « tenté de changer le peuple français

(...) en embauchant des ouvriers sous-qualifiés et surexploités venus d'ailleurs » puis « régularisé les clandestins » et favorisé le regroupement familial ; avoir facilité l'obtention de la nationalité française, ouvert l'assurance-maladie aux immigrés et instauré la politique de la ville.

Toujours selon M. Le Pen, M. Chirac a « trahi la famille française » avec les lois sur l'avortement et la diminution du quotient familial, trahi l'enseignement en « abaissant le niveau d'études » et enfin trahi la nation avec l'Europe. Il aurait aussi trahi la sécurité des Français en menant « une politique pénale laxiste et participant au désarmement de la société » ; et enfin trahi le prestige du pays en « salissant l'image de la France » : « C'est pour échapper à ses

juges (...) qu'il s'est représenté. »

Face à cette France qui, selon lui, « se décompose, rongée par la lèpre de la pauvreté, du mensonge, de la corruption et du crime », M. Le Pen propose une France régie par la tri-

logie : travail, famille, patrie. Il rejette « le libéralisme qui », dit-il, « assimile le travail à une marchandise comme le socialisme qui le met au service exclusif de l'Etat ». Il propose la suppression en cinq ans de l'impôt sur le revenu, des droits de succession, et de la loi sur les 35 heures pour « permettre à ceux qui le veulent de travailler plus ».

En faveur de la famille, lieu où, estime-t-il, « l'enfant doit apprendre les indispensables disciplines de l'effort et de la perfection, (...) qui feront de lui (...) le citoyen complet dont notre pays a besoin pour jouer son rôle, au dedans comme au dehors », il promet la création d'un ministère « de l'avenir de la France qui aura en charge la famille, l'enseignement et la jeunesse et sports ». Côté patrie, c'est une France tournée vers la francophonie que le président du Front national envisage. Il propose de construire « une communauté francophone de 400 millions d'habitants » et de créer « un service civique de la francophonie, dans un pays francophone ».

A l'adresse des électeurs de droite, M. Le Pen dénonce l'« homme de gauche » que serait M. Chirac. « Depuis plus de vingt ans », il a été « le meilleur allié de la gauche et la pire ennemi des patriotes. C'est lui qui, trahissant Giscard, avait fait élire en 1981 Mitterrand, qui l'avait laissé réélire en 1988. (...) Lui qui, aux municipales, a livré Paris (...) et Lyon » à la gauche. A l'adresse de la gauche, il décortique un « stratagème machiavélique » qu'aurait utilisé le président de la République pour se faire réélire et « échapper aux juges ». Selon M. Le Pen, M. Chirac aurait voulu la dernière cohabitation afin de « placer Jospin dans le rôle de 1<sup>er</sup> ministre, convaincu qu'il était que cette position allait lui valoir une défaite » et aurait tout fait pour « diminuer la gauche au premier tour et pour la transformer au second en piètaillé stupide contre le mal absolu de l'extrême droite ». « Contre ma candidature, pourtant indiscutablement démocratique, on a mobilisé la rue, les partis, les syndicats, les obédiences maçonniques, une poignée d'évêques marxistes ou même carrément communistes ! On a raflé les sportifs, les théâtres, les intellos qu'on enrégimente. Regardez-les, c'est la cour des miracles ! », s'exclame le fondateur du FN. « Ouvrez les yeux, ne vous laissez pas aveugler », recommande-t-il aux électeurs en ajoutant : « Vous qui avez voté à gauche, n'acceptez pas d'aller voter en vous bouchant le nez. »

Terminant son discours en invoquant les « saints, les martyrs, les héros », il lance enfin, et pour la première fois « Vive la République !, vive la France ! »

Christiane Chombeau

## « Le pyromane, c'est Chirac ! »

VOICI les principaux extraits du discours prononcé par Jean-Marie Le Pen, le 1<sup>er</sup> Mai, place de l'Opéra.

« Regardez-les, c'est la Cour des miracles, Seillière, le baron du Medef, l'homme du grand patronat apatride main dans la main avec Messier et la CGT et Monod, conduit le bal. Toute honte bue, ils appellent à voter pour celui qu'hier ils voulaient envoyer en prison. Le succès de Le Pen aura eu pour lui [Jacques Chirac] valeur d'amnistie et Mgr Lustiger lui a remis ses péchés sans exiger de lui le ferme propos. Quel spectacle ! On dirait un tableau de Chagall. Ils fulminent, condamnent, dénoncent au nom de la République les honnêtes citoyens qui ont voté national parce qu'ils exècrent la nation, qu'ils ont trahie et livrée à l'euro-mondialisme, à l'immigration, au chômage, à l'insécurité. Ils puent la corruption, ils ruissent d'argent sale. (...) Ils portent Chirac sur les pavois, mais Chirac n'est pas Clovis, c'est Quasimodo. C'est le syndic de faillite de la V<sup>e</sup> République. (...) Refusant de rendre le moindre

compte de sa gestion calamiteuse, [Jacques Chirac] promet des apothéoses de bonheur aux gogos (...).

Ce n'est pas Le Pen qui est l'incendiaire. Lui, il est le pompier qui a donné l'alerte depuis longtemps sans être entendu sur le communisme, sur le sida, sur la vache folle, sur Tchernobyl, sur vos scandales financiers. Non, l'incendiaire, le pyromane, c'est lui [Jacques Chirac] !

Le baron Seillière est-il bien placé pour nous donner des leçons d'économie, lui (...) dont l'ami Jean-Marie Messier vient de perdre 100 milliards en un seul trimestre (...), dont la société Vivendi Universal est le cache-sexe de la Lyonnaise des eaux, la corruptrice n° 1 du monde politique, qu'a dirigée monsieur Monod, le maître à penser de l'Elysée. (...)

Et vous, monseigneur de Béranget, qui prétendez que notre idéal est incompatible avec la religion, alors que vous avouez voter communiste, c'est-à-dire pour le régime du goulag, du crime de masse, de la dictature et de la misère. Vous prétendez nous interdire de nous référer à l'Evangile alors que vous êtes un défenseur du matérialisme et de l'athéisme. (...)

La France retrouvée, c'est renégocié progressivement les traités européens dans le cadre d'une Europe des patries et des Etats, telle que l'a souhaitée le général de Gaulle (...); garantir la sécurité pour tous par le démantèlement immédiat des bandes (...); maîtriser les dépenses publiques et redistribuer les fruits de la croissance aux forces vives de la nation (...); combattre l'exclusion et le chômage par l'allègement du droit du travail, par une politique sociale de priorité française (...); recréer la solidarité entre les générations ; défendre l'enfance, la vie et la nature ; assurer l'indépendance de la justice ; réunir et coopérer avec les pays francophones, notamment le continent africain, par le soutien au « Plan de renaissance africaine » et l'annulation de la dette des pays en développement.

Chers compatriotes français (...) ouvrez les yeux, ne vous laissez pas aveugler par les mensonges et par les campagnes de haine hystériques. Vous qui avez voté à gauche, n'acceptez pas d'aller voter en vous bouchant le nez. (...)

## « Aujourd'hui, on ne nous rit plus au nez »

« Sûrs de leur victoire », dix mille sympathisants du FN ont défilé dans le calme à Paris

LA VOILÀ DONC, cette France de Jean-Marie Le Pen... Pas toujours caricaturale et sans doute plus diversifiée qu'il n'y paraît. En ce 1<sup>er</sup> Mai d'exception, on la découvre à la fois parisienne et provinciale

### REPORTAGE

## Sur le trajet, le FN est attentif à son image et veille à éviter tout incident

le, mêlant novices et sympathisants aguerris. L'ensemble forme un cortège hétéroclite, visiblement fier de son « président ». Combien sont-ils, ces manifestants, suivis dans Paris par les médias du monde entier ? « Cent mille » à en croire M. Le Pen ; « dix mille » d'après la police. Les intéressés, eux, renverront à un troisième chiffre, incontestable celui-là, et si souvent rappelé : 16,95 %. Le score de leur héros au premier tour.

Comme chaque année, lorsqu'il s'agit pour elle de fêter Jeanne d'Arc, l'ultra-droite parade. Voici le Cercle des anciens combattants, emmenés par Roger Holeindre. Et les intégristes de Chrétienté solidarité... Puis le chœur Montjoie Saint-Denis, prêt à entonner « Les Partisans blancs » ou « Les Chacals »... Mais le « Front », comme ils disent tous, ratisse désormais plus large. Les nouveaux venus ne manquent pas. Les femmes sont nombreuses. Les adolescents aussi, garçons et filles, marchant aux côtés de leurs parents.

### DISCIPLINE

En cette matinée historique, vécue comme un avant-goût du « grand jour », le parti est attentif à son image. Sur le trajet, entre le Châtelet et l'Opéra, les costauds du Département protection sécurité (DPS), le service d'ordre du FN, sont en position. La moindre bousculade entraîne une intervention, sans même que la police ait à agir. Le DPS, renforcé par des sociétés privées, veille aussi à ce que les hampes de drapeaux ne soient pas recyclées comme armes.

La même discipline règne au sein du cortège. Les membres du Front national de la jeunesse (FNJ) avancent en bon ordre, vêtus de tee-shirts de couleurs, marqués des slogans « Fiers d'être français » ou « Le Pen, le peuple ». Derrière, les délégations (Orne, Charente, Oise...) se succèdent à l'identique, sous des banderoles uniformes. Tout signe trop voyant est banni. Des néofascistes italiens de Fuerza nuova sont fermement priés par Jean-Michel Dubois, le responsable de l'organisation, de ne « pas faire de conneries » et de replier leurs drapeaux noirs...

Le FN se méfie également de plusieurs centaines d'autres jeunes, français eux-là, disséminés çà et là mais prêts à la bagarre « au cas où... ». Rares sont les délégations provinciales à ne pas compter dans leurs rangs des skinheads ou des hooligans, habitués des stades de football. Plusieurs dizaines de supporters du PSG sont ainsi présents. Pourtant, là encore, rien de sérieux à signaler.

Les médias ne sont pas repoussés par les manifestants ordinaires, bien au contraire. Ceux-ci s'expriment avec plaisir. Un couple d'enseignants se confie à des journalistes espagnols : « Notre pays, leur expliquent-ils, est encore sous le joug des communistes et des trotskistes ; à l'école, les enfants sont imbibés de propagande marxiste. Si Le Pen était élu, ce serait la guerre civile mais nous sommes prêts à mourir. »

De toute façon, d'après Lucien Marius, un ancien exploitant agricole originaire du Vaucluse, la France est déjà en train de « sombrer » dans « l'anarchie ». Ce dernier assure avoir vu chez lui, à Cavailon, « la déferlante de l'insécurité ». Là-bas, les « étrangers assassinent et volent ».

Le Pen, donc. « Le Pen président ! », comme ils le crient tous. Le Pen, star du jour, costume bleu marine, cravate club assortie, accompagné de sa femme Jany, vêtue d'un ensemble beige. Seul, parmi les dirigeants du parti, Charles de Gaulle, le petit-fils du général, peut se joindre à eux dans le carré de tête. Les autres personnalités défilent devant leurs troupes respectives : Martine Lehideux avec le cortège parisien, en compa-

gnie de Martial Bild ; Bruno Gollnisch sous la bannière du Rhône... Un peu plus loin, Marie-France Stirbois, conseillère générale (FN) des Alpes-Maritimes, est saluée par les militants. « Tout pour l'union ! », s'exclame un témoin de sa poignée de mains avec le maire (MNR) de Marignane, Daniel Simonpieri.

Même si la manifestation n'a pas le succès attendu, la « base » est donc satisfaite, et toujours aussi optimiste. Monique Lartigues, en provenance de Cagnes-sur-Mer (Alpes Maritimes), se dit « sûre de la victoire » mais s'indigne des réactions provoquées par les résultats du premier tour : « On nous traite de nazis mais le peuple est souverain, il a voté en toute liberté pour Le Pen qui défend le peuple alors que Chirac n'a qu'un seul objectif : rester à l'abri des juges ! »

### « MON POTE, C'EST LE PEN »

Michel Chassier, informaticien à la direction de La Poste à Blois, spéculé quant à lui sur l'abstention des électeurs de gauche au second tour et sur les soutiens complémentaires dont pourrait bénéficier son candidat. « Nous avons des réserves de voix, estime-t-il. Dans certaines communes entendues au premier tour de l'élection avec des militants chasseurs pour coller des affiches à la fois pour Jean-Marie Le Pen et Jean Saint-Josse. Dimanche, tout le monde se rassemblera autour du FN. »

« Nos idées gagnent du terrain. Même dans les petits villages, confirme Christian Cotelle, secrétaire départemental adjoint de la section du Bas-Rhin, Jean-Marie Le Pen est souvent arrivé en tête. L'insécurité nourrie par les flux migratoires venus d'Afrique et des pays de l'Est n'épargne plus la campagne. Les populations criminelles ont gagné les zones rurales. »

Pour ce militant, encarté depuis 1984, « les gens s'aperçoivent maintenant que nous avons raison en dénonçant les périls voilà plus de vingt ans, on ne nous rit plus au nez ». Quel que soit le score du candidat du FN au second tour, « le grand vainqueur sera Jean-Marie Le Pen », assure M. Cotelle. En attendant, les organisateurs recommandent de presser le pas

pour ne pas trop étirer les rangs. A l'arrière, la distribution massive de drapeaux ne suffit pas à écarter le stock, supérieur aux besoins.

Dans ces quartiers de bureaux et de magasins, les curieux sont rares et les anti-FN ne se montrent guère. Rue de Rivoli, les manifestants frontistes sifflent en apercevant la façade d'un immeuble couverte de motifs colorés et de cartons « NON ».

Ici ou là, on aperçoit de rares banderoles aux fenêtres : « Vive la démocratie ! », « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». Rue des Pyramides, trois personnes ont tendu à leur balcon un drap blanc portant l'inscription « Non ». Une Savoyarde, professeur de français, passe sans s'attarder et montre son badge barré, lui, du slogan « Mon pote, c'est Le Pen ». Cette journée, pour elle comme pour les autres, restera celle du « bonheur ».

Des écrans géants sont dressés sur l'avenue de l'Opéra pour retransmettre l'intervention de M. Le Pen. Une partie de la foule préfère cependant s'approcher davantage. Un promoteur de La Rochelle en profite pour expliquer à quatre jeunes l'importance du vote du 5 mai. « Soit vous courbez l'échine, soit vous montrez que vous avez du caractère, assure-t-il, lui qui a vécu onze ans en Afrique. Il faut remettre de l'ordre dans ce pays. Quand je présente mes dossiers dans ma ville, ils sont recalés. Dans la presse, j'ai été montré du doigt, j'ai le MRAP aux trousses. C'est quoi, cette France ! »

Là-bas, sur l'estrade, Le Pen donne de la voix et évoque les « citoyens honnêtes ». La foule, flatée, applaudit. Un ballon gonflable promettant à son tour un « Le Pen président » survole le quartier. Au terme de son discours, le candidat du FN appellera quelques jeunes à l'entourer. Peu après son départ, à l'heure de la dispersion, le speaker recommandera à tous les participants d'éviter les « provocations » des « voyous chiraco-socialistes ». De fait, il n'y aura pas d'incidents.

Philippe Broussard avec Elie Barth, Pascal Ceaux, Christiane Chambeau et Patrick Roger

esec.edu/

# ESEC

Diplôme homologué par l'Etat

images/ cinéma/ numérique/ sons/

- Réalisateur cinéma
- Concepteur en numérique
- Producteur audiovisuel
- Monteur en numérique
- Créateur d'effets spéciaux

www.esec.edu/

01 43 42 43 22

21, rue de Citeaux 75012 Paris  
enseignement supérieur libre



## Depuis 1986, le chef du Front national a fait de Marseille et de sa région un laboratoire politique

Jean-Marie Le Pen devait tenir son dernier meeting, jeudi soir 2 mai, dans la capitale méridionale, fief électoral de l'extrême droite, où il a devancé M. Chirac au premier tour

### MARSEILLE

de notre correspondant régional  
Jean-Marie Le Pen entretient avec Marseille une relation puissante : il y a réussi ses meilleurs scores électoraux depuis 1988, arrivant en tête de tous les scrutins présidentiels depuis cette date. La capitale méridionale lui a, en outre, servi de laboratoire politique, pour la gestion des collectifs comme pour les démonstrations de force.

Le premier choc remonte aux élections européennes de 1984, où le Front national (FN) avait enregistré, à la stupeur générale, 21,42 % des voix dans la cité phocéenne. Beaucoup avaient alors cru à un succès éphémère, jusqu'à ce que le parti d'extrême droite obtienne, au scrutin régional de 1986, 25 sièges sur 117 et entrent dans la majorité au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) avec la droite classique, déjà conduite par Jean-Claude Gaudin, l'actuel maire (DL) de Marseille. Deux ans plus tard, à l'élection présidentielle, M. Le Pen séduisait 28,3 % des électeurs phocéens et attirait 20 000 partisans au Stade Vélodrome. « Marseille m'a adressé un message d'amour », proclamait-il.

La même année, le chef du FN et ses lieutenants, Jean-Pierre Stirbois et Bruno Mégret, tentent leur chance aux législatives dans les Bouches-du-Rhône. M. Le Pen choisit une circonscription populaire de Marseille, persuadé - à tort - que sa notoriété suffira pour battre le socialiste Marius Masse. Il y subit un net revers. Aux régionales de 1992, il file vers les Alpes-Maritimes, mais laisse M. Mégret dans le département. Tous deux siègeront au conseil régional, qui leur servira de tribune et de base financière.

### ÉLECTORAT STABLE

Durant cette période, le FN continue son travail d'implantation et de formation de cadres et d'élus, qui portera ses fruits aux municipales de 1995 : les lepénistes conquièrent quatre villes, dont deux toutes proches de Marseille, Marignane et Vitrolles - où M. Mégret s'impose après avoir repoussé le conseil de M. Le Pen de se présenter à Marseille. Le futur dissident considérait alors que l'extrême droite devait prouver sa crédibilité gestionnaire à la tête de villes accessibles. Pari gagné dans le département : les deux municipalités seront reconduites en 2001, at-

tant l'existence d'un électoral stable pour soutenir les thèses, identiques, du FN ou du MNR.

Entre-temps, la scission de 1999 a vidé le FN de ses cadres et lui a fait frôler la faillite : 70 % des militants sont partis avec M. Mégret ou se sont découragés ; le parti s'est mis en sommeil. D'autant que les élections suivantes sont plutôt favorables à M. Mégret, qui garde dans son camp les deux maires des Bouches-du-Rhône et neuf conseillers régionaux sur 22. Mais l'éclatement du FN le prive de ces triangulaires qui en faisaient un épouvantail pour la droite républicaine. En 2001, M. Mégret entre au conseil municipal de Marseille - où siège désormais un seul élu FN. L'élection présidentielle de 2002 rééquilibre le rapport de forces : le premier tour place à nouveau M. Le Pen en tête dans la ville avec 23 % des voix, M. Mégret n'obtenant que 4,3 %.

Mais la Provence aura surtout servi de test à tous les moments importants de la vie politique du FN. La première alliance avec la droite classique s'y est nouée : en 1986, M. Gaudin passe un « accord technique » de gestion avec le FN, qui notabilise et enrichit le parti.

L'extrême droite y perdra néanmoins quelques plumes, 11 élus régionaux ralliant en cours de mandat la droite libérale. En janvier 1992, M. Gaudin annonce finalement qu'il rompt avec le FN. Au cours de la mandature 1992-1997, le parti de M. Le Pen se retrouve ainsi dans une opposition virulente à son ancien allié : dans l'hémicycle régional, le chef de l'extrême droite tient des discours d'une rare violence, qui contribuent à sa réputation sulfureuse et préfigurent une ligne « ni droite ni gauche ».

Durant cette période, le FN fera parler de lui autrement à Marseille. Le 21 février 1995, trois de ses colères d'affiches tuent un jeune Comorien, Ibrahim Ali, d'une balle dans le dos. Le tireur sera condamné, le 22 juin 1996, à quinze ans de réclusion criminelle. Mais la venue de M. Mégret pour défendre en personne les accusés devant les assises confèrera au meurtre une dimension nettement politique. Un autre fait divers tragique survient le 9 septembre 1996 : un jeune homme, Nicolas Bourgat, est tué d'un coup de couteau par un mineur dont le nom, d'origine arabe, est aussitôt connu. À gauche comme à droite, les responsables politiques calment le jeu, appelant à un défilé silencieux aux obsèques du jeune homme. Ignorant le vœu public du père de la victime d'éviter toute « récupération », M. Le Pen, lui, organise un défilé lourd de menaces, qui attise les braises du racisme.

Ce jour-là, les causes de l'attachement à Marseille du chef de l'extrême droite sont palpables : il sent que s'y joue une partie essentielle de la crise du contrat politique. Le cosmopolitisme affiché de la ville, célébré lors de grandes fêtes (La Massalia et la Marséclète) en 1998 et en 1999, est la version optimiste de la cohabitation entre communautés. Mais il en existe une version plus sombre, nourrie d'incompréhension et d'affrontement. C'est celle-ci que M. Le Pen vient souligner à chacun de ses meetings et de ses manifestations. Comme pour faire de cette ville, populaire, fragile et agitée, un laboratoire du pire.

M. Sa

Michel Samson

## Au siège des Bouches-du-Rhône, l'affluence des anciens mégrégistes et des nouvelles recrues

### MARSEILLE

de notre correspondant régional  
Jackie Blanc, secrétaire départemental du Front national des Bouches-du-Rhône, n'est pas mécontent de sa formule : « Maintenant, c'est nous la force tranquille. » Son parti revient de loin : ces deux dernières années, près de 70 % des 4 500 ou 5 000 militants locaux avaient déserté, attirés par le MNR ou démobilisés depuis la scission mégrégiste. Pour les cadres restants, le dernier meeting de Jean-Marie Le Pen à Marseille, quatre jours avant le premier tour, avait annoncé la victoire. Stéphane Durbec, benjamin du conseil régional, dit y avoir « revu des familles entières qu'il n'avait pas vu depuis des années ». Il rappelle qu'en 2001 un meeting préparatoire aux municipales et aux cantonales n'avait attiré que 800 personnes à la salle Vallier, qui en a accueilli 3 000 cette année.

Depuis, la permanence du FN déborde d'activité ; les téléphones sonnent, les militants se proposent pour coller des affiches ou tenir les bureaux de vote. M. Blanc dit avoir reçu 67 nouvelles adhésions en trois jours : outre des gens qui étaient partis au MNR et viennent

comme si de rien n'était, des nouveaux venus. Mais il refuse de donner des chiffres « trop optimistes », d'autant qu'il n'est pas en mesure de dire combien d'adhésions sont directement adressées aux secteurs ou au « Paquebot », siège national du parti.

Pour l'heure, il se contente de préparer dans la fièvre la semaine décisive. Le FN a affrété trois ou quatre cars pour « monter » à Paris le 1<sup>er</sup> Mai, beaucoup de militants ont pris le TGV ou leur voiture. M. Blanc estimait entre 250 et 300 le nombre de militants des Bouches-du-Rhône qui devaient prendre part au défilé de Jeanne d'Arc, la veille du meeting marseillais de M. Le Pen, dont les nouvelles affiches en noir et blanc figurent déjà depuis plusieurs jours sur tous les panneaux officiels.

Organisée par l'équipe nationale du candidat, la réunion devait se tenir au Palais des sports. Le FN y attendait 7 500 personnes, venues de toute la région, auxquelles il faut ajouter des centaines de journalistes en provenance de toute l'Europe.

M. Sa

Michel Samson

## Adolfo Urso, vice-ministre italien chargé du commerce extérieur « Nous rejetons tout compromis avec le FN »

### ROME

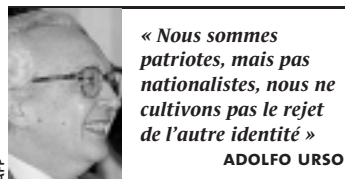
de notre correspondante  
Ancien porte-parole de Gianfranco Fini, leader-fondateur d'Alliance nationale (post-fasciste), Adolfo Urso (44 ans) a abandonné cette fonction lors de son entrée dans le gouvernement de Silvio Berlusconi. Il a créé une fondation qui se charge de la formation des militants, une priorité à ses yeux. L'Alliance nationale est née des cendres du parti néofasciste, le MSI, en 1994. Votre dirigeant, Gianfranco Fini, également « numéro 2 » du gouvernement Berlusconi, avait alors rompu avec le Front national. Comment l'Alliance juge-t-elle le parti de Jean-Marie Le Pen ?

La rupture politique avec le FN s'est faite bien avant Fiuggi. Le fondateur du MSI, Giorgio Almirante, décédé depuis, avait refusé aux élections européennes d'alors de s'allier au groupe des non-inscrits formé par Le Pen et l'extrême droite allemande. La droite italienne que nous représentons n'a jamais enfourché le cheval de la xénophobie, pas plus qu'elle n'a voulu exacerber les relations avec les immigrés, contrairement aux extrêmes droites française et allemande. Notre droite a fait fonction de digue contre ces risques-là. Nous sommes patriotes, mais pas nationalistes, nous ne cultivons pas le rejet de l'autre identité. Nous voulons l'Europe des nations, au sens gaulliste. Le parti français qui nous est proche est celui de Charles Pasqua, chef de file de notre groupe, Europe des nations, au Parlement européen. Contrairement à M. Pasqua, nous avons toujours rejeté toute idée de compromis avec Le Pen.

Dans la coalition de Silvio Berlusconi, votre allié Umberto Bos-

si, leader-fondateur de la Ligue du Nord, a pour cheval de bataille l'immigration et l'insécurité, comme le FN. Vous pratiquez le compromis au jour le jour avec ses positions xénophobes. N'est-ce pas une entorse à vos principes ?

Nous faisons, là aussi, fonction de digue. Notre droite italienne a effectué un parcours de légitimation démocratique au fil des années. Elle veut contrôler strictement l'immigration clandestine, mais ne pratique pas la peur de l'étranger. La Ligue s'est créée sur ces peurs, immigration, Europe de



« Nous sommes patriotes, mais pas nationalistes, nous ne cultivons pas le rejet de l'autre identité »  
ADOLFO URSO

Bruxelles, etc. Mais, sur le fond, le ministre Bossi pratique le compromis et a pris lui aussi ses distances avec Le Pen. La Ligue est fédéraliste alors que le FN est nationaliste, elle est contre l'Europe décidée par les technocrates, mais pour l'Europe des peuples, et n'envisage pas de quitter l'Union.

Pour l'anniversaire de la mort de Mussolini, le 28 avril, des manifestations ont eu, cette année, un relief plus fort. La communauté juive de Rome s'effraie de ces relents. L'antisémitisme est-il en train de resurgir ?

Ces manifestations ont eu lieu. Cela dit, en Italie pas plus d'ailleurs qu'en Espagne avec le gouvernement de centre droit de José María Aznar, vous n'avez vu ce qui se passe en France et en Allemagne : pas d'écrits antijuifs, pas d'incendies de synagogues,

pas de profanation de cimetières juifs. Au lendemain du succès au premier tour de Jean-Marie Le Pen, Gianfranco Fini a sévèrement condamné les thèses du Front national. Le président de l'Union des communautés juives d'Italie, Amos Luzzatto, a rendu hommage à cette prise de position. Nous avons participé à Rome, il y a deux semaines, à l'Israël Day, la manifestation de défense d'Israël organisée par Giuliano Ferrara, ancien porte-parole de Silvio Berlusconi et directeur du quotidien *Il Foglio*. Moi-même, en tant que vice-ministre chargé du commerce extérieur, j'ai été reçu en Israël, le 21 décembre, par mon homologue et aussi par le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès. Nous avons présenté nos propositions de plan Marshall pour la Palestine.

Quelle leçon tirez-vous de la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour face à Jacques Chirac ?

C'est d'abord l'échec de la gauche, de Lionel Jospin. Plus largement, la gauche européenne est en train d'implorer à cause de ses erreurs. Au Danemark, au Portugal, au Luxembourg et en France, la droite vient de gagner. Peut-être sera-t-elle bientôt au gouvernement en Allemagne. Hier, treize pays sur quinze étaient à gauche dans l'UE. Ces gouvernements n'ont pas su ou voulu affronter le thème de la souveraineté nationale et celui de la globalisation. Seul Tony Blair a pris courageusement cette voie de la modernité et des réformes nécessaires. Il a réussi, c'est pour cela qu'il se maintient au pouvoir.

Propos recueillis par Danielle Rouard

## Les fidèles de M. Le Pen sont invités à militer sur Internet, « un des derniers espaces de liberté »

DEPUIS les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, les militants du Front national se saisissent du Réseau pour battre la campagne en faveur de leur chef. Et le parti d'extrême droite les y engage fermement. Ainsi, sur la page d'accueil du site officiel du leader de l'extrême droite se trouve une invitation à « militer sur Internet ».

« Comme durant les pires heures de l'Union soviétique, certains médias nationaux tentent d'imposer au peuple leur choix pour le second tour », affirme l'équipe de M. Le Pen, alors qu'en revanche Internet est dépeint comme « un des derniers espaces de liberté et aussi un remarquable outil de militant », qui doit servir à « diffuser le plus largement possible la voix des patriotes ».

### « DE FAÇON COURTOISE »

L'équipe de campagne du candidat frontiste estime donc qu'« il est en votre pouvoir de nous aider en diffusant l'adresse du site Internet de Jean-Marie Le Pen ainsi qu'en participant activement aux nombreux forums organisés sur Internet ». Et de recommander, pour coller à l'image policée que cherche à véhiculer M. Le Pen, de le faire « toujours dans le respect des opinions de chacun et de façon courtoise » et de ne pas répondre « à certaines provocations haineuses et aux insultes de nos adversaires ».

La première partie du message a été reçue 5 sur 5 par les internautes proches des thèses lepénistes qui n'ont pas tardé à se précipiter sur les forums de discussion que les principaux portails d'entrée sur la Toile - les portails Wanadoo.fr ou Yahoo.fr - ont ouverts pour faire réagir les inter-

nauts aux résultats du scrutin du 21 avril. En revanche, la retenue dans le langage est rarement de mise et ce sont souvent des courriers d'insulte ou d'intimidation qui sont postés sur les forums de discussion.

A commencer par ceux des sites anti-FN. Les auteurs de [jebocottlepen.com](http://jebocottlepen.com) sont ainsi menacés d'« être maltraités » par un certain Bernard, et le webmaster de [ruban noir.free.fr](http://ruban noir.free.fr), qui exhorte à porter un ruban noir contre l'extrême droite, a reçu un florilège de noms d'oiseau de la part d'une dizaine de militants frontistes.

Certains internautes proches du Front national avancent à visage couvert. « Au moment où Jacques Chirac se demandait s'il devait débattre avec Jean-Marie Le Pen, nous avons connu sur nos forums de discussion de très fortes pressions - dont tout nous porte à croire qu'elles étaient téléguidées par le Front national - de personnes qui réclamaient au président de la République d'accepter le débat en expliquant que c'était bon pour lui et qu'il n'avait rien à craindre d'une telle confrontation », explique Xavier Moisan, le responsable du site du candidat Chirac. Selon le webmaster, des militants lepénistes ont également récupéré des adresses électroniques d'internautes s'exprimant sur les forums pour les abonner à des listes de diffusion de mouvements d'extrême droite.

### « TENUE CLEAN »

Celle d'Unité radicale, groupuscule plus proche de Bruno Mégret que de M. Le Pen, inonde particulièrement les boîtes aux lettres électroniques. Depuis lun-

di 29 avril, elle invite « les militants identitaires européens » à se rassembler mercredi 1<sup>er</sup> mai à 14 h 30, au pied de la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides, à Paris, pour « faire entendre leur différence dans le tintamarre électoral ». Et de distiller quelques consignes pratiques : « tenue clean » pour ne pas « servir de cible aux bolches » et drappeaux celtiques noir et blanc pour « les prises de parole de l'après-midi ».

Stéphane Mandard  
(Le Monde interactif)

MÉDAILLE D'OR 2001  
concours NF ameublement  
DETAILLANT - GROSSISTE  
VEND AUX PARTICULIERS  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix



MATELAS • SOMMIERS  
Vente par téléphone possible  
fixes ou relevables - toutes dimensions.  
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI  
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX  
Garantie 5 et 10 ans

CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC  
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

MOBECO  
247, rue de Belleville - Paris 19<sup>ème</sup>  
50, avenue d'Italie - Paris 13<sup>ème</sup>  
01.42.08.71.00 - 7/7  
5500 m<sup>2</sup> d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE



# M. Chirac pris entre le message de la rue et les exigences de son électorat

Le président s'interroge sur le signal politique qu'il devra donner, après le 5 mai, en choisissant son premier ministre.

Il doit à la fois tenir compte des manifestations anti-Le Pen et marquer le clivage droite-gauche dans la perspective des législatives

DEPUIS PLUSIEURS JOURS, déjà, Jacques Chirac répète à tous ceux qui l'interrogent qu'il fera son choix en fonction des résultats du 5 mai. Certes, il a bien demandé à ses proches, comme à ces trois ou quatre « premiers ministrables » qui vivent depuis des mois sur des charbons ardents, de lui faire des listes comportant les noms de ceux qui pourraient rejoindre le gouvernement. Mais rares sont ceux qui peuvent en tirer la moindre conclusion précise sur les intentions du président. « Evidemment, on n'agit pas de la même façon lorsque plus d'un million de personnes descend dans la rue contre votre adversaire, précise un de ses conseillers, de même qu'on ne lance pas le même message selon que l'on est élu avec 80 % des voix ou 52 % ».

Les immenses manifestations du 1er mai sont, en effet, un nouveau paramètre dans la décision que sera amenée à prendre le chef de l'Etat en début de semaine prochaine. Car il est désormais clair que le score de M. Chirac, le 5 mai, devra une bonne part à la mobilisation de la gauche. L'Elysée a longtemps cru qu'il pourrait conserver le bénéfice de sa victoire du premier tour. La droite avait été priée de poursuivre sa campagne contre les socialistes en prévision des élections législatives, laissant de côté les attaques contre M. Le Pen, puisqu'il était quasiment acquis que celui-ci ne



PATRICK KOVARIC/AFIP

pourrait pas l'emporter.

## M. Juppé redoute une nouvelle cohabitation

Alain Juppé a assuré, jeudi 2 mai sur Europe 1, que Jacques Chirac avait « bien conscience de sa responsabilité historique », en expliquant qu'il avait observé chez le président-candidat « une gravité peut-être inaccoutumée » depuis le premier tour de l'élection présidentielle. « Le combat ne s'arrêtera pas le 5 mai », a-t-il ajouté. Il ne suffit pas d'assurer la victoire de Jacques Chirac, il faut aller au-delà et lui donner les moyens de gouverner, avec une majorité. Si nous retombons en cohabitation, ce serait une nouvelle victoire de Le Pen. »

Interrogé sur les manifestations du 1er Mai contre l'extrême droite, M. Juppé a jugé qu'il s'agissait d'« un événement qui réjouit tous ceux qui croient à la République et à la démocratie », mais, a-t-il ajouté, « ce qui est efficace, c'est d'aller voter ».

Vendredi 26 avril, près de Bordeaux, les barons de la droite, réunis par Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin (DL), Philippe Douste-Blazy (UDF) et Nicolas Sarkozy (RPR), ont ainsi consacré l'essentiel de leurs interventions à dénoncer la politique menée par le gouvernement Jospin. Sans dire plus que quelques mots du FN. M. Chirac lui-même a renoncé, ces derniers jours, à plusieurs interventions dans la presse et les radios, afin « d'assécher », dit-il, la campagne médiatique de son adversaire d'extrême droite. « Privilégier le terrain et refuser une interview à un média, c'est priver Jean-Marie Le Pen d'une tribune, en vertu de la règle d'égalité du CSA », confie-t-il. Le président-candidat a surtout longtemps souligné le silence de M. Jospin, comme si c'était bien lui, Jacques Chirac, qui était le seul repartir contre le FN. La mobilisation de la gauche le prive désormais de cet argument.

Car la droite, suivant la consigne de l'Elysée, a brillé par son absence lors des manifestations qui ont ponctué l'entre-deux tours, à de rares exceptions près : l'ancien pré-

sident du Parti radical, André Rossinot, le directeur de campagne de François Bayrou, Gilles de Robien, et l'ex-candidate écologiste, Corinne Lepage. Mieux, soucieuse avant tout de ne pas accrédi-ter l'idée d'un front républicain - droite-gauche unie contre l'extrême droite -, l'opposition parlementaire a parfois renvoyé dans les cordes ceux qui manifestent aux cris de « Votez Chirac ! ». Le conseiller politique du RPR, Patrick Devedjian, a ainsi expliqué, le 1er mai, à l'issue des manifestations, que « ce sont cinq ans de gouvernement de gauche qui

ont fait le succès de l'extrême droite. Maintenant que la gauche a créé cette tragédie, elle peut se ranger derrière nous, mais pas devant. »

## RECHERCHE DE CONSENSUS

Pourtant, François Fillon, donné comme possible premier ministre de M. Chirac, a vite constaté les effets de cette vague anti-FN. Saluant « le rôle pédagogique des partis de gauche sur leurs électeurs », le député RPR de la Sarthe a jugé que « les manifestations massives, dépouillées de tout excès, vont peser dans le scrutin de diman-

che ». M. Fillon est l'un de ceux qui s'opposent à la ligne droitiste incarnée par Nicolas Sarkozy, l'un de ceux qui prônent la recherche de « consensus » autour de quelques grandes réformes. Cette idée compte beaucoup de partisans à l'Elysée.

Mais d'autres la redoutent. La présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, témoigne du fait que « certains électeurs de droite s'inquiètent de voir Jacques Chirac soutenu par la gauche ». Par crainte d'un recensement du président, ils pourraient, pense-t-elle, « être tentés d'admi-

nistrer une piqûre de rappel en votant Le Pen au second tour ».

Le chef de l'Etat et la droite sont, en effet, face à un dilemme. Ils doivent à la fois signifier à cette France qui manifeste qu'elle peut être entendue. Et bien marquer le clivage gauche-droite afin de neutraliser le FN qui sera présent dans de nombreuses triangulaires, et battre la gauche lors des législatives. Cette double obligation exclut toute ouverture à des représentants de l'ancienne gauche plurielle lors de la composition du futur gouvernement. Seule l'arrivée de personnalités issues de la société civile (chefs d'entreprise, syndicalistes...) est envisagée. Encore que l'Elysée se heurte à des difficultés pour convaincre les intéressés. « Nicole Notat est la seule personne que j'ai envie d'entendre en ce moment », a ainsi confié, il y a quelques jours, M. Chirac. Mais la secrétaire générale de la CFDT a clairement refusé tout portefeuille ministériel (lire page 4).

Reste le signal politique que représentera le choix du premier ministre. Donné jusqu'ici comme favori, M. Sarkozy est aussi jugé comme « un repousseur » pour le centre-droit par nombre de ses compagnons. MM. Raffarin, Fillon et Douste-Blazy, poussés par M. Juppé, apparaissent comme plus consensuels mais gardent un handicap : leur manque d'expérience au plus haut niveau. Enfin, M. Chirac, décidé à mener lui-même la campagne des législatives, peut recourir à une troisième solution : un premier ministre de transition, moins chef de gouvernement que super directeur de cabinet. Un profil proche de celui d'Antoine Rufenacht, son directeur de campagne

Raphaëlle Bacqué et Jean-Louis Saux

## A Toulouse, le président s'adresse aux « travailleurs » des petites entreprises

### TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

A l'entrée, un membre du service de sécurité renvoie maladroitement les badauds qui s'approchent pour tenter de voir Jacques Chirac tout juste arrivé à Toulouse : « impossible d'entrer, c'est un meeting privé ». Un vieil homme qui promène son caniche essaie pourtant une seconde fois. En vain. « Quand ces salauds de chiraquiens voudront bien discuter avec nous, ça ira mieux ! », lâche-t-il il comme s'il parlait à son chien. L'équipe du président-candidat a décidé de mener ces dernières rencontres de campagne sans ostentation. Sans démonstration de force, sans joie affichée, même si aucun des conseillers du chef de l'Etat ne doute désormais de sa victoire le 5 mai. Le seul « clou » de la semaine a été fixé au jeudi 2 mai à Villepinte, en banlieue parisienne, pour le dernier meeting de la campagne.

Mais ce mardi 30 avril, à Toulouse, Jacques Chirac tient une sorte de réunion-débat avec des patrons de PME, des artisans, des étudiants et des directeurs de sociétés de haute technologie. Le maire, Philippe Douste-Blazy, affiche le sourire de celui qui a obtenu de haute lutte cette visite, qu'il tient comme un signe de sa proximité avec le président.

### DEUX CATÉGORIES

Depuis les résultats du premier tour, Jacques Chirac s'emploie à parler à ceux qui ont donné leurs voix au Front national et qui pourraient revenir vers lui, le 5 mai. Il s'est déjà adressé aux paysans, aux artisans, et à ceux qui craignent l'insécurité. Cette fois, il plaide pour les salariés des petites entreprises. Ceux-là mêmes qui ont composé une partie non négligeable de l'électorat de Jean-Marie Le Pen. « Dans la nervosité actuelle de notre pays, il y a entre autres

choses ce sentiment d'inégalité, d'injustice, d'impuissance, d'incompréhension qui émane du travailleur de la petite entreprise qui ne sait pas ce qu'il va devenir et qui a bien conscience, en revanche, qu'il n'a pratiquement pas de pouvoir sur ce que sera sa situation », explique donc M. Chirac. « Nous avons petit à petit laissé se développer en France une situation sociale où il y a des travailleurs de deux catégories : ceux qui sont favorisés et ceux qui ne le sont pas », souligne-t-il. « Les travailleurs des grandes entreprises bénéficient d'un système, d'un régime qui fait qu'en réalité, ils ont un certain nombre d'avantages, de sécurités. Les travailleurs des PME ne les ont pas, qu'il s'agisse de la formation, de reclassement, de plans sociaux », poursuit-il avant d'ajouter « nous devons effacer ces différences qui ne sont pas justifiées ».

Rle. B



### ventes aux enchères publiques

47, rue Louis Blanc - 92984 La Défense Cedex  
Tél. 01 49 04 01 85 - Fax. 01 43 33 51 36

### LA VILLE DE PARIS vend LIBRES

Aux enchères publiques, en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, Avenue Victoria à PARIS 1<sup>er</sup>, Le Mardi 21 Mai 2002 à 14h30 (Dépôt des chèques à partir de 14h00)

15, Rue des Barres à Paris (4<sup>ème</sup>),

1 Appartement de 2 Pièces (38,90 m<sup>2</sup>)

5/7, Rue des Beaux Arts à Paris (6<sup>ème</sup>),

entrée au 3 bis, Rue des Beaux Arts

1 Pièce (35,20 m<sup>2</sup>)

1 Remise (23 m<sup>2</sup> env.)

26, Rue Jacob à Paris (6<sup>ème</sup>),

1 Appartement de 4 Pièces (84,40 m<sup>2</sup>),

Ensemble de Caves (64,40 m<sup>2</sup> env.) - 2 Caves (5,70 et 19,30 m<sup>2</sup> env.)

6, Rue de Seine à Paris (6<sup>ème</sup>),

1 Local (15,10 m<sup>2</sup>) - 3 Caves (3,50 - 2,80 et 6 m<sup>2</sup> env.)

Pour visites et renseignements s'adresser à :

Maître BELLARGENT, Notaire associé à Paris (75001),

14, rue des Pyramides - Tél : 01.44.77.37.35

12, rue des Nonnains d'Hyères, à Paris (4<sup>ème</sup>),

1 Appartement de 4 Pièces (113,10 m<sup>2</sup>) et 1 Cave

1 Appartement de 2 Pièces (65,90 m<sup>2</sup>) et 1 Cave

25, Rue Charlemagne à Paris (4<sup>ème</sup>),

1 Appartement de 6 Pièces (136,80 m<sup>2</sup>) et 1 Cave

2, Quai de Gesvres à Paris (4<sup>ème</sup>),

1 Appartement de 4 Pièces (150,60 m<sup>2</sup>) et 1 Cave

35/37, Rue Bonaparte à Paris (6<sup>ème</sup>),

1 Logement de 4 Pièces (103,50 m<sup>2</sup>) - 1 Local (5,5 m<sup>2</sup> env.)

et 1 Cave (15,75 m<sup>2</sup> env.)

13, Rue d'Armaille à Paris (17<sup>ème</sup>),

1 Appartement de 2 Pièces (28,60 m<sup>2</sup>) et 1 Cave

Pour visites et renseignements s'adresser à :

Maître BOURGES, Notaire associé à Paris (75008),

77, Boulevard Malesherbes - Tél : 01.44.90.14.14

http://www.paris-france.org - Minitel 3615 PARIS (0,096 euros/mn)

75

Vente aux enchères publiques au Palais de Justice de Versailles,

3, place André-Mignot, Mercredi 22 Mai 2002 à 9h - En un seul lot

Dans un ensemble immobilier sis à PARIS 1<sup>er</sup>, 56, Rue de Richelieu

et 23, Rue des Petits-Champs - Bât. A - Lot n° 56 : un STUDIO,

3<sup>ème</sup> étage droite. Lot n° 57 : un STUDIO, au 3<sup>ème</sup> étage face escalier

Mise à Prix : 46.000 € pour les 2 studios avec faculté de baisser

S'adresser à la SCP SILLARD et Associés, Avocats à Versailles (78),

dépositaire d'une copie du cahier des charges, 73 bis, rue du Maréchal-Foch.

Tél : 01.39.20.15.75 - Au Greffe des Criées du TGI de Versailles.

Internet : http://www.jurisva.com/sillard-avocats et www.licitor.com

## L'UNI, syndicat étudiant de droite, mène une campagne discrète

LA CONSIGNE a été parfaitement relayée. De Paris à Nancy, de Toulouse au Havre, les militants du syndicat étudiant de droite, l'UNI, déploient le même argumentaire : « 1) notre candidat Jacques Chirac est présent au second tour 2) on continue de faire campagne pour lui comme au premier tour et comme on l'aurait fait s'il s'était affronté à Lionel Jospin 3) Chirac a combattu l'extrême droite toute sa vie 4) on n'a pas besoin d'aller le dire dans la rue, cela va de soi ».

Dans cet entre-deux tours de l'élection présidentielle, marqué par la mobilisation de la communauté universitaire contre Jean-Marie Le Pen, l'UNI affiche sa différence. Au grand dam d'étudiants de gauche comme de droite, qui lui reprochent d'être trop discrète dans sa condamnation de l'extrême droite, et trop timide dans l'affirmation des valeurs républicaines. « L'UNI, en jouant profil bas se marginalise, les étudiants ne comprennent pas qu'on ne réagisse pas », résume Jean-Baptiste Mougel, président de la Fage (associations étudiantes), deuxième organisation après l'UNEF. Pourtant soucieuse de marquer son indépendance politique, la Fage estime « que nos valeurs sont menacées et qu'il faut savoir le dire ».

La troisième organisation étudiante, dont le responsable, Arnaud Legros, figure dans l'organigramme de campagne du candidat Chirac, ne participe ni aux débats qui sont organisés dans les universités, ni aux manifestations qui rassemblent depuis le 21 avril les étudiants. « Nous n'avons rien à prouver », juge Jean-Marc Parisot, responsable UNI à Nancy. « Les étudiants expriment un besoin très important de parler des élections, l'ambiance est très lourde dans les facs depuis le premier tour. Mais les organisations de gauche vivent le front républicain de façon partisane. On ne peut pas cracher sur notre candidat », complète Jean-Guillaume Remise, son homologue de Toulouse, plus partagé. « Les mouvements de gauche occupent la rue, nous on occupe la fac ! », claironne Mathieu Maraine au Havre.

### ANALYSE INVERSE

A Paris-II-Assas, université réputée fortement marquée à droite, l'UNI « a brillé par son silence », rapporte une étudiante en maîtrise de droit, alors qu'elle est très présente en période d'élections étudiantes. Sans être « particulièrement demandeur », les responsables de l'UNI à Paris-II ont juste accepté de se rendre, lundi soir 29 avril, à une réunion unitai-

re des représentants étudiants de l'université destinée à préparer le 1<sup>er</sup> Mai. « Les autres auraient souhaité que je les rejoigne dans leur analyse, selon laquelle il faut se mobiliser pour faire barrage au Front national. Mais nous avons une analyse complètement inverse, estime Amaury Duquesne de l'UNI. Le soutien apporté depuis longtemps à Jacques Chirac, qui a lui-même toujours combattu l'extrême droite, se suffit à lui seul. » Cette présence exceptionnelle à une rencontre unitaire a été saluée par Emilie Anstett, responsable de l'UNEF-Assas. « C'est déjà bien qu'ils soient venus exposer leur position. »

Autre exemple, à Sciences-Po Paris, lundi 22 avril, l'UNI avait pourtant été présente, tout comme les jeunes du RPR, à l'assemblée générale au cours de laquelle étudiants de droite, de gauche, et étrangers ont pris la parole. Mais le mardi, quand il s'est agi de monter le Collectif pour la démocratie et contre l'extrême droite, les deux organisations se sont retirées. Ils ont aussi laissé l'UDF et ses étudiants représenter la droite lors d'une grande journée de débat organisée deux jours plus tard, à laquelle ont participé, entre autres, Dominique Strauss-Kahn et Karim Zeribi (MDC). « Nous étions étonnés et attristés »,

confie Kamal Amakrane, président de l'association des étudiants étrangers de Sciences-Po, Interzaide, et membre du conseil de direction. « Ce n'était plus une grande mouvance républicaine combattant pour des valeurs, nous étions déjà plongés dans l'affrontement droite-gauche des législatives ».

L'UNI, se défend « Notre campagne contribue à ce que les jeunes n'aient pas un vote protestataire et elle marche, estime Arnaud Legros, contrairement aux soi-disant grèves dans les facs, ou aux manifestations contre l'extrême droite qui, depuis dix ans, ne servent qu'à la faire progresser. » Hors de ces manifestations, le syndicat étudiant de droite ne semble donc pas envisager d'autres formes d'action pour répondre à l'appétit de discussion des jeunes. « Une partie des étudiants manifeste, les autres estiment que les résultats du premier tour relèvent du jeu démocratique », affirme Mathieu Maraine au Havre. Selon M. Legros, « beaucoup d'étudiants nous rejoignent ». En régime de croisière, l'UNI affiche 6 000 à 7 000 adhérents. Elle affirme qu'à l'issue de cette élection, ils seront près de 15 000.

Nathalie Guibert et Marie-Laure Phélippeau



François Fillon, député (RPR) de la Sarthe

## « Après les législatives, Chirac pourra essayer de construire des consensus »

Les retraites et la réforme de l'Etat devraient servir de terrain d'application

Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen sont face à face au second tour de l'élection présidentielle. Considérez-vous que la majorité des Français a véritablement voulu donner un coup de barre à droite ?

Le premier tour de l'élection présidentielle, en raison de la cohabitation et de l'inversion du calendrier, a été transformé en une sorte d'élection à la proportionnelle. Les gens ont estimé qu'avec la présidentielle suivie, dans la foulée, des élections législatives, il y avait en somme quatre tours et que ce n'est qu'au quatrième tour qu'on choisirait véritablement la politique qui sera conduite dans les cinq ans. Par ailleurs, au travers des sondages, pendant la campagne, une partie des électeurs a donné le sentiment qu'elle allait voter pour Chevènement, puis pour Arlette Laguiller, avant de se tourner finalement vers Le Pen. Peut-on dire que ces électeurs ont fait le choix de valeurs, le choix d'un projet ? Je pense que non.

Le principal enseignement de cette élection, c'est l'émergence d'un clivage culturel de plus en plus profond entre des électeurs politisés, de moins en moins nombreux, et des électeurs protestataires déboussolés qui, eux, sont de plus en plus nombreux. Contrairement à ce que laisse apparaître la confrontation du second tour, il n'y a pas eu de coup de barre à droite, ni évidemment à gauche. Il y a eu une manifestation massive de rejet d'une politique d'impuissance publique à laquelle les Français nous associent.

Si le rejet est tel que vous le dites, quels changements faudrait-il opérer ?

Une fois réélu, le président de la République pourra s'appuyer sur une double légitimité : celle du candidat arrivé en tête au premier tour et celle du candidat républicain élu au second tour. Après les législatives, il pourra donc essayer de construire quelques consensus, non pas entre les partis, mais au

sein même de la société française, autour de sujets qui demandent un dépassement des clivages habituels. Je pense à la réforme des régimes de retraite, à celle de l'Etat et des pouvoirs locaux. Cette perspective suppose, bien sûr, une condition : il faut que la ligne politique qui sera choisie pour les législatives ne rende pas impossible la recherche de tels consensus.

Comment faire comprendre à un électeur, qui est visiblement impatient, que les réformes promises prendront inévitablement du temps pour voir le jour ?

Il faut développer auprès des Français une pédagogie de la réforme. Tout ne peut pas se faire en un jour. Mais les objectifs doivent être annoncés et des signes doivent être donnés rapidement, notamment en matière de sécurité. Si l'on veut une politique pénale plus sévère, plus répressive – disons-le –, il suffit de donner des instructions aux procureurs généraux. Je suggère aussi qu'on implique tout de suite les maires dans la coordination des politiques de sécurité. Enfin, des mesures significatives peuvent être prises, dès les premiers jours, telles que l'organisation du nouveau ministère de la sécurité publique ou celle des groupes opérationnels de sécurité, qui peuvent précéder le travail législatif, forcément un peu long, sur les lois-programmes sur la sécurité et la justice.

Alors que M. Le Pen venait de s'imposer au second tour de la présidentielle, y avait-il urgence à constituer, dès le surlendemain, un parti du président ?

Nous n'avons pas le choix. C'était maintenant ou jamais. Je sais que l'Union pour la majorité présidentielle n'est pas, en elle-même, la réponse précise que les Français attendent pour la résolution de leurs problèmes, mais cette union de l'actuelle opposition parlementaire est une nécessité pour agir face aux problèmes des Français. Il fallait, une fois pour toutes, régler cette question. C'est

fait. A nous maintenant de faire comprendre aux Français que nous avons renouvelé notre message et que nous avons la volonté de rénover le pacte républicain.

Quel devrait être, selon vous, le profil du prochain premier ministre ?

Dans le nouveau contexte institutionnel qui est le nôtre, avec l'instauration du quinquennat, le choix du premier ministre me paraît moins essentiel que la ligne politique qui sera adoptée. Celle que je souhaite est celle de la synthèse libérale, sociale et humaniste. La France est en quête de fraternité, d'écoute et de dialogue.

Les triangulaires attendues aux élections législatives ne risquent-elles pas de donner lieu à certains accords, plus ou moins avoués, entre la droite et l'extrême droite ?

Ces risques existent, en effet. Mais je suis sûr de l'autorité de Jacques Chirac pour éviter, au lendemain de sa réélection, tout dérapage.

Propos recueillis par  
Raphaëlle Bacqué  
et Jean-Louis Saux

## Le député (DL) Claude Goasguen s'en prend violemment à la gauche

Le porte-parole de Démocratie libérale a qualifié Le Pen de « fils illégitime de François Mitterrand » et a dénoncé le « terrorisme intellectuel »

S'IL S'AGISSAIT de dissiper toute ambiguïté concernant un éventuel « Front républicain », le message de Claude Goasguen est on ne peut plus clair. Si, en revanche, l'intention des chiraquiens est d'endiguer la progression des idées de l'extrême droite, les propos tenus par le porte-parole de Démocratie libérale, mardi 30 avril à Paris, risquent d'engendrer quelque confusion...

Intervenant devant quelque 300 personnes rassemblées au gymnase Blanqui, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pour une réunion publique de soutien à la candidature de Jacques Chirac, M. Goasguen a certes condamné d'emblée Jean-Marie Le Pen, ce « candidat démagogue, populiste, qui frise le totalitarisme ». Cela posé, le député de Paris, qui s'exprimait en présence notamment du conseiller du président-candidat, Jérôme Monod, a prononcé une violente diatribe contre la gauche, aux accents proches de la tonalité des discours de l'extrême droite. Qualifiant M. Le Pen de « fils illégitime de François Mitterrand », né de « la propagande socialiste et communiste », M. Goasguen a affirmé, au sujet

des manifestations de lycéens, que ces derniers étaient « poussés par quelques agitateurs professionnels » et « soumis à toutes les provocations et toutes les exploitations ».

### « APPEL ENFLAMMÉ »

Dénonçant le « terrorisme intellectuel » des « intellectuels de gauche post-soixante-huitards », le député chiraquien du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris s'est dit « scandalisé par les propos des responsables socialistes à l'égard du président de la République, qui se conduisent comme lorsqu'on sifflait la Marseillaise dans le Stade de France ». « Leurs sous-entendus fallacieux me rappellent le journal [d'extrême droite] Gringoire, dans les années 1930 », a poursuivi M. Goasguen, en affirmant que « des hommes politiques comme M. Montebourg sont des Le Pen de gauche ». Après avoir affirmé que « le pays a besoin de retrouver le calme et l'ordre public », et souligné que « sans sécurité rien n'est possible », le député DL a conclu en reprenant la même antienne : « Il faut éviter que la jeunesse aille à choisir entre Le Pen, le fils naturel de Mitterrand, et Trotski, qui a inspiré un si grand nombre de can-

didats » au premier tour de l'élection présidentielle.

Interrogé au terme de cette réunion publique, le maire RPR du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Jacques Toubon, nous a indiqué que cet « appel enflammé de Claude Goasguen » était « bien la preuve que l'Union pour la majorité présidentielle n'est pas un parti unique ». L'ancien ministre RPR de la justice s'était lui-même tenu loin de ces rivages, en invitant à un rassemblement « pour faire aimer la République des citoyens, égaux, également considérés, également protégés, également porteurs des succès ou des échecs de la nation ». Récemment rallié à l'UMP, le député UDF du Nord, Jean-Louis Borloo, était arrivé trop tard pour entendre les interventions de MM. Toubon et Goasguen. Invitant à « changer le modèle français », qui est « injuste, ruineux et inefficace », le maire de Valenciennes a insisté sur la nécessité de mettre en œuvre une réforme de la justice, « pour redonner des repères à la société », et de lutter contre l'illettrisme, car « le décrochage scolaire, c'est le décrochage social ».

Jean-Baptiste de Montvalon

## Des sénateurs de droite contre l'enfermement des mineurs

SI L'ART DU TRAVAIL parlementaire consiste à œuvrer dans l'ombre, la vingtaine de sénateurs composant la commission d'enquête sur la délinquance des mineurs est dans le vrai. Depuis le 6 mars, elle procède en petit comité à l'audition des différents acteurs concernés et se déplace en France et à l'étranger pour s'imprégner de la réalité du terrain et évaluer les solutions adoptées dans plusieurs pays européens. Le rapport devrait être rendu public, comme prévu, au début du mois de juillet.

« Le sujet est suffisamment grave pour ne pas céder à la démagogie », déclare le rapporteur Jean-Claude Carle, RI (républicains et indépendants, Haute-Savoie). Tout juste admet-il que le mécontentement exprimé par de nombreux électeurs, le 21 avril, appelle « des réponses concrètes de notre part sur un problème – la délinquance juvénile – qui est au centre des préoccupations de nos concitoyens ».

Les premières pistes esquissées par les élus de droite de la commission tranchent avec les propos de la majorité sénatoriale lors des débats sur le projet de loi relatif à la sécurité quotidienne, en mai 2001. « Avant la création de la commission d'enquête, je plaçais pour l'abrogation de l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante et pour la création de centres fermés destinés aux mineurs réitérants mais après avoir écouté toutes les parties prenantes, j'ai changé d'avis », indique Bernard Plaisait (RI, Paris) qui présidait, mardi 30 avril, aux auditions de la commission.

« On ne résout pas un problème en désignant un bouc-émissaire, ceux qui brandissent l'ordonnance de 1945 comme un chiffon rouge n'en connaissent pas le contenu », ajoute M. Carle pour qui « ce texte fondateur doit être conservé dans les grandes lignes ».

La visite du quartier des mineurs

de la prison Saint-Paul à Lyon a marqué les esprits. « C'est un endroit sordide, une honte pour notre pays », juge M. Plaisait qui se réserve le droit d'user de sa « liberté de parole si le rapport ne [lui] convenait pas ». Pour le sénateur de Paris, « il faut tout faire pour éviter l'enfermement des mineurs, les centres fermés sont des prisons qui ne veulent pas dire leur nom ».

Nicole Borvo observe, ironique, ce changement de ton. « Au départ, la droite voulait publier le rapport avant les élections législatives et s'en servir pour faire de l'affichage », affirme la députée communiste de Paris. Au fil des auditions, elle s'est aperçue que le problème méritait mieux que des slogans politiques. »

### ÉTHIQUE ET RÉALITÉ

Mais les sénateurs n'entendent pas donner l'impression d'approuver les structures existantes. « Il est vital d'apporter une réponse politique au sentiment d'impunité ressenti par les Français », insiste M. Plaisait. L'une des possibilités consisterait à supprimer l'ordonnance de 1945 et à la remplacer par un édifice qui en reprendrait les grandes lignes avec quelques ajustements. Il faut, par exemple, apporter une réponse rapide aux délits comme cela se pratique en Angleterre ou aux Pays-Bas. Devant l'insécurité, la droite et la gauche dressent désormais le même constat, ce qui devrait éviter les malentendus du passé. »

M. Carle souhaite une meilleure coordination entre les acteurs sociaux pour « suppléer les défaillances de certaines familles ». Il propose de concilier l'éthique et la réalité. « Si on se contente de l'éthique, on subit le sort de Lionel Jospin, et si on ne prend en compte que les réalités, on rejoint les préoccupations de quelqu'un d'autre dont je préfère taire le nom. »

Elie Barth

PARTOUT DANS LE MONDE  
NOUS ACCOMPAGNONS LES  
NOUVEAUX MODES DE VIE  
DE VOS COLLABORATEURS



Accor Services a pour mission d'améliorer le bien-être des salariés des entreprises et des collectivités. Aujourd'hui, dans 31 pays plus de 13 millions de personnes utilisent chaque jour des services conçus, développés et gérés par Accor Services. Titres Alimentation, Services et Assistance à la personne, Gestion de frais professionnels, Services aux collectivités, Fidélisation - Motivation... contribuent à mettre le sourire dans la vie de tous les jours.

ACCOR SERVICES.COM

ACCOR

NOUS FABRIQUONS DU SOURIRE

Ticket Restaurant

Bien-Être à la Carte

Ticket Emploi Domicile

Clean Way

Ticket Car

Ticket Service

Suprême Award

INCENTIVE HOUSE

ACCOR.COM



## Candidat aux législatives dans la banlieue de Lyon, M. Millon brigue les voix du FN

Il pourrait obtenir l'investiture de l'UMP

### LYON

de notre correspondante

C'est la première incidence politique du succès de l'extrême droite au premier tour de l'élection présidentielle : Charles Millon, candidat officiel à la députation dans la 4<sup>e</sup> circonscription du Rhône, et qui labourait ce terrain depuis des mois, a brusquement décidé, le 29 avril, de se présenter dans la 7<sup>e</sup> circonscription, contre le socialiste Jean-Jack Queyranne. L'ancien ministre de la défense, qui brigait la succession de Raymond Barre (app. UDF), abandonne ainsi un secteur situé dans les beaux quartiers de Lyon, où il était opposé à un candidat investi par le RPR et l'UDF, Christian Philip, pour conquérir la banlieue est de la ville, fief de la gauche.

Ce virage n'est pas innocent : c'est là, dans les communes de Rillieux-la-Pape, Vaulx-en-Velin et Bron, que l'extrême droite a engrangé, le 21 avril, plus de 24 % des suffrages et l'extrême gauche près de 10 %. M. Millon espère ainsi réaliser une quadruple opération : battre M. Queyranne, actuel ministre des relations avec le Parlement, qui fut son adversaire au conseil régional ; sortir d'un scénario identique à celui des municipales de 2001 à Lyon, qui avait précipité la défaite de la droite ; capter l'électorat protestataire ; valider les thèses qui lui ont valu d'être mis au ban du camp républicain.

### Jean-Pierre Raffarin critique vivement la gauche

En meeting à Aix-en-Provence (Bouches du Rhône), Jean-Pierre Raffarin, président (DL) de Poitou-Charentes et présenté comme premier ministrable en cas de victoire de Jacques Chirac, a renvoyé dos à dos la gauche et le FN : « Aussi bien à gauche qu'à l'extrême droite on trouve un système de pensée qui ne fait pas confiance à l'homme et l'enferme dans la société et ses rouages ». Accompagné de Jean-Claude Gaudin, maire (DL) de Marseille et de Jean-Pierre Mattéi, député (DL) des Bouches-du-Rhône, le sénateur de la Vienne a réservé au Parti socialiste ses plus vives critiques. Un parti qui, selon lui, « définit le bien en désignant le mal ». Après avoir indiqué que « Le Pen et nous n'avons rien à voir », M. Raffarin a précisé : « Nos adversaires, ce ne sont pas les électeurs de Jean-Marie Le Pen mais ses idées. »

Auparavant, M. Raffarin avait plaidé pour l'union la plus grande la droite dans la perspective des élections législatives de juin. Jean-Claude Gaudin avait fustigé, sans les nommer, François Bayrou et Alain Madelin, « les candidats qui s'en prennent à leurs amis politiques ».

En 1998, en effet, pour conserver la présidence de la région Rhône-Alpes, M. Millon avait fait alliance avec le Front national, malgré les mises en garde des leaders de la droite – et notamment de Jacques Chirac. Remplacé en 1999 à ce siège par Anne-Marie Comparini (UDF), abandonné par la droite, le député (non inscrit) de l'Ain avait alors tenté, avec l'aide de sa femme, la philosophe Chantal Delso, de donner corps à ses théories en créant la Droite libérale et chrétienne, mouvement destiné à « rassembler toutes les composantes de la droite, des nationaux aux européens, des girondins aux jacobins, des traditionalistes aux conservateurs ».

Le jour de l'annonce de sa candidature dans la 7<sup>e</sup> circonscription, son épouse signait dans *Le Figaro*



« [Je me présente] avec la bienveillance des appareils. (...) Je suis libre et je ne suis pas sensible au chantage »

CHARLES MILLON

une tribune intitulée : « Pour une démocratie adulte », où elle plaiderait pour la « digestion » des extrémistes « en leur permettant de participer à de vastes coalitions » plutôt que pour le choix de « lutter contre l'extrême droite par l'ordre moral ».

Avant même de connaître l'issue de sa tentative, M. Millon savourait une première victoire : depuis le 21 avril, il n'est plus le paria de la droite. Le président-candidat l'a invité à assister à son meeting à Eurexpo, près de Lyon, le 25 avril, et la naissante Union pour la majorité présidentielle (UMP) lui a proposé de l'investir dans la 5<sup>e</sup> circonscription du Rhône. Sans jamais avoir renié son passé, et alors qu'il a largement contribué à la défaite de la droite municipale à Lyon au mois de mars 2001, en se présentant contre Michel Mercier (UDF), M. Millon redevient un allié pour la droite républicaine. S'il ne dispose pas encore de l'investiture de l'UMP, il a indiqué qu'il se présentait « avec la bienveillance des appareils ». Pour donner des gages à ses partenaires, il assure qu'il ne maintiendra aucun des 90 candidats de son mouvement en cas de triangulaire.

M. Queyranne a aussitôt dénoncé « l'instabilité de Charles Millon, qui n'a jamais varié dans ses idées et qui se positionne en précurseur de nouvelles alliances ». Bernard Soulage, président du groupe PS au conseil régional, a appelé M. Chirac à refuser la présence de « ceux qui ont légitimé l'alliance avec le FN en 1998 ». Réponse de M. Millon : « Je suis libre et je ne suis pas sensible au chantage. »

Sophie Landrin

## En Languedoc-Roussillon, la droite n'a pas profité de ses rapprochements avec le Front national

Jacques Blanc (DL) affirme n'avoir « jamais transigé sur les principes », mais il a radicalisé sa politique. L'extrême droite enregistre pourtant dans cette région des scores exceptionnels

### MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Voilà maintenant près de deux semaines qu'il tourne et retourne le problème. Dans son bureau de

### REPORTAGE

### Ici, la droite classique joue un jeu dangereux où elle perd à tous les coups

l'hôtel de ville, Raymond Couderc, le maire (DL) de Béziers (Hérault) épiluche, bureau de vote par bureau de vote, les résultats du 21 avril. « C'est dans la zone pavillonnaire du quartier de Ladevèze que Le Pen réalise ses meilleurs scores », explique-t-il. Ladevèze, c'est la ZUP biterroise. Des immeubles d'habitation à loyer modéré où la précarité le dispute à l'inquiétude. Ses efforts pour rassurer une population en proie aux sentiments d'insécurité et d'abandon ont été vains. Ni son soutien à Jacques Blanc, président (DL) du conseil régional, élu en 1998 avec les voix du FN, ni ses initiatives locales – comme l'arrêté municipal antiboulevard pour freiner la mendicité – n'ont modifié une tendance qui semble irrépressible depuis plus de quinze ans.

Ici, comme en 1995, Jean-Marie Le Pen est arrivé en tête au premier tour de la présidentielle. Avec 28,94 % des voix, il a gagné un peu plus de 6 % (22,56 % en 1995) et il atteint un pourcentage historique. « Jamais, jusque-là, l'extrême droite n'avait dépassé les 25 % », note M. Couderc. A Béziers, M. Le Pen et M. Mégret enregistrent à eux deux 31,52 % des suffrages exprimés. Si, avec 18,53 %, M. Chirac maintient ses positions (18,41 % en 1995), la droite classique recule, puisque l'addition des voix recueillies par François Bayrou, Alain Madelin, Christine Boutin et Corinne Lepage ne se monte qu'à 10 %, loin des 19,80 % obtenus en 1995, par Edouard Balladur et Philippe de Villiers.

A 60 kilomètres de là, à la faculté de droit de Montpellier, le sociologue Paul Allié, conseiller régional (PS) du Languedoc-Roussillon, étudie, avec son équipe du Centre comparatif d'études sur les politiques publiques et les espaces locaux (Cepel), l'évolution des scores du FN depuis les années 1980. « Avec la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Languedoc-Roussillon constitue une sorte de laboratoire des rapports droite classique-extrême droite, constate-t-il. C'est ici qu'en 1986 les premiers accords entre FN et partis de droite ont été noués. Les seconds parlant sur une absorption des premiers. En 1998,



voyant que cette ligne ne lui profitait pas dans sa région, Jean-Claude Gaudin a décidé de rompre. Ici, Jacques Blanc ne l'a pas fait. Il s'est fait élire à la présidence de la région avec les voix du FN. »

Un jeu dangereux dans lequel, estime M. Allié, la droite classique perd à tous les coups. Elle adopte une ligne radicale et populiste, comme pour montrer aux électeurs qu'elle peut faire aussi bien que le FN. Mais ses électeurs l'abandonnent. En revanche, là où elle fait front contre les idées lepénistes, la droite résiste. « La droite "lepénisée" se délite. La droite républicaine maintient ses positions », résume M. Allié. Exemples : à Béziers, Sète, Lunel, Narbonne et Nîmes, la droite épouse les thèmes du FN et celui-ci décolle. A Perpignan ou Toulon, elle s'en écarte résolument et c'est l'extrême droite qui s'érode.

### « FAITS DIVERS TRAGIQUES »

Au huitième étage de l'imposante bâtisse conçue Ricardo Bofill, d'où il préside depuis 1986 le conseil régional, Jacques Blanc se défend. « Personne ne peut dire que mon attitude fait monter Le Pen plus qu'ailleurs, assure-t-il. J'ai choisi Chirac dès le premier tour, et le parti qui perd le plus ici, c'est le PS. Je n'ai jamais passé d'alliance avec le FN. J'ai été élu à la présidence de la région sur un programme et je n'ai jamais fait la moindre concession ni au FN, ni à personne. »

Raymond Couderc approuve et s'emporte lorsqu'on lui parle de « lepénisation des esprits » : « Ce n'est tout de même pas de ma faute, lance-t-il, si en quelques mois des faits divers tragiques ont hissé Béziers à la une de l'actualité. Les gens hurlent leur désespoir et on ne

les écoute pas. J'ai vu le ministre de l'intérieur deux fois. Il n'a jamais respecté ses engagements. » Il explique que le FN enregistre ses progrès les plus sensibles dans l'arrière-pays biterrois, notamment dans les villages viticoles considérés comme des bastions historiques de la gauche. A l'instar de M. Blanc, il se défend de banaliser l'extrême droite : « A aucun moment nous n'avons transi-

### La menace de triangulaires aux législatives

En 1997, la droite languedocienne a perdu 18 des 19 sièges de député qu'elle détenait depuis 1993. Seul Jacques Blanc, député (DL) de Lozère et président du conseil régional, était parvenu à se sauver d'une débâcle due, pour partie, à sept triangulaires causées par le maintien des candidats du Front national (FN). Les scores enregistrés le 21 avril par Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret posent à nouveau la question de la présence de l'extrême droite au second tour des législatives, le 16 juin. Jacques Blanc affirme qu'il n'a jamais négocié avec le FN et qu'il ne le fera pas. « J'espère que ceux qui ont sauvé le PS en 1997 ne le referont pas cette fois », a-t-il déclaré au Monde. Alain Jamet, chef de file du FN dans la région, parie, lui, sur « le pragmatisme » de M. Blanc. « Il a toujours dit qu'il ne passerait pas d'accord avec nous, mais il l'a fait en 1986 et il sait très bien que, sans nous, il n'a plus aucune majorité à la Région », affirme-t-il.

gé sur les principes. Blanc s'est porté candidat et le FN a voté pour lui afin de barrer la route aux socialistes. »

Leader du FN régional, Alain Jamet ne parle pas non plus d'alliance, mais concède : « C'est vrai, je soutiens Blanc. Il a respecté la majorité des engagements qu'il avait formulés en 1998 pour obtenir nos voix. Quant à la "lepénisation" de la droite, elle reste relative. Sur l'immigration et sur la sécurité, elle est sur notre longueur d'onde, mais elle reste moins crédible aux yeux des électeurs. » Le vote du 21 avril semble avoir conforté cette thèse.

Reste l'autre versant de la question soulevée par les études du Cepel. La droite républicaine qui dénonce tout rapprochement avec

le FN tire-t-elle un meilleur parti de la situation ? A Montpellier, M. Le Pen a gagné un point (17,61 %), mais est arrivé derrière Lionel Jospin. Il a aussi marqué le pas à Perpignan, où il s'est maintenu à 22,62 % (22,83 % en 1995). Entre 1983 et 1993, période de l'essor du FN, le parti de M. Le Pen y accomplissait pourtant de performances électorales spectaculaires. En 1989, Pierre Sergent, chef des lepénistes locaux et ancienne figure de l'OAS, rassemblait 36 % des suffrages. Le FN a disposé d'élus au conseil municipal jusqu'en 2001, mais les a perdus aux dernières municipales.

Loin des calculs de Jacques Blanc, Jean-Paul Alduy, maire (UDF) de Perpignan, n'a pas cédé aux sirènes. Même dans les moments les plus durs, il a choisi de « faire front contre le Front ». « En 1998, raconte-t-il, lors de l'élection du président de la région, j'ai fait voter une motion du conseil municipal contre la décision de Jacques Blanc, qui se faisait élire avec les voix du FN. » A cette fermeté, il ajoute un projet politique où dialogue et volonté d'intégration servent de fer de lance dans le combat contre l'extrême droite. « J'essaie de convaincre les électeurs du FN, dit-il, et quand je n'y parviens pas, je cherche de nouveaux arguments. Dans ma ville, je mène une politique de proximité vis-à-vis de la jeunesse. Je suis "la force face au Front". Je vais sur la ligne, au contact, où sont

les gens qui ont basculé de l'autre côté. Et je ne lâche rien. »

Dans l'attente du second tour de l'élection présidentielle, dimanche 5 mai, les états-majors politiques se sont positionnés. Le 30 avril, le groupe socialiste du conseil régional a appelé à voter pour Jacques Chirac. Le maire (PS) de Montpellier, Georges Frêche, qui tarde à se prononcer clairement, évoque des manœuvres secrètes entre M. Blanc et le FN en vue des législatives. Les deux parties démentent, mais M. Jamet menace : « Il faudra un accord de désistement au soir du 9 juin, sinon il y aura des triangulaires comme en 1997. »

Yves Bordenave

## A Toulon, les libéraux entretiennent depuis vingt ans des relations étroites avec l'extrême droite

### TOULON

de notre correspondant

A Toulon, aucun élu de droite ne figurait au nombre des 12 000 manifestants qui, ce 1<sup>er</sup> Mai, ont marqué leur opposition au Front national (FN). Dans cette ville gérée, de 1995 à 2001, par le parti frontiste, arrivé au pouvoir dans un climat lié aux affaires politico-mafieuses, ce choix, critiqué dans le cortège, reflète une porosité ancienne entre la droite locale et l'extrême droite.

Dès 1973, lors d'une séance extraordinaire, le conseil municipal de Toulon adopte une motion estimant que « les travailleurs étrangers ont tendance à se regrouper dans certains secteurs et posent des problèmes graves de sécurité pour les Français qui y habitent ». Il conclut que « Toulon veut rester Toulon », un slogan que reprendra fréquemment le maire d'alors, Maurice Arreckx (UDF).

A cette époque, il affirme que le nombre d'immigrés dans les cités ne doit pas dépasser le « seuil tolérable des 10 % ». « Si c'est être raciste que de veiller à la sécurité des administrés, alors je le suis », ajoute-t-il. Au journal suédois *Dagens Nyheter*,

qui l'interroge sur sa politique, il répond : « Le racisme n'a rien à voir avec la politique, on l'a dans les tripes ! D'ailleurs, les Arabes sont différents de nous. Ils aiment habiter comme ils habitent. Ils veulent vivre à 7 ou 8 par chambre. Et ils ont d'autres habitudes. »

### « PLUTÔT LE FN QUE LE PS »

Lors des législatives de 1984, c'est le nouveau maire (UDF) François Trucy qui appelle les électeurs de la 3<sup>e</sup> circonscription du Var à faire barrage aux socialistes en votant pour le FN. Le 26 mars 1986, au cours d'une conférence de presse, M. Trucy estime que « le chômage, la surpopulation maghrébine et les clochards » sont les causes essentielles de l'insécurité. Il estime que « la surdélinquance est d'abord maghrébine », mais il refuse d'être qualifié de « xénophobe ». « C'est l'inverse de ma démarche, dit-il. Il y a en ce moment une race qui chasse une race qui en chasse une autre ; c'est comme les fourmis rouges d'Argentine qui ont chassé les fourmis noires de Provence. Je suis simplement pour le retour des Toulonnais dans Toulon. »

Le 2 juin 1988, lors des élections législatives, Maurice Arreckx, alors sénateur et président du conseil général du Var, prend clairement position sur le second tour, dans la 3<sup>e</sup> circonscription : si la députée sortante, Yann Piat (FN), arrive en tête du premier tour, les candidats de droite doivent se retirer. Et de marteler : « Plutôt le FN que le PS. » M<sup>me</sup> Piat l'emportera et sera « accueillie » quelques mois plus tard à l'UDF.

Aujourd'hui, Toulon s'honore de posséder le seul monument de France « à la mémoire des martyrs de l'Algérie française », inauguré en 1980. La ville a également un carrefour Raoul-Salan – l'un des conjurés du « putsch des généraux » d'avril 1961 et chef de OAS –, inauguré par la municipalité frontiste en décembre 2000. Le nouveau maire (Démodémocratie libérale), Hubert Falco, ne paraît pas pressé de le débaptiser, malgré une pétition de la Ligue des droits de l'homme signée par 1 000 personnes. Pour lui, « cette question n'est pas la priorité des priorités ».

José Lenzini

## L'autre globalisation



Philippe Bernard

Immigration : le défi mondial

M folio  
LE MONDE  
actuel  
INÉDIT



# Pour les législatives, le PS cherche à répondre à la demande sociale

Autour de Martine Aubry, les socialistes mettent la dernière main à leur plate-forme pour les scrutins du 9 et 16 juin. Pour François Hollande, « le programme doit être en cohérence » avec la politique menée par M. Jospin et prendre en compte « le message des électeurs » du 21 avril

**POUR PRÉPARER** les élections législatives des 9 et 16 juin, en n'excluant pas de les gagner, le Parti socialiste met la dernière main à sa plateforme. Vendredi 3 mai, Martine Aubry, qui en a la responsabilité après avoir piloté le « projet » du PS, présentera au bureau national un plan détaillé. Un texte sera ensuite adressé, au lendemain du second tour de l'élection présidentielle, aux fédérations qui organiseront, lundi 6 mai, des assemblées de discussions avec les militants. La plateforme sera ensuite adoptée, mardi 7 mai, par un conseil national du PS, qui se penchera aussi sur les alliances avec ses partenaires de l'ex-gauche plurielle et de la nouvelle... « gauche unie ».

Pour mener à bien ce travail, M<sup>me</sup> Aubry a réuni le même groupe de travail que pour le projet, de dix à quinze personnes représentant toutes les sensibilités du PS. Avec des textes de Marie-Noëlle Liemann, Harlem Désir, Julien Dray et Laurence Rossignol, la Gauche socialiste a apporté une forte contribution. Le 30 avril, M<sup>me</sup> Aubry a réuni son groupe de travail sur les institutions, avec les participations de Henri Emmanuelli, de M. Dray et d'Elisabeth Guigou.

Le schéma de présentation n'est pas arrêté, mais le programme pourrait être présenté sur huit

pages, avec une synthèse de quatre pages sur la thématique « pour quoi la France a besoin de la gauche et pourquoi la gauche a besoin des Français pour changer la France ».

Pour l'ancienne ministre de l'emploi, il s'agit de répondre « à la demande sociale », exprimée au premier tour de l'élection présidentielle, d'apporter des « réponses plus claires et plus fortes » et d'impulser une démarche permettant aux Français, sur chaque proposition, « de s'exprimer, se mobiliser et agir ». « Il faut rassembler la gauche unie, a affirmé François Hollande, le 30 avril lors d'un meeting à la Mutualité, à Paris, contre l'extrême droite. Il faut avoir un programme en cohérence avec ce que nous avons fait depuis cinq ans avec Lionel Jospin, mais également qui écoute et qui entend le message des électeurs. »

## « INTÉGRATION RÉPUBLICAINE »

Dès le 29 avril, sur RTL, M. Hollande a tiré quatre « conclusions » du 21 avril qui sont autant d'indicateurs : « Faire un effort sans précéder pour l'intégration républicaine », rendre les services publics plus « efficaces » pour « vivre ensemble à égalité de droits et de devoirs », apporter un « message d'espoir » à la jeunesse, répondre



Le 1<sup>er</sup> Mai, dans la matinée, François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, a défilé - et acheté du muguet - dans sa circonscription de Corrèze. Dans les rues de Tulle, une manifestation unitaire de la gauche rassemblait 2 000 personnes. L'après-midi, M. Hollande a rejoint le défilé parisien.

aux attentes sur l'emploi et le pouvoir d'achat « pour les couches les plus populaires ».

Selon des participants au groupe de M<sup>me</sup> Aubry, la plateforme s'articulerait autour de six ou sept chapitres : « le plein emploi et le bon emploi » (formation tout au long de la vie, lutte contre la précarité, pouvoir d'achat), avec, en début de législature, une conférence économique et sociale avec les partenaires sociaux ; « la sécurité et la

tranquillité pour tous » ; « les services publics, acteurs majeurs de la lutte contre les inégalités » (accès à la santé, au logement, à l'éducation) ; « une République égale pour tous » (politique de la ville et des quartiers, décentralisation, institutions, intégration, droit de vote des étrangers aux élections locales) ; « un pacte de solidarité entre les générations » (personnes âgées, allocation d'autonomie et contrats civiques de solidarité pour les jeunes).

La partie sur l'Europe et le monde pourrait constituer un ou deux chapitres, le PS voulant privilégier l'idée d'un traité social européen, la régulation de la mondialisation et la solidarité avec les pays du Sud.

Le PS espère aussi conclure, lors d'une réunion le 6 mai, ses négociations avec ses partenaires. Le 30 avril, les chargés des élections du PS (Bruno Le Roux), des Verts, du Parti communiste et du Parti

radical de gauche (PRG) ont examiné les 555 circonscriptions de métropole. Là où, face à l'extrême droite, il y a « danger de disparition de la gauche au deuxième tour », des candidatures uniques seraient décidées. Selon M. Le Roux, il pourrait y en avoir de 30 à 40. S'y ajouteraient de nombreux accords bilatéraux ou trilatéraux. Plusieurs députés communistes sortants pourraient ainsi être soutenus par le PS, et le PRG, dès le premier tour.

Dans l'hypothèse d'une victoire aux législatives, le PS rôde un nouveau discours sur la cohabitation. « Jacques Chirac ne sera pas élu sur son projet mais sur la défense de la République, ont expliqué le 30 avril M. Hollande et Vincent Peillon. Les élections législatives retrouveront toute leur importance, car c'est là que les Français choisissent entre deux projets. » Encore plus explicitement, M. Hollande a souligné : « Nous votons pour Jacques Chirac, non pas pour la personne que nous connaissons, non pas pour le programme que nous combattons. » « Il n'obtiendra le score que nous espérons que par nous, et alors il ne sera président que par nous », a-t-il ajouté en insistant sur l'absence à ses yeux de toute mobilisation de la droite.

Michel Noblecourt

## Le CSA veut éviter la publication anticipée des résultats du vote

LE CONSEIL supérieur de l'audiovisuel (CSA) a adressé, le 30 avril, une recommandation aux chaînes de télévision et de radio, imposant plusieurs règles pour le second tour de la présidentielle et pour les élections législatives des 9 et 16 juin. Entre 19 heures et 20 heures, les médias devront diffuser plusieurs fois le message suivant : « Afin de maintenir la libre expression du vote de chaque citoyen, la loi interdit de diffuser tout résultat ou estimation avant 20 heures. » Le CSA répond ainsi à la Commission nationale de contrôle de la campagne présidentielle, qui avait exprimé sa « réprobation » à l'égard des débordements du soir du 21 avril, où les chaînes avaient multiplié les allusions au résultat avant la fermeture des bureaux de vote. La Commission avait invité le CSA à mettre en œuvre « tous les moyens (...) pour sanctionner cette violation consciente de la loi électorale ».

Le CSA a aussi publié les temps d'antenne accordés par TF1, France 2, France 3, Canal+ et M6 à M. Chirac et à M. Le Pen du 22 au 28 avril. Le candidat du FN a bénéficié d'une exposition très supérieure : 5 h 30 contre 4 h 23 à M. Chirac.

## A Nantes, la gauche unie contre le Front national se retrouve dans un meeting exceptionnel

### NANTES

de notre correspondant

Mardi soir à Nantes, la gauche de Loire-Atlantique s'est retrouvée dans un meeting unitaire comme elle en a rarement connu, réunissant le Parti socialiste, le Parti communiste, les Verts, les Alternatifs, l'Union démocratique bretonne et le Mouvement des citoyens. Dans les Salons Mauduit, pleins à craquer, l'émotion était palpable à en juger par la force des applaudissements après les interventions. La Marseillaise et L'Internationale entonnées spontanément en fin de réunion semblaient témoigner de la volonté des 1 500 personnes présentes de retrouver les sources de la gauche pour combattre la montée du Front national.

La tenue de ce meeting, unique

en France, tient sans doute à ce que, à Nantes, tous les partis qui y étaient représentés appartiennent, depuis 1989, à l'équipe municipale dirigée par Jean-Marc Ayraut (PS). Cela fait treize ans que Verts et communistes, chevènementistes et autonomistes bretons, alternatifs et socialistes, gèrent cette ville ensemble. Il en reste des habitudes et des contacts opportuns dans les moments difficiles. « Il ne suffit pas de prendre les différents partis quand on en a besoin avant l'élection. Il faut leur permettre de s'épanouir », explique le maire de Nantes, qui avait personnellement veillé à ce que le MDC participe au meeting, malgré les réticences au sein du PS local : « J'ai demandé à son responsable nantais au sein de la municipalité s'il était toujours de

gauche, et s'il voulait participer au meeting unitaire. Il m'a dit oui. Je ne regrette pas de lui avoir tendu la main. J'avais proposé au bureau national du PS l'organisation de meetings unitaires partout en France. C'est dommage que l'on ne m'ait pas suivi. »

C'est en leader de cette gauche unie de Loire-Atlantique et non en porte-parole du PS que le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a ouvert le meeting, évoquant l'édit de tolérance signé à Nantes il y a 404 ans, et citant Jaurès - « le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel » - pour saluer la « gauche du possible qui depuis plus d'un siècle a porté toutes les grandes avancées sociales ».

Avant que le représentant du Comité des fusillés de Châteaubriant et de Nantes n'évoque la montée du nazisme, et qu'un étudiant ne fasse applaudir « la France de demain » en germe dans sa jeunesse qui manifeste, le moment le plus fort de la soirée fut certainement l'intervention de la syndicaliste italienne Erika Young, venue parler de l'expérience Berlusconi et de la planche de salut européenne que doit, selon elle, saisir la gauche, faute de disparaître sous les replis identitaires et nationalistes.

Dominique Luneau

## A la Mutualité : « La droite plutôt que le pire »

Plus d'un millier de personnes ont participé, mardi 30 avril à la Mutualité, à un meeting de la fédération de Paris du Parti socialiste contre l'extrême droite. Le 23 février, dans cette même salle, le PS avait investi Lionel Jospin comme candidat à l'élection présidentielle.

Mardi, sur un panneau rouge, le slogan « Tous unis, mobilisons-nous contre l'extrême droite » se détachait en lettres blanches avec un très grand X. « Ma main ne tremblera pas lorsque je voterai Jacques Chirac », a affirmé Bertrand Delanoë. Le maire de Paris estime qu'en mettant « le bulletin Républicain » il ne « renie rien » de ses convictions. « Faire barrage à l'extrême droite », a souligné François Hollande, ce n'est pas une décision facile mais ce n'est pas non plus un choix de circonstances. Pour nous, écarter l'extrême droite, choisir la droite plutôt que le pire, c'est un devoir civique et citoyen ». Le premier secrétaire du PS a fait état de 10 000 demandes d'adhésions à son parti depuis dix jours.

## Des comédiens lancent un appel à Lionel Jospin

DANS UNE PÉTITION, rendue publique le 1<sup>er</sup> mai, des personnalités du monde du cinéma demandent à Lionel Jospin d'appeler « clairement » à voter pour Jacques Chirac, le 5 mai, afin de transformer « des milliers d'abstentions ou de votes blancs en votes utiles contre Le Pen ». Vendredi 26 avril, le candidat du PS a simplement invité les électeurs à « exprimer par leur vote à l'élection présidentielle leur refus de l'extrême droite ». Parmi les signataires, figurent notamment Josiane Balasko, Jane Birkin, Elie Chouraqui, François Cluzet, Gérard Darmon, Julie Delpy, Gérard Jugnot, Valérie Lemercier, Vincent Lindon, ou encore Patrick Timsit.

### DÉPÊCHE

■ **CONJONCTURE : le moral des ménages, stable en mars, a chuté de trois points en avril**, selon l'enquête mensuelle publiée jeudi 2 mai par l'Insee. L'indicateur résumant leur opinion sur la conjoncture est passé à -18. Il était à -15 après le 11 septembre.

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de Pierre Pescarolo

A la suite de notre article intitulé « Les chasseurs approuvent la consigne de vote de M. Saint-Josse » (Le Monde du 30 avril), nous avons reçu de Pierre Pescarolo, vice-président du conseil régional Champagne-Ardenne, les précisions suivantes :

Cet article affirmait que j'avais été exclu du mouvement et que je me rapprochais du Front national. Je refuse catégoriquement ces deux assertions. Tout d'abord, j'ai proposé volontairement ma démission, étant en désaccord avec la façon du président de gérer les

futures législatives. En effet, si je suis suppléant d'un candidat soutenu par l'UDF, c'est que j'estime qu'il est plus utile à l'heure actuelle de lui apporter mon soutien, puisqu'il défend les mêmes valeurs et que notre tandem a toutes les chances de l'emporter. Ma volonté est de faire barrage aux idées racistes qui me choquent d'autant plus que je suis un petit-fils d'immigré italien. De plus, je rappelle que, dès dimanche 21 avril, j'ai appelé à voter Jacques Chirac au deuxième tour, afin de faire barrage à l'extrême droite.

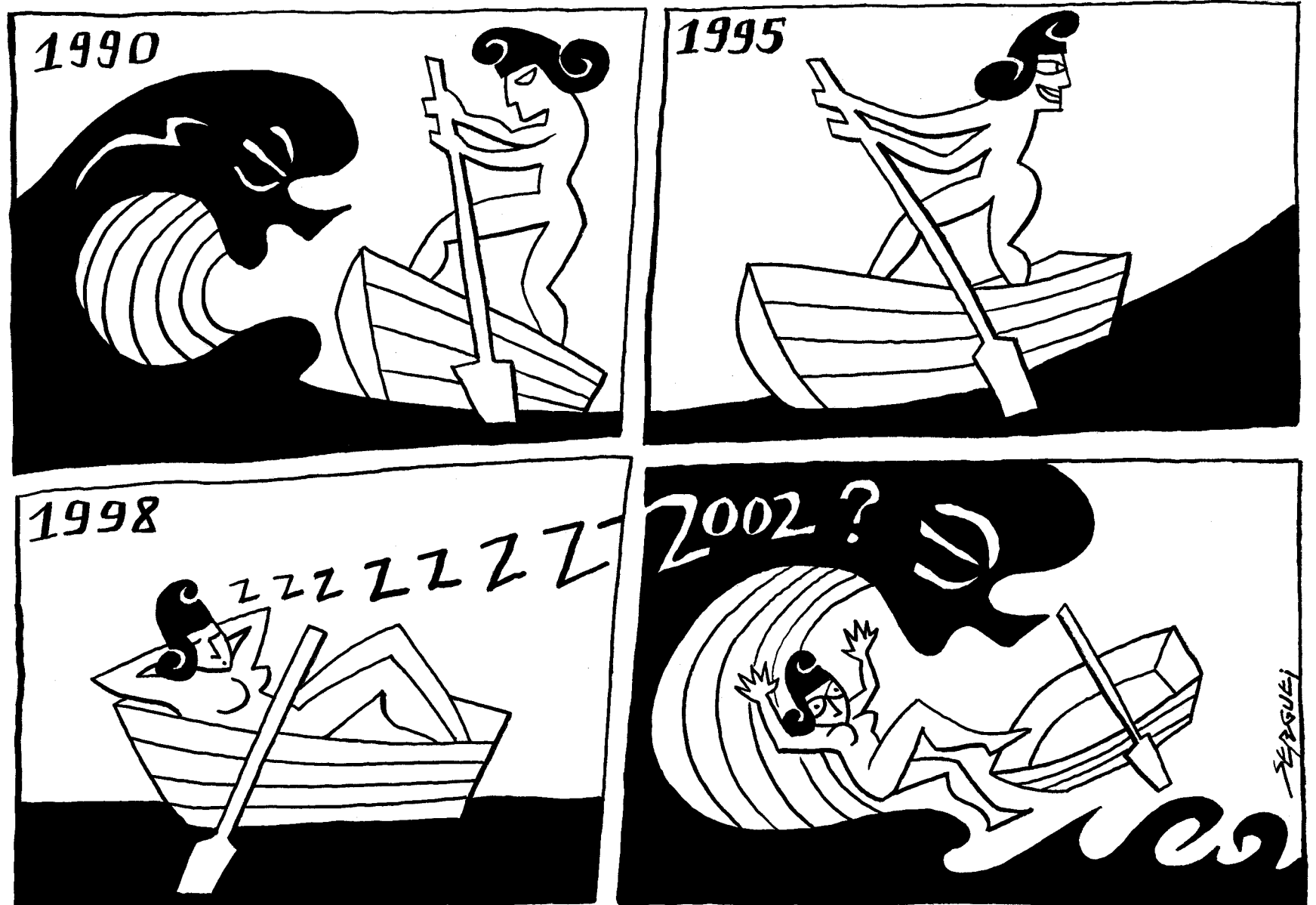
**720 destinations pour profiter de vos Miles.  
720 bonnes raisons de voyager pour vos affaires.**

Utilisez vos Miles du programme United Mileage Plus sur les 720 lignes de United et ses partenaires Star Alliance. [www.united.fr](http://www.united.fr)

**WE ARE UNITED**



Né en 1990 pour contrer le FN sur le terrain, Ras l'front n'a pas cru à la déliquescence du parti d'extrême droite après la scission entre Le Pen et Mégret



# LA VIGILANCE DE RAS L'FRONT

**U**NE permanence comme il doit en exister des dizaines dans le pays, quelque part dans Paris ou dans la région parisienne. Un sol jonché de cartons, quelques bureaux, une odeur de tabac froid, des affiches, un téléphone jamais tranquille, des jeunes, des vieux concentrés sur leur tâche, des rires qui fusent et beaucoup de nervosité. Ici, on milite comme on respire, comme une évidence, par nécessité. Dimanche 28 avril, dans les locaux de Ras l'front, c'est l'effervescence. Aurélie, Jean ou Jean-Pierre font des paquets qu'ils remplissent d'autocollants, de pin's. Partout, il y a le triangle rouge, le sigle de l'association, le signe qui distinguait les prisonniers politiques dans les camps nazis ; partout, il y a ce slogan tout simple : « Contre le fascisme. » Il faut partir « tracter » devant le Zénith, où se tient le rassemblement des professionnels de la culture. Jacques Testart, biologiste, les rejoindra. Il va parler au nom de cette association qui milite depuis douze ans contre le Front national et l'extrême droite.

Ras l'front est né en mai 1990, le Front national existait depuis longtemps et commençait à collectionner les victoires électorales. Hasard ou suite logique, les événements se précipitent en ce mois de mai. Un appel signé par 250 personnalités conseille la vigilance contre le FN, qu'il faut considérer comme un parti néofasciste. Il faut tout faire pour ne pas le banaliser, le considérer comme un parti comme un autre dans la vie politique française. Dans le même temps, l'émotion est immense en France après la profanation du cimetière de Carpentras. Dans la nuit du 9 au 10 mai, trente-quatre sépultures juives ont été ouvertes et le corps d'un homme récemment inhumé a été déterré et empalé.

Le gouvernement du premier ministre, Michel Rocard, travaille sur l'immigration depuis quelques mois. A la fin mai, une table ronde va rassembler la majorité et l'opposition : la tendance est à la sévérité et aux mesures restrictives. Les associations demandant au gouvernement de tenir ses engagements sur le droit de vote des étrangers dans les élections locales. Quelques semaines plus tard, au petit matin du 21 juin, à la hussarde, la majorité sénatoriale adopte une proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité présentée par les quatre présidents de groupe de la droite sénatoriale, dont Charles Pasqua.

L'instant est propice : des milliers de personnes répondent à l'appel des 250 en signant une pétition centralisée par le journal *Politis*, qui reçoit plus de 6 000 signatures. Une assemblée générale est organisée. Un monde fou est au rendez-vous. Ras l'front décide de créer des collectifs là où se trouvent des volontés, pour faire circuler les informations. Un journal voit le jour : c'est *Ras l'front*, dont le n° 87 est sorti en avril, à la veille de l'élection présidentielle. Si la ligne éditoriale est édictée par l'association, le journal est aujourd'hui indépendant du réseau : « Pour éviter que l'un ne tue l'autre », explique Jean-Pierre, un des membres du secrétariat national de Ras l'front.

En cas de procès et de condamnation, l'un ne peut pas « plomber » l'autre : « On essaie de ne pas se faire ramasser bêtement. »

Gilles Perrault ou Didier Daeninckx – qui depuis ont quitté l'association – sont parmi les signataires et les fondateurs de Ras l'front. A leurs côtés, Anne Tristan. La jeune femme est connue dans les milieux antifascistes pour avoir publié un livre essentiel pour mieux comprendre le Front national : *Au Front* (Gallimard), en 1987. Anne Tristan a passé six mois dans la peau d'une dactylo au chômage et a milité au sein du FN. Son expérience montre que le parti s'installe partout et tente de renouer des liens là où ceux-ci – qu'ils soient syndicaux, associatifs, politiques ou religieux – ont disparu : « J'ai toujours entendu dire que le FN n'a pas de militants, mais le FN fait un travail de fourmi sur le terrain, dit-elle. Il fallait faire la même chose, avec d'autres idées. »

« J'ai toujours entendu dire que le Front national n'a pas de militants, mais le FN fait un travail de fourmi sur le terrain. Il fallait faire la même chose, avec d'autres idées » **ANNE TRISTAN**

La politique de Ras l'front est donc simple : il faut, face au Front national, tisser un réseau d'initiatives politiques et culturelles, qui permet de réagir dans tous les milieux, du quartier aux lieux de travail : « Nous avons commencé sur les marchés de l'Est parisien, se souvient-elle. Nous étions à côté des militants du FN, qui étaient les seuls à occuper le terrain en dehors des élections. »

Pour créer cette capillarité, les collectifs s'installent peu à peu : « Chacun d'eux avait son propre visage. » L'association, en effet, fédère, mais n'a pas de structures. Chaque collectif est indépendant et mène à sa guise ses activités. Un pic à 180 est atteint en 1995, année de la mort de Brahim Bouraam, jeté à la Seine par quatre skinheads, en marge d'une manifestation du Front national, le 1<sup>er</sup> mai à Paris. Il y en a aujourd'hui une centaine. Ras l'front s'est lié avec le mouvement social et, en particulier, avec des associations comme le

Droit au logement (DAL) ou les antimondialistes d'Attac.

De nombreux militants sont venus de l'extrême gauche, mais Ras l'front semble avoir échappé à une éventuelle protection d'un parti ou d'un autre : « Ce n'est pas le catéchisme, comme il peut y avoir dans le genre d'organisation, assure Jacques Testart, qui soutient l'association et écrit dans les colonnes de son journal. Nous savons qu'il y a beaucoup de militants venus de la Ligue communiste révolutionnaire, mais ils n'y sont pas soumis. Militer contre le FN, ça n'empêche pas d'aller militer ailleurs. »

Dès les premiers mois de sa fondation, Ras l'front frappe les esprits en prenant à rebrousse-poil le débat sur le Front national. Contrairement à ceux qui préfèrent ignorer le FN en lui refusant la médiatisation. Faut-il en parler ou non, faire de la publicité ? Ras l'front préfère appeler un chat un chat : « Nous voulions être tran-

chés : le Front national, c'est du fascisme, point, dit Anne Tristan. Les avancées de l'extrême droite sont faites de nos reculs, toute politique qui courtise avec ces idées-là ne peut que nourrir ce vote-là. »

A la présence sur le terrain du Front national, que les militants de Ras l'front appellent ironiquement les réunions Tupperware, les collectifs opposent leurs fêtes, leurs débats ou leurs services. Il y a aussi les opérations de visibilité. En 1993, un premier Salon du livre antifasciste est organisé dans la capitale. Plus de cent écrivains, historiens, sociologues et dessinateurs, une quarantaine d'éditeurs, des librairies, des revues et des professionnels de l'imprimerie participent à ce rassemblement. En 1996, Ras l'front organise une nuit du cinéma antifasciste à l'Entrepôt.

Autour du journal, qui paraît dix fois par an, des brochures d'information sont publiées afin d'expliquer le contenu du pro-

gramme de Jean-Marie Le Pen ou d'identifier les réseaux. Les rédacteurs n'hésitent pas à reproduire des tracts du FN, pour informer. Au fil des ans, Ras l'front s'est intéressé notamment au « FN contre les jeunes » ou a enquêté sur le « rock identitaire français » : « Le FN s'est lancé sur les terrains de la musique, de la BD, de la peinture, lit-on dans l'introduction de l'opuscule, autant de domaines qui permettent d'attirer plus largement les jeunes qui n'auraient pas adhéré au FN, MNR... par une démarche purement politique. » Et il y a toujours les marchés, où les militants essaient d'être là, au quotidien. Aurélie, une jeune militante, explique : « Nous rencontrons des gens qui ont besoin de discuter, qui cherchent des réponses que les partis ne leur donnent plus. » Et avec les militants du Front national ? « Il y a un pacte de non-agression. Le fait que nous soyons là les empêche de se disséminer sur le marché, ils restent autour de leur stand, ce sont les gens qui viennent les voir. Récemment, nous avons plutôt vu des militants du MNR. »

Dans quel état dimanche 21 avril les a trouvés ? « Sonnés mais pas longtemps », dit Jean-Pierre. Avec le secrétariat général, il avait écrit un communiqué samedi soir, « parce que les sondages dont nous prenions connaissance montraient que Jean-Marie Le Pen remontait très fort et que son score, le lendemain, serait trop important. C'était pire que nous ne le pensions ». Depuis, le local ne désemplit pas. Cinq bénévoles assurent la permanence et huit autres se relaient pour actualiser le site Internet *raslfront.org*. L'association reçoit 200 mails par heure, il faut envoyer du matériel aux collectifs, « disséminer l'énergie », poursuit Jean-Pierre.

Ils souignent, oublient d'être amers, du moins en apparence. Ils tâchent de ne pas penser à toutes ces fois où la communauté n'a pas voulu les croire, et surtout en 1998, l'année de la scission entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret : « Mes copains me disaient : "Arrête avec tes conneries de pin's" », explique Jacques Testart, qui porte en permanence le petit triangle rouge sur ses vêtements. « On nous disait que c'était fini, poursuit Jean-Pierre. Maintenant qu'ils étaient divisés, ils allaient disparaître. Ça a été vrai pendant quelques mois, mais nous avons très vite vu que le FN et le MNR étaient encore là. Cela a été flagrant aux élections municipales de mars 2001. Nous savions

qu'en cas de nécessité les frères ennemis pouvaient tout à fait s'unir à nouveau. Nous avons perdu trois ans. » Aurélie est arrivée à Ras l'front un peu avant la scission du Front national. Le groupe au sein duquel elle militait a continué : « Je suis en Seine-Saint-Denis, dans une commune où il y a une église intégriste, cela nous a encouragés à rester vigilants, dit-elle. Nous nous sommes dit que cela faisait deux ennemis au lieu d'un. Nous savions bien qu'ils n'allaient pas passer de 15 % à 0 % comme ça. » Les militants de Ras l'front avaient toujours entendu ce discours : « Tous ces coups encaissés, raconte Anne Tristan. On nous disait, mais non ! C'est protestataire, c'est volatil. »

**A**LORS il faut recommencer. Etre là, partout où les manifestations contre l'extrême droite se forment, mais Jean-Pierre assure : « La manifestation est une prise de conscience, pas une solution. » Malgré l'électrochoc qui vient de secouer le pays, le temps presse : « Il faut travailler et reconstruire, nous avons un mois et demi avant le deuxième tour des élections législatives pour expliquer à nouveau, avant que le soufflé ne retombe. »

Que faire ? « Nous n'avons pas de certitudes, pas la vérité. Nous disons quelque chose de simple : il n'y a pas de forces que l'on ne peut combattre », poursuit Anne Tristan. « Notre réponse, c'est d'être là partout où sévissent l'exclusion, l'insécurité, ce n'est pas la bagnole qui crame au coin d'un carrefour, l'insécurité, c'est le chômage, la précarité, répète Jean-Pierre. Quand le Front national débarque dans une soupe populaire à Saint-Lazare, nous essayons d'être là ; quand un groupe de rock identitaire français arrive en quart de finale d'un concours de chant, nous alertons le directeur de la salle et, s'il n'entend pas, nous manifestons. Nous n'allons pas nous grossir la tête et les bras, il nous faut susciter la vigilance, partout. »

De quoi rêvent-ils ? La question provoque à chaque fois un sourire pointé d'amertume. Qu'un jour l'extrême droite retombe à 1 %, et Ras l'front pourra disparaître : « Si nous réussissons, nous partons. » Pour l'heure, une illusion. Alors ils restent, existent encore, et sans doute pour longtemps.



# Lepénisation des esprits et crise de la démocratie

**L**E devoir de tout citoyen est d'aller voter pour Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle. Cela ne nous dispense pas d'ouvrir les yeux sur les motifs de la catastrophe du premier tour et d'agir pour redonner force et sens à une République fondée sur les droits de l'homme et le devoir de solidarité.

Le plus choquant dans les résultats du 21 avril n'est pas le score de Jean-Marie Le Pen, même s'il dépasse les prévisions. Non, le plus choquant et le plus effrayant fut d'entendre, le soir même, le discours sécuritaire répété par presque tous les ténors des grands partis. C'est pourtant la tenue d'un tel discours, amplifié par la télévision, qui a permis la nette progression du leader du parti d'un « ordre » aux relents vichystes et poujadistes opposés aux valeurs républicaines – qu'il entend bien détruire.

Faire de l'insécurité, qui est un très grave symptôme, le problème quasi unique de la France contemporaine, c'est faire le jeu de l'extrême droite et d'une dérive autoritaire à venir. Proposer, comme certains, la création d'un grand ministère de la sécurité est un premier pas en ce sens. D'une part, c'est faire l'amalgame entre diverses formes non d'insécurité, mais de violence. D'autre part, c'est faire l'impasse sur les faiblesses de la V<sup>e</sup> République, telles qu'elles sautent aux yeux aujourd'hui.

Pourquoi parle-t-on d'insécurité plutôt que de violence ? Car il s'agit bien de violences physiques, certes, mais aussi de violences sociales :

- Provoquées par des chefs d'entreprise qui s'évadent de leurs responsabilités en matière d'accidents du travail, de maladies professionnelles, de catastrophes écologiques et sanitaires, de licenciements massifs, d'abus d'autorité et de pouvoir sur leurs employés. Dirigeants qui font la théorie d'une « société du risque » dont ils veulent à tout prix se protéger eux-mêmes tout en faisant subir aux autres.

- Tolérées par des hauts fonctionnaires qui savent que les systèmes éducatif, de santé publique (et de

sécurité des transports) et de protection sociale sont devenus des machines à sélectionner et à reléguer, à accroître les inégalités en matière de soins et de droits fondamentaux... et ne font guère d'effort pour y remédier.

- Dues à des dirigeants d'entreprises publiques et privées qui jonglent avec des milliards, s'embarquent – avec la complicité active d'hommes politiques – dans des aventures économiques et financières délicieuses (se soldant par des centaines de milliards dilapidés), sans autre sanction qu'une mise au placard ou une peine de principe. Combien de salariés perdent-ils leur emploi pour éponger ces aventures hasardeuses ?

- Provenant de l'action d'une grande partie de la classe politique, qui ne saurait ignorer que la justice, l'inspection du travail, les travailleurs sociaux, les éducateurs spécialisés, les professions paramédicales... manquent tragiquement de moyens et de politiques clairement définies, pendant que la bancassurance, l'industrie pharmaceutique, les promoteurs immobiliers et bien d'autres réalisent de substantiels bénéfices dont ne profite guère l'ensemble de la population.

Comment se fait-il que, lorsqu'il s'agit de la délinquance des mineurs et des jeunes, en particulier des banlieues ou des cités, autant de chiffres nous soient assésés, alors que la discrétion est de mise quant aux crimes et délits ci-dessus évoqués ? Il est vrai que la criminalité existe aussi chez les jeunes, mais l'examen des statistiques montre que la délinquance de proximité n'est pas localisée aux banlieues, ni réservée à une classe sociale, à une classe d'âge, à une appartenance ethnique ou religieuse, ou à un état de richesse ou de culture particulier.

De tout cela – et de bien d'autres injustices, inégalités et dénis des lois –, il résulte que l'incivilité, la délinquance et la criminalité ne sont pas dues à un phénomène global d'insécurité (elle n'en est que le résultat), mais d'irresponsabilité, largement partagée par nous tous.

Le respect des droits de l'homme exige de lutter contre toute forme de discrimination, il réclame l'égalité

de tous devant la loi, l'accès de tous au bien commun, le respect inconditionnel de la dignité et de l'intégrité de toute personne. Ces principes forment le socle de toute politique républicaine et démocratique, ce que ne sont pas la croissance économique, la prospérité industrielle ou même le fonctionnement régulier des institutions – lesquels ne sont que des moyens.

Dans une société civilisée, les buts essentiels sont la jouissance des biens communs (de toute nature) et la participation active des citoyens pour y parvenir. Or, dans cette campagne électorale, nous n'avons presque jamais entendu parler des institutions et des services publics, du rôle du Parlement, des relations entre société civile et pouvoirs publics, de l'accueil des étrangers, de la place de la France dans l'Union européenne et dans le concert des nations.

L'incivilité, la délinquance et la criminalité ne sont pas dues à un phénomène global d'insécurité (elle n'en est que le résultat), mais d'irresponsabilité, largement partagée par nous tous

S'il y a, en France, de plus en plus de délinquants de toutes sortes – ce qui est possible –, cela est dû à un relâchement généralisé de la responsabilité. Etre responsable, c'est faire face à ses obligations présentes, être vigilant à l'égard des conséquences futures de ses actes et en assumer les effets ; c'est ne pas prétendre à l'impunité lorsqu'on est élu ou fonctionnaire, à plus forte raison lorsqu'on est le chef de l'Etat.

Cela est incompatible avec une idéologie où « tous les moyens sont bons pour réussir », où les victimes de préjudices se voient de plus en plus mal indemnisées (si elles le sont !), sans que leurs auteurs soient poursuivis. C'est par cette idéologie qu'un sentiment général d'injustice

et d'inégalités croissantes se développe, qu'on déguise en parlant d'insécurité.

Face à cela, les replâtrages hâtifs d'union de partis et les combinaisons électorales des prochaines législatives sont dérisoires, et les résultats de ces élections ainsi que la composition du futur gouvernement ne régleront pas le fond des problèmes.

Jacques Chirac – un responsable majeur de ce désastre – sera probablement réélu. La leçon lui sera-t-elle salutaire ? Le serait-elle à un gouvernement issu d'une majorité de gauche à la future Assemblée nationale ? L'extrême gauche prendra-t-elle le risque de la responsabilité politique ? Les partisans de Chevènement cesseront-ils de cultiver l'ambiguïté ? On peut craindre que le prochain gouvernement donne des gages au tout-sécuritaire et abonde dans la démagogie. On doit

Sur cette base, un certain nombre de transformations s'impose.

Celle des institutions. Il devient nécessaire de refondre une Constitution qui fut taillée pour un « monarchique », et dont l'inadéquation devient patente, puisqu'elle n'assure pleinement ni la représentativité des forces politiques et sociales ni une répartition claire et stricte des pouvoirs entre législatif, exécutif et judiciaire.

Il n'est pas sain que l'Assemblée nationale soit à l'origine de seulement 5 % des lois votées. Il devrait être impossible qu'un président de la République sanctionné par le corps électoral reste en place, et qu'une dualité du pouvoir exécutif puisse exister. Une telle refonte aura pour but essentiel de mieux répartir et assigner les responsabilités publiques, et garantir qu'elles seront mieux assumées et sanctionnées.

Cette refonte concerne autant les collectivités publiques, où le flou entre fonctions délibératives, exécutives et administratives, où l'impuissance des contrôles juridictionnels et financiers, où la captation des pouvoirs locaux par une « caste » de notables... anesthésient tout sens des responsabilités publiques. Il faut interdire – à tous niveaux – les cumuls de mandats ; favoriser la participation des citoyens et des résidents au débat politique ; promouvoir la consultation systématique d'associations représentatives de la société civile avant les prises de décision politiques ; multiplier les conseils consultatifs territoriaux et sectoriels.

Cela ne suffit pas. Il est indispensable aussi d'instituer une véritable éducation à la citoyenneté, à commencer par la connaissance des fondements de la République, ainsi que ceux de l'Union européenne et des institutions internationales. En France, la plupart des citoyens et résidents ignorent presque tout du droit et des principes de l'action publique. Les élus, les agents de l'Etat et des collectivités publiques, les juristes, les lettrés, les associations d'intérêt public, les journalistes... sont au premier chef responsables de cette éducation. Notamment la télévision, qui devrait en être le média, au lieu de trop sou-

vent promouvoir l'abâtissement, voire la veulerie. Le programme d'une telle éducation généralisée passe enfin par un réapprentissage intensif de la langue française, favorisant la production et l'échange des arguments et des idées, aux antipodes du « prêt-à-penser » promu aujourd'hui par les « communi-

**JEAN-CLAUDE BOUAL** (militant associatif), **MICHÈLE DESCOLONGES** (sociologue), **FRANÇOISE HÉRITIER** (professeur honoraire au Collège de France), **MICHEL JUFFÉ** (professeur à l'Ecole nationale des ponts et chaussées), **MAXIME SASSIER** (scénariste), **ARNAUD SPIRE** (philosophe et journaliste), **YAN THOMAS** (directeur du Centre d'étude des normes juridiques à l'EHESS), **JEAN-PIERRE VERNANT** (professeur honoraire au Collège de France). [antigones@noos.fr](mailto:antigones@noos.fr)

cants » du management, de l'administration et des médias.

Au moment où la xénophobie reprend force, il faut surtout mettre en acte une politique d'hospitalité aussi généreuse que possible, sans conditions de mérite ou de bonne conduite – sans oublier que tout résident, s'il doit être protégé par la loi, doit la respecter comme tous les autres.

L'hospitalité signifie : l'accueil des réfugiés ; la régularisation rapide des sans-papiers ; une plus grande facilité d'accès à la nationalité française, accompagnée d'une solennisation de cet accès ; la sanction des discriminations et vexations à l'égard des demandeurs d'asile, des réfugiés, des résidents ou visiteurs étrangers.

Il faut aussi exclure la remise en cause du droit du sol, qui vise, dans le discours de l'extrême droite, les enfants des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> générations. Les réfugiés et immigrants vont-ils « déferler » ? Rappellons, par exemple, que le total des personnes dotées du statut de réfugié n'atteint que 0,0016 % de la population.

La France des droits de l'homme n'est guère une terre d'asile : allons-nous accepter qu'elle devienne une terre d'exil ?

## Peur des miséreux ou guerre à la misère ? par Ivan Sainsaulieu

**O**N peut voter Chirac pour empêcher Le Pen d'être président. Les manifestations montrent que ce ne sera un plébiscite ni pour Chirac, ni pour la droite. Et il est patent que la droite sera influencée par un fort pourcentage de voix pour Le Pen. Mais l'abstention et les nuls pèseront aussi sur la légitimité du pouvoir. Et peut-on cautionner un vote de bonne conscience, le « sursaut républicain » ?

Ni le vote, ni la République ne sont des remparts contre le fascisme. On connaît les précédents : le vote pro-Hindenburg, « rempart » contre Hitler en 1932, qui s'est ensuite entendu avec ce dernier, en toute légalité républicaine. On sait aussi comment l'assemblée élue du Front populaire, moins les communistes et quelques autres, a voté les pleins pouvoirs à Pétain. Il y a même, historiquement, un balancier qui veut que, lorsque la gauche est au pouvoir, l'extrême droite relève la tête (Pétain, Poujade, Le Pen).

Quant à Chirac, qui nous dit qu'il ne s'entendra pas un jour avec l'extrême droite, comme les Millon qui l'accompagnent ? Fera-t-il du Millon dans les triangulaires ?

La gauche cède le pas au populisme réactionnaire parce qu'elle déçoit salariés et chômeurs par son souci de rentabilité capitaliste, accompagnée de filets de protection contre l'exclusion (RMI, CMU...). Ce qui n'empêche pas les salariés de stagner et, pour des millions d'entre eux, de s'appauvrir, de connaître la précarité, la flexibilité ou le chômage. Comment Martine Aubry pourrait-elle être sanctionnée à Lille si les 35 heures plaisaient aux ouvriers ? Et pourquoi la populéuse Seine-Saint-Denis est-elle le

département le plus abstentionniste en métropole (35,67 %) ?

Dans cette « insécurité sociale », nombreux sont ceux qui craignent de perdre le peu qu'ils ont, à qui la misère fait peur, derrière le visage de la petite délinquance ou du terrorisme international. On sait que la crainte peut être réelle (insécurité) ou fantasmée (sentiment d'insécurité), qu'elle agit aussi bien dans les villages tranquilles que dans les banlieues chaudes, chez les chômeurs, les retraités ou les petits patrons.

Les uns craignent la concurrence, pour le travail ou les « allocs », les autres craignent pour leur bien, et tous pour leur tranquillité. La peur ne suffit certes pas à rendre compte d'un noyau réactionnaire, difficile à évaluer, mais la fidélité à Le Pen tient plus à ses thèmes (insécurité,

Quand est-ce que les médias nous montrent des « life stories » plutôt que des « loft stories » ?

immigration) qu'à la révolution nationale de Vichy.

En Allemagne et en Autriche, on craint l'invasion des pauvres de l'Est, et non ceux du Sud, comme en Andalousie ou en France. Partout, on craint les banlieues pauvres, peuplées de nationaux ou d'étrangers, d'ailleurs variables selon le pays d'accueil. Et les autorités savent gérer avec cette peur.

On l'a vu à Aubervilliers récemment : pour défendre des familles africaines mal logées, il n'y avait

qu'une poignée de militants. Il s'agit de familles ouvrières, pleines d'enfants, qui occupaient des logements HLM vides. Aubervilliers a eu la primeur des affiches : « J'ai honte et toi ? » Et ces familles ne sont pas relogées, malgré les paroles du ministre. Nombreux sont les logements vides, pour éviter de concentrer la

**IVAN SAINSAULIEU** est chargé de recherche au Laboratoire de sociologie du changement des institutions.

misère, mais les critères sont politiques et non sociologiques : des familles africaines peuvent être en effet salariées et très disciplinées du fait de leurs liens ruraux et familiaux. On tient compte de la couleur de peau comme stigmatisant de la peur, parce que l'on ne veut pas s'affronter aux préjugés et à la pauvreté. On cherche à éparpiller des familles turques (*Le Monde* du 25 avril) au lieu de réhabiliter leurs logements et de promouvoir le lieu comme sûr auprès de populations sans préjugés et dans le besoin.

Quand est-ce que les médias nous montrent des « life stories » plutôt que des « loft stories » ? C'est une solidarité horizontale qu'il faut mobiliser, contre l'isolement et ses fantasmes, contre la pauvreté, autour de la notion d'utilité sociale – et non attiser la peur d'autrui, ou l'idolâtrie des individus promus ou providentiels.

Si l'on trouve qu'une bonne dose d'inégalité est acceptable, alors il faut être beau joueur : une bonne dose de racisme et de menace fasciste est inévitable. Sinon, la solution alternative à la peur de la misère et à la xénophobie ne peut être que dans l'éradication de la misère et l'esprit de la solidarité, comme le clament les chômeurs qui manifestent.

pourtant espérer qu'une droite et une gauche responsables comprendront qu'un « sursaut républicain » ne suffit pas : il faut aussi avancer et savoir vers où l'on va.

La démocratie ne peut exister qu'avec un véritable projet politique orienté par les droits fondamentaux, à commencer par ceux de la personne, sans lesquels tous les droits politiques, civils, économiques et sociaux ne peuvent être véritablement exercés. La contrepartie de ces droits est l'obligation de chacun au regard des lois, et l'exercice par le plus grand nombre d'une citoyenneté fondée sur la prise de responsabilités publiques. Toutes les autres orientations politiques en découlent.

## Funeste jusqu'au-boutisme par Gilles Bert et Christophe Laudou

**S**CANDALEUX, impardonnables, les propos d'Yves Michaud publiés dans la page Débats du *Monde* (26 avril : « Le fanfaron de la Corrèze et la bête du Gévaudan »). Notre collègue n'aime pas M. Chirac. Il ne l'aime pas au point d'écrire : « Il est douteux que M. Le Pen, même en cas d'abstention des forces de gauche, l'emporte. » Le professeur de philosophie ayant bénéficié de nominations politiques à des postes prestigieux est incapable de s'arracher aux humeurs et à la personnalisation de l'élection, il n'exclut pas totalement, pour lui et pour les autres, de prendre le risque d'une victoire de l'extrême droite, c'est-à-dire, en l'état actuel, peu ou prou d'une guerre civile.

« Aller jusqu'au bout de la crise », plaide Yves Michaud. Comment peut-on manquer à ce point de sens historique ?

Il faut lire le programme du Front national et le faire connaître. Il faut que les professeurs de philosophie parlent de la démocratie dans leurs classes et que les philosophes s'expriment publiquement. C'est aujourd'hui ou jamais et – soit dit en passant – en cas de victoire du FN au second tour, il n'y aurait plus ni enseignement philosophique ni presse indépendante. En pareil cas, on évoque même très sérieusement, à l'étranger, la possibilité d'annuler les élections comme ce fut le cas en Algérie. L'inquiétude n'est pas feinte : article 16, arme nucléaire, composante paranoïaque et auto-destructrice de Jean-Marie Le Pen.

D'ores et déjà, du mal a été fait. La Catalogne, par exemple, hésitait depuis quelques années entre le modèle américain, défendu par la droite libérale et ne cessant de gagner des adeptes, et le modèle républicain français. Cette position politique impliquant directement le choix de l'apprentissage des langues et des références culturelles. Le combat était déjà inégal, mais, au vu des réactions, maintenant, l'affaire est entendue.

« Aller jusqu'au bout de la crise », plaide Yves Michaud. Comment peut-on manquer à ce point de sens historique ? Parler des soupçons de malversations concernant M. Chirac ou rappeler le sort réservé par le passé aux sans-papiers n'a de sens et de portée que dans un cadre démocratique. Or, pour l'instant, il est en sus-

chées à la main en fonction des échéances électorales passées, d'où le caractère peu scientifique et peu fiable de ces prévisions. Et, compliquant encore les choses, les enquêtes qualitatives mettent en évidence des comportements qui paraissent échapper à toute rationalité pratique. Jusqu'ici, l'expérience a montré

**GILLES BERT** (lycée français de Barcelone) et **CHRISTOPHE LAUDOU** (lycée français de Madrid) sont professeurs de philosophie.

que beaucoup avaient honte d'avouer un vote frontiste, voire une adhésion à des « thèses » explicitement rapportées au Front national.

C'est cela, semble-t-il, qui rend le résultat imprévisible. Car si le bouchon psychologique en arrivait à sauter, comme il a commencé à le faire, on serait tout à fait incapable d'anticiper les résultats. On mesure particulièrement mal cette force de contention, cette domination symbolique et intellectuelle des élites (ou supposées telles) qui pèse de longue date sur les discours d'extrême droite. Car – cas unique pour un mouvement de masse – il n'y a pas à ce jour un seul intellectuel soutenant le FN.

Il en va un peu comme de la peine de mort : il s'exerce une pression constante des intellectuels, des politiques et des médias sur ce qui semble être la majorité de la population. Despotisme éclairé, en l'occurrence, plutôt que choix démocratique. Si d'aventure l'interdit frappant le vote d'extrême droite devait être levé, si l'arrivée au pouvoir de Le Pen cessait d'être une « impossibilité historique » pour devenir un risque raisonnablement assumable, les sondages et nos intuitions ne nous seraient d'aucun secours pour prédire l'issue du scrutin.



# Insécurité : affronter la réalité

par Didier Peyrat

**L**A question de la sécurité est l'affaire des dix années qui viennent. Parce qu'il ne s'agit plus seulement de « *prévenir* », mais de défaire une délinquance ancienne, lovée dans les anfractuosités d'un urbanisme démesuré et liée à une crise sous-jacente de la civilité. L'insécurité réelle ne reculera ni par le plein-emploi ni par des coups de force. Encore moins par le refus de la regarder en face.

Aujourd'hui, si on dépose les lunettes du snobisme antisécuritaire, qui nous a fait perdre vingt ans dans l'élaboration d'une politique de sécurité à la fois efficace et démocratique, que voit-on ? Que l'insécurité traverse les frontières sectorielles et fait dysfonctionner l'ensemble des dispositifs, y compris ceux dédiés à la prévention, à la santé, à l'éducation et au logement social.

L'insécurité fabrique de nouvelles inégalités : les plus démunis sont les premiers à se faire vider les poches. En rongant la qualité de la vie, elle ne fait pas que troubler « *l'ordre public* » : elle mine la sociabilité. Les voitures brûlées et les boîtes aux lettres systématiquement démolies de nos HLM ne renvoient pas à un « *imaginaire* », mais à une réalité cruelle qui introduit son vitriol jusque dans la sphère sacrée de l'habitat. Voici maintenant que la liberté associative est entamée : des locaux flambant, des militant(e)s sont empêché(e)s de faire du porte-à-porte. Faire un travail social quelconque dans certains quartiers, c'est gêner le caïdat. Les petites poignées de délinquants hyperactifs qui cherchent à contrôler des territoires ne combattent pas seulement les institutions, ils sapent les fondamentaux de la communauté. Il y a des enfants perdus, certes, mais aussi de véritables gangs *made in France*. Ils ne sont pas dans la protestation, mais dans des stratégies de gain égoïste, de puissance, de domination.

La délinquance est une prise de pouvoir injuste et nullement obligatoire sur autrui. Suggérer qu'elle est une fatalité de la pauvreté n'est pas seulement démenti par l'examen des faits : c'est une insulte à des millions de gens aux revenus modestes qui n'ont de leçons d'honnêteté à recevoir de personne. Cela ne devrait pas être dit avec embarras, mais avec netteté. La délinquance n'est pas une objection à la marchandisation, mais le condensé

extrême du cynisme calculateur qui l'accompagne.

Les tentatives de politiser ces illégalismes ravageurs sont navrantes de contresens. Ceux qui, après avoir qualifié de « *fantasme* » l'insécurité, confondent maintenant nos prédateurs sans scrupule avec des gavroches levés contre l'injustice du monde ont le droit de continuer à se tromper : là où ils voient des barricades, ils feraient mieux d'apercevoir les œufs du serpent.

Mais quand ils paralysent les dispositifs de sécurité (invariablement qualifiés de liberticides), quand ils esquivent la légitimité des sanctions (en bondissant à chaque fois que le mot « *punition* » est prononcé), quand ils orientent leur compassion exclusivement sur les délinquants et cultivent la fable du « *sentiment* » d'insécurité, ces angéliques sont loin d'être tous des anges.

L'erreur fut de croire que les progrès de l'autonomie allaient effacer le besoin de sûreté, alors qu'il n'y a pas de liberté possible dans un monde saturé de violences, de prédatons et d'incivilités...

D'un autre côté, ceux qui essayent, au prétexte de l'insécurité, de dresser des catégories entières de population les unes contre les autres (par exemple en continuant à stigmatiser la délinquance « *des* » jeunes, alors que les jeunes sont les premières victimes de la délinquance et qu'ils font de la sécurité, eux aussi, leur principale préoccupation) nous préparent des lendemains sinistres d'émeutes mortelles. Quand il faudrait ajuster à la complexité d'un phénomène ancien un travail de précision, des actions intelligentes et ciblés, ils nous proposent une déclaration de guerre civile contre les « *nouveaux barbares* » ! Un remède de cheval... qui tuera le canasson.

Nous avons, ici, quitté l'âge des sociétés closes, unilatérales, qui forgeaient des êtres rivés à leurs appartenances et sécrétaient des disciplines instinctives : les individus sont désormais jetés dans des sociétés ouvertes, multilatérales, hypercomplexes, imprédictibles. Au fond, peu de gens cherchent vraiment à

revenir en arrière : il n'y a pas de nostalgie des vieilles camisoles, mais la quête d'un nouveau légalisme compatible avec l'émancipation individuelle.

L'erreur fut de croire que les progrès de l'autonomie allaient effacer le besoin de sûreté, alors qu'il n'y a pas de liberté possible dans un monde saturé de violences, de prédatons et d'incivilités... Sauf pour une élite suréquipée, surassurée, qui sait se mouvoir d'une bulle à l'autre en évitant les zones à risque (et en veillant, pour sa progéniture, à contourner discrètement la carte scolaire).

Si nous ne voulons pas que l'ouverture se transforme en déchirure, faire régresser l'insécurité est bien une urgence à la fois politique et sociale. Il est insensé de dire qu'on en parle trop : face à un problème, changer de sujet est au mieux une esquivé, au pire un ges-

Nos institutions ne parviennent plus à embrayer sur la délinquance moderne. Elles sont débordées par sa massivité, démoralesées par leur isolement et tétanisées par un bric-à-brac de dispositifs empilés. En même temps laxistes et brutales. Cela se vérifie à la chute vertigineuse des taux d'élucidation des

**DIDIER PEYRAT** est procureur de la République adjoint au tribunal de grande instance de Pontoise. Il est l'auteur d'un rapport sur l'impact de la délinquance et des incivilités dans les HLM, commandé par la secrétaire d'Etat au logement, Marie-Noëlle Lienemann, rendu public le 12 février.

infractions, à des classements sans suite encore fréquents, aux carences de l'exécution effective des peines, à la faiblesse des systèmes d'indemnisation pour les victimes, à l'archaïsme des prisons... La police, la gendarmerie et la justice font face, avec des appareils vieillots et mal coordonnés, à un phénomène criminel largement inédit et complètement transversal.

Les trois quarts de la population vivent aujourd'hui en ville. Chaque grande agglomération résume maintenant à elle toute seule la planète entière : les habitants y arrivent de partout et rien ne les réunit sauf les hasards de la concentration sur des territoires impersonnels, décentrés, et laids. L'international se faufile dans le national, l'outre-mer émerge en plein Hexagone.

Au fond, nous n'avons pas encore su inventer les nouveaux codes de civilisation qui devraient coiffer cette mosaïque géante et lui fournir son armature. Il manque une grammaire à cette diversité humaine : la charte démocratiquement élaborée puis enseignée qui sera opposable à tous, au-delà des disparités individuelles, sociales, communautaires. Et les garants de son respect, qui ne peuvent être tous des policiers ou des juges.

Un remaniement profond de la civilité cherche sa voie : il ne s'agit plus de faire cohabiter des gens qui se ressemblent, mais de coordonner des différences. Un Etat routinisé, centré sur la négociation interne avec ses corporatismes au lieu d'être tourné vers l'extérieur, esseulé car fondé sur le refoulement des citoyens – notamment ceux d'origine étrangère – n'a aucune chance d'y parvenir.

# La littérature du pire

par Didier Cornilliat

**C**ONSTERNATION et colère : voilà ce que suscite, chez tout lecteur un tant soit peu lucide le cri de rage, l'éruption plutôt, de Michel del Castillo dans *Le Monde* du 27 avril. N'y règnent en effet que l'amalgame et l'indulgence les plus éhontés, au service d'une thèse dont l'ambiguïté finit par exhaler un curieux parfum.

Amalgame entre les personnalités de gauche et les clients d'Hédiard et de Fauchon, entre les manifestants de ces derniers jours et les abstentionnistes hédonistes du premier tour, entre les électeurs de Le Pen et les plus démunis, les plus « *méprisés* » des Français.

Amalgame, encore, entre tous les partis politiques, supposés complices dans la seule entreprise qui justifierait secrètement leur existence : préserver, augmenter les privilèges de caste des politiciens intéressés et veules qui nous gouvernent depuis leurs indécentes palais.

Schématisme caricatural aussi, avec une description très courte des relations de cause à effet : le bon peuple qui se désespère à défaut d'être nourri de la meilleure rhétorique, les violences physiques des banlieues qui ne sont que l'écho légitime des violences morales des hautes sphères, les professionnels de la communication qui, apparemment privés de toute humanité, de toute consistance, ont infecté les partis politiques de leur vide congénital. Et enfin, cette fameuse démission collective à l'origine de la débâcle.

Et, par contre, mille excuses pour tous ces « *pauvres* » qui ont choisi le Front national : ils souffrent tant. Et pour Le Pen, attendrissant vieillard, au diagnostic si fin, qui a ce si bon goût de ne pas entretenir de milices armées, par respect sans doute – qui l'eût cru ? – des usages républicains. Mille excuses pour ces masses d'électeurs, passés au vote extrême parce que fort justement dégoûtés par le spectacle immonde de la classe dirigeante vautreée dans sa bassesse, sa lâcheté, ses compromissions multiples, et qui de toute façon n'ont pas voté pour un fasciste. Mille excuses, par avance, à la révolution sanglante qui s'annonce : nous l'avons bien cherchée, nous tous qui sommes coupables, nous tous qui ne sommes ni les électeurs de Le Pen ni Michel del Castillo.

Mais quelle pitié, finalement, que toutes ces inactives, toutes

ces facilités, assemblées là dans un acide concentré de ressentiment et prétendant à l'analyse subtile et décapante, alors qu'elles ne donnent en vérité que dans les clichés les plus éculés, les plus commerciaux, les plus publicitaires, n'en déplaise au contempteur du « *pire* » Séguéla. On y retrouve en

**DIDIER CORNILLIAT** est architecte.

effet, convoqués pêle-mêle, nombre de ces formules-chocs, de ces slogans assassins, tous aussi gratuits les uns que les autres, qui firent florès et tuèrent un peu plus chaque jour la crédibilité de la démocratie et de la République : gauche caviar, médias et politiciens complices en corruption, technocrates à œillères, dirigeants arrivistes et arrogants, experts bidon, etc. S'y ajoute la toute dernière parution, pour être à la page : l'inévitable mondialisation.

Derrière tout cela se profilent, en fin de compte, quelques antennes bien classiques et tout à fait sinistres. Ainsi, il y aurait complot de toute une classe dirigeante contre le peuple. Ainsi, cette classe serait bien un « *établissement* », selon le terme favori de Le Pen que reprend sans crainte Michel del Castillo. Ainsi, la tolérance engendrerait le désordre, et l'excès de pluralisme

Nous l'avons bien cherché, nous tous qui sommes coupables, nous tous qui ne sommes ni les électeurs de Le Pen ni Michel del Castillo

le comportement stupide de l'électeur. Ainsi, manifester contre l'irruption de l'extrême droite dans une élection majeure relèverait d'une pusillanimité excitation. Ainsi, enfin, Le Pen serait seul ou presque à porter sur l'état de la France et du régime un jugement pertinent.

Je parlais de consternation et de colère : le dégoût n'est pas loin, devant cette prestation faussement indignée et vraiment complaisante, devant cette suffisance et cet élitisme bien connus, quoique ici déniés, de l'écrivain à succès qui s'y croit, devant surtout cette démagogie sans frein, qui laisse entendre que la démocratie, cette vaine comédie, n'existe pas ou plus, confisquée qu'elle est par les bandes politiciennes et que, par conséquent, il n'est plus besoin de manifester ni d'espérer, les hordes barbares nous étant dorénavant promises.

Il ne faudra pas compter sur Michel del Castillo pour accomplir le premier pas d'un vrai rétablissement du civisme et de la République, lequel consisterait à réaffirmer l'importance inaliénable de la fonction qu'assument les hommes politiques et à redire l'abnégation et la sincérité de la plupart d'entre eux.

Il ne faudra pas davantage lui demander de reconnaître l'inexistence de la prétendue barrière séparant ces hommes politiques des électeurs et notamment des Français les plus pauvres, en admettant que, loin d'être en présence d'un brutal face-à-face, c'est en fait par une vraie continuité (même si elle est parfois mise à mal) que l'on passe du peuple aux dirigeants de ce pays, à travers toute la succession des mandats électifs.

Mais on pourra, par contre, le remercier d'avoir consolidé quelques pans du parfait vade-mecum de l'électeur lepéniste. Espérant connaître Michel del Castillo, on n'imaginera cependant pas une seconde qu'il ait pu lui-même pousser à son terme, dans le secret de l'isolement, la logique infernale qu'il déroule avec gourmandise dans son texte.

# Manifestons-nous ! par Jacques Gaillard

**B**IEN sûr, on aime voir de quelle façon, ici et là, une jeunesse réveillée défile sur nos places. Soyons justes : le contraire nous aurait vivement déçus, en aggravant dangereusement le soupçon que l'abstention des jeunes n'est pas pour rien dans le déraillement.

Ah ! ces jeunes qui se sont abstenus ont exprimé des préférences futiles, ont versé dans le romantisme révolutionnaire et cru que, pour le 5 mai, c'était Lionel et Jacques sans lézard possible, bref, ces jeunes qui ont exactement fait comme les adultes, ces jeunes, qu'il est réconfortant de les voir jaillir dans la rue et clamer leur amour de la République !

Hélas, il ne doit pas être définitivement avantageux d'être adulte, puisque si vraiment les jeunes ont mal ou peu voté, ce sont nécessairement les adultes qui ont gâté la sauce. Heureux parents qui voient leurs enfants courir exorciser leurs fautes d'adultes à leur place ! Car, jeunes d'hier, ils ont peut-être manifesté naguère avec les mêmes slogans, les mêmes pancartes et la même conviction inquiète contre le Front national à Strasbourg, à Toulon ou ailleurs pour dénoncer ce qu'ils n'ont pas su empêcher. Le risque que ce sursaut entend conjurer, cent défaillances politiques l'ont consolidé.

La République, donc, et le front

républicain. Un retour aux principes, à nos amours vraies, on s'en réjouit, ne décourageons pas ces retrouvailles, alors même qu'il y a huit jours, le thème paraissait anachronique. On s'en gaussait, ou peu s'en faut. Manifestons cette vérité retrouvée, l'impulsion est louable. Mais comment la rendre à la fois plus efficace et plus courageuse – en un mot, plus politique ?

La puissance symbolique de la spontanéité ne doit pas se borner à nous rassurer : en s'enlisant dans une mythologie du slogan, du défilé, de la communion lyrique, cette

Il y a cinq millions et demi d'« autres » en France, dont une vingtaine que vous appelez par leur prénom. Autant parler à ceux-là, au lieu de défiler contre l'invisible

protestation, même disciplinée, soulèvera vite des inquiétudes, car il n'est pas aberrant que, dans une démocratie, le recours à la rue fasse douter plus qu'il ne rassure.

Hier, cette même rue accueillait en cascade, à la veille du scrutin, des revendications et des mécontentements (quelques lobbies aussi, opportunistes en diable) ; la voici qui scande un appel à la raison, à

l'union, qui invite au dépassement des allergies personnelles pour une communion des consciences. Ce ne sont pas les mêmes qui défilent ? Pourtant, dans l'un et l'autre cas, ce sont les défaillances du système qui mobilisent – il serait temps de miser sur ses vertus, quitte à les ressusciter.

Manifestons, manifestez – mais surtout, manifestez chez vous. Manifestez-vous à l'atelier, au bureau, au bistrot et dans le bus. Manifestez les yeux dans les yeux et, s'il le faut, en famille. Qui a voté Le Pen, qui faut-il dissuader de réci-

imaginé quelles rancœurs, quelles inerties, quelles myopies ont pu, dans l'ombre, en faire ce que vous appelez assez sommairement des « *fascistes* ». Cessez de laisser croire que tout cela vous paraît incompréhensible. Quels adultes interpellerez-vous depuis la rue ? Donnez-leur un visage, et rien ne sera plus si simple.

Osons nous souvenir de ce que nous savons : les slogans n'ont généralement de poids que pour ceux qui les crient, et le problème est d'être écouté. Pour réveiller le citoyen qui vote et non tétaniser le mécontent qui craint. Argumenter : belle occasion pour méditer sur la force des sentiments rampants et leur trouver des causes, afin d'oser les réfuter sur leur terrain. Et de découvrir qu'ils ne sont pas l'apanage des « *autres* » : il y a cinq millions et demi d'« *autres* » en France, dont une vingtaine que vous appelez par leur prénom. Autant parler à ceux-là, au lieu de défiler contre l'invisible, au risque de fabriquer encore un million d'« *autres* » sans visages et peut-être honteux, qui auront détesté le tintamarre. Un Français sur cinq, ce n'est tout de même pas impossible à trouver pour les quatre autres. Ne cherchez pas plus loin à qui il faut parler.

Il faudra, c'est sûr, souvent battre sa coulpe, mettre de gros bémols à cette confusion des désirs individuels qui a tant obscurci l'intérêt général. Vous manifestez pour la République ? Vous invitez à une communion sur l'essentiel ?



Le Monde  
ÉDITORIAL

## Doutes au Pakistan

VU de Washington, Londres ou Paris, le général-président pakistanais Pervez Moucharrarf – qui vient de se faire plébisciter par référendum – avait plutôt bonne allure. Certes, l'homme a pris le pouvoir par un coup d'Etat, renversant en octobre 1999 le premier ministre élu Nawaz Sharif. Certes, il a, depuis, gouverné en muselant toute opposition, même s'il laisse la presse relativement libre. Certes, durant plus de deux ans, il n'a pas semblé faire grand-chose pour soulager la misère affectant la grande majorité des 145 millions de Pakistanais. Mais voilà tout de même un homme qui a su, au lendemain des attentats du 11 septembre, changer radicalement la politique de son pays.

Il a choisi le camp des Etats-Unis, et des Occidentaux au sens large, dans la lutte contre l'islamisme militant. Il a décidé de participer au combat pour renverser le régime des talibans en Afghanistan. Il a entrepris de démanteler chez lui les partis, associations, écoles religieuses qui servaient de base aux plus radicaux des militants islamistes. C'est un changement de cap brutal et total. Le Pakistan avait mis en place puis entretenu les talibans. Une partie de l'appareil d'Etat pakistanais – armée et services secrets – protégeait et équipait les islamistes afin de les utiliser dans le combat mené contre l'Inde au Cachemire. Bref, le Pakistan était, avec l'Afghanistan, l'un des points d'appui principaux de l'islamisme militant et du terrorisme perpétré en son nom.

Pour ce revirement et ses bons services dans la guerre

contre Al-Qaïda, le général-président a été récompensé. Les sanctions financières pesant contre son pays ont été levées. Les crédits, remises de dettes et autres facilités de paiement ont été multipliés comme par miracle, sauvant le Pakistan de l'asphyxie financière qui le menaçait. Et tout allait pour le mieux pour le général-président Moucharrarf. Jusqu'à ce référendum du mardi 30 avril...

Car, curieusement, ce scrutin va mettre en lumière certains des aspects les plus embarrassants du régime Moucharrarf. Les Pakistanais, qui faisaient plutôt confiance au général-président, le voient se comporter comme deux de ses précédents, Ayub Khan et Zia Ul-Haq, qui furent des dictateurs après s'être fait plébisciter par référendum. Les Pakistanais devaient dire mardi s'ils accordent un mandat de cinq ans à M. Moucharrarf à la tête du pays. Au lendemain du vote, ils ne peuvent qu'émettre des doutes sur le résultat d'un scrutin – 97 % de « oui » – dénoncé par toute l'opposition et qui paraît avoir été entaché de graves irrégularités. L'abstention semble avoir été massive.

La stature de M. Moucharrarf en ressort diminuée. L'exercice oblige à s'interroger sur la sincérité d'un homme dont la lutte contre les islamistes paraît plus formelle que réelle, qui n'a guère fait progresser les relations avec l'Inde et dont le programme économique reste des plus flous. M. Moucharrarf doit restaurer sa crédibilité. Il doit garantir que les élections générales qu'il a promises pour octobre seront libres et ouvertes. Le contraire du référendum.

## Voter Chirac

Suite de la première page

Puis tenter de tirer d'un mal – le score de l'extrême droite – un bien : organiser le rebond, le sur-saut républicain.

Pour y parvenir, il faudra sans doute s'accorder sur les éléments suivants : la percée de Jean-Marie Le Pen et sa qualification pour le second tour de l'élection présidentielle ne sont pas un simple accident de parcours ; une nouvelle page de notre histoire s'est ouverte, quelque chose a commencé, à charge pour nous de faire en sorte que ce quelque chose garde les couleurs de la démocratie et du progrès ; les recettes qu'il nous faudra élaborer pour résoudre cette crise ne sont pas exclusivement, ni même peut-être principalement, à rechercher du côté de l'économie et du social : nous sommes dans une crise politique qui affecte le ciment de la société, son « vivre ensemble » ; enfin, il faudra nous doter d'un projet qui redonne du sens à la France dans l'Europe, ainsi qu'à l'Europe elle-même.

Tout cela peut et doit être entrepris, à condition de raison garder : l'Apocalypse n'a pas commencé ; nous ne sommes pas dans la situation de l'URSS de Gorbatchev, au bord de la dissolution du pays ; ce dernier n'est pas, comme le proclame Jean-Marie Le Pen, à ramasser à la petite cuillère ; pas plus qu'il n'est prêt à on ne sait quel « grand soir », rêve permanent de celles et ceux qui, à l'extrême gauche, ont hier écarté Jospin, et

aujourd'hui renvoient Chirac et Le Pen dos à dos. On ne dira jamais assez le tort fait par la thématique du « déclin », qui ressort à chaque campagne électorale, où il n'est question que de « redresser » un pays qui ne cesserait de s'effondrer. La France est un pays riche, notamment de ses ressources intellectuelles, qui s'est déjà beaucoup transformé, qui a les moyens d'affronter, avec ses partenaires européens, les lourds problèmes qui sont les siens.

En revanche, il est vrai que l'optimisme historique de nos parents nous manque : les Français, comme les autres Européens des années 1950-1960, se projetaient ensemble dans l'avenir, pour dépasser leurs querelles meurtrières du passé, et les malheurs du présent. Or, depuis l'avènement de l'euro, nous avons, au fond, touché tous les dividendes de cette vision ; un peu comme si nous avions consommé l'héritage de ceux qui ont mis sur pied l'Union européenne. Désormais, et cela est en fait sensible depuis le sommet de Nice, consacré à l'élargissement, et marqué par l'isolement de la France, le doute s'est installé : un peu comme si l'Europe était toujours considérée comme avantageuse pour la France en général, et douloureuse pour certaines catégories de Français en particulier ; l'ambition technologique recule, en France comme en Allemagne ; l'un et l'autre pays sont désormais, à travers leurs opinions, les plus réticents à l'élargissement ; et chacun de constater que, sur le théâtre principal de la scène internationale, le Proche-Orient, elle est impuissante. Cha-

cun aussi d'oublier que, sans Europe forte, il sera vain d'espérer « organiser » ou « réguler » la mondialisation économique.

Il faudra donc, sans tarder, être capable de donner aux Français de meilleures raisons de croire à la souveraineté partagée ; à charge pour le président de donner à nos partenaires, en premier lieu aux Allemands, de bonnes raisons de croire à la victoire d'un leadership partagé. Il est en effet frappant de constater que les premières options affichées par Le Pen en vue du second tour étaient délibérément hostiles à l'Union européenne et à l'euro. Tout comme il est clair que les points forts du vote Le Pen ont un point commun : leur concentration aux frontières de l'Hexagone. La carte des régions qui ont placé Le Pen en tête au premier tour suit très exactement les contours de celles-ci. Le clivage ouverture-repli est donc majeur. Cette situation commande aux futurs gouvernants, non seulement de redéfinir, mais aussi de mieux assumer et mieux incarner l'ambition européenne de la France.

Cela fait partie du combat que la démocratie française va désormais devoir mener si elle veut éviter que l'avertissement Le Pen ne devienne une menace Le Pen se joue. Un combat qui se joue aussi, sinon d'abord, à l'intérieur de l'Hexagone. Il faudra faire le deuil d'une monarchie présidentielle installée par et pour de Gaulle, et qui avec Chirac a atteint un stade d'affaiblissement qui nécessite sa transformation ; passer d'une République jacobine à une République girondine, tant il est vrai

que seule une puissante décentralisation rapprochera les citoyens des lieux de la décision – puisqu'il y a éloignement du politique, rapprochons-la ! La Troisième République n'avait pas d'autre ambition lorsque, à peine installée, elle a forgé la grande loi sur les communes ; la commune de notre époque, de toute l'Europe, c'est la région ; la décentralisation est aussi le meilleur levier possible pour entreprendre la réforme de l'Etat, non pour l'affaiblir, ce que craignent et refusent les Français, mais pour lui permettre de se consacrer à l'essentiel : la sécurité bien sûr, la justice, l'éducation et surtout l'immense ambition qui doit être celle de la création d'un ascenseur social qui permette l'intégration. L'intégration, ardente obligation pour qui veut fortifier la démocratie française à travers la diversité culturelle, ethnique, religieuse de la France telle qu'elle est.

Bref, il y a du pain sur la planche ! Mais avant tout cela, il y a un second tour. La campagne qui touche à sa fin a au moins permis de vérifier ceci : le pays a pu prendre connaissance des propositions du FN, et vérifier qu'il ne peut être audible que sous l'angle de la dénonciation, tous azimuts, de tout ce qui n'est pas l'extrême droite. Il ne devrait plus pouvoir faire illusion sous l'angle des valeurs comme sous celui des propositions ; mais la droite va devoir vivre sous la pression d'une puissante force protestataire.

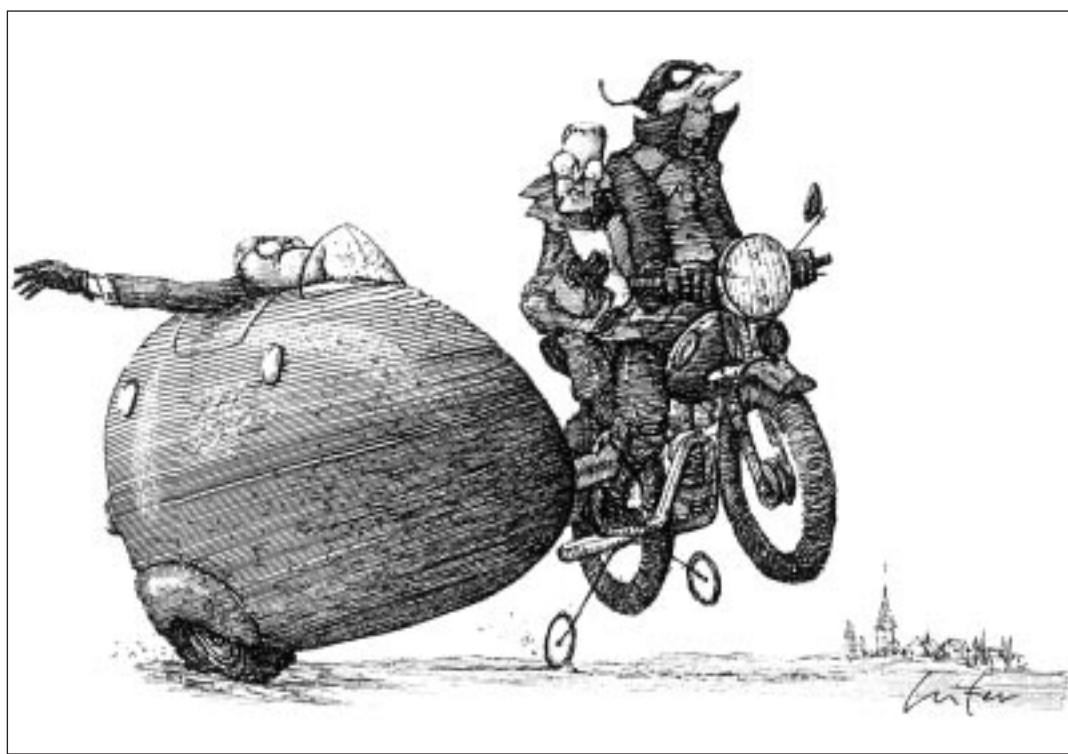
Face à celle-ci, le 5 mai, il y a Chirac. C'est ainsi. La République s'accommodera d'un homme dont les pratiques, lorsqu'il était maire de Paris, ont pu paraître à beaucoup, à commencer par nous-mêmes, hasardeuses. La République ne doit pas, en revanche, s'accommoder d'un homme dangereux.

Au soir de ce 5 mai, il appartient à Jacques Chirac de prendre à bras-le-corps cette situation inédite : fort d'un mandat beaucoup plus large que celui de tous ses prédécesseurs, il devra être le promoteur d'une nouvelle donne démocratique, d'une révolution républicaine. La présidence devra donc être autre chose que la propriété d'une petite camarilla, réglant ses comptes hier avec les balladuriers, aujourd'hui avec les centristes, demain avec la gauche. Bref, Jacques Chirac devra résister à la tentation, qui l'étreint déjà, de transformer une victoire que nous voulons pour lui, pour nous tous, historique, en petite opération politique. S'il devait y céder, il serait, comme l'a malencontreusement déclaré Alain Juppé à propos des manifestants du 1<sup>er</sup> Mai, « à côté de la plaque ».

Mais rien n'est encore joué : les bulletins « Chirac » devront donc prendre le relais des manifestants de mercredi pour que le vote Chirac soit aussi un vote d'espoir.

J.-M. C.

## La virée PAR MARTIAL LEITER



## L'adieu du prolétariat

Suite de la première page

Cette mise en garde étant faite, la question du vote ouvrier demeure. Il n'est pas inutile de rappeler tout d'abord que les chiffres sont souvent trompeurs quant au poids des ouvriers dans la France d'aujourd'hui. S'ils ne représentent stricto sensu « que » 26 % de la population active, dépassés désormais par le nombre d'employés, les ouvriers sont à 80 % des hommes, le plus souvent mariés à des employées, en sorte que les « familles ouvrières » restent le principal groupe social français : 40 % des enfants sont ainsi aujourd'hui élevés dans une famille où l'un des deux parents est ouvrier. La question ouvrière est donc tout sauf un reliquat de l'ère industrielle : elle demeure centrale.

S'il reste des ouvriers en France, il n'est pas sûr pourtant qu'il reste une « classe ouvrière ». Dans un ouvrage passionnant intitulé *L'Égalité des possibles* (La République des idées/Seuil), Eric Maurin montre en effet que la condition ouvrière n'a plus grand-chose à voir avec celle du monde industriel d'hier. La majorité des ouvriers sont aujourd'hui « tertiariés ». Ils sont spécialistes de l'entretien, conducteurs d'engin, chauffeurs routiers, livreurs, manutentionnaires du commerce. Ils travaillent dans des

entreprises plus petites, ou dans les services de grandes entreprises autres que ceux liés à la production, souvent dans un environnement de type artisanal. Ils sont soumis eux aussi à la pression de clientèle, du « juste-à-temps ». Ils portent le poids du nouveau consumérisme, au sens figuré et au sens propre : selon les études de la Dares ils sont plus de 50 % à subir des « postures pénibles et fatigantes » en 1998, contre moins de 30 % en 1984.

Leur sentiment de classe, né au sein du monde industriel d'une condition partagée, se dilue. Le donneur d'ordres est tout autant le client impatient que le patron. A de nombreux égards, le point de vue ouvrier fait plus souvent corps avec celui du patron : ils dénoncent avec lui le poids des charges sociales, des règlements... L'alliance entre les ouvriers et les petits patrons du commerce et de l'industrie devient possible : c'est celle qu'a annoncée le vote du 21 avril, moins en élargissant la base ouvrière déjà acquise des voix en faveur de Le Pen qu'en y ajoutant les électeurs qui firent jadis le succès de Poujade.

La gauche a certainement failli par rapport à ces ouvriers, mais encore faut-il bien saisir en quoi. L'alliance PC-PS du temps de l'union de la gauche, qu'on peut interpréter, pour simplifier, comme l'alliance des ouvriers et de la fonction publique (et qu'en grandeur réduite LO et la LCR pourraient essayer de reconstruire),

s'est brisée. L'idée implicite d'une fonctionnarisation de la classe ouvrière par le programme des nationalisations a dû être abandonnée. L'alliance de substitution entre les exclus, les classes populaires et les classes moyennes, théorisée par Henri Weber, ne leur sourit pas davantage : ils méprisent les mesures offertes par la gauche en direction des exclus et rejoignent la droite pour dénoncer la « prime à l'indigence » que représentent le RMI d'un côté, la RTT de l'autre. Mais rien n'illustre mieux cet horizon d'attente déçu que les espoirs mis par la gauche dans ce que Louis Chauvel a appelé la « seconde explosion scolaire » des années 1980, qui a fait passer en dix ans le taux de bacheliers de 30 à 60 %.

### RÊVE PERDU

Pour reprendre l'analyse de Stéphane Béaud, l'école est apparue dans ces années-là comme le lieu de report de toutes les aspirations des familles ouvrières. Comme il le montre magistralement dans son ouvrage *80 % au bac... et après* (La Découverte), la scolarisation a d'abord fait monter les ouvriers « plus haut dans l'échelle des illusions » en laissant croire que l'accès au bac signifierait la sortie de leurs destins ouvriers. Comme le résumait parfaitement l'un des jeunes interrogés dans le livre : « La chaîne, le bruit, la poussière, la saleté, ça ne m'intéresse pas franchement... Moi il me faut un bon bureau, des papiers, un stylo, c'est

mon rêve, ça... ». C'est ce rêve perdu dont la gauche a été d'abord comptable : d'avoir fait croire à une sortie de la condition ouvrière qu'elle n'a pas été en mesure d'accomplir.

On retrouve ici certaines des illusions perdues de Mai 68 où les étudiants allant au devant des ouvriers s'étonnent de découvrir, selon les mots de Jean-Pierre Le Goff, que ceux-ci « envient leur liberté de jeunes bourgeois... Pour les jeunes ouvriers, c'est à un rejet du travail en usine et de la condition ouvrière que l'on assiste, plutôt qu'à la transformation des usines en ces fameuses « bases rouges » dont les militants révolutionnaires ont rêvé ». (Mai 68 : L'Héritage impossible, La Découverte). Si le rêve des ouvriers ou de leurs enfants est de ne plus l'être, alors la naïveté de la gauche révolutionnaire qui leur demande de le rester ou de la gauche réformiste qui leur donne à croire qu'ils peuvent en sortir devient cruelle.

Il y a vingt ans, André Gorz publiait un livre-brûlot intitulé *L'Adieu au prolétariat* dans lequel il proposait d'oublier l'image radieuse de la classe ouvrière pour armer la critique du travail en général. C'est aujourd'hui le prolétariat, toujours au travail, qui fait ses adieux à la gauche. Retrouver le fil d'un dialogue perdu exigera un long travail qu'aucune formule incantatoire sur la trahison de la gauche ne fera progresser.

Daniel Cohen pour Le Monde

### Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

#### Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

#### Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

#### Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

#### Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

## À NOS ABONNÉS

Pour toute information,  
à partir du 2 mai :

Tél. : (33) 1.44.97.54.54

Mail : abo@lemonde.fr

Fax. : (33) 1.44.97.54.53

« AU FIL DU MONDE »

Service clientèle, groupe Le Monde

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschbourg  
94852 Ivry cedex



Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corne

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05

Tél. : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE



# L'éthique hacker, nouveau paradigme social

La revue « multitudes » voit dans les pratiques des « activistes » du Réseau l'émergence d'un nouveau type de capitalisme « cognitif » dégagé de ses origines « protestantes »

**LES PRATIQUES** sociales et productives développées par les hackers, « pirates » informatiques pour les uns, « activistes » du Réseau pour les autres, seraient en train de bouleverser le capitalisme. C'est du moins ce que laisse entendre la revue *Multitudes* dans son numéro de mars-avril 2002.

Revenant sur le dernier ouvrage de Pekka Himanen, *L'Éthique hacker* (Exils, 2001), Pascal Jolivet, économiste spécialisé dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, explique comment le jeune philosophe finlandais oppose dans son essai une « éthique hacker » à l'« éthique protestante » du travail, qui est à la base du capitalisme contemporain. Ainsi, alors que le travail, selon l'approche protestante, est défini comme une finalité morale, une fin en soi, l'éthique hacker serait fondée sur des pratiques sociales innovantes, comme la production coopérative en réseau de logiciels libres, et une relation alternative au travail non motivée



par l'argent, mais par la passion, le jeu ou encore le plaisir.

« Le travail en œuvre dans ces communautés de hackers, tel qu'il se présente dans le projet Linux par exemple, est un travail directement coopératif et volontaire, dont la structure est celle d'un réseau horizon-

tal », analyse Pascal Jolivet, qui ajoute que « la société en réseau n'est pas seulement déterminée par le capitalisme, mais dans un degré à peu près égal par le "communisme scientifique" ».

Dans cet esprit, Richard Barbrook, l'inventeur du terme de « cybercommunisme », croit repérer dans la généralisation de l'échange gratuit de fichiers musicaux au format MP3 sur le Réseau grâce aux technologies de « poste à poste » (« peer to peer »), l'émergence d'une économie de « don et de pointe » ou du « don high-tech ». Pour le coordinateur de l'Hypermedia Research Centre de l'université de Westminster, ces pratiques transgressives qui mettent à mal les lois protégeant le droit d'auteur dans l'industrie musicale sont le signe de transformations économiques et sociales plus profondes véhiculées par la culture hacker. Car, selon les différents contributeurs de la revue, ce que remettent en cause les militants du logiciel libre, et plus

généralement les hackers, c'est l'un des fondements mêmes du modèle capitaliste, à savoir la propriété intellectuelle et, par-delà, la propriété privée. En quelque sorte, on assisterait à un retour à la pensée de Proudhon : « La propriété intellectuelle, c'est le vol ! »

## « TOUS DES HACKERS ! »

« L'échec de la netéconomie est dû à la résistance à la valorisation capitaliste (arrivée en bonne dernière, voulant rafler la mise d'un travail collectif) que posent l'éthique hacker et l'éthique de l'usager, fondées sur d'autres principes que celui de l'appropriation exclusive », écrit le sociologue italien Maurizio Lazzarato. « La communication rhizomatique du Web » (en réseaux capillaires), poursuit-il, non seulement dessine le « contour d'une autre mondialisation », mais révèle aussi « l'œuvre d'un immense travail qualifié qui, comme le travail bénévole et associatif, ne s'échange avec rien, sinon le désir de communiquer,

d'agir ensemble, de se socialiser et de se différencier, non par l'échange de services, mais par des relations "sympathiques" ».

Pour Yann Moulier Boutang, directeur de la revue, cette « révolution technologique » est la conséquence d'une mutation du salariat, fruit d'un basculement du capitalisme industriel, qui s'appuie sur le travail salarié, vers un « capitalisme cognitif », reposant sur la production et l'échange de savoirs et les processus d'intelligence collective. A la revendication de la « nouvelle pensée néosocialiste et néomarxiste » du « un emploi pour tous », *Multitudes* oppose un « revenu garanti » pour tous et réplique : « Nous sommes tous des hackers ! »

**Stéphane Mandard**  
(Le Monde interactif)

★ *multitudes* n° 8 (mars-avril 2002), 15,25 euros.  
[www.samizdat.net/multitudes](http://www.samizdat.net/multitudes)

## SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse [www.lemonde.fr/surlenet](http://www.lemonde.fr/surlenet)

### Liberté de la presse

■ A l'occasion de la Journée de la liberté de la presse, Reporters sans frontières (RSF) publie son rapport annuel sur son état dans le monde.

[www.rsf.org/rubrique.php?id\\_rubrique=121](http://www.rsf.org/rubrique.php?id_rubrique=121)

■ Le président haïtien Jean-Bertrand Aristide fait son apparition parmi les « trente huit prédateurs de la liberté de la presse » désignés par l'organisation (pages 17 à 28).

[www.rsf.org/IMAGES/pdf/DP\\_3mai.pdf](http://www.rsf.org/IMAGES/pdf/DP_3mai.pdf)

■ Une mappemonde reprenant ces informations est consultable en ligne.

[www.rsf.org/IMAGES/htedef/carte\\_rsf\\_2002.pdf](http://www.rsf.org/IMAGES/htedef/carte_rsf_2002.pdf)

■ Le portail de l'Unesco donne accès à la plupart des sites et documents disponibles sur Internet.

[http://portal.unesco.org/ci/ev.php?URL\\_ID=1204&URL\\_DO=DO\\_TOPIC](http://portal.unesco.org/ci/ev.php?URL_ID=1204&URL_DO=DO_TOPIC)

■ L'Association mondiale des journalistes (WAN) a demandé à des journalistes leurs contributions sur les entraves à la liberté d'informer.

[www.wan-press.info/may3/downloads/french/essays\\_fr.pdf](http://www.wan-press.info/may3/downloads/french/essays_fr.pdf)

■ La Fédération internationale des journalistes (IFJ) donne le détail des journalistes tués en 2001.

[www.ifj.org/hrights/killlist/kill2001.pdf](http://www.ifj.org/hrights/killlist/kill2001.pdf)

■ L'IFJ a constitué un manuel de survie à l'usage des reporters.

[www.ifj.org/hrights/safetymanual.html](http://www.ifj.org/hrights/safetymanual.html)

■ Le 2 mai, les Nations unies devaient diffuser sur Internet sa conférence intitulée « Couvrir la guerre contre le terrorisme international ».

[www.un.org/events/pressday2002/](http://www.un.org/events/pressday2002/)

■ Le réseau Echange international de la liberté d'expression (IFEX) centralise les annonces d'opérations organisées par ses membres pour cette journée.

[www.ifex.org/francais/wpfd/](http://www.ifex.org/francais/wpfd/)

[vincent.truffly@lemonde.fr](mailto:vincent.truffly@lemonde.fr)

## AU COURRIER DES LECTEURS

### JEANNE ET AMÉLIE

A la veille de ce second tour, je suis attristé de voir qu'une fois de plus Jeanne d'Arc, qui ne le mérite pas, va être encartée à l'extrême droite sans qu'on lui ait demandé son avis.

Le politiquement correct prenant souvent le pas sur la culture, il va devenir ainsi indécent, voire préfacisant, d'exprimer son admiration pour cette jeune fille sans étiquette au destin fabuleux (même si l'on peut toujours se rabattre sur Amélie Poulain...).

Et tout ça parce qu'une grande brute a eu le malheur de lever les yeux sur elle... Ce n'est pas juste.

**Antoine Gilbert**  
Luxembourg

### LES DÉFIS

Jamais on ne dira assez à quel point M. Jospin et son équipe, pour laquelle nous avons pourtant voté en 1997, nous ont dupés. On attendait un homme qui renou-

velait le discours politique, qui redonne des perspectives à notre

## Les émeutes de Los Angeles vues par la presse américaine

Il y a dix ans, les Noirs se révoltaient contre un verdict inique. Les problèmes demeurent

En 1992, Les quartiers multiethniques du centre et du sud de Los Angeles s'enflammaient à la suite de l'acquiescement, par un jury composé de Blancs, de quatre policiers, Blancs également, qui avaient passé à tabac le Noir Rodney King.

Les affrontements qui suivirent aboutirent au bilan le plus lourd de l'histoire des émeutes raciales aux Etats-Unis : « 55 tués, plus de 2 300 blessés et au moins 1 100 im-

meubles endommagés ou détruits pour un coût de 1 milliard de dollars, et nécessitant l'intervention de 13 000 gardes nationaux et officiers fédéraux », rappelle le *Washington Post*.

### « TRISTESSE, FIERTÉ ET COLÈRE »

Un anniversaire célébré « dans la tristesse, la fierté et la colère », note le *L.A. Times*. « Dix ans après, universitaires et habitants ne s'entendent toujours pas sur la qua-

lification à donner aux événements : une émeute, une rébellion ou une agitation sociale ? », ajoute le *Post*. Certes l'acquiescement servit d'étincelle, mais le *Los Angeles Daily News* souligne que « deux autres problèmes sous-jacents les ont alimentés : l'attitude de la police envers les pauvres et les minorités et le déclin socio-économique de ces quartiers ».

Qu'est ce qui a changé depuis ? D'après un sondage du *L.A. Ti-*

mes, plus de deux tiers des habitants estiment que la cohabitation entre communautés s'est améliorée. Toutefois, selon le *Washington Post*, « la moitié des habitants de Los Angeles estime qu'une nouvelle émeute pourrait se produire d'ici cinq ans ». Si la police s'est réformée, en revanche les autorités ont été incapables de reconstruire les quartiers dévastés. Le *Los Angeles Daily News* se réjouit néanmoins d'un « échec » qu'il espère « salutaire », car il ne croit plus dans les autorités et préfère l'action d'entrepreneurs et de groupes locaux : « Il faut en finir avec la mentalité d'assisté, l'heure est maintenant à une mentalité de création de richesses. »

### LES EMPLOIS MANQUENT

Ce plaidoyer libéral ne convainc pas le *Christian Science Monitor*, qui distingue, au sein de la communauté noire, ceux qui possèdent de ceux qui n'ont rien. Durant les émeutes, les premiers s'étaient rassemblés dans une église pour protester contre l'acquiescement alors qu'à l'extérieur les seconds saccageaient tout. « Aveuglés par la haine, ils prenaient pour ennemis la police, les magasins tenus par des Coréens ou les politiciens blancs du centre-ville, perçus comme hostiles ou indifférents, ainsi que la classe moyenne noire-américaine. » « Ce qui manque, c'est du travail avec un salaire convenable », estime le *Washington Post*.

Un constat partagé par le *L.A. Times*, qui explique que « l'emploi reste problématique pour environ la moitié des habitants de Los Angeles ».

**courrierinternational.com**  
pour *Le Monde*



**L'affront national.** Partisans et opposants de Le Pen ont défilé, séparément mais en masse, mercredi 1<sup>er</sup> mai, dans les rues de Paris et des grandes villes françaises. **Dessin de Schrank.**

(« Courrier international » pour « Le Monde »)

pays, qui le fasse sortir de son repli frileux (...). Au lieu de cela, nous avons gaspillé les cinq années de croissance que l'économie mondiale a données à la France.

Il nous faut réinsérer les « quartiers » périphériques dans le projet collectif national, avec tout ce que cela comportait comme pédagogie en direction des populations immigrées, mais également en direction des « petits Blancs », eux aussi laissés pour compte. Si nous ne le faisons pas, notre pays ira à la faillite sociale et conduira nos différentes « classes sociales » à la guerre de tranchées.

Nous devons réconcilier notre économie avec l'initiative d'entreprise. Sans elle et sans la reconnaissance qui doit lui être accordée, il n'y a pas de progrès. Et cela est valable aussi bien pour la fonction publique, les entreprises encore nationalisées et l'entreprise privée.

A bannir le « libéralisme », on se prive d'un formidable ressort pour libérer la société de ses vieux démons. La France a un rôle à jouer de régulation et de pédagogie entre l'ultralibéralisme anglo-saxon et

l'antimondialisme rétrograde. Domage qu'elle ne tienne toujours pas sa place. (...)

**Michel Audras**  
Paris

### LES ODEURS

Bien sûr, il faut tout faire, dimanche prochain, pour barrer la route à la haine, au racisme, à la xénophobie. Pourtant, je n'arrive pas à effacer de ma mémoire cette sinistre soirée au cours de laquelle les Français ont pu découvrir l'actuel président-candidat faisant pouffer son auditoire en évoquant les odeurs d'une famille nombreuse et oisive d'immigrés africains...

Est-il aujourd'hui criminel, indécent, incorrect, de rappeler ce peu glorieux moment de notre histoire récente ?

**Jean Thébold**  
Strasbourg (Bas-Rhin)

### BONNE CONSCIENCE

Pour beaucoup d'entre nous, voter Chirac est un acte vraiment contre nature. J'ai une suggestion à faire pour aider ceux qui avouent ne pas être sûrs de pouvoir le faire : au sor-

tir du bureau de vote, garder son bulletin Le Pen, lui adjoindre une carte portant ce message : « J'ai voté contre le Front national, je n'ai pas voté pour Jacques Chirac », et envoyer le tout au Conseil constitutionnel, (...) chargé de « veiller à la régularité de l'élection du président de la République ».

Au moins notre vote sera lisible. Et, du moment que le bulletin Chirac a bien été mis dans l'urne sans grivoiseries, cela n'affectera en rien le résultat de l'élection.

**Nina Sutton**  
Paris

### DÉLINQUANCE ÉLECTORALE

La réalité est sans doute dure à accepter : il existe en France des extrémistes, des xénophobes, des antisémites, des racistes et des antidémocrates.

Partout, on entend dire que les électeurs de Le Pen sont des déçus de la politique, des excédés de l'insécurité. Cela n'est pas faux, le chef du FN a su toucher des électeurs défavorisés. Mais je sens que l'on tente de les excuser : « Oui, ce n'est pas bien, mais ce sont des gens dans des situations dif-

ficiles... » Traduit en politiquement incorrect, cela donne : « Ce n'est pas de leur faute, ils sont pauvres. »

Souvenez-vous : pendant des années, on a ainsi excusé les incivilités, les actes de délinquances et parfois même les crimes. Ils étaient dus au chômage et aux inégalités sociales. Eh bien, non ! Comme je n'excuse pas les délinquants, je ne veux pas excuser ceux qui ont voté FN. Dans ce pays, la plupart des gens qui sont dans des situations difficiles se comportent de façon exemplaire, et beaucoup de victimes de l'insécurité et du chômage n'ont pas voté Le Pen. Ainsi, même si l'analyse sociologique du vote FN est juste, elle ne peut en aucun cas le justifier, ni l'excuser.

**Jeanne-Marie Clavère**  
Versailles (Yvelines)

### LA RÉPUBLIQUE FUTURE

Sauver la République ? Mais laquelle ? La République oligarchique des énarques, des experts, des « partitocrates », des européistes ? Celle qui a abandonné précisément les valeurs républicaines pour sanctifier celles du marché ? Celle qui a

## DANS LA PRESSE FRANÇAISE

### ■ RTL

**Alain Duhamel**

L'ampleur des défilés marque un réveil de la gauche. Il ne s'agit pas d'une revanche : la gauche a été éliminée de la présidentielle (...) à la suite de ses propres erreurs. Hier, elle était cependant dominante dans les manifestations. (...) La droite avait, à tort, boudé les défilés. Du coup, la gauche sort de son anéantissement du premier tour. Ce qui frappe le plus dans cette période, c'est cependant, derrière la société politique, toute la société civile qui se lève contre l'extrême droite, (...) c'est la France entière qui réagit avant d'aller voter dimanche. Un phénomène aussi massif, spectaculaire, non partisan au fond, on n'avait pas connu cela sous cette République.

### ■ LA TRIBUNE

**Philippe Mudry**

Les messages dont les manifestants étaient porteurs n'avaient pas tous, tant s'en faut, Le Pen comme unique destinataire. Car ils révèlent aussi une profonde angoisse sociale dont le futur président ainsi que ceux qui auront la charge de gouverner devront tenir compte, notamment dans leurs premières décisions, toujours si symboliques. Publiés à la veille du 1<sup>er</sup> Mai, les chiffres du chômage, qui confirment un dangereux retournement de tendance, sont venus à point nommé rappeler que la triste toile de fond de l'économie française demeure pour longtemps un sous-emploi chronique. Les statistiques pour le mois de mars sont franchement mauvaises.

### ■ LE FIGARO

**Yves Thréard**

Le peuple ne ment pas. Et, hier, le peuple dans la rue était en majorité contre Jean-Marie Le Pen. Par centaines de milliers. Pour faire barrage au Front national, pour affirmer aussi une certaine idée de la France, loin des ambitions de l'extrême droite. (...) Le Pen se pose en recours, ultime rempart face à des responsables politiques accusés de faiblesse, à une gauche et une droite en perte de crédit. Mais la politique a encore un sens, sinon les Français n'auraient pas été des centaines de milliers à descendre dans la rue. Pour eux, l'enjeu est la pérennité du débat démocratique et le seul qui peut le défendre dimanche s'appelle Jacques Chirac. Pas Le Pen. Hier le peuple a dit non une première fois. Il lui reste maintenant à le répéter dans l'urne. Le seul geste qui compte.

### ■ LCI

**Jean-Luc Séguillon**

La gauche d'en bas a sauvé la gauche d'en haut. Traumatisés par leur cuisant échec au premier tour, ses dirigeants, à quelques exceptions près, peinaient à clairement se mobiliser et mobiliser leurs électeurs en faveur d'un vote Chirac. (...) La droite a manqué hier ce rendez-vous populaire et républicain. Elle a eu peur des dérapages qui risquaient de favoriser Le Pen. Ses représentants politiques, à l'exception d'André Rossinot, le maire de Nancy, ont tous boudé les défilés par crainte de brouiller le clivage gauche-droite. (...) La droite s'est ainsi privée de partager le bénéfice de ces retrouvailles des Français avec la politique et de l'éveil de toute une génération à la conscience civique.

confisqué la parole et le pouvoir aux citoyens ? La République des reculades devant l'idéologie multiculturaliste et le différentialisme communautaire ?

Notre pays vit actuellement une crise aiguë de régime politique. Crise de la V<sup>e</sup> République dont les institutions (...) n'ont jamais été révisées, corrigées, amendées. Crise de la représentativité des partis traditionnels, du personnel politique, de la haute fonction publique. Crise de la gestion à court terme, de l'absence de mise en perspective. Refonder la République en élaborant une nouvelle Constitution, mieux adaptée aux nécessités du temps présent (et du futur), pourrait justement fournir le projet majeur dont le pays a besoin pour se ressaisir et se mobiliser. Mais cela suppose une rupture catégorique avec les mœurs passistes de la classe politique. Faudra-t-il que le peuple reprenne le pouvoir avec quelque violence des mains de ceux qui lui ont témoigné tant de mépris ?

**Charles Boganski**  
Eaubonne (Val-d'Oise)



# INTERNATIONAL

## PROCHE-ORIENT

[CHAPO]Les chars israéliens se sont retirés, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mai, du quartier général de Yasser Arafat à Ramallah, rendant ainsi sa liberté de mouvements au leader palestinien, prisonnier depuis le

3 décembre 2001. Théoriquement, le chef de l’Autorité palestinienne peut désormais voyager. Il a manifesté **L’INTENTION DE VISITER** les villes touchées par l’opération « Mur de protection », notamment

Jénine. D’ores et déjà, Ariel Sharon a prévenu que, si M. Arafat se rendait à l’étranger, il ne serait **PAS FORCÉMENT AUTORISÉ** à revenir *« parce que, par le passé, lorsqu’il partait, c’était toujours le signe d’une*

*vague de terrorisme »*. Kofi Annan, secrétaire général de l’ONU, a annoncé sa décision de dissoudre la **MISSION D’INFORMATION** sur Jénine en raison du refus opposé par Israël./[CHAPO]

# Ariel Sharon rend une liberté sous contrôle à Yasser Arafat

Le leader palestinien est sorti, jeudi matin 2 mai, de son quartier général de Ramallah, après le départ des chars israéliens qui en faisaient le siège depuis le 29 mars. A Bethléem, aucune solution n’a été trouvée pour mettre fin au blocus de la basilique de la Nativité

**JÉRUSALEM**

*de notre correspondant*

Les derniers blindés israéliens se sont retirés de Ramallah dans la nuit du mercredi 1<sup>er</sup> au jeudi 2 mai. Quelques heures auparavant, les six Palestiniens recherchés par les Israéliens avaient quitté sous escorte américaine et britannique la Mouqata’a, le quartier général où le chef de l’Autorité palestinienne, Yasser Arafat, était encerclé depuis le 29 mars. Les six hommes qui se trouvaient auprès de M. Arafat depuis le début de l’occupation israélienne, le 29 mars, ont été transférés vers la zone autonome de Jéricho, conformément au compromis proposé le 28 avril par les Etats-Unis. La levée du siège de la Mouqata’a a été aussitôt fêtée par une petite foule venue sur place crier victoire.

Les premiers mots de M. Arafat, visiblement éprouvé, ont été pour agorir les troupes israéliennes toujours stationnées autour de la basilique de la Nativité, à Bethléem où des échanges de tirs et un début d’incendie avaient été signalés peu auparavant. Littéralement hors de lui, le chef de l’Autorité palestinienne a traité les soldats israéliens de *« terroristes, nazis et racistes »* et assuré que le siège du lieu saint était un *« crime »*.

Un peu plus tard, sur un ton plus modéré, le chef de l’Autorité palestinienne a rappelé son engagement dans le processus de paix et indiqué qu’il comptait entreprendre une visite des villes palestiniennes touchées par l’opération « Mur de protection » et en particulier le camp de réfugiés de la ville de Jénine, qualifiée de *« Jéningrad »*. Le chef de l’Autorité palestinienne qui est

reclus à Ramallah depuis le 3 décembre 2001 s’est cependant interrogé, sur la chaîne de télévision américaine ABC, à propos de la réalité de sa liberté de mouvement. *« Qui sait si je suis libre ? »*, s’est-il demandé.

**RETOUR À TULKAREM**

Questionné à ce sujet par la même chaîne, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a en effet indiqué qu’il ne garantissait pas à M. Arafat de pouvoir rentrer dans les territoires palestiniens après un voyage à l’étranger, surtout si une vague d’attentats frappait Israël pendant son absence.

Après la fin du siège de la Mouqata’a, la poursuite de celui de la basilique de la Nativité constituait, jeudi matin, le dernier relief de l’opération militaire lancée par Israël le 29 mars en représailles à la Pâque sanglante de Nétanya. Les négociations sur le sort d’une poignée d’activistes recherchés par les Israéliens et retranchés dans le lieu saint avec environ deux cents autres personnes sont toujours au point mort. Les Palestiniens continuent de s’opposer au bannissement proposé par les Israéliens qui refusent, de leur côté, d’accepter un transfert à Gaza ou une détention super-

visée par une tierce partie sur le modèle de la solution trouvée pour Ramallah.

L’annonce le 21 avril par les autorités israéliennes de la fin de la *« première phase »* de l’opération « Mur de protection » n’a cependant pas mis un terme aux réoccupations des zones autonomes palestiniennes. Les blindés israéliens avaient à peine achevé leur retrait nocturne des abords de la Mouqata’a que d’autres soldats faisaient de leur retour dans la ville théoriquement autonome de Tulkarem, en Cisjordanie, qui a été aussitôt placée sous couvre-feu. Il s’agit de la

troisième réoccupation de cette ville autonome depuis un mois. Cinq Palestiniens *« soupçonnés d’activités terroristes »* ont été arrêtés. Six autres ont été appréhendés dans le village d’Anza, près de Naplouse, et cent douze autres enfin dans le camp de réfugiés d’Al-Aroub, à proximité d’Hébron.

L’armée israélienne s’était retirée mercredi de cette ville partiellement autonome qu’elle avait brièvement réoccupée à la suite de l’attaque meurtrière d’une colonie le 27 avril qui avait fait quatre morts.

**Gilles Paris**

## Dans le QG d’Arafat : « On a du mal à être heureux »

*« **JE NE SAIS PAS** si vous pouvez écrire cela, mais ce que je voudrais dire, c’est que même pour lever le siège du QG où nous sommes, les soldats israéliens se sont encore conduits en voyous : ils ont profité de la nuit, sans prévenir, sans que l’on sache s’ils sont vraiment partis ou non, après avoir provoqué une forte explosion dans le bâtiment du commandant Ismaïl – le responsable de la sécurité pour la Cisjordanie –, histoire sans doute de faire le plus de destruction possible avant de partir. »* Fatima Jamjama, de France-Palestine Solidarité, racontait ainsi par téléphone, aux premières heures du jeudi 2 mai, les derniers moments de réclusion volontaire, aux côtés de Yasser Arafat, vécus par son groupe d’*« internationaux »*, dont le nombre s’est réduit, au fil d’avril, de quarante à vingt.

*« Un peu après 1 heure du matin, nous avons entendu du bruit, des véhicules, des voix. Les soldats palestiniens nous ont demandé de ne pas sortir, pensant que les Israéliens, dont les chars étaient partis dans la soirée, étaient peut-être de retour. Il y a eu un moment de confusion, d’alerte et tout a débordé : des journalistes sont entrés, nous avons compris que le siège était vraiment levé. Des centaines d’amis sont venus en voitures, des parents des Palestiniens assiégés, etc.*

*Nous sommes tous sortis, c’était très émouvant. Des ambulances attendaient les blessés. Les Palestiniens ont chanté, puis beaucoup d’entre eux sont retournés dans leur maison et d’autres policiers et soldats ont pris leur relève, pour assurer la garde de Yasser Arafat. Nous ne l’avons pas vu de la soirée, il suivait la situation à Bethléem qui se détériore. Un silence inhabituel règne désormais ici. On a du mal à être heureux. »*

**« DES MILLIERS DE PRISONNIERS »**

Est-ce donc l’heure du bilan ? *« Bien sûr, nous avons une petite victoire locale avec la fin du siège, mais ce qui domine, c’est la fin de la souveraineté palestinienne, le retour à l’avant-Oslo, puisque les implantations se poursuivent »*, répond François Weiser, un enseignant de France-Palestine Solidarité. Jeudi, une grande manifestation était prévue à Ramallah pour les retrouvailles de la ville et des assiégés. *« Puis, il faudra essayer d’aller à Bethléem, de passer les check-points sans être arrêtés et expulsés, et surtout, continuer à parler des milliers de nouveaux prisonniers palestiniens qui risquent d’être déportés »*, souligne Fatima.

**Propos recueillis par Sophie Shihab**

## Kofi Annan décide de saborder la mission d’information sur Jénine

**NEW YORK (Nations unies)**

*de notre correspondante*

Comment se débarrasser de la mission d’information de l’ONU sur les événements de Jénine sans en prendre la responsabilité ? Telle est la question posée, jeudi matin 2 mai, au Conseil de sécurité après la décision du secrétaire général de l’ONU, Kofi Annan de dissoudre cette mission en raison du refus d’Israël de coopérer. En fait, la dissolution de cette mission semble arranger tout le monde. En premier lieu, les Israéliens qui, après avoir fait reporter son départ à trois reprises, craignent surtout une condamnation internationale. Les Américains ensuite, dont les priorités ont changé. Enfin, les Palestiniens, qui en dépit leur acharnement, se rendent compte des conséquences d’une enquête impartiale dont les conclusions risqueraient aussi de les incriminer.

Après toute une journée de tractations, le Conseil de sécurité a finalement suspendu ses délibérations sans aucune décision. Il aurait été facile de blâmer le secrétaire général qui, faute de la coopération du gouvernement israélien et *« à la demande »* de l’ex-président finlandais Martti Ahtisaari – qui dirige l’équipe de l’ONU –, avait annoncé, mercredi, sa décision d’abandonner la mission. Mais assailli par les Arabes pour sa *« mollesse »* face à l’intransigeance israélienne et critiqué par la presse pour avoir abandonné sa pro-

pre initiative, Kofi Annan a pris la décision inhabituelle de faire expliquer les origines de cette mission.

*« L’idée de la création d’une mission pour Jénine n’était pas celle du secrétaire général, c’était une idée israélienne, endossée par une résolution d’origine américaine »* a révélé, mercredi, le secrétaire général adjoint, Kieran Prendergast. Ce faisant, Kofi Annan a renvoyé la balle dans le camp du Conseil de sécurité qui peine à trouver le moyen *« le moins embarrassant »* pour supprimer cette épineuse mission.

L’idée de sa création remonte au 19 avril, à Washington, lors de la rencontre entre le secrétaire d’Etat américain, Colin Powell et son homologue israélien, Shimon Pérès qui, dans une conversation téléphonique, l’a suggérée à Kofi Annan. Ce dernier, tout en l’acceptant, avait demandé qu’elle soit endossée par le Conseil de sécurité. Mais après 48 heures, face aux *« nombreuses interrogations »* des experts du gouvernement israélien, concernant notamment le risque de poursuites pénales, les autorités israéliennes ont changé d’avis. Dans sa lettre au Conseil de sécurité, Kofi Annan dit regretter que le sabordage de la mission ne permette pas de *« faire la lumière sur les ombres inquiétantes provoquées par les événements qui se sont déroulés à Jénine »*.

**Afsané Bassir Pour**





DOMINIQUE FAGET / AFP

## Autour de 1 h 15 du matin à Ramallah

**AU QUARTIER GÉNÉRAL** de Yasser Arafat, policiers et soldats palestiniens, mêlés aux journalistes, célèbrent la levée du siège autour de la Mouqata'a. Les troupes israéliennes s'étaient retirées de Ramallah jeudi 2

mai vers 1 h 15 heure locale (0 h 15 heure française). Des bulldozers palestiniens ont ensuite entrepris de dégager les barrages routiers érigés par Tsahal dans les rues menant au siège de la présidence palestinienne.

## A Bethléem, le siège de la basilique entre dans son deuxième mois

Le cardinal Roger Etchegaray est arrivé à Jérusalem pour tenter de relancer les négociations, toujours en panne

### BETHLÉEM

de notre envoyé spécial

Empuantié par les immondices accumulées, la rue de Bethléem menant à l'église de la Nativité est

### ■ TÉMOIGNAGE

**Abdel Hay, 16 ans, sorti le 30 avril avec 25 personnes, raconte**

encombrée de carcasses de voitures explosées par les tanks. Au bas d'un escalier, la rue débouche sur une scène assez curieuse : juste avant la célèbre place de la Mangeoire, interdite par l'armée israélienne, des groupes de photogra-

phes ou de cameramen sont assis sur des pliants devant le barrage de Tsahal. Les objectifs sont braqués sur une petite porte en bois par laquelle sont encore sortis cette semaine une trentaine d'assiégés : cette porte est l'une des entrées du complexe de la basilique de la Nativité. Les journalistes attendent ici des heures, depuis des jours, que prenne fin l'interminable « affaire » de Bethléem...

Dans le ciel flotte un dirigeable qui filme toute activité autour de la place. Au bout d'une grue, suspendus dans une nacelle, des snipers israéliens alignent dans leur viseur tout suspect. Lundi, ils ont abattu un homme qui s'était aventuré hors de l'église. Il y aurait encore près de deux cents personnes à l'intérieur du complexe, après bientôt un mois de siège. Selon les Israéliens, une trentaine d'entre elles seraient des « terroristes » recherchés. Les autres sont des policiers de l'Autorité palestinienne ou des civils surpris par l'invasion brutale des tanks israéliens. Sans compter les franciscains, les moines orthodoxes et une petite poignée de nonnes.

### « UNE TOMATE, DU SUCRE »

Abdel Hay Abou Scour, 16 ans, appartenait au petit groupe de 26 personnes qui sont sorties mardi 30 avril. Il a passé 25 jours à l'intérieur de l'église. Alors qu'il venait manifester contre les Israéliens sur la place de la Mangeoire, Abdel Hay raconte qu'il avait dû se réfugier dans le complexe au moment de l'incursion israélienne, le 2 avril. Il décrit les conditions de vie à l'intérieur comme une lutte constante contre la faim : « *Les derniers jours, il n'y avait presque plus rien à manger. Juste des feuilles de salade récupérées dans un petit potager. Quant à l'eau, il fallait la boire au puits mais elle était sale.* »

Abdel Hay raconte que deux personnes ont été tuées par des snipers israéliens alors qu'elles cherchaient de la nourriture. Le premier homme a été abattu alors qu'il tentait d'éteindre un incendie qui s'était déclenché ; le second alors qu'il essayait d'atteindre l'hôtel Casanova, situé derrière le complexe de la Nativité. « *Un jour, quelqu'un avait ramené de la viande de porc depuis cet hôtel. Même les musulmans en ont mangé* », explique le jeune garçon.

Abdel Hay indique également que « *la coopération* » entre les prêtres et leurs hôtes forcés est « *totale* », contrairement à la ver-

sion israélienne affirmant que les religieux sont devenus les « *otages* » des « *terroristes* ». Selon un autre témoin, sorti mardi 30 avril et rencontré à Bethléem le lendemain, « *les Israéliens livrent parfois de la nourriture, une tomate, du sucre, aux religieux et ces derniers la partagent avec tout le monde.* » Murhad Abou Hamad, 20 ans, émacié et épuisé après un mois de réclusion dans l'église, confirme d'ailleurs qu'il est tout à fait possible et sans danger pour les religieux de passer de leurs quartiers aux lieux saints, des portes de communication leur permettant d'éviter les cours intérieures jugées trop dangereuses en raison des snipers suspendus dans leurs nacelles.

### INCENDIE

Les pourparlers entre négociateurs palestiniens et israéliens semblent être désormais au point mort alors que le déblocage de la situation à Ramallah, autour des bureaux de Yasser Arafat, aurait pu faire espérer une conclusion imminente du siège de Bethléem. Tous les jours ou presque, les négociateurs des deux parties se retrouvent au « *peace center* » (centre de la paix) installé sur la place. Mais rien n'avance depuis plusieurs jours, les Palestiniens exigeant notamment que soit livrée de la nourriture aux assiégés.

Mgr Roger Etchegaray, envoyé spécial du Vatican, est arrivé, mercredi 1<sup>er</sup> mai, à Jérusalem dans l'espoir de relancer ces négociations. Un incendie s'est, d'autre part, déclenché dans la nuit de mercredi à jeudi, provoquant une réaction très violente de Yasser Arafat après que les troupes israéliennes eurent rompues l'encerclement de la Mouqata'a. Le président de l'Autorité palestinienne, tapant du poing sur la table et criant que ces lieux n'étaient « *pas seulement saints pour les chrétiens mais aussi pour les musulmans* », a affirmé que l'église était en feu, avant de traiter les Israéliens de « *terroristes* ».

Ce mystérieux incendie a cependant pu être éteint, une heure plus tard. Mais l'intensité et la durée d'un échange de coups de feu entre soldats et, vraisemblablement, des hommes en armes réfugiés dans le complexe, avait pu faire croire un instant aux journalistes que les hommes de Tsahal s'apprêtaient à passer à l'offensive...

Bruno Philip

## Pakistan : Pervez Moucharraf gagne son référendum

**ISLAMABAD.** Le général Moucharraf a très largement gagné le référendum qui le confirme pour cinq ans de plus à la tête du Pakistan mais les nombreuses irrégularités et fraudes ayant marqué l'exercice teintent cette victoire attendue. Selon la Commission électorale, le général-président a obtenu 42,8 millions de « oui » - soit 97,7 % - sur 43,9 millions de votes exprimés. La participation dépasse les 50 %, un record puisque aux dernières élections législatives, en 1997, elle n'avait été que de 38 %. Les partis d'opposition, qui avaient appelé au boycottage de scrutin, ont tous dénoncé les résultats et estimé que la participation n'avait pas dépassé 10 %. La coalition des quinze principaux partis du pays, l'Alliance pour la restauration de la démocratie (ARD), a qualifié le référendum de « *plus grand mensonge* » de l'histoire du Pakistan. - (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **ALGÉRIE : dix-neuf prisonniers sont morts et six autres ont été blessés**, mardi 30 mai, à la prison centrale Serkadji d'Alger, dans l'incendie de leurs cellules, après que des détenus avaient mis le feu à leurs paillasses, selon le ministre de la justice, Ahmed Ouyahia. En février 1994, une centaine de détenus islamistes étaient morts à Serkadji lors d'une mutinerie. En avril, non loin de Constantine, vingt détenus avaient péri dans l'incendie d'une prison. - (AFP.)

■ **L'ancien sous-lieutenant Habib Souaïdia, réfugié en France, auteur du livre controversé *La Sale Guerre*** (Éditions La Découverte) sur l'armée et les massacres de civils en Algérie, a été condamné à vingt ans de prison par contumace, a-t-on appris, mardi, de source judiciaire à Alger. - (AFP.)

■ **SAHARA OCCIDENTAL** : le Conseil de sécurité des Nations unies a renouvelé, mardi 30 avril, pour trois mois le mandat de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso), repoussant d'autant la discussion sur le fond de ce conflit qui empoisonne depuis vingt-cinq ans les relations entre le Maroc et l'Algérie. - (AFP.)

■ **MALI : les résultats partiels du premier tour de l'élection présidentielle** du 28 avril, portant sur près de 70 % des suffrages exprimés, placent en tête le général à la retraite et ancien chef d'Etat, Amadou Toumani Touré, avec 28,32 % des voix, suivi du candidat du parti au pouvoir, Soumaïla Cissé (26,10 %), et de l'ancien premier ministre, Ibrahim Boubacar Keïta (19,44 %), a annoncé la commission électorale, mercredi 1<sup>er</sup> mai. Le second tour doit avoir lieu le 12 mai. - (AFP.)



Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne

## « Les dirigeants français n'assument plus l'Europe »

Pour M. Delors, la gauche doit avoir le courage de se situer ouvertement dans la mouvance social-démocrate

L'Europe, grande absente du débat électoral, déboule dans la campagne, et c'est Jean-Marie Le Pen qui en parle. Quelle est votre réaction ?

C'est le résultat de l'évolution qui a eu lieu en France depuis sept ans : les dirigeants français n'assument plus la politique européenne et ont toujours une position défensive et frileuse, cherchant plus à se justifier qu'à se féliciter des progrès qui peuvent être réalisés.

Comment expliquer cette désaffection française ?

D'abord, il n'y a plus sur notre continent le même enthousiasme pour la construction européenne. Ensuite, dans beaucoup de pays, avant et après un conseil européen, le chef du gouvernement va devant son Parlement et les traversés sont pleines. Ce n'est pas le cas en France. On ne peut pas à la fois pousser des cris d'orfraie sur le fait que l'Europe avance sans contrôle démocratique et refuser de s'expliquer.

Quel jugement portez-vous sur la politique européenne de Jacques Chirac et Lionel Jospin ?

Je ne fais pas de différence entre les deux têtes de l'exécutif, qui revendiquent d'ailleurs leur commune responsabilité. A d'autres époques, quand les dirigeants français parlaient au Conseil européen, ils disaient : « nous, les Européens ». Aujourd'hui, ils arrivent en disant trop souvent : « c'est à prendre ou à laisser ». Cela se passe aux dépens de notre réelle influence, en oubliant que l'Europe nous a tant apportés.

Jean-Marie Le Pen dit ne pas



vouloir d'élargissement, notamment à la Turquie.

Il faut rappeler calmement qu'une condition fixée pour entrer dans l'Union est de constituer une démocratie pluraliste et respectueuse des droits de l'homme. Vis-à-vis des candidats, les Français apparaissent dans les enquêtes d'opinion comme les plus réticents à l'élargissement. Nous aurions dû considérer l'élargissement comme un idéal, et non comme une contrainte. Il y a eu des occasions manquées. On aurait dû mettre le politique avant l'économique et les intégrer dans une confédération qui leur aurait permis de se sentir tout de suite dans la famille, tout en sachant qu'il faudrait dix à vingt ans pour intégrer la communauté économique. Maintenant, on va proposer des périodes de transition, mais on ne va plus pouvoir reculer.

La grande question qui est posée aux Quinze, à laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement refusent

obstinément de répondre, c'est comment voient-ils l'avenir de la Grande Europe, avec toutes les conséquences politiques, économiques, financières et sociales ? Or la Grande Europe ne pourra pas réaliser dans les vingt ans à venir tous les objectifs que s'est fixés l'Union.

Pour moi, il y a trois priorités : construire un espace de paix et de respect mutuel, ce qui ne va pas de soi quand on connaît les problèmes des minorités et les questions des Balkans ; créer un cadre pour un développement durable et équilibré ; favoriser le maintien des traditions et de la diversité culturelle. Et l'union économique et monétaire, me direz-vous ? Elle a ses propres exigences. Et la politique étrangère et de défense. Ou en sont les Quinze aujourd'hui ?

A l'étranger, on dit que la France est un pays qui s'est modernisé, mais pas dans le discours. Est-ce qu'on n'en paie pas aujourd'hui le prix ?

L'économie française, les entreprises se sont remarquablement adaptées à l'évolution du monde. Ces cinq dernières années, le gouvernement français a eu l'intelligence de faire ce qui était nécessaire pour faciliter ces évolutions, car refuser de le faire eut été se résigner au déclin. Les conditions sociales ont été améliorées : je pense notamment à la couverture maladie universelle, aux emplois jeunes, à la réforme de l'allocation logement. Les inégalités se sont réduites en France. Mais on n'osait pas annoncer la couleur, car il fallait ménager la gauche plurielle. Ayons le courage d'expli-

quer qu'il n'y a pas d'alternative concrète à une économie de marché, mais que cette économie de marché doit être régulée au niveau national, supranational, mondial et européen. C'est un langage très classiquement social-démocrate qu'il fallait tenir. Mais il ne suffit pas de se proclamer social-démocrate pour l'être !

Les institutions européennes n'ont-elles pas leur part de responsabilité ?

Elles donnent l'impression que l'Europe va s'occuper de tout. Les Français ont besoin de savoir qui fait quoi. L'Union n'a pas à décider

une position commune et positive sur les services publics.

Etes-vous pessimiste ?

La France doit retrouver confiance en elle. Une partie de la population souffre, à tort ou à raison, d'un sentiment d'abandon. C'est une crise à la française. Les Français ont supporté des efforts pour la qualification pour l'euro, ils ont eu des dirigeants qui leur apparaissent défensifs, comme si l'Europe était une maladie contagieuse dont il fallait limiter les dégâts. Ils s'interrogent à juste titre sur le rôle de la France. D'autres dirigeants, avant eux, ont eu le mérite de concilier tout cela, de montrer que la France serait plus la France, plus conforme à sa vocation, si elle était parmi les membres les plus actifs, les plus innovants de l'Europe.

Mais je ne suis pas pessimiste sur la France, car je crois qu'à l'intérieur de toutes les formations politiques, il y a des hommes et des femmes qui sont lucidement et fermement européens. La bataille va se mener à l'intérieur des formations politiques et sur le plan des idées. Aujourd'hui, au lieu de se réfugier dans la nostalgie d'un passé qui ne reviendra pas ou, au lieu de chanter les mérites de l'économie de marché ou de la création de valeurs qui a bonne mine aujourd'hui, il faut trouver une nouvelle synthèse, en Europe, entre modernisation économique et progrès social. Cela exige à la fois une vision, du cœur et aussi du pragmatisme.

Propos recueillis par Arnaud Leparmentier

## Opérations de police contre Batasuna et l'ETA

MADRID

de notre correspondante

Quelques heures avant le début du match de football, mercredi 1<sup>er</sup> mai, entre le Real Madrid et le FC Barcelone, l'ETA a fait exploser une voiture piégée en plein Madrid, à deux cents mètres du stade de Santiago Bernabeu. L'attentat a causé surtout des dégâts matériels et fait une dizaine de blessés légers. Dans la confusion, une deuxième voiture a explosé sans faire de victime, celle avec laquelle le commando terroriste s'est enfui et qu'il a fait sauter pour effacer tout indice.

Ce nouvel attentat de l'organisation séparatiste basque armée semble vouloir répondre à l'importante opération policière qui, ces deux derniers jours, a marqué des points contre l'infrastructure financière de l'ETA de part et d'autre des Pyrénées. A la demande du juge Baltasar Garzon, chargé de l'affaire, onze personnes ont été interpellées au Pays basque et en Navarre. Huit d'entre elles appartiennent à la coalition indépendantiste Batasuna, la « vitrine politique » de l'ETA, contre laquelle le gouvernement Aznar prépare une loi afin de pouvoir la faire interdire lors d'un vote aux Cortès. L'ex-membre du bureau national de Batasuna, Rufi Etxeberria, et son trésorier, Jon Gorroategui, figurent parmi les détenus. Ils sont soupçonnés d'être à la tête du réseau financier de l'ETA.

La police, qui a aussi saisi de nombreux documents, estime que l'« impôt révolutionnaire » extorqué par l'ETA aux entreprises et aux petits commerçants, de même que celui des rançons lors d'enlèvements, était payé directement dans les *herriko tabernas* (tavernes du peuple). Ces bars servent à la fois de siège social et de club de réunion à Batasuna dans les villes et villages basques.

De là, l'argent envoyé, sous prétexte de payer les franchises nécessaires, à l'entreprise basque de Bilbao, Banaka SA, gérante d'une centaine de ces lieux, était ensuite « blanchi » à travers un réseau compliqué de plus de 150 PME et expédié dans des paradis fiscaux ou sur des comptes à l'étranger, à Mexico, Cuba, au Venezuela et en Uruguay. Selon le ministre de l'intérieur, Mariano Rajoy, ce réseau brasse environ 12 millions d'euros par an, ce qui tend à prouver que « l'ETA et Batasuna ne sont qu'une seule et même structure ». Cette affirmation a suscité un léger malaise dans les milieux nationalistes basques, où des voix se sont élevées pour douter de la simplicité de l'appareil financier de l'ETA.

Ainsi, le porte-parole à Bayonne du parti Batasuna, Xavi Larralde, a contesté les explications de M. Rajoy. « Que des structures de Batasuna servent à financer l'ETA est une thèse absurde, a-t-il dit. Un mouvement politique, qui est dans le collimateur de la police et de la justice depuis vingt ans, ne peut qu'avoir des financements transparents. »

Avant l'attentat du stade Santiago Bernabeu, la police française, sur commission rogatoire internationale de Baltasar Garzon, avait intercepté, lundi 29 avril, une camionnette au péage autoroutier de Biarritz. Elle dit y avoir trouvé des archives de Batasuna et du matériel de bureau. La camionnette avait été repérée dès la frontière à Hendaye. Le tout a été saisi pour analyse sur la requête de la juge antiterroriste parisienne, Laurence Le Vert. Après vérification de son identité, le conducteur, un permanent de Batasuna, a été relâché et le véhicule a été restitué.

Dans la même journée, des hommes de la police judiciaire de Toulouse et de la Division nationale antiterroriste (DNAT) ont mis à jour, dans le centre de Castres (Tarn), un logement qui avait abrité des militants de l'ETA. Ils ont répertorié, dans le bâtiment abandonné depuis décembre 2001, des roquettes et des grenades, plusieurs fusils d'assaut, des fusils mitrailleurs, des détonateurs et une série de documents.

Marie-Claude Decamps  
(avec Michel Garicoix  
à Bayonne)

## A La Louvière, Willy Taminiaux, « pédagogue de la démocratie » du Hainaut belge

LA LOUVIÈRE, MONS

de notre envoyé spécial

Bleu de chauffe, foulard rouge et sabots de bois : revêtu du costume traditionnel des mineurs, Willy Taminiaux

REPORTAGE

Le travail de proximité a fait disparaître l'extrême droite du paysage local

niaux lance, avec la fanfare ouvrière, la tombola de la ducasse du Bout, « fête locale et populaire » de La Louvière, dans le Hainaut belge.

La pluie battante de ce dimanche n'a pas freiné l'ardeur des habitants de cette zone « difficile » et, dès 11 heures du matin, les plateaux de Saint-Feuillien, la bière locale, virevoltent entre les tables.

Il y a trois ans, Taminiaux, un mandataire socialiste qui a élevé sa trilogie « proximité, salubrité, sécurité » en règle de conduite, était ministre, chargé des affaires sociales à la Région wallonne. Aujourd'hui, il est bourgmestre (maire) de cette ville industrielle qui a perdu soixante mille emplois en trente ans. « Je n'étais pas destiné à cela, mais que veux-tu... », confie ce cinquagenaire chaleureux, qui tutoie tous ceux qu'il croise.

En 1994, la municipalité, bastion traditionnel de la gauche, était en crise, gérée par une majorité socialiste qui ne conservait que 21 sièges

sur 41 et était menacée par l'extrême droite. Cette dernière avait rassemblé, pour sa première apparition, 14 % des voix et 6 élus. Renonçant à son poste ministériel, Taminiaux entama, en 2000, une campagne de reconquête axée sur le thème de la « démocratie participative », que l'intéressé traduit de la manière suivante : « Etre avec les gens, les écouter, être crédible par ce qu'on réalise. »

Lors des élections municipales de 2000, sa stratégie était couronnée de succès : le PS regagnait 8 sièges, l'extrême droite disparaissait totalement du paysage local, minée par ses divisions et contrée par une intense campagne de terrain. Taminiaux devenait, du coup, un symbole. « Il a montré à tous les démocrates, dont beaucoup en doutaient, que l'on peut contrer les "fachos" », explique un militant. « C'est le pédagogue de la démocratie, qui est parvenu à faire comprendre que l'on ne pouvait pas tout réaliser immédiatement, et qui a su expliquer pourquoi », renchérit Marc De Saint-Moulin, le bourgmestre de Soignies, une ville voisine.

RETESSER DES LIENS

Un rôle qui n'est pas simple à tenir, pourtant. « Les gens connaissent de plus en plus de difficultés à surmonter leurs problèmes personnels et rapprochent tout et rien à leurs mandataires et à la politique en général. Tout juste si, lorsque nous connaissons des inondations, certains ne me reprochent pas d'avoir mis de l'eau dans leur cave », sourit Taminiaux, un œil sur son interlocuteur,

UNE ZONE « DIFFICILE »



un autre sur la foule du chapiteau, pour ne pas rater un bonjour, une poignée de mains, un regard. Cette fête, ressuscitée en 1976, il y tient. Parce qu'elle a permis de retisser des liens avec une population qu'un canal élargi et deux autoroutes menaçaient de couper du reste de la commune. A force d'acharnement, un comité local a obtenu la construction d'un pont et d'une route reliant le quartier au centre-ville. Taminiaux y voit la confirmation qu'« on ne peut plus gérer sans écouter et sans voir sur le terrain ».

« Il est essentiel que les gens puissent exprimer leurs difficultés et leurs

angoisses », acquiesce Elio Di Rupo, le président du Parti socialiste et bourgmestre de Mons, une autre ville du Hainaut. Au PS, certains louent d'autant plus l'action du maire de La Louvière qu'ailleurs d'autres mandataires ont perdu le contact avec la base et, parfois, offert une piètre image de la politique. Malgré son profil de « gestionnaire », Di Rupo encourage lui aussi toutes les initiatives qui permettent de maintenir le contact avec la population.

A Mons, l'ancien ministre a chaque semaine un « rendez-vous sacré » avec le chef de la police municipale, qui, en Belgique, est placée directement sous les ordres du maire. Cela lui permet de tenter de prévenir et contrôler la petite délinquance locale. Il organise également, comme presque tous les mandataires des partis démocratiques, des « permanences sociales » où les citoyens peuvent avoir une relation directe avec l'élu et lui formuler leurs demandes, souvent très concrètes. « C'est un élément essentiel du non-rejet – et je ne dis pas de l'acceptation – de la politique », affirme le président du PS. Pour contenir la montée du populisme, la gauche wallonne peut aussi compter sur les

syndicalistes : compte tenu de la longue tradition de relations sociales au sein des entreprises, le dialogue y aborde fréquemment la dimension civique et politique de l'action.

Malgré tout cela, il y a peu d'hommes politiques en Wallonie qui oseraient affirmer que la région est définitivement immunisée et, dans le Hainaut, le score des élections françaises a causé un électrochoc. La performance de Jean-Marie Le Pen a poussé des militants à se rendre à Paris pour se joindre au défilé du 1<sup>er</sup> Mai, et certains élus annoncent qu'ils vont intensifier leurs efforts pour répondre à ce qu'Elio Di Rupo dépeint comme « l'insécurité des êtres ».

Le PS wallon entend aussi éviter les phénomènes qui, selon lui, ont entraîné la défaite de Lionel Jospin en évitant la dispersion de la gauche et en répondant à temps au sentiment d'insécurité de certains citoyens. A la ducasse de La Louvière, les avis étaient souvent plus tranchés, la plupart des militants jugeant, comme cet ancien ouvrier métallurgiste, que « si le PS a été battu, c'est parce qu'il a oublié qu'il était socialiste ».

Jean-Pierre Stroobants

## Les golden boys de la City excités par l'effet Le Pen

LONDRES

de notre correspondant

« Avec les Français, il n'y a pas moyen de gagner sa vie » : telle est la plainte des bookmakers londoniens qui prennent les paris sur le résultat de l'élection présidentielle française.

Le Pen président ? La cote offerte par William Hill est de 100 contre 1. En clair, à en croire le « bookie », une victoire du leader du Front national lors du second tour est aussi vraisemblable que l'apparition du monstre du Loch Ness, la victoire de l'Uruguay lors de la présente Coupe du monde de football ou l'adoption, par l'Angleterre, de la conduite automobile à droite. Jacques Chirac, lui, est « odds on » (événement sûr), c'est-à-dire que le profit est inférieur à la mise. La cote est identique à celle d'un futur mariage entre le prince Charles et son amie Camilla Parker-Bowles. Ce manque à gagner expliquerait le désintérêt des clients pour le chef de l'Etat sortant. On ne joue pas contre d'autres parieurs, ce qui est le cas au PMU, mais avec ou contre le bookmaker. Et c'est ce dernier qui fixe la cote, selon la probabilité de l'événement.

En revanche, les paris sur le score de Le Pen amusent les golden boys qui s'adonnent au « spread betting », les fameux paris-fourchettes devenus le pari de l'élection présidentielle française. « Nous estimons que la gauche va se mobiliser pour faire passer Chirac. Mais l'ampleur du vote Le Pen intrigue les parieurs. Le pari politique est chose aisée car sur la question de l'extrême droite, chacun a son opinion, et cela ne deman-

de aucune connaissance particulière », explique Paul Austin, porte-parole d'IG Index, compagnie spécialisée dans ce type de paris très risqué. Ainsi, le preneur de paris fixe une fourchette appelée le « spread » sur le pourcentage de voix de Jean-Marie Le Pen. En l'occurrence, entre 23 % et 25 %. Vous pariez 10 livres par points que le chef de l'extrême droite fera 29 %. S'il le fait, vous emportez 40 livres (29 - 25 x 10). S'il tombe à 20 %, vous payez 50 livres au bookmaker !

Les sommes en jeu sont considérables, car en moyenne, les professionnels de la finance parient plusieurs centaines de livres par point. Pour IG Index, en termes de revenus, cette élection présidentielle française vient juste après le scrutin législatif britannique et la course à la Maison Blanche, en 2001. La firme ne fait qu'appliquer à la compétition française les règles des marchés à terme, les fameux futures, où l'on ignore ses gains et ses pertes à venir. Outre les sondages rapportés par les journaux britanniques, IG Index utilise des rudiments d'algèbre et le flair pour fixer la cote.

En Grande-Bretagne, on parie sur tout et n'importe quoi. Mais IG Index s'est refusée à prendre des paris sur le score du British National Party, le parti d'extrême droite britannique, lors de la consultation municipale du 2 mai. Motif invoqué : « Ce serait se projeter dans un scénario de science-fiction. Nous sommes des responsables. » Perfide Albion ?

Marc Roche

**Recrutez aujourd'hui vos collaborateurs de demain !**

Avec 1800 apprentis le CFA SUP 2000 est le leader de la formation universitaire en APPRENTISSAGE dans les domaines **du commerce, de la gestion, de la comptabilité, de l'informatique, de l'assurance et des techniques industrielles.**

Pour en savoir plus sur l'apprentissage universitaire appelez Virginie au 01 43 53 67 95

**CFA SUP 2000**

**Vous savez où vous mettez les pieds.**



# SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Intitulée « *Séparation et divorce : quelles conséquences sur la réussite scolaire des enfants ?* », l'**ENQUÊTE** publiée jeudi 2 mai par l'Institut national des études démographiques (INED) est la **PREMIÈRE** à quanti-

fier l'**ÉCART DE RÉUSSITE** entre les élèves dont les parents sont séparés et les autres. L'auteur de cette étude, le **SOCIODÉMOGRAPHE** Paul Archambault, mesure notamment l'impact du divorce sur le taux

d'**ÉCHEC AU BAC**, qui peut passer du simple au double, selon que les parents sont séparés ou pas. Il constate aussi que la séparation des parents avant la majorité réduit la **DURÉE DES ÉTUDES** de six mois à

plus d'un an en moyenne, quelle que soit l'origine socioculturelle. Les enfants d'**OUVRIERS**, eux, voient leurs chances d'accéder au second cycle « *quasiment réduites à néant en cas de dissociation familiale* ».

## Le divorce des parents pénalise la scolarité des enfants

Décrochage plus fréquent, moindre réussite au bac, cursus raccourci... Une enquête, publiée jeudi 2 mai par l'Institut national des études démographiques, mesure pour la première fois l'ampleur de l'écart de réussite entre les jeunes dont les parents sont séparés et les autres

**ELLE RISQUE** fort d'inquiéter les parents, et d'agiter les sociologues. Intitulée « *Séparation et divorce : quelles conséquences sur la réussite scolaire des enfants ?* », l'étude que publie, jeudi 2 mai, l'Institut national des études démographiques (INED) fait clairement le constat d'« *une réussite scolaire moindre en cas de séparation des parents* ». Et quantifie, pour la première fois, cet écart de réussite entre les enfants de parents séparés et ceux dont les parents sont restés unis.

L'auteur de l'étude, Paul Archambault, sociodémographe, qui vient de soutenir une thèse sur le devenir des enfants de familles dissociées, souligne d'emblée un paradoxe : « *La situation d'enfant de divorcés s'est banalisée et est sans doute mieux acceptée socialement, ce qui pourrait donner à penser que des effets du divorce se seraient atténués et ne perturberaient plus de la même façon les scolarités.* » Mais, constate-t-il, « *la réalité est tout autre* ».

Quatre couples sur dix divorcent. A Paris, c'est un mariage sur deux qui se termine par une rupture. « *La proportion d'enfants vivant en transition familiale ne cesse d'augmenter* », lit-on dans l'enquête. Un mineur sur quatre voit ses parents se séparer. A leur majorité, 76 % des enfants nés entre 1974 et 1978 avaient des parents vivant encore ensemble (contre 85 % des enfants nés entre 1959 et 1962). Alors que le divorce se banalise et que les recompositions familiales, tout comme la monoparentalité, sont mieux acceptées, « *les écarts de réussite se sont maintenus entre les enfants qui ont connu la désunion*

*des parents avant leur majorité et ceux qui en ont été préservés* ».

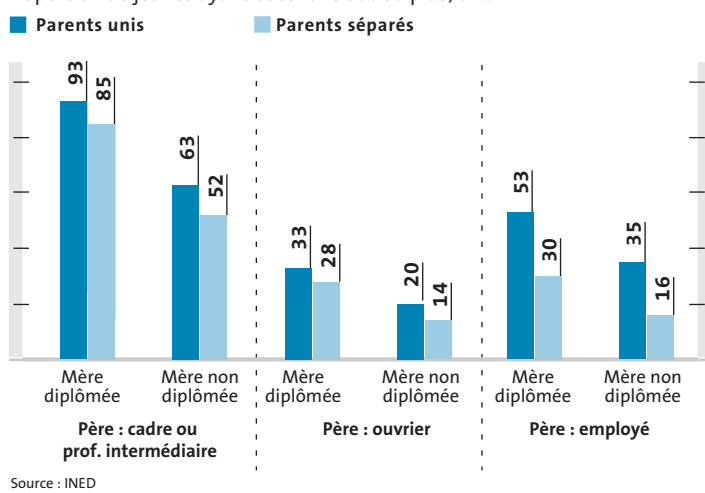
Quel que soit le milieu social et culturel d'origine, « *la séparation des parents avant la majorité de l'enfant réduit la durée de ses études de six mois à plus d'un an en moyenne* ». Contrairement aux idées reçues, toutes les catégories sociales sont concernées. En milieu populaire, le divorce ou la séparation des parents réduit la chance des enfants d'accéder à un premier diplôme et d'obtenir le baccalauréat. Dans les milieux favorisés, ce sont les études supérieures qui en pâtissent. Paul Archambault n'a pas statistiquement constaté d'effet immédiat des séparations parentales – comme le redoublement l'année du divorce – mais plutôt un impact sur le long terme, sur le cursus de l'élève : sortie du système scolaire sans diplôme, obtention du baccalauréat, de diplômes de l'enseignement supérieur, durée totale des études...

### « ÉCARTS DE RÉUSSITE »

Dans les milieux favorisés, écrit-il, « *l'avantage scolaire lié à une enfance passée dans une famille favorisée du point de vue culturel et social semble fortement amoindri en cas de désunion familiale* ». Habituellement, lorsque le père est cadre (ou exerce une profession intermédiaire) et la mère diplômée du supérieur, les enfants n'échouent que très rarement au baccalauréat. Mais ce taux d'échec double en cas de séparation, passant de 7 % à 15 %. Surtout, l'INED relève un énorme décrochage d'après-bac lorsque le couple paren-

### L'IMPACT DU DIVORCE SUR L'OBTENTION D'UN DIPLÔME

Proportion de jeunes ayant obtenu le bac ou plus, en %



Source : INED

tal est désuni : les chances d'obtention d'un diplôme du second cycle universitaire chutent de 45 % à 25 %. Quant à l'âge moyen à la fin des études, il diminue de deux années, passant de 23 à 21 ans.

Chez les enfants d'employés, le taux d'obtention du bac ou d'un diplôme d'études supérieures baisse de 23 points en cas de désunion : 30 % contre 53 %. Le niveau de fin d'études est également bien plus faible : avec une mère diplômée, la proportion de jeunes n'ayant obtenu aucun diplôme est de 22 % en cas de séparation des parents, de 11 % quand ils sont demeurés ensemble. « *La séparation des parents est associée à une diminution de la réussite scolaire des enfants d'employés qui ramène leur*

*parcours scolaire au niveau de celui des enfants d'ouvriers* », résume M. Archambault.

Les enfants d'ouvriers, lorsque leur mère n'est pas diplômée et vit séparée de leur père, ont une chance sur deux de quitter le système scolaire sans aucun diplôme contre un peu plus d'une sur trois (37 %) lorsque leurs parents vivent ensemble. Déjà extrêmement faibles (de l'ordre de 3 %), les chances pour ces enfants d'accéder au second cycle universitaire sont « *quasiment réduites à néant en cas de dissociation familiale* ».

L'auteur de l'étude s'avoue lui-même surpris de l'ampleur des « *écarts de réussite* » entre les enfants qui ont connu la désunion de leurs parents avant leur majorité

et les autres : « *Je ne m'attendais pas à ce que l'effet de la séparation puisse contrebalancer certains effets très lourds produits par l'origine socioculturelle des enfants.* » Pour lui, il s'agit là d'une « *inéquité devant l'école* » dont l'Etat devrait davantage tenir compte dans ses modes d'attribution des différentes aides et bourses.

Au-delà des constats, l'analyse des mécanismes par lesquels la rupture familiale vient diminuer la réussite scolaire n'est qu'à peine esquissée dans l'étude de Paul Archambault, qui, pour son travail, a réexploité les résultats de trois enquêtes de l'INED et de l'Insee concernant les jeunes. Celles-ci manquaient toutefois de certaines données qualitatives essentielles : l'ambiance familiale était-elle conflictuelle ou non au moment de la séparation ? L'enfant a-t-il maintenu des liens avec ses deux parents après la rupture ?, etc.

Le sociodémographe avance néanmoins quelques pistes : « *Faut-il incriminer le moindre contrôle scolaire exercé par les parents en cas de séparation ? La persistance des conflits familiaux après la séparation et la remise en couple éventuelle ?* » Une recomposition familiale génère des conflits additionnels entre générations, selon le sociodémographe : or les enfants de parents séparés éprouvent des difficultés psychologiques lorsque, au-delà du conflit parental, surgit un conflit intergénérationnel.

Pourtant, M. Archambault souligne également que les incidences du divorce sur la scolarité sont

moins importantes en cas de recomposition familiale. Dans ce cas, « *une recomposition économique s'effectue, qui assure une scolarité de base jusqu'au bac, tandis qu'une part des enfants en famille monoparentale ont vraiment des problèmes financiers pour aller jusqu'au niveau du bac* ».

### BAISSE DU NIVEAU DE VIE

Faut-il donc, pour expliquer le « handicap » scolaire des enfants du divorce, invoquer « *des ressources économiques amoindries dans les familles dissociées ?* » Nombre d'études ont souligné, récemment, la baisse du niveau de vie d'une partie des mères élevant seules leurs enfants. « *Ce qui est sûr*, poursuit M. Archambault, *c'est que les jeunes qui ont connu la séparation de leurs parents quittent plus précocement le foyer familial, avec un an à deux ans d'avance en moyenne.* » Ce qui ne peut qu'influer sur le raccourcissement de la scolarité.

Aux Etats-Unis, où la question du devenir scolaire des enfants du divorce est étudiée depuis une vingtaine d'années, les chercheurs continuent de se diviser sur les raisons du décalage constaté. Faut-il y voir un effet causal ou un effet de sélection ? La séparation est-elle la cause directe des difficultés scolaires de l'enfant ou ne fait-elle que révéler un environnement, un mode de relations à l'intérieur de la famille peu propices à la réussite scolaire des enfants ? Paul Archambault parierait volontiers sur un panache de ces deux.

Pascal Krémer

## « La période la plus douloureuse est celle du non-dit »

Des enseignantes racontent la réaction des élèves après une séparation

► **Pascaline Perrot, directrice d'école et enseignante en grand section de maternelle à Saint-Denis-lès-Bourg (Ain)**. « Depuis vingt ans que j'enseigne, je n'ai

### TÉMOIGNAGES

## Une directrice d'école : « Certains s'isolent, d'autres sont insolents »

pas constaté d'explosion des séparations chez les parents de mes élèves.

Dans une classe de vingt-cinq à trente enfants, quatre ou cinq en moyenne, sont concernés dans l'année. Mais ces séparations interviennent plus tôt dans la vie de l'enfant. Je constate aussi chez les parents une prise de conscience que leur séparation peut perturber l'enfant, et que le dialogue avec l'équipe éducative est important. Il est maintenant assez fréquent que les parents viennent, ensemble, m'avertir qu'ils vont se séparer.

On perçoit toujours chez l'enfant la séparation de ses parents. Il y a toujours un changement de comportement. Pour l'enfant, même une séparation sereine a un coût. Il connaît une phase de tristesse, d'agitation, puis les choses se normalisent. Quand la séparation se passe bien, c'est un choc mais pas un drame durable pour l'enfant. Cela nous rassure, d'ailleurs, de voir que ce choc peut ne durer que quinze jours, un mois, si l'on répond à ses angoisses face à une nouvelle vie.

La période la plus douloureuse est celle du non-dit. Lorsque les parents ont informé l'école, l'enfant peut en parler, et se sent mieux. Il pose son fardeau, souvent d'abord auprès de l'ASEM [l'agent qui assiste les institutrices en maternelle], qui a avec les

enfants une relation plus maternelle. Ils disent souvent leur crainte de ne plus être aimés par l'un des deux parents.

Ce qui aide beaucoup les enfants aujourd'hui, c'est que la situation est fréquente. Il n'y a plus un seul « vilain petit canard » mais plusieurs enfants concernés. Ils en parlent entre eux, le vendredi ou le samedi matin surtout, se demandent les uns aux autres chez quel parent ils vont passer le week-end. Ils ne sont plus différents des autres. »

► **Marie-Laure Baehr, directrice d'une école élémentaire à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne)**. « Les séparations parentales, c'est un sujet dont on parle beaucoup entre enseignants. Un sujet qui nous préoccupe parce qu'on a l'impression qu'il y a de plus en plus de séparations. Que les parents ne font plus, comme avant, des efforts par rapport aux enfants. Et qu'ils se remettent plus rapidement en couple ensuite. Tout ça n'est jamais anodin pour l'enfant. Il est très rare que nous ne percevions rien : même si certaines séparations se passent admirablement bien, même si les enfants n'ont pas de problèmes scolaires, ou n'éprouvent que des difficultés très temporaires, il y a toujours des signes qui montrent qu'ils ressentent une souffrance. Souvent, même ce n'est pas systématique, on note une petite baisse des résultats scolaires, une tristesse chez l'enfant. Certains se sentent coupables. On les sent préoccupés, absents, moins intéressés à leur travail. Certains s'isolent, se mettent en retrait, d'autres au contraire ont des réactions d'agressivité, d'insolence. Ils ont un grand besoin d'être entendus. Un grand besoin qu'on sache. Pour ne plus porter seuls ce poids.

Contrairement à ce qui se passait il y a seulement cinq ans, les parents, aujourd'hui, viennent souvent nous voir pour nous en parler sans tabou. Pour demander qu'un regard particulier soit porté sur

l'enfant. Ou même qu'il soit vu par le psychologue scolaire. »

► **Céline Rigo, professeur d'histoire-géographie dans un collège à Armentières (Nord)**. « On découvre souvent les séparations parentales du fait des absences répétées les vendredi et samedi, quand les enfants vont passer le week-end chez l'autre parent. Certains élèves en parlent spontanément, l'utilisent, même, pour justifier leurs manquements. « *Je n'avais pas mes affaires parce que j'étais chez mon père* », disent-ils.

Il est assez fréquent que les enfants dont les parents se séparent tombent dans une espèce de tristesse, ou soient plus agités : ils se fichent de tout, y compris de l'école, parce qu'ils vivent quelque chose de beaucoup plus grave chez eux. Dans la classe de 6<sup>e</sup> dont je suis le professeur principal, il y a une dizaine d'élèves qui sont concernés par une séparation parentale, parmi lesquels trois ou quatre sont en difficultés scolaires.

Pour certains enfants, on l'apprend par hasard. Ils s'en accommodent bien. Pour d'autres, c'est très visible, même physiquement. Ils ne se lavent plus, portent des vêtements sales... On constate des crises au moment de la séparation, puis cela s'atténue au bout de quelques mois. Certains nous appellent à l'aide, viennent nous montrer une bonne note, par exemple, parce qu'à la maison on a d'autres soucis, pas le temps de les écouter. On joue les parents de substitution. Et on se sent très démunis, parce qu'il n'y a pas de psychologue auquel les adresser. Alors, on demande l'intervention de l'infirmière scolaire, à laquelle les élèves s'ouvrent facilement.

Ce qui est aussi très difficile pour nous, ce sont les réunions avec les parents, quand l'un d'entre eux parle de son ex-conjoint en des termes très déplaisants, devant l'enfant. On sert de déversoir. De témoin des bisbilles. »

P. Kr.

## Une étude qui partage les sociologues

**THIERRY BLÖSS**, professeur de sociologie à l'université de Provence et spécialiste de la famille, est persuadé que l'étude de l'INED va faire débat, et il s'en réjouit : « *La chape de plomb morale pesant sur le divorce se soulève. On est désormais prêt à mener une analyse plus sereine.* » Il ne peut néanmoins s'empêcher de mettre en garde contre l'exploitation idéologique « *stigmatisante et moralisatrice* » qui peut être faite de cette étude. « *Le divorce traîne encore une sale réputation, il est regardé de façon un peu suspecte. Les mentalités évoluent très lentement. Pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, on a présenté les enfants du divorce comme de futurs délinquants. Est-ce qu'ici, on ne va pas faire l'amalgame entre difficultés scolaires et prédélinquance ?* »

Aux yeux de M. Blöss, Paul Archambault, l'auteur de l'étude, entretient une vision du divorce un peu trop « *pathologique* » : « *Plus que le divorce comme événement, explique-t-il, ce sont les conditions sociales de la vie avant et après le divorce qu'il faut prendre en compte. Chez des parents restés "unis", un climat de grande mésestimation peut être dévastateur pour l'enfant. Lorsque le divorce est intervenu, il faut prendre en compte le fait que les femmes en situation de monoparentalité sont les plus exposées à la précarité.* » Même s'il s'est statistiquement banalisé, le divorce, dit-il, n'est pas un événement banal, ni pour les adultes ni pour les enfants. « *Mais il est difficile de l'isoler d'un ensemble de facteurs sociaux. C'est l'histoire de la vie familiale, sur la durée, qu'il faut prendre en compte.* »

M. Blöss souligne également que l'étude souffre d'être fondée sur l'exploitation de chiffres un peu anciens. En effet, elle analyse le parcours de jeunes nés, au plus tard, à la fin des années 1970, « *avant la grande banalisation du divorce et la massification de l'école* ». Thierry Blöss relève enfin qu'aucun effet de la séparation n'a pu être mis en lumière sur le long terme, ce que démontre d'ailleurs Paul Archambault dans sa thèse : même s'ils ont connu un temps des difficultés scolaires, les enfants de parents désunis n'éprouvent pas plus de difficul-

tés à s'insérer professionnellement. Et leur vie de couple ne semble pas plus instable que celle des enfants dont les parents sont restés unis.

Comme Thierry Blöss, Marie Duru-Bellat, professeur de sociologie à l'université de Bourgogne et spécialiste de l'éducation, considère que cette étude est très intéressante mais qu'elle surestime légèrement l'impact du divorce. « *Il est bien, en soi, de rappeler que l'origine sociale des enfants n'est pas le seul facteur qui joue dans leur réussite scolaire, même si elle demeure prédominante.* » Depuis sept ou huit ans déjà, explique-t-elle, cette variable a été introduite dans les études du ministère de l'éducation sur les parcours scolaires, « *parce qu'on soupçonnait que le divorce puisse avoir un effet* ».

### LE PROBLÈME DES MÈRES SEULES

Mais les différences observées par Paul Archambault entre les enfants dont les parents sont séparés et les autres ne lui paraissent, globalement, pas très spectaculaires. Et selon M<sup>me</sup> Duru-Bellat, elles semblent s'expliquer davantage par des facteurs économiques ou par les spécificités des familles monoparentales, que par le divorce lui-même : « *Une enquête de l'Insee sur les efforts éducatifs des familles a montré que les mères seules exercent un moindre suivi de la scolarité, simplement parce que leur budget-temps est extrêmement serré.* » Par ailleurs, des études de la direction de la programmation et du développement du ministère de l'éducation nationale ont montré qu'en 6<sup>e</sup> les enfants de parents séparés obtenaient les mêmes résultats aux tests d'évaluation de mathématiques et de français que leurs camarades de milieu socioculturel équivalent. « *Les effets du divorce se font donc moins sentir sur la réussite scolaire elle-même que sur la poursuite d'une scolarité longue* », nuance M<sup>me</sup> Duru-Bellat.

« *C'est le distingo fait entre milieux sociaux qui est particulièrement intéressant* », estime quant à lui le sociologue Louis Roussel, qui, dans *L'enfance oubliée* (Odile Jacob, 2001), étudie l'impact des séparations parentales. Si la question de l'enfant a toujours été centrale dans la sociologie du divorce

en France, ce champ de la scolarité n'avait, selon lui, jamais été aussi sérieusement défriché. « *Jusqu'à présent, on ne savait pas faire la part des choses entre la situation socioculturelle des parents et le fait du divorce lui-même. Paul Archambault montre que quelle que soit la situation des parents, il y a un impact assez sensible sur la scolarité de l'enfant.* »

Un impact « *logique* », à ses yeux, même s'il varie fortement en fonction de la façon dont se déroulent l'avant et l'après-divorce : « *Le divorce n'est plus socialement stigmatisé. Le temps est loin où un enfant de divorcés ne pouvait pas jouer avec certains enfants, ou même épouser une femme issue de certains milieux. Mais le divorce reste un séisme affectif pour l'enfant qui peut engendrer des difficultés à rester dans le cadre des études, à considérer qu'elles demeurent importantes. L'enfant, brutalement, réalise que sa mère et son père ne vivent pas pour lui.* »

P. Kr.

**robustaflex**

**L'ÉVÉNEMENT SUISSE À LA FOIRE DE PARIS**

« *Une enquête de l'Insee sur les efforts éducatifs des familles a montré que les mères seules exercent un moindre suivi de la scolarité, simplement parce que leur budget-temps est extrêmement serré.* » Par ailleurs, des études de la direction de la programmation et du développement du ministère de l'éducation nationale ont montré qu'en 6<sup>e</sup> les enfants de parents séparés obtenaient les mêmes résultats aux tests d'évaluation de mathématiques et de français que leurs camarades de milieu socioculturel équivalent. « *Les effets du divorce se font donc moins sentir sur la réussite scolaire elle-même que sur la poursuite d'une scolarité longue* », nuance M<sup>me</sup> Duru-Bellat.

« *C'est le distingo fait entre milieux sociaux qui est particulièrement intéressant* », estime quant à lui le sociologue Louis Roussel, qui, dans *L'enfance oubliée* (Odile Jacob, 2001), étudie l'impact des séparations parentales. Si la question de l'enfant a toujours été centrale dans la sociologie du divorce

**ESPACE LITÉRIE**

Foire de Paris  
Paris 66 Verso 66  
Hall 2 2 Stand 65



## Nadir Sedrati continue de nier les meurtres dont il est accusé en multipliant mimiques, clowneries et incohérences

Soupçonné d'avoir empoisonné ses victimes au cyanure avant de jeter les morceaux de leur cadavre dans le canal de la Marne au Rhin, il invoque une affaire de trafic de drogue



COUR D'ASSISES DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
4<sup>e</sup> journée d'audience

NANCY

de notre envoyé spécial

Depuis l'ouverture de son procès, jeudi 25 avril, devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle, Nadir Sedrati assure le spectacle. A 64 ans, l'accusé, escroc revendiqué et spécialiste de faux en tous genres, n'a rien perdu de sa verve. Ses mimiques, rappelant un Fernand Raynaud ou un Louis de Funès, parviennent parfois à masquer les incohérences de son discours. Son langage imagé et haut en couleur, digne des dialogues d'un Audiard, finit souvent par faire sourire quand il ne provoque pas des éclats de rire incontrôlables. On en oublierait presque qu'il est soupçonné d'avoir assassiné trois de ses anciens codétenus de la prison de Saint-Mihiel (Meuse) et d'avoir ensuite usurpé, ou tenté d'usurper leur identité.

L'accusé, lui, n'oublie jamais la raison de sa présence dans le box et chacune de ses interventions n'a qu'un but : tenter de démontrer son innocence. Ses explications sont peu convaincantes, mais Nadir Sedrati est un optimiste. N'a-t-il pas été acquitté, en 1985, par la cour d'assises de Charente-Mariti-

me, du meurtre d'André Gachy, un enseignant à la retraite dont il avait usurpé l'identité ? N'a-t-il pas, neuf ans plus tard, à Créteil, bénéficié d'un non-lieu dans le cadre de l'enquête sur la disparition de Léon Krauss, un sexagénaire dont il avait aussi utilisé les papiers d'identité ? Dans ces deux affaires, les corps des victimes n'ont jamais été retrouvés.

Plutôt que de rester sur la défensive, Nadir Sedrati attaque. Aucun des témoins qui défilent à la barre ne trouve grâce à ses yeux et, dès qu'ils ont terminé leur intervention, il passe à l'offensive. Quand un ingénieur du laboratoire de police scientifique de Lille vient rendre compte de l'analyse du contenu d'un bocal d'un kilo de poudre blanche retrouvé au domicile de l'accusé, ce dernier joue les naïfs. « Moi, le pot de cyanure [de potassium], j'ai mis le doigt dedans et je l'ai porté à la bouche, je peux vous dire : c'est sacrément amer. Même avec beaucoup de sucre, c'est impossible d'en faire boire à quelqu'un dans un café. »

Le ministère public soupçonne pourtant Nadir Sedrati d'avoir empoisonné certaines de ses victimes au cyanure avant de découper leur cadavre et d'en jeter les morceaux dans le canal de la Marne au Rhin. Des accusations vertement réfutées par l'intéressé. A l'en croire, il aurait acheté ce cyanure à la demande de Hans Muller, un autre

de ses anciens codétenus, dans le cadre d'un trafic avec des chercheurs d'or colombiens.

Lundi 29 avril, Hans Muller est venu spécialement d'Allemagne pour apporter son témoignage. Bien sûr, il infirme les dires de Nadir Sedrati et, devant sa mauvaise foi, il se défend à peine quand celui-ci le présente comme l'auteur de l'assassinat de Hans Gassen, un compatriote rencontré en prison, première victime présumée de l'accusé. Nadir Sedrati n'est pas désespéré. « C'est quoi cette histoire de cons ? Quelle magouille t'as fait ? Tu peux enfumer tout le monde mais pas moi, je te connais. » « Je ne suis pas là pour me faire insulter », rétorque le témoin. « T'es un sacré... Excusez-moi madame la présidente, c'est un vocabulaire... C'est possible de m'expliquer avec ce monsieur ? On va mettre les choses au point. »

### EXPLICATION ABRACADABRANTE

L'explication – en fait, un monologue – dure deux heures, pendant lesquelles l'accusé va présenter une version inédite des faits, mais tout aussi abracadabrante. En substance, les trois victimes auraient été impliquées dans un vaste trafic de drogue entre l'Espagne et les Pays-Bas, dont Hans Muller aurait été la tête pensante. « Je les avais prévenus qu'il fallait pas toucher à ça. Dans la drogue, c'est plus "haut les mains, peau de lapin". Là, c'est des

sacrés voyous ! », explique-t-il, avant d'assurer que lui-même se serait contenté de rendre service à ses anciens codétenus en mettant à leur disposition l'appartement qu'il louait à Laxou, dans la banlieue nancéenne ou en achetant du cyanure de potassium et une broyeuse, « pour les feuilles de haschisch ».

La broyeuse à végétaux, dont l'accusation craint qu'elle ait pu servir à des fins plus macabres, a été présentée au jury, mardi 30 avril, provoquant l'ire de l'accusé. « Mesdames et messieurs les jurés, je vous demande de ne pas fantasmer dans votre tête, lance-t-il. Ça, c'est une connerie, une vraie connerie. Sincèrement, c'est impossible de passer un corps là-dedans. » Un laboratoire a bien trouvé dans la machine une trace d'ADN humain, mais sans être en mesure de dire s'il s'agit de sang. Un autre n'a tout simplement décelé aucune empreinte génétique. L'accusé marque un point. Mais il devra encore s'expliquer sur les taches de sang retrouvées sur des scies à métaux et sur le linoléum de son appartement. Les ADN identifiés correspondent à ceux de deux autres de ses victimes présumées : Gérard Steil, dont des morceaux de cadavre ont été retirés du canal de la Marne au Rhin, et Norbert Ronfort, dont le corps n'a jamais été retrouvé.

Acacio Pereira

## La condamnation de Joël Pierrot devant la Cour de révision

LE PARQUET de la Cour de cassation, statuant en Cour de révision, a requis, mardi 30 avril, l'annulation de la condamnation de Joël Pierrot, un agriculteur de la Meuse condamné et emprisonné pendant presque six mois, en 1998, pour une attaque à main armée dans un café-restaurant. L'avocat général Laurent Davenas a précisé que l'innocence de Joël Pierrot ne faisait « aucun doute » et



THOMAS WIRTH/AFI

qu'il n'était pas nécessaire de faire rejurer le dossier par une autre cour d'appel. La Cour rendra sa décision le 14 mai.

Arrêté en décembre 1997, l'agriculteur avait avoué les faits pendant sa garde à vue à la gendarmerie. Le tribunal correctionnel de Bar-le-Duc, l'avait condamné à quatre ans de prison dont un an ferme, peine confirmée par la cour d'appel de Nancy en février 1998. Joël Pierrot avait été libéré le 30 mai 1998, après l'arrestation des véritables auteurs de l'attaque à main armée.

### DÉPÊCHES

■ **ATTENTATS : le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a condamné « avec la plus grande fermeté »,** mercredi 1<sup>er</sup> mai, une tentative d'attentat contre la mosquée de Châlons-en-Champagne (Mame), dans la nuit du 27 au 28 avril. Deux jeunes gens de 17 et 20 ans se déclarant sympathisants du Front national ont été mis en examen et écroués, lundi soir, après avoir tenté de lancer deux cocktails Molotov en direction de la mosquée.

■ **Le parquet de Paris a ouvert, mardi 30 avril, une information judiciaire contre X après l'attentat qui a visé, le 11 avril, la synagogue de la Ghrîba,** sur l'île de Djerba, en Tunisie, faisant 18 morts. L'information judiciaire vise les faits « d'assassinats et de tentative d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste ». Elle fait suite au dépôt de plainte contre X... par le fils de Paul Sauvage, l'une des deux victimes françaises de l'attentat.

■ **NOUVELLE CALÉDONIE : deux gendarmes de la brigade de La Foa, à 80 kilomètres au nord de Nouméa,** ont été pris en otages jeudi 2 mai après-midi par des hommes armés et encagoulés, qui avaient dressé un barrage sur la route principale, a annoncé la gendarmerie (AFP).

■ **FAIT DIVERS : quatre malfaiteurs ont ouvert le feu, dans la nuit de mercredi 1<sup>er</sup> à jeudi 2 mai, au centre hospitalier de Toulon** pour tenter de libérer un complice. Un employé de l'hôpital a été légèrement blessé par balles. Deux des quatre hommes, connus des services de police marseillais, ont été interpellés, les deux autres parvenant à prendre la fuite. Leur complice était soigné dans l'établissement après avoir été blessé au cours de l'attaque d'un garage de voitures de luxe, lundi soir 29 avril à Ollioules, dans la banlieue de Toulon.

■ **Deux malfaiteurs encagoulés et armés d'un fusil à pompe et d'un pistolet automatique ont emporté la caisse de la salle des machines à sous du casino de Saint-Raphaël (Var),** dans la nuit du mardi 30 avril au mercredi 1<sup>er</sup> mai. Le montant du butin de ce hold-up commis en quelques minutes, en présence d'une soixantaine de joueurs, est estimé à 15 000 euros.

■ **JUSTICE : le juge Francis Carle, 49 ans, auteur de photos d'adolescentes peu vêtues dans les salles du tribunal de Grenoble, a été muté d'office à Sarreguemines (Moselle)** par le Conseil supérieur de la magistrature, selon un arrêté publié le 23 avril. Deux recours seront introduits devant le Conseil d'Etat contre cette décision, a annoncé son avocat, M<sup>re</sup> Florent Girault.

■ **SANTÉ : la Coordination nationale indépendante des médecins généralistes s'est démarquée,** mercredi 1<sup>er</sup> mai, de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et du Syndicat des médecins libéraux (SML), qui avaient appelé les médecins à fermer leur cabinet jusqu'au 6 mai pour obtenir une revalorisation de la consultation à 20 euros (contre 18,50 euros depuis le 1<sup>er</sup> février). Tout en adhérant aux revendications, auxquelles devra répondre le futur ministre de la santé par un « signal fort et immédiat », la Coordination précise que le mot d'ordre « les ponts sans toubibs » n'est pas le sien.

## L'apparition de la peste porcine en Moselle inquiète les éleveurs

LES ÉLEVEURS de porcs retiennent leur souffle. L'apparition de la peste porcine dans un élevage de Moselle « rappelle dangereusement l'accident sanitaire de la fièvre aphteuse », selon les responsables de la filière. Cette maladie, très contagieuse entre les animaux, n'est pas transmissible à l'homme. Mais elle peut avoir des conséquences économiques désastreuses pour les éleveurs touchés. Après la découverte du virus dans une exploitation de Chémery-les-Deux, les 395 porcelets élevés sur le site ont été abattus et sa présence a été confirmée par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa), lundi 29 avril. L'élevage a été désinfecté, et plusieurs périmètres de protection restreignant les mouvements d'animaux installés en plusieurs points du département. Depuis vendredi 26 avril, toutes les expéditions de porcs et de sangliers de Moselle et Meurthe-et-Moselle sont interdites sur le territoire national, afin d'éviter les risques de contagion.

Des prélèvements ont été effectués dans les élevages entrés récemment en contact avec l'exploitation touchée, et transmis pour analyse au

laboratoire de l'Afssa à Ploufragan (Côtes-d'Armor). Les résultats devraient être rendus publics vendredi 3 mai. « Si les examens sérologiques et virologiques devaient se révéler positifs, les porcs de tous ces élevages pourraient être abattus », a déjà prévenu la préfecture de Moselle. Outre la menace d'abattage, qui pèse aujourd'hui sur 3 500 têtes, le confinement forcé dans les périmètres de protection risque de coûter cher aux éleveurs. Aucune procédure n'est prévue pour indemniser les pertes dues à une mise en quarantaine.

### ALLEMAGNE ET LUXEMBOURG

Selon la Fédération nationale porcine (FNP), branche spécialisée de la FNSEA, l'apparition de la peste porcine en France « paraît résulter d'un manque de vigilance et de sérieux dans certains élevages au regard du contexte particulièrement à risque de ce secteur frontalier ». Des cas de peste porcine ont été déclarés en Allemagne et au Luxembourg ces dernières semaines. Le ministère de l'agriculture avait annoncé lundi 23 avril la découverte de l'épizootie sur un cada-

vre de sanglier sauvage découvert en Moselle.

En 1997, une épizootie de grande ampleur aux Pays-Bas avait entraîné la destruction de plus de 10 millions de porcs, ce qui avait avantage les producteurs français. A leur tour, les responsables professionnels craignent les conséquences de l'apparition du virus. Le marché du porc est déjà difficile, en raison de l'arrêt des exportations vers la Corée du Sud et le Japon depuis la crise de la fièvre aphteuse, et de la reprise de la consommation de viande bovine. Le Hongrie et la République tchèque ont déjà décrété un embargo sur le porc français. La FNP demande aux pouvoirs publics de faire « reconnaître le principe de régionalisation auprès des autres pays ». Elle craint également qu'abatteurs et distributeurs n'utilisent ce contexte pour faire baisser les cours. Le kilo de porc valait 1,001 euro le kilo lundi 29 avril.

Nicolas Bastuck (à Metz)  
et Gaëlle Dupont

## Deux réfugiés du centre de Sangatte blessés par balles

Trois jeunes qui avaient décidé de « faire une expédition punitive » ont été placés en garde en vue

LILLE

de notre correspondant régional

Deux réfugiés du centre de la Croix-Rouge de Sangatte (Pas-de-Calais) ont été blessés par balles, au cours de la nuit du lundi 29 au mardi 30 avril. Les auteurs des coups de feu, trois jeunes habitants de la région calaisienne, ont été arrêtés par la police à l'issue d'une course-poursuite. Ils étaient ivres et ont affirmé aux enquêteurs qu'ils avaient décidé de « faire une expédition punitive après s'être fritté avec un réfugié ».

Connus de la police pour des actes de violence, les trois hommes, âgés de 21 à 25 ans, sont originaires de Marquise, entre Calais et Boulogne-sur-Mer. Armés chacun d'une carabine de calibre 22 long rifle munie d'un chargeur et d'une lunette de visée, ils circulaient à bord de la BMW de l'un d'entre eux. Le premier réfugié qu'ils ont pris pour cible, un jeune Kurde irakien de 26

ans, se trouvait au centre de Calais, sur la place d'Armes, face à la mairie. Il a été touché à la cheville gauche.

Un quart d'heure plus tard, vers 23 heures, le même groupe s'en est pris à un autre Irakien, face à la mairie de Sangatte, à une dizaine de kilomètres de là. La seconde victime, âgée de 21 ans, a été atteinte dans le dos d'une balle qui s'est logée dans une vertèbre. Surpris par les policiers qui avaient été alertés par des témoins, les occupants de la BMW les ont mis en joue avant de s'enfuir, mais leur course s'est vite terminée dans un fossé après une collision avec un autre véhicule.

Les trois hommes ont été mis en examen, mercredi 1<sup>er</sup> mai, pour « tentative d'homicides avec préméditation » et « violence volontaires avec armes en réunion sur personnes dépositaires de l'autorité publique ». Des perquisitions effectuées à leurs

domiciles ont permis la découverte d'armes de différents calibres.

Plusieurs bagarres ont déjà opposé les réfugiés du centre de Sangatte entre eux. Récemment, l'un d'eux a été tué d'un coup de couteau au cours d'une rixe (*Le Monde* du 17 avril). Les violences perpétrées par des personnes extérieures au centre sont plus rares, mais il y eu quelques précédents (coups de bouteille ou de batte de base-ball).

### « LE JEU DE L'EXTRÊME DROITE »

C'est, néanmoins, la première fois que des armes à feu sont utilisées. « Ces agressions ne sont pas suffisamment réprimées, alors que les passeurs, quand ils sont pris, sont sévèrement condamnés », s'insurge un employé du centre. Selon lui, le climat s'est dégradé à Sangatte depuis le début de la campagne présidentielle. « Les rumeurs ont fait leur réapparition », explique-t-il. Elles évoquent, par exemple, des

remises d'argent aux réfugiés ou le projet de construction d'un nouveau centre en dur. « De purs fantasmes démentis plusieurs fois dans le passé, mais entretenus par des gens pas forcément ignorants et qui font le jeu de l'extrême droite », ajoute-t-il.

Le directeur du centre, Michel Derr, a tenté d'expliquer aux réfugiés « la période politique particulière » que vivent actuellement les Français, une « tendance » exprimée par le vote d'extrême droite d'une partie de la population, qui a pour origine « un certain nombre de problèmes », dont celui posé par le centre. « Tous ceux qui travaillent et vivent au centre sont de plus en plus exaspérés et tendus », souligne M. Derr, déplorant « l'absence de discours sérieuse » des politiques qui, pour la plupart, « ne parlent pas de façon sincère et claire » aux riverains du centre.

Jean-Paul Dufour

### CORRESPONDANCE

## Une lettre du D<sup>r</sup> Michel Bénézech

A la suite de notre article intitulé « Les services psychiatriques en cause à Gradignan » (*Le Monde* du 18 avril), nous avons reçu du docteur Michel Bénézech, chef du service médico-psychologique régional de la maison d'arrêt de Bordeaux-Gradignan, suspendu de ses fonctions depuis le 6 février, la mise au point suivante :

1) Je n'ai jamais été entendu par un membre de l'Inspection générale des affaires sociales dont le rapport me met en cause. 2) J'entretiens des relations professionnelles suivies et de bonne qualité avec la direction de la maison d'arrêt, communiquant très souvent avec son directeur et ses collaborateurs. 3) Mes collègues et moi-même n'avons aucune responsabilité dans le drame du meurtre d'un

détenu par son cocellulaire, courant mars 2001. 4) La nature des relations entre le service de psychiatrie et l'unité de médecine générale de la prison est totalement étrangère à ce drame. 5) Le rapport sur les aspects déontologiques de la médecine en milieu pénitentiaire adopté par l'Ordre national des médecins dispose dans son principe 2.2.1 : « Il [le médecin] ne saurait être subordonné ni à l'administration pénitentiaire ni à l'autorité judiciaire. Il ne saurait tolérer des pressions ou intimidations d'aucune sorte. (...) Il n'a pas à renseigner les autorités pénitentiaires ou judiciaires sur des points relevant de l'expertise médicale ou psychiatrique. (...) Une séparation des diverses fonctions que peut remplir un médecin est indispensable. »

Le Monde

Le Monde  
LE GRAND DOSSIER

8 pages à explorer  
et à conserver

Samedi 4 mai dans *Le Monde* daté dimanche 5 - lundi 6 mai

# Faut-il repenser le politique ?





# ENTREPRISES

## PRÉSIDENTIELLE

En ordre dispersé, le patronat français commence à se mobiliser **EN FAVEUR** de l'élection de Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle. C'est Maurice Lévy, le PDG de Publicis qui, le premier, a

pris position. Puis le **MEDEF**, sans donner de consigne de vote explicite, a appelé à défendre « les hautes valeurs » que sont « la non-discrimination, la tolérance, le dialogue et la concertation ». Interrogé par

*Le Monde*, les grands chefs d'entreprise **ACCEPTENT**, pour certains d'entre eux, de dire qu'ils voteront pour M. Chirac, à l'instar de François Pinault, proche du président sortant, tandis que d'autres suggèrent

qu'ils feront le même vote, mais ne souhaitent pas l'affirmer publiquement. Les **MARCHÉS BOURSIERS**, eux, ont déjà anticipé une victoire chiraquienne et ne sont pas affectés, tandis que l'euro est en hausse.

## Les grands patrons votent pour Jacques Chirac mais hésitent à le dire

Certains chefs d'entreprise connus, comme François Pinault, ami proche du candidat républicain, expriment leur rejet de l'extrême droite et appellent à voter pour le président sortant. D'autres voteront de la même manière mais ne souhaitent pas l'afficher publiquement

**A LA VEILLE** du second tour de l'élection présidentielle, le patronat français commence à donner de la voix pour faire barrage au Front national. La prise de position du Medef contre le programme économique du FN, lundi 29 avril, même si elle ne s'est pas accompagnée d'une consigne de vote explicite en faveur de Jacques Chirac, semble avoir délié quelques langues. La CGPME et l'Union professionnelle artisanale (UPA) avaient, peu avant, également affirmé leur « attachement aux valeurs républicaines ».

C'est en ordre dispersé que les patrons prennent maintenant position. Vendredi 26 avril sur LCI, Maurice Lévy, PDG de Publicis, estimait que « le patronat devrait prendre une position très claire en appelant à voter Chirac ». Il a été partiellement entendu. Lundi 29 avril, Michel Pébereau, PDG de BNP Paribas, a déclaré à l'AFP : « Jacques Chirac est le seul candidat présent au 2<sup>e</sup> tour à représenter les valeurs de liberté, de respect et de démocratie qui sont le fondement de notre société. Je voterai pour lui. (...) Aucune forme de racisme ne doit être tolérée. En outre, les attaques du Front national contre l'Europe sont absurdes et inacceptables. » Le même jour, Patrick Kron, président du groupe Imerys, tirait à boulets rouges sur le programme économique de M. Le Pen : le can-

didat frontiste « s'appuie sur des idées extrémistes et nauséabondes. (...) Le FN a une approche réductrice de la gestion des finances de l'Etat : qu'il y ait des gaspillages, c'est probable ; qu'ils cesseraient avec l'extrême droite au pouvoir est totalement absurde ». Et de conclure : « Il est essentiel que M. Le Pen ait aussi peu de voix que possible. »

### SOLENNEL

Sans surprise, quelques patrons réputés ou supposés « de gauche », ont accepté de livrer au *Monde* leur analyse ou leur profession de foi républicaine, d'une façon parfois solennelle. « Chacun connaît mon parcours professionnel et politique, qui s'est toujours inscrit dans le cadre des valeurs républicaines et qui place les droits de l'homme au centre de ses exigences, déclare François Roussely, président d'EDF. Fils d'un chef de district d'EDF et d'une institutrice, j'ai été élevé dans le respect de la démocratie et de la tolérance. Le sens de mon action est de maintenir et de développer les services publics garantissant l'égal accès de tous, par la mobilisation permanente de leurs personnels autour de ces valeurs. Aussi, je voterai Jacques Chirac. » Jean Peyrelevade, président du Crédit lyonnais, ne laisse pas non plus de place au doute : « Oui, je voterai Jacques Chirac. Je sors de ma réserve parce que l'on se trouve



face à une situation exceptionnelle. Le programme de Jean-Marie Le Pen est un modèle de régression à tous égards. Sa victoire serait une catastrophe absolue pour le pays », mais il juge urgent que « le monde politique arrête d'être autiste ».

« Je suis naturellement un homme de gauche, dit Gérard Andreck, directeur général de la Macif. La

tradition à la Macif est de vivre personnellement ses engagements, mais la situation exceptionnelle de ce premier tour m'oblige à sortir de mon devoir de réserve. Je voterai pour Jacques Chirac. » Pierre Richard, administrateur délégué du groupe financier franco-belge Dexia, ne cache pas qu'il votera de la même manière. Mais dans *Les*

*Echos*, le 29 avril, il met le président en garde : « L'Etat centralisé n'a pas su prendre, depuis plus de vingt ans, la juste mesure des préoccupations des Français. » Avant le premier tour, il avait envoyé, avec plus d'une soixantaine de responsables économiques et politiques, une adresse aux candidats en leur demandant de prendre position sur la réforme de l'Etat. M. Le Pen n'y a pas répondu.

Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, réputé être un patron de droite, ne surprend pas en affirmant au *Monde* : « Je voterai Jacques Chirac par conviction personnelle », mais il tient à ajouter : « J'espère que son élection sera la plus large possible pour barrer l'extrême droite. » Plus neutre politiquement, Jean-Philippe Thierry, président des AGF (groupe Allianz), est explicite : « Il est de mon devoir, en tant que citoyen, de faire barrage à l'extrême droite. Par ailleurs, il faudra ensuite éviter une deuxième cohabitation pour engager les réformes dont le pays a besoin ». Comme lui ou comme François Pinault, proche de M. Chirac, nombreux sont les patrons qui craignent un blocage institutionnel.

Pour ne pas mêler politique et vie de l'entreprise, ou pour ne pas heurter ceux de leurs salariés, clients ou actionnaires qui voteraient FN, d'autres ne se prononcent pas publiquement. « Faire un

front des patrons anti-Le Pen serait contre-productif », estime aussi l'un d'entre eux, qui craint de « légitimer le discours anti-establishment du FN ». Gérard Mestrallet, président du directoire du groupe Suez, Jean-Luc et Arnaud Lagardère, Henri Lachmann, PDG de Schneider et proche de M. Chirac, Daniel Lebègue, directeur général de la Caisse des dépôts, ne font pas mystère de leur vote pour M. Chirac. Nicolas de Tavernost, président du directoire de M6, estime avoir, en tant que patron de chaîne de télévision une « obligation de réserve », mais « s'il y avait eu un collectif des patrons de médias, je n'aurais pas hésité à signer », affirme-t-il au *Monde*.

D'autres utilisent la communication de leur groupe pour faire passer des messages : la Fnac a affiché dans ses magasins des extraits du programme culturel du FN sous le titre « Attention, ces idées sont dangereuses », en appelant à voter le 5 mai. Quant à Danone, son patron Franck Riboud n'est pas mécontent de la résonance – fortuite – prise par la campagne de lancement de sa nouvelle crème Danette avec des enfants blancs et noirs.

Si certains grands patrons ont refusé de prendre position, aucun de ceux interrogés par *Le Monde* n'a exprimé de soutien à M. Le Pen.

Service Entreprises

VERBATIM

### « M. Chirac doit redonner de l'espoir »

**VOICI** ce que nous a déclaré François Pinault, président du directoire d'Artémis, holding de tête du groupe Pinault-Printemps-Redoute :

« Je connais Jacques Chirac depuis vingt-cinq ans. Je sais son attachement aux valeurs républicaines et son refus constant et viscéral de toute compromission avec l'extrême droite. Il n'a jamais transigé en dépit des pressions venant de son propre camp, je l'ai vu, et du coût politique de cette attitude. C'est une des raisons principales de l'estime et de l'affection que je lui porte. Jacques Chirac se trouve en situation aujourd'hui de défendre la République, il le fera. »

La première bataille à gagner est celle de dimanche. Ensuite, le défi à relever pour ceux qui seront aux affaires s'annonce considérable. Les décisions ne seront pas faciles à prendre. Il ne s'agira pas de faire plaisir à un camp contre l'autre ou de se contenter de quelques réformes. Il faudra le même courage et

la même vision qu'au général de Gaulle en 1958 et à Jacques Chaban-Delmas en 1969. Jacques Chirac a cinq ans pour bouger la France et la remettre daplomb : s'il ne pouvait le faire, l'avertissement pourrait se transformer en sanction encore plus sévère pour la classe politique.

On peut, bien sûr, considérer que le résultat du premier tour est un accident de la cohabitation. Il est bien plus que cela. C'est le cri de détresse de bon nombre de Français dans la difficulté. Il n'y a pas 20 % de fascistes dans ce pays, mais il y a un rejet violent, une haine de la classe dirigeante, des têtes connues, de la part des plus démunis dans les campagnes, les milieux ouvriers, les banlieues. La fracture sociale dont Jacques Chirac avait souligné le danger en 1995 n'a pas été réduite. Il y a une grande peur en France de l'ouverture, de la mondialisation – parfois à juste raison –, de l'insécurité, de l'avenir. Jacques Chirac doit redonner de la confiance et de l'espoir. »

### M. Le Pen séduit surtout les PME

**CERTAINS** petits patrons affichent leur préférence politique pour le Front national. Mais, dès qu'il s'agit de mettre en rapport leur activité commerciale et leur engagement, ils hésitent à parler : « J'essaie de cloisonner », dit l'un. « Je ne souhaite pas être cité », dit un autre, qui a peur des « préjugés », suggérant que soutenir Jean-Marie Le Pen serait une mauvaise publicité pour l'entreprise.

Ces directeurs de PME ne se sentent pas représentés. Tous ont été convaincus par le programme économique du FN. « Mon engagement remonte à 1984, raconte ce patron d'une entreprise de tonnellerie. C'est le côté fiscal et la baisse des charges qui m'ont d'abord attiré. » Et de citer les pays où les impôts sont moins élevés, Etats-Unis entre autres. Pour lui, « c'est à l'Etat de faire une cure d'amaigrissement ». Des économies radicales seraient possibles en supprimant, par exemple, nombre de postes de fonctionnaires, « parce qu'ils ne produisent rien », estime une militante du FN. « L'artisan, lui, il travaille avec ses mains », résume un ancien artisan de l'Yonne.

« Au premier rang des décisions

qui écrasent les petits patrons, il y a les 35 heures. J'ai perdu quinze points de rentabilité », explique un concessionnaire automobile. Son entreprise emploie 120 personnes. Ses opinions politiques ne sont selon lui pas source de tension dans sa société. « J'ai une assistante tunisienne », se défend-il. Mais il reconnaît avoir parfois avec elle « des débats houleux ».

### PRÉFÉRENCE NATIONALE

En ce qui concerne la préférence nationale, aucun ne s'avoue xénophobe. « Si j'ai le choix entre un bon Indien et un mauvais Français, je choisis l'Indien », explique un conseiller en gestion. Pour un autre, « c'est comme ça dans tous les pays du monde : on emploie d'abord les nationaux et ensuite on va voir à l'étranger ». Tous ces patrons d'entreprise jugent aussi parfaitement viable la sortie de l'Union européenne et la fermeture des frontières. « Les gens à l'étranger achètent parce qu'ils sont obligés, parce qu'ils ne trouvent pas la même chose chez eux », dit le patron de la PME de tonnellerie.

Nicolas Barotte

## Indifférents, les marchés pensent que l'élection est jouée

Les économistes s'accordent à penser que l'euro a permis d'éviter une grave crise de changes

**CONTRAIREMENT** à ce qui aurait pu arriver dans le passé, les marchés financiers n'ont pas été déstabilisés par les résultats du premier tour de l'élection présidentielle française. L'euro, qui a légèrement baissé au lendemain du constat de la montée de l'extrême droite en France, a effacé ses pertes au cours des séances suivantes. Une fois l'effet de surprise passé, la monnaie unique s'est même sensiblement raffermissée grâce aux incertitudes concernant l'économie américaine pour retrouver ses plus hauts niveaux depuis six mois – l'euro s'échangeait à 0,9067 dollar jeudi 2 mai au matin.

Le 22 avril, la séance du CAC 40 à la Bourse de Paris s'est soldée par un net repli, de 1,02 %, que les professionnels expliquaient plus par le recul des actions des entreprises technologiques et télécoms que par les résultats électoraux. Seuls mouvements que les professionnels relient de près ou de loin aux événements politiques : une baisse régulière des volumes de transaction sur les valeurs françaises depuis l'élection, et surtout un écart qui s'est accentué entre les taux à long terme de la France et de l'Allemagne. La différence de taux entre les emprunts d'Etat français et allemands est passée de 0,08 % à 0,10 % en une semaine, ce qui, pour les experts signifie que les investisseurs se méfient quelque peu du marché français.

### STRATÉGIE INCHANGÉE

A quelques rares exceptions, les marchés ont donc repris en quelques jours leurs habitudes, en fixant leurs orientations de placement au gré de l'actualité macroéconomique et financière. « Rien de changé dans notre stratégie », indiquait au lendemain de l'élection Alain Sueur, responsable de la stratégie chez CIC Asset Management.

Bon nombre de professionnels ont, comme le commissaire européen Pascal Lamy, expliqué cette relativement bonne tenue des marchés financiers, et surtout de la devise, par l'existence même d'une union monétaire. « L'euro a protégé la France du score de M. Le Pen au premier tour de la présidentielle », a déclaré M. Lamy, lundi 29 avril, dans un entretien sur France Inter. « S'il n'y avait pas eu l'euro, si le franc était resté la mon-

naie française, le franc aurait décroché de 20 %, de 30 %, de 40 %, ce qui se serait traduit par plus d'inflation et des « emplois en moins ».

En fait, c'est l'incertitude que les marchés n'apprécient pas. Aussi, même si la poussée de l'extrême droite n'a pas laissé de marbre les économistes et les analystes – « Le cauchemar électoral français », et « La douche froide », tiraient respectivement les études des économistes Stéphane Déo d'UBS Warburg et David Naudé, de la Deutsche Bank –, ils pensent que la victoire de Jacques Chirac est quasi assurée. « La seule bonne nouvelle,

au sens strict, après le premier tour de l'élection présidentielle est que nous savons déjà qui sera le prochain président », écrivait M. Naudé. « L'issue du second tour ne semblant pas devoir réserver de surprise (élection de M. Chirac), estimaient les économistes du courtier Global Equities, le véritable enjeu porte sur les législatives et les accords de désistement RPR-FN qui détermineront une éventuelle nouvelle cohabitation avec la gauche. » Ne voulant pas accorder de crédit à l'hypothèse d'une victoire de M. Le Pen, rares sont les économistes à s'être penchés sur son programme électoral.

L'enthousiasme que les marchés avaient autrefois pour les événements électoraux a donc disparu, de même que les paris qui faisaient les opérateurs. Cela n'empêche pas des analystes de conseiller des stratégies ponctuelles d'investissement. Ceux de Dexia Securities recommandent d'acheter un produit spéculatif, comme une option de vente (« put ») sur le CAC 40 arrivant à échéance en mai, « afin de se protéger d'un score supérieur aux sondages du candidat Le Pen dimanche prochain ».

Cécile Prudhomme

## CAMIF

Société anonyme coopérative à capital et personnel variables  
Siège Social : Trévins de Chauray - 79045 NIORT CEDEX 9 - RCS NIORT : B 775 709 363

L'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire des sociétaires qui s'est tenue au siège social sur première convocation le 03 mai 2002 n'ayant pu valablement délibérer faute de quorum, les sociétaires de la société CAMIF sont convoqués en nouvelle Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire, au Corum Esplanade Charles de Gaulle 34000 Montpellier, le 18 mai 2002 à 8 heures 30 à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

### Résolutions proposées par le Conseil d'Administration Statuant en matière Ordinaire

- Approbation du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Mixte 2001,
- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001 et sur les comptes consolidés,
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du nouveau code de commerce,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2001,
- Quitus aux Administrateurs et aux Commissaires aux comptes, de l'exécution de leurs mandats,
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2001,
- Constatation de la variation du capital à la clôture dudit exercice,
- Approbation des conventions visées à l'article L.225-38 du nouveau code de commerce,
- Affectation du résultat,
- Renouvellement de mandats d'administrateurs,
- Nomination d'un administrateur.

### Statuant en matière Extraordinaire

- Extension de l'objet social,
- Modification de l'article 6 des statuts,
- Modification corrélatrice des statuts,
- Pouvoirs pour les formalités.

### Résolutions proposées par le Comité d'entreprise

Les sociétaires peuvent assister à l'assemblée, sur simple justification de leur identité, dès lors que leurs titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte au jour de la date de la réunion.

Des procurations sont à la disposition des sociétaires soit à la délégation CAMIF-MAIF, soit au siège social de la coopérative.

Des formulaires de vote par correspondance ont été adressés par courrier individuel à tous les sociétaires, préalablement à la parution des présentes.

Toutefois, en cas de perte de ce document, les sociétaires qui désireraient voter par correspondance pourraient se procurer soit à la délégation CAMIF-MAIF, soit au siège social, le formulaire et ses annexes. La demande se fait par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle doit parvenir à la société six jours au moins avant la date prévue de l'assemblée. Les votes par correspondance ne seront pris en compte que si les formulaires, dûment remplis, parviennent à la société trois jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



## Le nouveau Hewlett-Packard sera lancé le 7 mai, après le feu vert définitif au rachat de Compaq

Débuté par la justice, Walter Hewlett, le principal opposant, s'est rallié à l'opération. Dans le cadre de la fusion, la direction de l'entreprise veut supprimer 15 000 emplois

**LA NOUVELLE** société Hewlett-Packard (HP), née de la fusion avec Compaq, verra officiellement le jour lundi 7 mai. Après huit mois de procédures boursières et judiciaires, la justice américaine a débouté, mardi 30 avril, Walter Hewlett, l'un des fils du fondateur, de sa dernière action judiciaire contre le vote de l'assemblée générale du 19 mars.

Le principal opposant de Carly Fiorina, la PDG de Hewlett-Packard, affirmait que la direction de l'entreprise avait fait pression sur certains des gros actionnaires institutionnels, comme la Deutsche Bank, pour obtenir leurs voix. Le juge du Delaware William Chandler a estimé que M. Hewlett n'apportait pas de preuves de son accusation tout en reconnaissant « l'existence de possible conflit d'intérêt entre les activités commerciales de la banque et ses activités de gestion d'actifs », une référence directe au débat en cours à Wall Street sur les conflits d'intérêt au sein des banques (Le Monde du 30 avril).

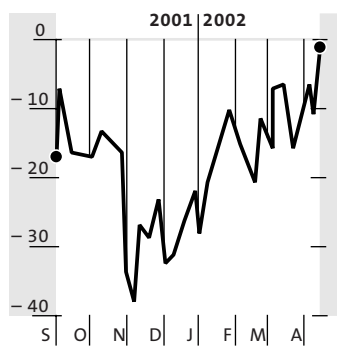
Reconnaissant sa défaite, M. Hewlett a immédiatement rallié le camp adverse. « Je ferai maintenant tout ce qui est possible pour soutenir la réussite de l'acquisition par HP de Compaq et j'encourage tous ceux qui ont partagé mes vues ces derniers mois à faire de même », a-t-il déclaré. Comptenu de la violence de son opposition à l'opération, il est peu probable que ce ralliement ultime lui permette de conserver son fauteuil au sein du conseil d'administration de la nouvelle société, dont les deux familles Hewlett et Packard détendront ensemble environ 12 % (contre 18 % de l'ancien HP).

### LES RÉSULTATS DÉFINITIFS

Quelques heures après la décision de justice, IVS Associates, la société chargée du contrôle des opérations de vote de l'assemblée générale, a choisi d'annoncer, mercredi 1<sup>er</sup> mai, les résultats définitifs de l'assemblée générale du 19 mars. L'opération de fusion avec Compaq – qui se traduit par le

### 8 MOIS POUR CONVAINCRE

Ecart entre le cours de l'action Compaq et le prix proposé par Hewlett-Packard, en pourcentage



Au plus fort de la contestation de la fusion, l'action Compaq offrait une décote de 40 % par rapport au prix offert par HP. Source : Bloomberg

rachat pour 18,4 milliards de dollars (20,3 milliards d'euros) de l'ex-numéro 1 mondial des PC – a rallié 51,4 % des voix, donc aussi 48,6 % d'opposants.

Dans la foulée, Carly Fiorina a pu lancer la nouvelle société, sur laquelle travaille 600 personnes depuis de longs mois. Les difficultés ne font que commencer, même si les équipes sont préparées. Webb McKinney, responsable de l'intégration, avait déclaré au Monde, avant même de connaître l'issue de l'offre, que le 7 mai « tout sera prêt : les unités opérationnelles, notre nouvelle gamme de produits, le calendrier des lancements, les res-

ponsables de filiales. Je ne peux encore vous dévoiler l'utilisation respective des marques Hewlett-Packard et Compaq, bien que les décisions aient été prises. Ensuite, nous resterons en place pendant au moins un an pour déclinier la nouvelle organisation à tous les échelons. » On connaîtra le 7 mai le nom de la nouvelle marque du groupe pour chaque ligne de produits.

Pour réussir financièrement cette opération à haut risque – rapprocher deux groupes très semblables, dans une industrie mature – de fortes réductions de coûts sont attendues. Le groupe a promis 2,5 milliards de dollars d'économies annuelles et a prévu 15 000 suppressions d'emplois à travers le monde. « Pour la France [5 000 salariés pour Hewlett-Packard, 1 450 pour Compaq], nous devons étudier, comme partout, les mesures à prendre », avait prévenu M. McKinney. Pour les 2 440 salariés du site HP d'Eybens (Isère), près de Grenoble, qui abrite le centre de conception mondial des PC professionnels, l'avenir est lourd de menaces. Déjà frappés par un plan social en septembre 2001, avec la suppression de 208 emplois, ils craignent la mise en cause de 500 à 600 postes sur un total de 2 500 emplois aujourd'hui (Le Monde du 27 avril). A l'Isle-d'Abau, dans le nord de l'Isère, une unité de production (500 salariés sur les 900 du site) a déjà été cédée au sous-traitant californien Sanmina-SCI.

Christophe Jakubyszyn

## Débâcle humaine et boursière chez Sun

Ed Zander, directeur général adjoint du fabricant d'équipements de réseaux informatiques Sun, a annoncé sa démission, mercredi 1<sup>er</sup> mai. C'est le quatrième membre de l'équipe de direction à quitter le groupe en quinze jours, après le départ du directeur de la division systèmes informatiques, celui de la division services aux entreprises et celui du directeur financier. A cette annonce, le titre a chuté de 15 % mercredi, alors qu'il avait déjà dégringolé de près de 80 % depuis son pic de septembre 2000.

Le PDG de Sun, Scott McNealy, se retrouve isolé au moment où l'entreprise, icône de la Silicon Valley des années 1990, traverse une passe délicate, confrontée au ralentissement de la demande informatique et au durcissement de la concurrence, notamment de la part d'IBM, Microsoft, Intel et Dell.

## La reprise d'Yves Saint Laurent Couture par Patrice Bouygues piétine

**LA VENTE** de la maison Yves Saint Laurent Haute Couture (YSLHC) à l'industriel Patrice Bouygues n'est toujours pas bouclée. Mardi 30 avril, un comité central d'entreprise devait examiner le projet de transfert des ateliers de leur propriétaire actuel Artémis (la holding de François Pinault) vers SLPB, la société de M. Bouygues. Mais le projet rencontre une forte réticence des 150 salariés et de leur syndicat. « Le personnel estime ne disposer que d'informations contradictoires », indique un membre de la CGT de la couture parisienne. Le projet n'est pas viable en l'état. Les salariés auraient préféré être repris par Gucci. »

C'est l'interrogation qui circule dans les milieux de la couture : comment la SLPB va-t-elle pouvoir rentabiliser une entreprise structurellement déficitaire (12 millions d'euros annuels de pertes), alors même qu'elle bénéficiait d'une marque prestigieuse ? M. Bouygues ne reprend que les ateliers de l'avenue Marceau (Paris, 8<sup>e</sup>) et les « petites mains ». La marque reste la propriété exclusive de l'italien Gucci et la haute couture d'Yves Saint Laurent s'est arrêtée lors du départ du couturier, en janvier. « Je suis le seul à avoir fait une offre de reprise. Je pense aboutir à la mi-mai », rappelle M. Bouygues (qui n'a aucun lien avec le groupe du même nom).

Cet ingénieur des Arts et Métiers de 48 ans, ancien haut fonctionnaire au ministère des transports, n'est pas un inconnu dans le monde de la mode. SLPB fabrique à façon du prêt-à-porter de luxe. « Nous fournissons déjà l'avenue Montaigne et le Faubourg-Saint-Honoré », lâche-t-il.

L'homme est entré dans le textile par la petite

porte, en reprenant des PME sans successeur : de la lingerie dans la Manche, de la broderie dans la Mayenne, des équipes rompues aux collections dans le Loiret. « J'ai multiplié les ateliers pour prendre pied chez les clients, avec l'idée, plus tard, de proposer de multiples services. Le luxe, début 1990, n'était pas très organisé. » En 2000, SLPB développe ses propres marques : dans la lingerie, il lance deux stylistes, Vanina Vespérini et Sabrina Nadal ; dans les robes de mariée, il accueille Célestina Agostino. En 2001, il a racheté la Châtelaine, maison parisienne spécialisée dans le trousseau de naissance, la mode enfantine et le linge de table. En 2002, onze ans après sa création, SLPB réalise un chiffre d'affaires de 23 millions d'euros et emploie 550 personnes.

### POOL DE CRÉATEURS

M. Bouygues se propose de mettre les ateliers YSLHC, baptisés Prestige et Haute Couture, au service des autres maisons de haute couture. Il rêve aussi d'en faire une maison de couture multimarque. « Depuis les années 1980, nous n'avons pas vu l'émergence de grands couturiers, alors qu'il existe un vivier de jeunes très créatifs. Il leur manque pour réussir des ateliers, un service de licences, des attachés de presse et des salons de vente : toutes choses que j'ai trouvées avenue Marceau. » Il propose à cinq jeunes « confirmés » d'entrer dans sa maison pour y développer leur propre marque. Trois d'entre eux, dit-il, sont sur le point de signer. Dès l'automne, ils seront lancés dans le prêt-à-porter, grâce aux ateliers de SLPB. « Dans les mois qui suivent, ils bénéficieront du service licences », assure l'homme qui entrera,

à titre personnel, dans le capital de ses poulaillers.

« Nous demandons à chacun 15 à 20 modèles de haute couture par saison, au lieu de 80 chez YSL Couture. Ils auront ainsi du temps pour faire de la couture, en dehors du calendrier des défilés », souligne M. Bouygues, qui croit en l'existence d'un créneau inoccupé « entre le prêt-à-porter de luxe, très uniformisé, et la haute couture, très chère ». En 2006, l'industriel ouvrira des boutiques multimarque pour son pool de créateurs. « Depuis Jean Paul Gaultier et Thierry Mugler, il y a vingt ans, il ne s'est rien passé. La période est propice pour les nouveaux talents. »

Une stratégie qui laisse sceptiques les syndicats et les observateurs. « Il est astucieux de transformer les ateliers d'YSL en cotraitant de la haute couture, souligne l'un d'eux. Nos maisons n'ont jamais assez de petites mains au moment des coups de feu. Pour le reste, il devra encore convaincre... » M. Bouygues n'a pas laissé le meilleur souvenir dans son ancienne usine de Nosocoba, à Bar-le-Duc (Meuse), spécialisée dans le prêt-à-porter de luxe et vendue en mars. « C'est une Tapie de la mode, indique la déléguée syndicale. Il ne connaît pas le dialogue et nous a vendus sans tambour ni trompette. » La reprise d'YSLHC devrait se faire officiellement pour un euro symbolique. Mais, selon les syndicats, M. Pinault aurait proposé de verser à SLPB 4 millions d'euros pour lui permettre de passer le cap de la première année. Ce qui fait dire à la CGT que « M. Pinault cherche à externaliser son plan social ».

Véronique Lorelle

## La banque espagnole SCH supprime 11 000 emplois

Les deux principaux groupes financiers du pays sont dans la tourmente

### MADRID

de notre correspondante

Les grandes banques espagnoles traversent une mauvaise passe. Le Banco Bilbao Viscaya Argentaria (BBVA) est depuis plusieurs semaines au centre d'une tourmente judiciaire destinée à clarifier ses comptes secrets dans des paradis fiscaux, ce qui conduira le juge Baltasar Garçon à interroger, lundi

6 mai, en tant que témoin le secrétaire d'Etat aux finances, Estanislao Rodríguez-Ponga (Le Monde du 27 avril). Mais l'autre grand groupe bancaire espagnol, le Santander Central Hispano (SCH), n'est pas en meilleure forme. Il a annoncé, mardi 30 avril, par la bouche de son directeur général, Alfredo Sanz, qu'il allait supprimer plus de 11 000 emplois en 2002, en partie en raison de l'harmonisation technologique en cours des diverses composantes du groupe bancaire, mais surtout en raison du manque à gagner engendré par la crise argentine et par le contexte économique incertain.

Ces suppressions d'emplois représenteraient 10 % des effectifs globaux de la banque. Elles se feraient surtout au moyen de mises à la retraite anticipées et de départs négociés. La banque espère pouvoir économiser entre 300 millions et 400 millions d'euros par an. En Espagne, où le SCH compte 45 210 salariés, 3 000

d'entre eux pourraient être concernés tandis que dans le reste du monde, surtout en Amérique latine, déjà touchée par les réductions d'emplois en 2001, notamment au Brésil, la banque se séparera de 5 000 salariés sur 48 900. La réduction des coûts amorcée en 1999 lors de la fusion de Banco Santander et de Banco Central Hispano qui a donné naissance au SCH, s'était déjà traduite par la suppression de plusieurs milliers d'emplois, dont 15 000 en 2001.

### CRISE ARGENTINE

Principale responsable des mesures drastiques annoncées mardi : l'interminable crise argentine. Les résultats du premier trimestre 2002, rendus publics cette semaine, font apparaître un bénéfice net plus que stagnant car, avec 670,5 millions d'euros de bénéfice, le SCH fait à peine mieux de 0,34 % qu'au premier trimestre 2001. Or le bénéfice aurait dû être huit à neuf fois supérieur, si sa filia-

le argentine, le Banco Rio de la Plata (4 500 salariés et 1 million de clients) n'avait pas, entre autres, nécessité de nouvelles provisions pour supporter la crise.

M. Sanz, lors d'une discussion avec des analystes à Londres, a précisé que « le Banco Rio n'avait de quoi subsister que jusqu'à la fin juillet ou le début d'août ». Et cédant, semble-t-il, à un mouvement d'humeur, le directeur général du SCH, expliquant qu'il aimerait voir la situation se stabiliser de manière satisfaisante, ajoutait : « Il n'est pas question de rajouter un sou de plus ». Déclarations qui ont alarmé les autorités argentines, qui craignent que le SCH n'envisage sérieusement la fermeture de sa filiale locale avec les prévisibles conséquences que cela ne manquerait pas d'entraîner, et qui ont une nouvelle fois réclamé aux banquiers étrangers une attitude « solidaire et responsable ».

Marie-Claude Decamps

## Le PDG de WorldCom est contraint de démissionner

Il incarnait l'âge d'or des télécommunications

**UNE PAGE** de l'histoire des télécommunications vient d'être tournée. Mardi 30 avril, Bernie Ebbers, le patron emblématique de l'opérateur américain WorldCom, a été contraint à la démission. La crise financière que traverse l'entreprise, si aiguë qu'une faillite n'est pas exclue, lui a été fatale. Alors que le syndrome Enron plane sur cet opérateur dont les pratiques comptables font l'objet d'une enquête des autorités boursières américaines (SEC), les membres du conseil d'administration ont obtenu le départ du PDG, et choisi pour le remplacer le numéro deux, John Sidgmore. Celui-ci a immédiatement dit qu'il s'engageait à réduire la dette et a démenti les rumeurs de mise en faillite ou de vente de l'entreprise.

Surnommé le cow-boy des télécommunications, en raison de ses tenues vestimentaires et de son esprit pionnier, M. Ebbers, 60 ans, incarne à lui seul la période spéculative qui a secoué ce marché. Jouant de la déréglementation et de l'entrée en scène d'Internet, ce Canadien a construit une société atypique. Entré par la petite porte, avec la création en 1983 d'une activité de revente de minutes téléphoniques, il s'est très vite engagé dans une politique de croissance par acquisitions. Une stratégie qui s'est trouvée confortée par l'appétit des investisseurs pour les titres liés aux télécoms et à Internet. WorldCom a très vite profité d'une valorisation boursière phénoménale pour multiplier les acquisitions par échange d'actions. En 1997, la société s'emparait du

deuxième opérateur de téléphonie longue distance américain, MCI, au nez et à la barbe de son homologue britannique British Telecom. Une consécration pour la société du Mississippi qui se glissait parmi les cinq ou six principaux opérateurs mondiaux. Mais son ultime coup de force, le projet de fusion avec l'américain Sprint en 2000, fut bloqué par les autorités américaine et européenne de la concurrence.

### TITRE EN CHUTE LIBRE

Ce parcours n'a pas manqué de faire des émules. D'autres opérateurs (Qwest, Level3, Williams, Global Crossing...) ont souhaité profiter de la bulle spéculative sans précédent qui entourait les valeurs Internet. Et tous ont montré la fragilité financière de leur entreprise lorsque cette bulle a éclaté. Le « modèle » WorldCom, fondé sur le postulat d'une croissance continue de la valorisation, a été pris en défaut. Le titre est en chute libre depuis deux ans, et l'entreprise qui valait à son plus haut 180 milliards de dollars, n'en vaut guère plus de 10,5 milliards (11,6 milliards d'euros). Les investisseurs s'inquiètent du niveau d'endettement de l'opérateur, qui après ses 75 acquisitions affiche une dette de 30 milliards de dollars. Récemment, la SEC a ouvert une enquête sur les pratiques de l'entreprise. Elle s'interroge surtout sur un prêt de 366 millions de dollars accordé à M. Ebbers pour l'achat d'actions WorldCom et garanti par l'entreprise.

Laurence Girard

## Forte réduction d'effectifs chez Gemplus

**LE FABRICANT** de cartes à puces Gemplus international envisage de supprimer 1 140 emplois, dont 416 en France, soit 17 % de ses effectifs, auxquels s'ajouteront 150 emplois dans la sous-traitance et l'assistance technique. Outre la fermeture de l'unité de Sarcelles (Val d'Oise), ces réductions concernent le siège historique de Gemenos (Bouches-du-Rhône). Ce plan a été confirmé, mardi 30 avril, à l'issue de la publication des résultats du premier trimestre au cours duquel le groupe, dirigé par Ron Mackintosh, a fait état d'une perte nette de 62,5 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 176,5 millions d'euros.

Selon lui, la restructuration en cours devrait permettre d'économiser 50 millions d'euros en 2002, puis 100 millions d'euros l'année suivante. A la fermeture de la Bourse, mardi, le titre, qui a été divisé par trois depuis son introduction en décembre 2000, a de nouveau chuté de 6,5 %.

### INDUSTRIE

■ **IG METALL : le syndicat allemand de la métallurgie a confirmé, mercredi 1<sup>er</sup> mai, l'appel à la grève à partir du lundi 6 mai** après l'échec des négociations salariales. Ses dirigeants demandent des augmentations supérieures aux 3,6 % acceptés dans la chimie. Cette action a été approuvée, à l'issue d'un référendum, par 85 % des métallurgistes des régions du Bad-Württemberg et de Berlin.

■ **SODIE : la Société centrale d'équipement du territoire (SCET), filiale du groupe Caisse des dépôts, envisage, selon Les Echos du jeudi 2 mai, de prendre le contrôle de la Sodie, la société d'aide à la reconversion créée par Usinor (Arcelor), dont les missions pour le groupe sidérurgique ne représentent plus que 20 % de son activité. La Sodie emploie 230 personnes pour un chiffre d'affaires de plus de 3,4 millions d'euros.**

### SERVICES

■ **LA POSTE : Georges Lefebvre, 49 ans, directeur des ressources humaines du groupe a été nommé, mardi, directeur général de La Poste par Martin Vial, son président. Cette nomination s'accompagne d'une réorganisation « resserrée » de la hiérarchie et des unités de direction.**

### FINANCES

■ **EQUITABLE LIFE : la compagnie d'assurance-vie britannique a révélé, mercredi, avoir versé une prime de 30 000 livres (45 508 euros) à son directeur général Charles Thomson en 2001, l'année où elle a quasiment fait faillite. « Il n'y a pas de justification qui tienne pour une quelconque prime au cours d'une année où des millions de souscripteurs ont connu en moyenne une chute de 25 % de la valeur de leurs polices », s'est étonné Paul Braithwaite, porte-parole des souscripteurs d'Equitable Life.**

■ **DOLLAR : le secrétaire américain au Trésor Paul O'Neill a reconnu, mercredi devant le Sénat, qu'il comprenait « les difficultés créées » par un dollar fort sur certaines industries américaines, mais il a estimé que les pertes provoquées par la concurrence étrangère étaient « un moindre mal » pour l'économie.**

■ **HYNIX : après près de six mois de négociations houleuses, le conseil d'administration du coréen Hynix, numéro trois mondial des mémoires DRAM, a rejeté mardi à l'unanimité, et ainsi rendu caduc, un protocole d'accord sur la cession de sa division mémoires au numéro deux mondial, l'américain Micron. L'allemand Infineon a répété ne pas être intéressé par les activités mémoires de son concurrent sud-coréen en difficulté.**





# Les atteintes à la liberté de la presse se sont accrues en 2001

Reporters sans frontières publie un rapport alarmant : la répression à l'encontre des médias gagne du terrain dans de nombreux pays, même dans les démocraties, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, notamment en Italie et en Autriche

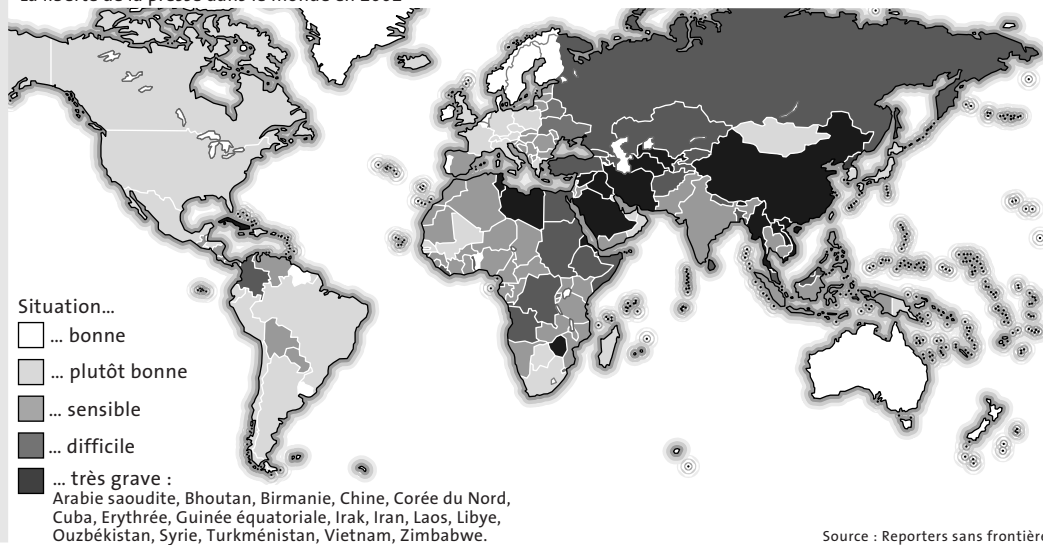
**SUR** tous les continents, l'exercice du métier de journaliste a subi de rudes attaques au cours de l'année 2001. Selon le rapport sur la liberté de la presse dans le monde, publié jeudi 2 mai par l'organisation internationale Reporters sans frontières (RSF), la situation s'est nettement dégradée.

En 2001, 31 journalistes ont été tués, que ce soit dans des zones de combat ou parce qu'ils ont été délibérément abattus pour avoir mené des enquêtes ou publié des articles sur des sujets sensibles. Ils étaient 32 en 2000. Les interpellations de journalistes (489) sont en progression de 50 % par rapport à 2000 ; les menaces et agressions ont augmenté de 40 % (716 cas recensés) tandis que les actes de censure à l'encontre des médias ont crû de 28 % (378 situations signalées). Le rapport de RSF indique que « de plus en plus de journalistes sont derrière les barreaux pour avoir dénoncé une malversation, critiqué la gestion d'un responsable, ou encore exprimé des inquiétudes de quelque nature qu'elles soient, bref pour avoir fait leur métier ». Le nombre des embastillés s'élevait à 110, fin 2001, contre 74 un an auparavant.

RSF souligne que près du tiers des habitants de la planète vivent encore dans des pays où la liberté de la presse n'est purement et simplement pas reconnue. Dans ce

## UN TIERS DES HABITANTS DE LA PLANÈTE PRIVÉ DE PRESSE LIBRE

La liberté de la presse dans le monde en 2002



rapport très volumineux (de 700 pages), 150 pays sont épinglés. Même si la Chine connaît une libéralisation économique sans précédent, la presse n'en reste pas moins sous la férule des dirigeants du Parti communiste. Malgré son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'obtention des Jeux olympiques de 2008, le régime de Pékin a, selon ce rapport, plus que jamais « la voie libre pour poursuivre son occupation du

Tibet et réprimer groupes religieux, mouvements d'opposition et minorités ethniques contestataires ». A l'instar des pays communistes, bon nombre de gouvernements exercent un contrôle absolu sur l'information, qu'il s'agisse de régimes à parti unique comme la Syrie ou l'Irak, de dictatures militaires comme la Birmanie ou de monarchies comme en Arabie saoudite.

Bon nombre de pays donnent, selon RSF, l'illusion de pays démocratiques, mais il ne s'agit souvent que de « décors en carton-pâte ». C'est le cas de la Tunisie « où le régime policier du président Ben Ali contrôle d'une main de fer les médias privés et publics, exerce une répression tous azimuts et se pose en victime à chaque fois qu'il est mis en accusation ». Certains pays légalisent la répression : au Panama, un texte prévoit « des peines de prison pour "diffamation" ou "atteinte à l'honneur" ». Au Guatemala, les journalistes qui auraient une « conduite morale incorrecte en dehors de leurs fonctions » peuvent être radiés de la profession. Dans certains pays africains, la « diffusion de fausses nouvelles » ou d'« injures au chef de l'Etat » est punie de lourdes peines d'emprisonnement. Le rapport note enfin qu'en Colombie, les guérillas d'un côté et les milices paramilitaires de l'autre s'emploient à faire taire les voix qui gênent. Après des années d'amélioration, la répression a fait

un retour en force dans certains pays comme le Bangladesh, l'Erythrée, Haïti, le Népal ou le Zimbabwe. Dans les territoires occupés par l'armée israélienne, plus de 50 journalistes ont été blessés depuis le début de la seconde Intifada.

### LA LÉGISLATION ÉVOLUE

Quelques victoires ont quand même été enregistrées. Après neuf ans d'emprisonnement, le journaliste syrien Nizar Nayyuf a été libéré, et le Birman San San Nweh a pu quitter sa prison à Rangoon. La Birmanie conserve malgré tout le triste privilège, à égalité avec l'Iran, de figurer à la première place du palmarès du nombre de journalistes emprisonnés (18). Certains pays ont fait évoluer leur législation, dans un sens favorable à la liberté de la presse. C'est le cas notamment du Chili ou du Pérou.

Malgré ces initiatives encourageantes, le rapport de RSF note que « les bavures se multiplient » dans les démocraties, en Amérique du Nord, en Asie ou en Europe. Les conséquences des attentats du 11 septembre 2001 n'ont pas fini de se faire sentir aux Etats-Unis et au Canada. Plusieurs textes de loi ont été adoptés pour lutter contre le terrorisme, certaines mesures, comme l'USA Patriot Act, remettant en cause le secret des sources ou renforçant considérablement la surveillance sur Internet. Quitte à fragiliser le principe fondamental de la libre circulation de l'information. « Dans la "guerre engagée contre les forces du mal", l'administration Bush est peu regardante sur les moyens », souligne RSF.

En Italie, où le chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, contrôle les télévisions publiques et privées, la répression des manifestations organisées contre la mondialisation lors du sommet de Gênes,

a fait un mort et de nombreux blessés, dont 19 journalistes. Le rapport dénonce également les assassinats par des groupes armés en Espagne et au Royaume-Uni dans le cadre des conflits basque et irlandais ou encore les concentrations dans la presse écrite et les interventions sur les rédactions de l'audiovisuel public en Autriche. Pour la

### Une Maison des journalistes en exil

Située dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une Maison des journalistes (MDJ), destinée à accueillir des journalistes contraints de fuir leur pays, devrait voir le jour en 2003 à l'initiative d'une association éponyme présidée par l'écrivain Jean Lacouture et le photographe Sebastiao Salgado. Imaginée en 2000 par la journaliste Danièle Ohayon et le réalisateur Philippe Spinou, ce projet est parrainé par les pouvoirs publics, le Fonds européen pour les réfugiés et 15 médias (Paris-Match, Le Monde, TF1, M6...). RSF choisira les journalistes, qui bénéficieront d'un hébergement, de repas, d'une assistance administrative, psychologique et médicale. Vendredi 3 mai, la MDJ devait inaugurer une structure d'urgence à Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour accueillir sept journalistes venant de Biélorussie, du Yémen, du Cameroun, de Gambie et du Congo.

première fois, huit pages sont consacrées aux manquements réguliers au droit d'informer en France, illustrées notamment par des mises en examen et des condamnations des journalistes. Autant de faits qui montrent que le Vieux continent est lui aussi, entraîné dans une spirale inquiétante.

Nicole Vulser

## La 12<sup>e</sup> Journée internationale de la liberté de la presse, vendredi 3 mai

Hormis le rapport annuel de Reporters sans frontières, qui a reçu le soutien financier de Vivendi Universal, plusieurs actions sont prévues :

- **Une exposition.** Elle aura lieu dans le hall de la gare Saint-Lazare à Paris, vendredi 3 mai à 10 heures, et aura pour thème les « 38 prédateurs » de la liberté de la presse.

- **« La collection interdite ».** A travers cette initiative, la Fnac et RSF lancent une collection d'œuvres artistiques et d'ouvrages d'auteurs censurés dans leur pays (à Cuba, en Argentine et en Iran).

- **Un album de photographies.** Un livre de clichés de Yann Arthus-Bertrand, qui sera vendu 6 euros chez les marchands de

journaux et dans les Fnac, permettra de mener des actions en faveur des journalistes emprisonnés et de défendre la liberté de la presse.

- **Une campagne de publicité.** Baptisée « Le chien et le journal », elle a été réalisée par Bruno Aveillan pour l'agence Lowe Alice.

## Reprise en main politique au « South China Morning Post » à Hongkong

C'EST un symbole qui vient de tomber. Le licenciement brutal du journaliste vedette du *South China Morning Post*, Jasper Becker, porte un coup à la couverture de la vie politique chinoise par la presse. Chef du bureau de Pékin du quotidien anglophone de Hongkong, M. Becker, âgé de 45 ans, était probablement le correspondant étranger en poste dans la capitale le plus respecté pour le sérieux de sa culture chinoise, la qualité de ses informations et l'indépendance de ses analyses. Il est notamment l'auteur d'une enquête de référence sur la famine qui a dévasté les campagnes chinoises à la fin des années 1950.

Lundi 29 avril, M. Becker a reçu une lettre de son état-major l'informant de son licenciement pour « insubordination ». En fait, le journaliste britannique n'avait cessé de se plaindre ces derniers mois des manœuvres du rédacteur en chef en charge des pages consacrées à la Chine au siège de Hongkong, Wang Xiangwei, visant à contrôler son travail. Ancien du *China Daily*, le quotidien anglophone officiel de Pékin, M. Wang évitait la publication de tout article susceptible de froisser le régime chinois, se contentant de reproduire les dépêches pour les informations les plus sensibles. Aucun journaliste du *South China Morning Post* n'avait pu enquêter sur les conflits sociaux qui ont envahi récemment le Nord-Est de la Chine.

M. Becker s'est dit « choqué » par son licenciement. A Hongkong, la direction du quotidien a

vivement contesté que son éviction relève d'une opération de reprise en main politique visant à plaire au gouvernement chinois. C'est précisément ce même démenti qui avait été publié après la démission en novembre 2000 de Willy Wo-Lap Lam, chroniqueur très lu des arcanes du Parti communiste et à l'époque et rédacteur en chef en charge des affaires chinoises du quotidien. Tout comme M. Becker, M. Lam exerçait tout son sens critique à l'égard de la vie politique. Il avait été contraint au départ après un conflit avec le magnat sinomalaisien Robert Kwok, principal actionnaire du journal et ami de Pékin. Privé de ses deux plumes vedettes sur la Chine, le *South China Morning Post* n'a plus grand-chose à voir avec la référence qu'il fut à une époque pour la communauté des *China watchers*.

### CRISE DES MÉDIAS EN LANGUE ANGLAISE

Ces difficultés de la presse en langue anglaise en Asie s'ajoutent, depuis le début de l'année, à la fermeture du magazine *Asiaweek*, aux licenciements au *Hong Kong eMail* ou encore à la fusion de l'hebdomadaire *Far Eastern Economic Review* et du quotidien du groupe Down Jones, *Asian Wall Street Journal*. Avant la crise asiatique de 1997 et 1998, personne ne paraissait nourrir d'inquiétude pour l'avenir de ces journaux. Les industriels régionaux avaient commencé à s'intéresser de près aux possibilités de diversification dans les médias, et les grands

groupes de communication internationaux avaient accru leur présence en Asie orientale. Ils avaient notamment racheté des publications locales bien établies (comme *Asiaweek* et *Far Eastern Economic Review*) ou, comme les hebdomadaires *Newsweek*, *Businessweek* et *Time*, étoffé leurs éditions internationales avec des pages asiatiques. Les ventes du *International Herald Tribune* ont ainsi doublé depuis 1996 en Asie orientale. Les publications locales, comme Asia City Publishing, ont diversifié leur offre en lançant des titres de loisirs. Un nombre incalculable de publications financières a vu le jour. D'Asia Inc. à *Finance Asia*, tous ces titres ont pour dénominateurs communs d'être publiés en anglais, basés à Hongkong et diffusés sur toute l'Asie orientale.

D'après de récentes statistiques, le lectorat anglais en Asie orientale aurait augmenté de 30 % depuis dix ans et gagnerait du terrain. Pourtant, la crise touche la plupart des médias en langue anglaise, et résulte, dans une large mesure, d'une diminution des recettes publicitaires et d'une diffusion insuffisante. Les attentats du 11 septembre 2001 ont précipité les choses : nombre de groupes américains avaient alors décidé de se désengager de leurs intérêts asiatiques non rentables.

Frédéric Bobin (à Pékin)  
et Ilaria Maria Sala (à Hongkong)

## Un consortium bancaire est intéressé par les parts de Kirch dans les éditions Axel Springer

### FRANCFORT

de notre correspondant

Après le dépôt de bilan du joyau de son empire, KirchMedia, Leo Kirch pourrait se défaire d'une participation qui lui tient à cœur : les 40 % détenus dans l'un des premiers groupes de presse européens, les éditions Axel Springer. Un accord pourrait être trouvé au profit d'un consortium mené par la Commerzbank, et regroupant la Dresdner et la Landesbank bavaroise, principale créancière du groupe. Friede Springer, veuve du fondateur et actuelle actionnaire majoritaire du groupe (avec 50 % et une action), pourrait en profiter pour augmenter ses parts.

« Un accord n'est pas encore mûr mais le temps presse, car ces 40 % servent de garantie à un prêt de la Deuts-

che Bank qui arrive à échéance le 10 mai », indique une source bancaire. Après cette date, la première banque privée allemande - dont les créances envers Kirch atteignent 615 millions d'euros - est en mesure de se saisir de son patrimoine pour faire valoir ses droits.

### BATAILLE JURIDIQUE

Le consortium serait donc prêt à agir vite, en mettant 1 milliard d'euros sur la table. Selon le quotidien *Handelsblatt*, la Commerzbank financerait 40 % du rachat des parts de Kirch, la Dresdner 30 %, la Landesbank 20 % et M<sup>me</sup> Springer 10 %.

En principe, le consortium n'entrerait en jeu que pour une période limitée. Les 40 % pourraient être placés en Bourse dans un délai de trois ans, ou être à nou-

veau cédés à des « investisseurs stratégiques », issus, par exemple, du monde des médias. M<sup>me</sup> Springer se montre néanmoins prudente à l'égard d'éventuels nouveaux partenaires et la direction de son groupe dispose d'un droit de veto.

Springer et KirchMedia sont par ailleurs à la veille d'une bataille juridique à l'issue incertaine : faute d'avoir obtenu gain de cause sur une somme de 767 millions d'euros réclamée à Kirch en échange de ses parts dans le pôle télévisuel ProSiebenSat.1, le groupe de presse, dont les exigences avaient, en janvier, accéléré la déconfiture de l'ex-empire des médias, va dans les prochains jours saisir les tribunaux pour régler le contentieux.

Philippe Ricard

### DÉPÊCHES

- **TÉLÉVISION : le bouquet numérique hertzien britannique ITV Digital a cessé ses émissions, mercredi 1<sup>er</sup> mai.** 1,26 million d'abonnés ne reçoivent plus leurs programmes payants et près de 900 emplois sont menacés par la faillite d'ITV Digital. - (AFP.)

- **La diffusion du documentaire de Nicholas Fraser « Voyage au bout de la droite »,** mardi, sur Arte, a suscité des remous au sein de la chaîne. Michel Anthonioz, directeur général adjoint, a fait savoir son désaccord au conseil de surveillance du 29 avril face à ce document qui « banalise le Front national et ses adhérents ».

- **INTERNET : le quotidien britannique Financial Times a annoncé, mardi,** que son site Internet ft.com deviendrait payant à partir de mai. Les abonnés verseront entre 120 et 320 euros par an pour consulter les bases de données du site et les archives en ligne. En 2001, le déficit de ft.com a représenté la moitié des pertes des activités Internet de Pearson, propriétaire du *Financial Times*. - (AP.)

- **Le site CanalWeb, spécialisé dans la diffusion de programmes vidéo en ligne,** a été placé, mardi, en liquidation judiciaire. Depuis la création de CanalWeb à la fin 1997, les actionnaires du site, dont Pierre Bergé et Sud-Ouest ont investi 25 millions d'euros. - (AFP.)

- **L'avenir de Vizzavi, le portail Internet de Vivendi Universal, est compromis, a signalé, mardi, le Financial Times.** Selon le quotidien, les pertes accumulées par les activités en ligne du groupe, pourraient conduire « à l'abandon du portail Vizzavi, codétenu avec Vodafone ». Outre le portail, l'annuaire Internet Scoot et le portail iFrance, détenus par Vivendi Universal, seraient aussi sur la sellette.

- **PRESSE : Prisma Presse a annoncé, lundi 29 avril,** avoir décidé de « réduire la fréquence » de sortie de son mensuel *Web magazine*, en raison de « la baisse brutale des investissements publicitaires ».

- **RADIO : le Conseil de la concurrence a enjoint, mardi, le GIE « Sport libre »,** qui regroupe les principales radios généralistes françaises, à suspendre la clause de son contrat empêchant ses membres de conclure individuellement un accord avec RMC Info pour la retransmission des matches de la Coupe du monde de football 2002.



Maintenant l'Argus de la Presse pige aussi l'internet

www.argus-presse.fr



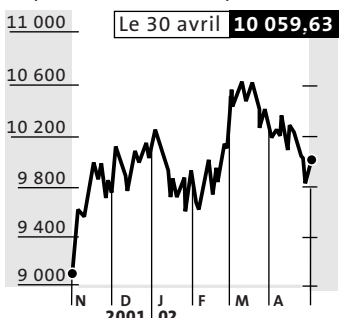
## Le Dow Jones de nouveau au-dessus des 10 000 points

LES MARCHÉS américains ont terminé sur une note mitigée, mercredi 1<sup>er</sup> mai. Principal indicateur de Wall Street, l'indice Dow Jones a réussi à se hisser au-dessus des 10 000 points, après avoir passé deux séances en dessous de ce seuil. Le Dow Jones a ainsi progressé de 1,14 %, mercredi, à 10 059,63 points. Suivi par de nombreux gérants de fonds d'investissement, l'indice Standard & Poor's des 500 premières valeurs américaines s'est inscrit en hausse de 0,89 %, à 1 086,46 points.

Au contraire, l'indice Nasdaq, riche en valeurs de technologie, a terminé la journée en baisse de 0,63 %, à 1 677,53 points. Après le fort recul de la semaine précédente - l'indice Dow Jones avait perdu 3,38 % et le Nasdaq 7,40 % -, certains investisseurs se sont lancés

### INDICE DOW JONES

En points à New York depuis six mois



Source : Bloomberg

dans une « chasse aux bonnes affaires ». Certaines valeurs de télécommunications ont réussi à rebondir. L'action AT & T a progressé de 6,40 %, à 13,96 dollars, et le titre SBC Communications a gagné 5,12 %, à 32,65 dollars. En revanche, le titre du numéro deux mondial des éditeurs de logiciels, Oracle, a chuté de 5,88 %, à 9,45 dollars. Un analyste de la firme de courtage Lehman Brothers a estimé qu'Oracle avait peu de chances de tenir ses prévisions de résultats trimestriels.

En Europe continentale, toutes les places boursières sont restées fermées le 1<sup>er</sup> mai. A Londres, l'indice Footsie a reculé de 0,78 %, à 5 125,50 points, influencé par la relative morosité des marchés américains. L'action de l'opérateur de téléphonie mobile mm02, ancienne filiale de British Telecom, s'est néanmoins appréciée de 2,30 %, à 44,50 pence, à la suite des commentaires positifs d'un analyste de Salomon Smith Barney.

A Tokyo, l'indice Nikkei des 225 premières valeurs japonaises est resté quasiment stable, reculant de 0,02 %, à 11 551,01 points. Les investisseurs ont pris quelques bénéfices, à la veille de quatre jours sans cotation. Les valeurs exportatrices ont souffert de l'appréciation du yen face au dollar : Nissan a perdu 4,12 %, à 953 yens.

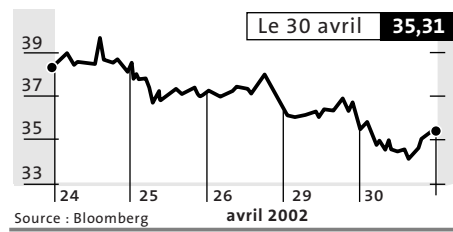
Adrien de Tricornot

## Vivendi Universal, un objet boursier spéculatif

### CHRONIQUE DES MARCHÉS

#### ACTION VIVENDI UNIVERSAL

En euros à Paris



Source : Bloomberg

LES INQUIÉTUDES du marché autour de Vivendi Universal sont toujours aussi vives. La publication d'une perte trimestrielle de 17 milliards d'euros, liée à une dépréciation d'actifs de 17 milliards d'euros selon les normes US Gaap, et la découverte de nouveaux engagements hors bilan ont encore renforcé la défiance à l'égard du titre.

#### AU PLUS BAS DEPUIS NOVEMBRE 1997

Vivendi Universal a connu, mardi 30 avril, sa septième journée de baisse consécutive. A la mi-séance, le titre perdait 6,5 % avant de se reprendre pour terminer à la clôture à 35,39 euros, soit son plus bas niveau depuis novembre 1997. Depuis le début de l'année, la valeur a perdu 42,46 %, ce qui constitue la plus mauvaise performance de l'Eurostoxx 50 et du CAC 40. Sur le marché de New York, ouvert le 1<sup>er</sup> mai, les certificats de dépôt (ADR) du groupe se repreneaient légèrement dans la journée de mercredi et gagnaient 0,44 %, à 32,26 dollars. A l'ouverture, jeudi 2 mai, le titre enregistrait une nouvelle baisse de 0,40 %, à 35,25 euros.

Bien que la direction du Vivendi Universal ait averti que ses résultats du premier trimestre ne seraient pas bons, en raison d'un changement de normes comptables américaines, la publication de la perte de 17 milliards d'euros a surpris, d'autant que les explications ont manqué. L'amortissement des survaleurs a augmenté de 3 milliards d'euros selon les normes US Gaap, mais on se sait à qui elles sont imputées. De plus, le marché a découvert que le groupe avait pris de nouveaux engagements hors bilan, portant sur un contrat à terme de rachat de 19,7 millions d'actions du groupe à un prix compris entre 60,4 et 80 euros, soit deux fois plus que les cours actuels. Le risque s'élève à 700 mil-

lions d'euros pour le groupe, auquel vient s'ajouter un engagement de 250 millions de dollars (276 millions d'euros) pris auprès des actionnaires de Rondor Music, si le cours de Vivendi Universal descendait en dessous de 37,5 dollars. « Avant, je me disais, à 35 euros je passe à l'achat. Mais aujourd'hui je n'arrive pas à m'y résoudre. Ils n'ont pas été clairs sur les dépréciations, ils n'ont pas été clairs sur leurs engagements », explique un analyste d'une grande banque européenne, cité par l'agence Reuters.

#### AGITATION AUTOUR DE CEGETEL

La tourmente boursière dans laquelle est prise Vivendi Universal alimente les rumeurs et les spéculations. Selon le quotidien britannique *The Guardian* du 1<sup>er</sup> mai, Vodafone, qui n'est présent en France que par le biais de Cegetel et de SFR, étudierait une offre sur SFR, la filiale de téléphonie mobile du groupe, « au cas où Vivendi Universal commencerait à se désintégrer ». Vodafone, comme Vivendi Universal, ont refusé de commenter « la rumeur ».

Il y a longtemps, cependant, que le groupe bri-

tannique cherche à se renforcer dans SFR, la société la plus rentable du groupe. Lors de la bataille pour emporter Mannesman en février 2000, Vodafone avait passé un accord avec Vivendi, selon lequel il pourrait échanger les 15 % hérités de Mannesman dans Cegetel contre des actions dans SFR, dont il possède déjà 20 %. En contrepartie, Vivendi, qui ne contrôle que 44 % de sa branche téléphonie, souhaitait, à l'époque, racheter au moins 7,5 % de la participation de Mannesman dans Cegetel afin d'en avoir la majorité. Rien n'avait pu se faire en raison d'un pacte d'actionnaire qui bloque toute évolution jusqu'en septembre 2002. Vivendi Universal souhaitait profiter de la fin de ce pacte pour se renforcer. Jean-Marie Messier, lors de l'assemblée générale du groupe, semble avoir enterré le projet : « Notre périmètre est stable même si le marché n'en est pas encore sûr. »

#### VIZZAVI EN QUESTION

Si Vivendi Universal entend bien défendre ses droits sur SFR, il faudra, cependant, faire des concessions à Vodafone sur Vizzavi. Le portail Internet était à la base de l'accord entre les deux groupes. Lors de son lancement en 2000, M. Messier lui promettait 100 millions d'abonnés. Il en compte aujourd'hui 7,8 millions, loin derrière Yahoo ! ou même Voilà. Selon le *Wall Street Journal* du 30 avril, Vivendi Universal souhaiterait se désengager de ce portail qui constitue la plus forte source de perte du groupe. Elle a déjà coûté 3 milliards d'euros. Mais peu d'observateurs pensent que M. Messier acceptera la fin de la seule activité qu'il a lui-même lancée. « Cela voudrait dire que les revenus de la convergence n'existent pas », souligne un observateur.

Martine Orange

## LES BOURSES DANS LE MONDE 2/5, 9h52

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
<b>UNION EUROPÉENNE</b>						
ALLEMAGNE	DAX Index	5024,38	2/5	-0,33	5467,31 19/3	4706,00 20/2 24,80
	Euro Neu Markt Price IX	883,69	2/5	0,24	1212,43 4/1	870,96 30/4
AUTRICHE	Austria traded	1346,35	2/5	0,12	1344,67 30/4	1109,88 9/1 14,50
BELGIQUE	Bel 20	2806,14	2/5	-0,18	2906,75 24/4	2609,61 15/1 13,70
DANEMARK	Horsens Bnex	259,42	2/5	0,81	280,92 26/3	248,52 25/4
ESPAGNE	Ibex 35	8173,00	2/5	0,23	8608,50 4/1	7628,00 22/2 19,00
FINLANDE	Hex General	6819,76	30/4	0,29	9224,38 4/1	6580,85 25/4 17,00
FRANCE	CAC 40	4466,44	2/5	0,08	4720,04 4/1	4210,29 20/2 20,70
	Mid CAC	2119,41	30/4	0,25	2176,89 2/4	1929,16 2/1 15,10
	SBF 120	3113,07	2/5	0,01	3263,90 28/3	2924,73 20/2 20,60
	SBF 250	2954,25	30/4	0,60	3081,89 28/3	2782,54 20/2 20,40
	Indice second marché	2548,12	30/4	0,15	2561,29 30/4	2287,73 2/1 15,10
	Indice nouveau marché	975,86	2/5	0,01	1175,41 7/1	966,57 30/4
GRÈCE	ASE General	2218,35	2/5	0,00	2655,07 3/1	2160,28 16/4 14,50
IRLANDE	Irish Overall	5167,41	2/5	0,40	6085,02 18/1	4611,79 20/3 12,50
ITALIE	Milan Mib 30	32095,00	2/5	0,12	33548,00 17/4	29542,20 2/2 20,80
LUXEMBOURG	Lux Index	822,63	30/4	-27,12	1169,47 14/1	821,61 30/4
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	508,85	2/5	-0,48	531,45 18/4	475,19 22/2 17,70
PORTUGAL	PSI 20	7462,91	2/5	-0,91	7998,50 4/1	7161,66 25/2 17,70

## EUROPE Jeudi 2 mai 9h52

#### INDICES

SECTEURS EURO STOXX	Indice	% var.
AUTO STOX 50	3572,20	-0,06
AUTOMOBILE	233,85	-0,72
BANQUES	295,49	-0,25
PRODUIT DE BASE	202,97	-1,83
CHIMIE	358,06	-0,52
TÉLÉCOMMUNICATIONS	378,67	-0,87
CONSTRUCTION	240,23	-0,10
CONSOMMATION CYCLIQUE	134,62	-0,13
PHARMACIE	478,11	-0,44
ÉNERGIE	345,15	-0,42
SERVICES FINANCIERS	235,76	-0,14
ALIMENTATION ET BOISSON	254,99	-0,06
BIENS D'ÉQUIPEMENT	364,48	-0,07
ASSURANCES	313,43	-0,26
MÉDIAS	251,15	-0,74
BIENS DE CONSOMMATION	388,07	-0,55
COMMERCE ET DISTRIBUTION	269,55	-0,09
HAUTE TECHNOLOGIE	401,89	-0,08
SERVICES COLLECTIFS	295,44	-0,21

#### LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Code	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	21,95	-0,23
AEGON NV	25,49	-0,04
AIR LIQUIDE	172,30	-0,29
ALCATEL A	138,99	-0,07
ALLIANZ N	259,61	-0,68
AVENTIS	80,00	-1,46
AXA	23,53	-0,08
BASF AG	46,57	-2,06
BAYER	36,35	-0,05
BAYR.HYP.U.VERBK	38,79	-0,41
BVVA	13,19	-1,93
BNP PARIBAS	58,40	-0,69
BSCH	10,39	-1,07
CARREFOUR	48,81	-0,74
DAIMLERCHRYSLER N	51,93	-0,87

DANONE	146,60	-0,27
DEUTSCHE BANK AG	73,50	-0,14
DEUTSCHE TELEKOM	14,44	-2,04
E.ON	57,62	-0,33
ENDESA	16,94	-0,35
ENEL	6,57	-0,30
ENI SPA	17,03	-0,12
FORTIS	25,28	-0,78
FRANCE TELECOM	26,21	-2,78
GENERALI ASS.	26,75	-0,26
ING GROEP CVA	29,36	-0,20
KONINKLIJKE AHOLD	27,40	-1,26
L'OREAL	86,80	-0,17
LVMH	58,65	-1,03
MUENCHENER RUECKV	273,76	-0,45
NOKIA OYJ	18,20	-1,34
PINAULT PRINTemps	125,60	-0,32
REPSOL YPF	13,62	-0,07
ROY.PHILIPS ELECTR	34,15	-0,35
ROYAL DUTCH PETROL	58,00	-1,36
RWE	41,84	-0,38
SAINT GOBAIN	190,30	-0,16
SANOFI-SYNTHELABO	71,00	-0,07
SANPAOLO IMI	12,38	-0,08
SIEMENS	67,39	-0,18
SOCIETE GENERALE A	76,35	-0,46
SUEZ	32,82	-1,48
TELECOM ITALIA	8,87	-0,45
TELEFONICA	11,83	-0,42
TIM	4,85	-0,00
TOTAL FINA ELF	169,00	-0,48
UNICREDITO ITALIAN	5,19	-0,78
UNILEVER CVA	71,70	-0,28
VIVENDI UNIVERSAL	34,85	-1,53
VOLKSWAGEN	54,53	-0,80

ZONE EURO : FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce). HORS ZONE EURO : CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).

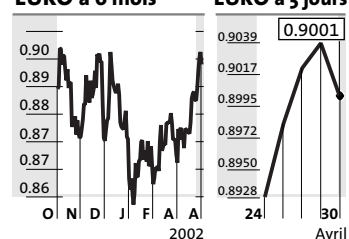
## MARCHÉ DES CHANGES 2/5, 9h52

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)	0,78635		0,90575	1,46590	0,62300
TOKYO (¥)	127,17500		115,20500	186,38035	79,22375
PARIS (€)	1,10400		0,86815	1,61840	0,68775
LONDRES (£)	0,68235		0,53655	0,61805	0,42505
ZURICH (FR. S.)	1,60520		1,26235	1,45385	2,35300

#### COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COUILLONNE DANOISE	7,4315	7,4320
COUILLONNE NORVÉGE	7,5645	7,5695
COUILLONNE SUÉDOISE	9,2665	9,2765
COUILLONNE TCHÉQUE	30,3249	30,7913
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6860	1,6877
DOLLAR CANADIEN	1,4133	1,4143
DOLLAR HONGKONG	7,0621	7,0671
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0219	2,0255
FORINT HONGROIS	242,9363	243,7231
LEU ROUMAIN	30082,0000	30142,0000
ROUBLE	28,2864	28,3080

#### EURO à 6 mois



#### EURO à 5 jours



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
<b>ROYAUME UNI</b>						
	FTSE 100 index	5157,60	2/5	0,63	5362,29 4/1	5015,50 20/2 17,50
	FTSE techMark 100 index	1065,29	2/5	0,94	1569,61 4/1	1048,21 30/4 111,20
<b>SUÈDE</b>						
	OMX	717,31	2/5	0,42	878,88 4/1	680,86 25/4 23,70
<b>EUROPE</b>						
HONGRIE	Bux	8673,56	30/4	0,03	8917,20 22/4	7052,97 3/1
ISLANDE	ICEX 15	1318,67	30/4	0,40	1413,85 21/3	1142,61 7/1
POLOGNE	WSE Wig index	15122,14	30/4	-0,64	16423,34 25/1	13842,30 2/1 198,50
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	450,90	2/5	0,51	458,10 26/4	384,60 2/1
RUSSIE	RTS	386,10	30/4	-1,47	393,94 26/4	267,70 3/1
SUISSE	Swiss market	6558,90	2/5	0,02	6723,10 18/4	6059,10 6/2 18,60
TURQUIE	National 100	11475,28	2/5	-0,04	15071,84 8/1	10443,81 18/3 10,50
<b>AMÉRIQUES</b>						
ARGENTINE	Merval	387,79	30/4	-0,41	471,33 6/2	323,69 2/1
BRESIL	Bovespa	13085,12	30/4	-0,04	14495,28 18/3	12300,70 30/1 9,40
CANADA	TSE 300	7647,30	1/5	-0,21	7992,70 7/3	7402,70 20/2 20,50
CHILI	Ipsa	96,17	1/5	0,96	102,37 4/1	94,80 20/2
<b>ÉTATS-UNIS</b>						
	Dow Jones ind.	10059,63	1/5	1,14	10673,09 19/3	9529,45 30/1 22,00
	Nasdaq composite	1677,53	1/5	-0,63	2098,88 9/1	1640,97 29/4 45,00
	Nasdaq 100	1267,43	1/5	-0,75	1710,22 9/1	1228,93 29/4 41,10
	Wilshire 5000	10318,45	1/5	0,75	10983,40 19/3	10040,55 20/2
	Standards & Poors 500	1086,46	1/5	0,89	1176,96 7/1	1063,45 30/4 20,60
<b>MEXIQUE</b>						
	IPC	7480,74	30/4	0,63	7611,12 11/4	6365,72 14/1 12,80

## FRANCFORT

30/4 : 133 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
M&S ELEKTRONIK	0,09	50,00
SUNBURST N	0,15	36,36
NORCOM INFO TECH	1,53	28,57
ADVANCED PHOTONICS	2,89	26,75
HSB5 MEDIA	0,36	24,14
CHYODDA	0,11	22,22



MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 2 mai 9h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam. Lists various companies like ACCOR, AIR LIQUIDE, ALCATEL, etc.

Table of international stock market data for the Euro zone, including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam.

Table of international stock market data for the Euro zone (continued), listing companies like EURO DISNEY, EURO TUNNEL, FAURECIA, etc.

Table of international stock market data for the Euro zone (continued), listing companies like SAINT-GOBAIN, SALVEPAR, SANOFI SYNTHELABO, etc.

VALEURS INTERNATIONALES ZONE EURO

Table of international stock market data for the Euro zone, listing companies like ALTADIS, AMADEUS PRIV. A, ARCELOR, etc.

VALEURS INTERNATIONALES HORS ZONE EURO

Table of international stock market data for non-Euro zone, listing companies like ERICSSON, GENERAL ELECT., HSBM HOLDINGS, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

30/4 : 25,02 millions d'euros échangés

Table of new market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), % var., and Plus fortes performances.

Table of new market data (continued) listing companies like SOFT COMPUTING, CMT MEDICAL TECH, etc.

Advertisement for Volkswagen Polo TDI 100, featuring a stylized logo and text: 'Polo TDI 100 Idéale pour la ville'.

SECOND MARCHÉ

30/4 : 54,73 millions d'euros échangés

Table of second market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), % var., and Plus fortes performances.

Table of second market data (continued) listing companies like TROUVAU CALVIN, CORNEVAL LABO, etc.

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 2/5 à 9h

Table of SICAV and FCP data including columns for Valeur, Cours euro, date, % var., and various fund names like AGIPI, BNP PARIBAS, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) listing companies like EUR.OBLIG.INTER, EUR.TECHNOLOGIES, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) listing companies like MASTER ACTIONS, MASTER DUO, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) listing companies like CIC HORIZON D, CIC MONDE PE, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) listing companies like STRATEGIE CAC, STRATEGIE IND.USA, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued) listing companies like DEDIALYS TECHNO, DEDIALYS TELECOM, etc.



# AUJOURD'HUI

## SPORTS

A quelques jours du **DEUXIÈME TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE**, le mouvement sportif se mobilise pour infliger « **UN CARTON ROUGE À L'EXTRÊME DROITE** », à l'initiative de cinq personnalités

de gauche : Joël Deplanque, directeur des sports au ministère de la jeunesse et des sports ; Hervé Madoré, conseiller de Lionel Jospin pour le sport ; Philippe Graillot, ancien directeur des sports ; Jean Poczubot,

ancien conseiller de Marie-George Buffet ; et Mathieu Blin, rugbyman du Stade Français et membre du comité de soutien à Lionel Jospin. Mercredi 1<sup>er</sup> mai, ils étaient quelque **300 SPORTIFS** à avoir

répondu favorablement à cet appel. « **LÀ, ON N'A PLUS LE CHOIX** », explique Raphaël Poirée, champion du monde et vice-champion olympique de biathlon, dans un entretien au *Monde*.

## Le mouvement sportif se mobilise contre Jean-Marie Le Pen

Alors qu'un « appel à tous les sportifs » a été lancé par quelque 300 athlètes afin de marquer « des points contre l'extrême droite », le monde du sport manifeste un net rejet du candidat du Front national et des valeurs qu'il défend

**SONNÉ**, comme beaucoup, dans les jours qui ont suivi le premier tour de l'élection présidentielle, le monde du sport a repris ses esprits depuis. Mercredi 1<sup>er</sup> mai, en fin de journée, 294 de ses représentants avaient signé un « Appel à tous les sportifs » qui demande d'infliger un « *carton rouge à l'extrême droite* ». « *Organisons un marquage strict et dressons une défense infranchissable, peuton y lire. La meilleure défense, c'est l'attaque ! Votons massivement pour la République. Contre-attaquons et marquons des points contre l'extrême droite.* »

Parmi les signataires se trouvent des entraîneurs de football (Elie Baup, Gérard Houllier, Guy Roux, Raymond Domenech) et d'autres disciplines (Jean-Claude Skrëla, Pierre Villepreux et Daniel Herro pour le rugby, Daniel Costantini et son successeur Claude Onesta pour le handball, Jean-Pierre de Vincenzi, Alain Jardel et Alain Weisz pour le basket, Fernand Urtebise et Jean-Claude Perrin pour l'athlétisme), des présidents de fédération (Bernard Amsallem pour l'athlétisme, Francis Luyce pour la natation, André Amiel pour le handball, Yvan Mainini pour le basket, André Aubergier pour le handisport), des médecins (Gérard Saillant, Michel Rieu), d'anciens champions (Michel Jazy, Jean-Claude Killy, Didier Codorniou, Catherine Plewinski, Luc Alphand, Marie-Claire Restoux) et de nombreux sportifs en activité.

On relève notamment la présence des capitaines des équipes de



Avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, Zinedine Zidane, symbole des Bleus, vainqueur du Mondial 1998, a pris la parole pour inviter « les gens à penser aux conséquences de voter pour un parti qui ne correspond pas du tout aux valeurs de la France ».

France de rugby (Fabien Galthié), de handball (Jackson Richardson) et de basket (Yannick Souvré), de Christophe Dominici, Pieter de Villiers (rugby), Eunice Barber, Jean Galfione (athlétisme), Isabelle Blanc (snowboard), Béatrice Hess (handisport), Laura Flessel (escrime) ou Raphaël Poirée (biathlon). D'autres signataires devraient rejoindre cette liste.

L'initiative de cet appel revient à cinq personnalités de gauche : Joël Deplanque, directeur des sports au ministère de la jeunesse et des sports, Hervé Madoré, conseiller de Lionel Jospin pour le sport, Philippe Graillot, ancien directeur des sports, Jean Poczubot, ancien

conseiller de Marie-George Buffet, et Mathieu Blin, joueur de rugby au Stade français et membre du comité de campagne de Lionel Jospin.

« *Nous n'avons pas voulu nous situer sur le terrain politique, mais bien sur le terrain sportif, précise Philippe Graillot. Des personnes dont la sensibilité les porte plutôt à droite nous ont rejoints.* » C'est notamment le cas de Michel Jazy, Jean-Claude Killy, Marie-Claire Restoux ou Luc Alphand, qui avaient manifesté leur soutien à Jacques Chirac avant le premier tour. Les initiateurs n'ont essuyé qu'un seul refus : celui du navigateur Olivier de Kersauzon, qui

s'était pourtant affiché au côté de Jean Glavany, le directeur de campagne de Lionel Jospin, le 29 octobre 2001, à la faveur de l'émission télévisée « La Route » (Canal Jimmy), évoquant leur passion commune pour la mer.

Aucun membre de l'équipe de France de football ne figure sur cette liste mais une initiative des Bleus était encore à l'étude mercredi. Proposée par Marcel Desailly, le capitaine, elle se heurte à quelques difficultés : d'une part, la liste des vingt-trois sélectionnés pour la Coupe du monde de football n'est pas encore connue, de l'autre, certains joueurs ont sur le sujet des positions différentes.

Zinedine Zidane a clairement exprimé la sienne, lundi 29 avril. « *Il faut dire aux gens qu'ils votent. C'est très important, et surtout qu'ils pensent aux conséquences de voter pour un parti qui ne correspond pas du tout aux valeurs de la France* », a-t-il déclaré en référence au Front national. Lors de sa conférence de presse, le meneur de jeu des Bleus s'est refusé à prononcer le nom de Jean-Marie Le Pen. Plusieurs internationaux se sont exprimés individuellement et sans ambiguïté.

Frank Leboeuf, pour sa part, refuse d'exprimer une opinion, alors que Christophe Dugarry, qui reconnaît n'être pas inscrit sur les listes électorales, renvoie dos à dos les deux candidats au second tour : « *Aucun ne m'inspire, aucun ne me donne envie de voter.* » Comme beaucoup d'autres sportifs, de nombreux joueurs de football, notamment ceux évoluant à l'étranger, ont reconnu ne pas être allés voter lors du premier tour. « *Je me sens coupable* », a déclaré Arsène Wenger, l'entraîneur français de l'équipe anglaise d'Arsenal, en soulignant que l'équipe de France avait « *contribué à masquer les problèmes parce qu'elle a été utilisée comme un symbole d'une politique réussie d'intégration* ».

Les réactions de rejet de l'extrême droite sont très largement majoritaires dans le monde sportif. Samedi 27 avril, vingt-neuf internationaux de rugby ont exprimé « *haut et fort [leur] position contre l'extrême droite* » dans les colonnes du *Monde*. « *Ce résultat est terrible pour quelqu'un qui com-*

*me moi aime la France* », a-t-il ajouté. Quelques sportifs ne cachent cependant pas leur indifférence. « *Je ne voterai ni pour l'un ni pour l'autre* », a affirmé Didier Rous, champion de France de cyclisme.

Le monde de la voile a réagi fortement après la parution, mardi dans le quotidien *L'Equipe*, des déclarations d'un responsable anonyme du Front national qui affirmait que Jean-Marie Le Pen disposait du soutien de « *nombreux sportifs* », notamment « *dans les milieux de la voile* ». La Fédération française de voile a émis une protestation, alors que 143 professionnels de la voile – parmi lesquels Isabelle Autissier, Alain Gautier,

**Plusieurs internationaux se sont exprimés individuellement et sans ambiguïté**

Franck Cammas, Michel Desjoyeaux, Loïck et Bruno Peyron – affirmaient dans un communiqué : « *Les valeurs pour lesquelles nous aimons notre sport et notre pays sont à l'opposé du projet et des idées du Front national.* »

Le Comité national olympique et sportif français (CNOSF), présidé par Henri Sérandour, proche de Jacques Chirac, est sorti pour sa part de la réserve qu'il observe habituellement dans le domaine politique, estimant cette fois que « *la balle est aussi dans le camp des sportifs* ». « *Parce que le sport est une école de vie et de citoyenneté, parce que l'association sportive est un lieu d'accueil et de fraternité, parce que les valeurs humanistes qui animent le monde associatif doivent être respectées, les membres du conseil d'administration appellent à voter le 5 mai pour Jacques Chirac* », a-t-il fait savoir dans un communiqué diffusé mardi.

Gilles van Kote

VERBATIM

### Pour Jean-Marie Le Pen, Zinedine Zidane se fait « manipuler »

Les propos de Zinedine Zidane, qui a appelé à voter au deuxième tour de l'élection présidentielle contre le Front national, « *un parti qui ne correspond pas du tout aux valeurs de la France* », n'ont pas laissé indifférent Jean-Marie Le Pen. Pour le président du Front national, le numéro un de l'équipe de France de football se fait « *manipuler par des gens qui se servent de sa notoriété* ». « *Sa voix n'a pas plus d'importance que celle du dernier de mes électeurs* », a ajouté le candidat à l'élection présidentielle. Par ailleurs, Claude Makelele, le coéquipier de Zinedine Zidane au Real Madrid et en équipe de France, a affirmé, mercredi 1<sup>er</sup> mai, que le premier tour de l'élection présidentielle avait donné « *une mauvaise image de la France à l'étranger* ». « *La France a toujours été solidaire entre les couleurs. Noir, blanc, jaune... Il ne faut pas tout gâcher* », assure l'international français.

### « Carton rouge à l'extrême droite »

VOICI le texte de l'appel « à tous les sportifs »

Le 12 juillet 1998, la France black-blanc-beur explose de joie et pleure d'émotion. L'équipe de France de football vient de remporter la Coupe du monde et notre pays s'estime riche de l'origine différente de ses habitants et d'une intégration réussie. Le 21 avril 2002, la France des droits de l'homme est triste. L'extrême droite est présente au 2<sup>e</sup> tour de l'élection présidentielle et près de 5,5 millions de Français (19,20 %) ont voté pour deux partis qualifiés

par le monde entier de xénophobes et de racistes.

Nous, sportifs qui croyons que la vie associative est le lieu irremplaçable de l'apprentissage de la citoyenneté ;

Nous, sportifs qui savons que le sport est un moyen formidable d'intégration sociale ;

Nous, sportifs qui constatons que le club est un lieu privilégié d'épanouissement personnel et de respect des différences ;

Nous, sportifs de tous niveaux, de tous âges, de toutes régions, de toutes origines, nous crions haut et fort que le racisme et la xénophobie por-

tés par l'extrême droite ne passeront pas et ne piétineront pas les valeurs universelles de liberté, d'égalité et de fraternité ;

Nous, sportifs de toute la France, organisons un marquage strict et dressons une défense infranchissable.

La meilleure défense c'est l'attaque ! Votons massivement pour la République. Contre-attaquons et marquons des points contre l'extrême droite.

Signons et faisons signer cet appel à tous les sportifs : « *Carton rouge à l'extrême droite* ».

### TROIS QUESTIONS À... RAPHAËL POIRÉE

**1** Vous êtes champion du monde et vice-champion olympique de biathlon et vous avez répondu à l'appel « *Carton rouge à l'extrême droite* », pourquoi ?

Je ne suis pas du genre à prendre fait et cause pour un parti politique ou l'autre, et surtout pas publiquement, parce que je suis militaire [à l'École militaire de haute montagne de Chamonix] et que j'ai un devoir de réserve, mais ce qui s'est passé au premier tour [le score de l'extrême droite] est un peu ma faute. Comme souvent, je n'ai pas voté car je n'étais pas chez moi. Je passe trop de temps en déplacement à l'étranger pour savoir ce qui se passe vraiment en France sur le plan politique et voter à la tête du client, ça ne me plaît pas.

**2** Comment avez-vous été contacté ?

Je ne sais pas exactement d'où ce mouvement est venu. Moi, j'ai reçu un fax d'un rugbyman du Stade français que je ne connaissais pas, et j'ai trouvé la démarche convaincante, et la liste des noms de ceux qui la soutenaient déjà aussi. Je n'ai pas hésité. Nous avions, bien sûr, discuté de la situation avec les autres biathlètes de l'équipe de France, mais sans décider d'entreprendre une action ; la politique, c'est un terrain dangereux pour un sportif parce qu'il vit d'une façon itinérante, décalée par rapport aux autres citoyens, parce qu'il est à fond dans ce qu'il fait et qu'il se coupe du monde extérieur.

**3** Vous craignez d'être « *récupéré* » ?

Depuis plusieurs années, j'obtiens des résultats sur le plan international qui sont salués par

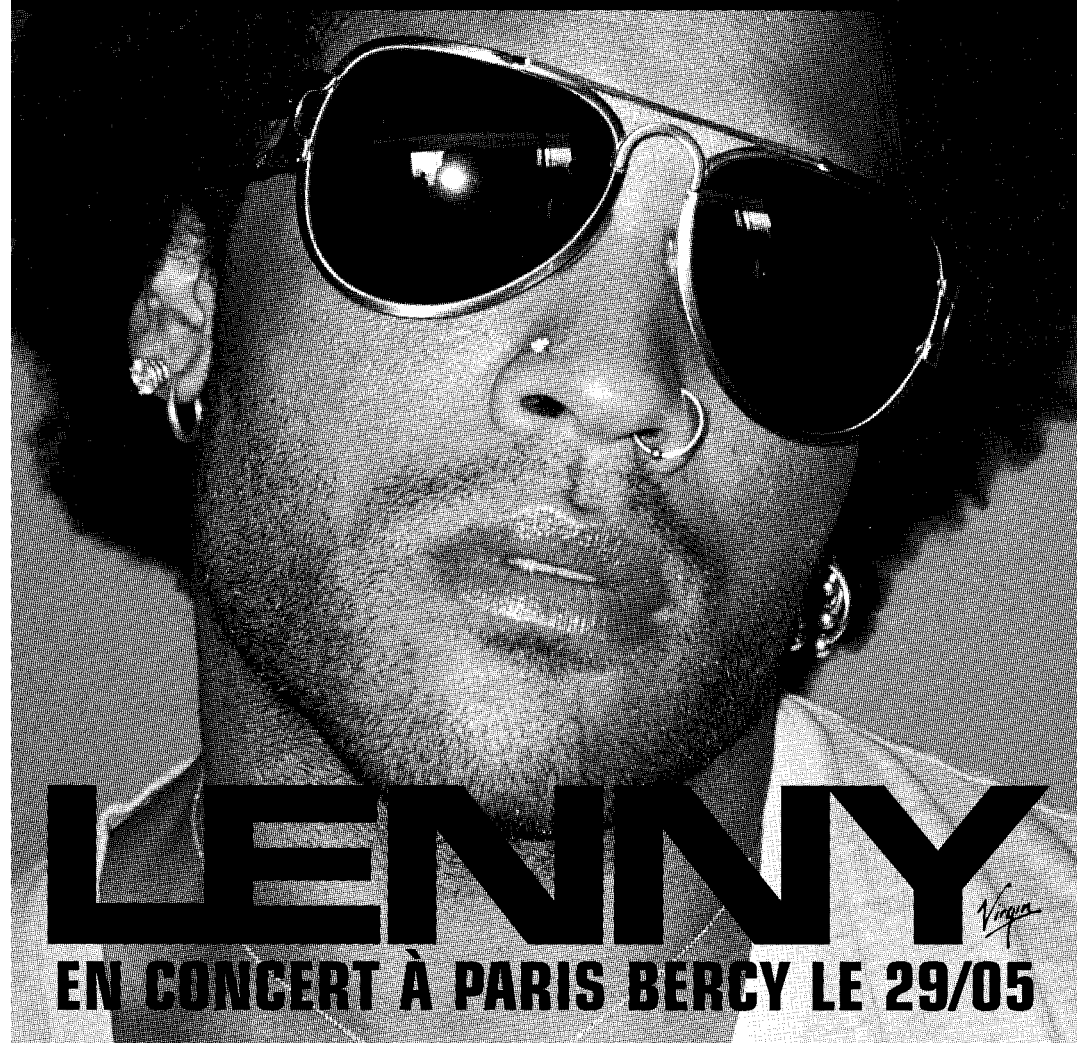
des félicitations d'hommes politiques. Avant les élections, j'ai eu des messages de Jospin et Chirac. Nous, sportifs, nous savons que nous pouvons être utilisés par les politiques, il n'y a qu'à les voir se bousculer pour être dans un stade pendant la Coupe du monde de foot. Mais là, on n'a plus le choix, même si Chirac est mouillé dans des affaires, même si son discours sonne creux. Le Pen, rien que son nom est agressif ; ça claque, ça effraie. Et je regrette que l'équipe de France de football championne du monde n'ait pas réagi encore plus fort. Moi, je ne fais que du biathlon, et même si on m'a beaucoup médiatisé, j'ai moins de poids qu'un footballeur. Qu'un Zidane s'exprime sur la question, et ça fait trembler.

Propos recueillis par Patricia Jolly

## ROCK & ROLL IS DEAD ?



**LENNY KRAVITZ  
EN SESSION  
ACOUSTIQUE  
EXCEPTIONNELLE  
CE SOIR À 19H30  
CHEZ DOM KIRIS.**



**LENNY**  
EN CONCERT À PARIS BERCY LE 29/05



## Le rêve du Real Madrid terni par l'ETA

**Football** • Deux attentats ont été perpétrés quatre heures avant la rencontre qui a permis au club madrilène d'atteindre la finale de la Ligue des champions aux dépens du FC Barcelone

### MADRID

de notre envoyé spécial

Le match opposant le Real Madrid au FC Barcelone, demi-finale retour de la Ligue des champions, a bien eu lieu mercredi 1<sup>er</sup> mai. Pourtant, l'incertitude a plané autour de cette rencontre. Quatre heures avant la rencontre, une voiture piégée a explosé à 200 mètres de l'entrée du stade Santiago-Bernabeu. L'explosion qui s'est produite à 16 h 55 a fait dix-sept blessés légers.

L'attentat a été revendiqué par l'organisation séparatiste basque ETA auprès d'un journal indépendant quelques minutes avant l'explosion. Le pire a été évité puisque les forces de l'ordre ont eu le temps d'évacuer la zone. Une demi-heure plus tard une deuxième voiture piégée a explosé dans le quartier de Embajadores, dans le sud de Madrid, non loin de la gare d'Atocha. Ce deuxième attentat n'a pas fait de blessés.

Le match qui opposait les deux formations phares d'Espagne a attiré plus de 75 000 personnes (guichets fermés) et à l'heure des explosions en ce jour férié, de nombreux supporters s'amas- saient déjà autour de l'enceinte. L'attitude des supporters, à l'exception d'un groupuscule d'extrême droite les « Ultras-Sur », qui en a profité pour en découdre avec les forces de l'ordre avant de s'en prendre à des journalistes, a été exemplaire. Quelques

minutes seulement après l'attentat, des affiches « Non à l'ETA » étaient placardées spontanément sur les murs du stade. Des jeunes gens, une écharpe aux couleurs du club autour du cou, brandissaient des pancartes où l'on pouvait lire un des slogans républicains de la guerre d'Espagne : « No pasaran » (« Ils ne passeront pas »).

On s'apprêtait malgré tout à assister à un beau match. La foule se pressait toujours plus nombreuse devant les grilles du stade. Le bus des joueurs du Real Madrid était accueilli par les vives de la foule, une heure et demie seulement après la première explosion. Plus étonnant, à l'entrée de l'enceinte, aucune fouille n'était pratiquée.

Plusieurs ministres du gouvernement espagnol et le prince héritier Felipe étaient attendus. La présence du fils du roi d'Espagne, qui n'était pas prévue et a été annoncée après l'attentat, voulait être le témoignage de solidari-

té de la famille royale envers les victimes de l'attentat. « L'attentat, il ne nous a pas perturbés puisqu'on savait qu'il n'y avait pas de morts. C'est sûr que s'il y avait eu des morts, cela aurait été différent... Je crois que nous avons eu de la chance, nous, tous les Espagnols »,

### Un rendez-vous symbolique, un choc politique et culturel

commentait simplement après la rencontre l'entraîneur du FC Barcelone Carlos Rexach. C'est la première fois qu'une rencontre de football est la cible de l'organisation terroriste basque.

Le choix n'est pas anodin. La confrontation entre les deux éternels rivaux qui règnent sur le football national est un rendez-vous

symbolique, un choc politique et culturel entre Castillans et Catalans, entre le Real Madrid, ancienne vitrine sportive du franquisme, et le Barça, alors symbole de la résistance.

Une action en marge de cet événement devait frapper les esprits. Ce fut le cas le 16 mars, lors du match de championnat Barça-Real. Ce soir-là, plus de 10 millions de téléspectateurs et quelque 100 000 spectateurs assistaient, médusés, à l'irruption, sur la pelouse du stade Nou Camp de Barcelone, de trois jeunes gens vêtus de chemises blanches où l'on pouvait lire « Arrêtons l'Europe du capital ». Deux d'entre eux, qui agissaient en marge du sommet européen de Barcelone, étaient parvenus à se menotter à l'un des buts. La police avait mis une bonne dizaine de minutes à « délivrer » ces manifestants avant de les interpellés. Une scène étonnante qui, même si elle avait troublé le bon déroulement du Classico, avait plutôt prêté à rire et fit largement parler.

Mercredi soir, dans les travées de Santiago-Bernabeu, les aficionados n'ont pas fait montre de la ferveur habituelle. Sur le terrain, les duels furent rugueux. Finalement, les deux équipes se sont séparées sur un résultat nul (1-1). Un score qui offre au Real Madrid, victorieux au match aller en Catalogne 2-0, une douzième finale de la plus prestigieuse des coupes d'Europe, la troisième en cinq ans.

Le Real de Zinedine Zidane, qui est sorti à la mi-temps après avoir ressenti des douleurs dans les côtes, affrontera, le 15 mai, sur la pelouse de Hampden Park de Glasgow (Ecosse) les Allemands du Bayer Leverkusen, vainqueur de Manchester, après le match nul (1-1, 2-2 à l'aller), obtenu mardi 30 avril, en Allemagne.

Etienne Labrunie

### REAL MADRID-FC BARCELONE 1-1

Ligue des champions, demi-finale retour  
Stade Santiago-Bernabeu, à Madrid • Temps doux • Terrain mouillé et gorgé d'eau • 75 000 spectateurs • Arbitre : M. Collina (Ita).

### BUTS

REAL MADRID : Raul (43<sup>e</sup>).  
FC BARCELONE : Ivan Helguera (48<sup>e</sup> csc)

### AVERTISSEMENTS

REAL MADRID : Michel Salgado (82<sup>e</sup>), Flavio Conceição (86<sup>e</sup>).  
FC BARCELONE : Puyol (61<sup>e</sup>).

### LES ÉQUIPES

REAL MADRID (entraîneur : Del Bosque)  
César • Michel Salgado, Hierro, Ivan Helguera, Roberto Carlos • Makelele, Solari, Zidane (Flavio Conceição, 46<sup>e</sup>), Luis Figo (McManaman, 68<sup>e</sup>) • Raul, Guti (Pavon, 87<sup>e</sup>).  
FC BARCELONE (entraîneur : Rexach) Bonano • Puyol, Abelarado, F. de Boer, Coco (Overmars, 46<sup>e</sup>) • Rochemback (Geovanni, 67<sup>e</sup>), Cocu (Sergi, 74<sup>e</sup>), Luis Enrique, Xavi • Kluivert, Saviola.

### Leverkusen élimine Manchester United

Après Arsenal et Liverpool, le Bayer Leverkusen a ajouté un nouveau club anglais à son tableau de chasse et s'est qualifié pour la finale de la Ligue des champions, grâce à son match nul (1-1) obtenu face à Manchester United, mardi 30 avril, à Leverkusen. Au match aller, l'équipe allemande avait déjà réussi le nul (2-2). Le Bayer Leverkusen, fébrile en championnat d'Allemagne depuis deux semaines, a su garder son sang-froid devant son public lorsque Roy Keane a ouvert le score (28') et égaliser grâce à un exploit d'Oliver Neuville (45'). Lors de la finale de Glasgow (Ecosse), le 15 mai, l'entraîneur allemand, Klaus Toppmöller, devra se passer de son capitaine, Jens Nowotny, sorti en première mi-temps après avoir été touché au genou droit, et du Brésilien Ze Roberto, averti et suspendu pour la finale.

## La France paye l'« affaire » Salt Lake City au prix fort

**Patinage** • Didier Gailhaguet et Marie-Reine Le Gougne suspendus pour trois ans

EN ARRIVANT à Lausanne pour y être entendus par le conseil de l'Union internationale de patinage (ISU), lundi 29 et mardi 30 avril, Marie-Reine Le Gougne et Didier Gailhaguet se doutaient que la partie qui les attendait ne serait pas facile. Ils ne se sont pas trompés. Mardi soir, la juge internationale française a été suspendue de sa fonction pour trois ans. Elle ne pourra exercer aucun rôle dans les compétitions organisées par l'ISU pendant cette période, ni lors des Jeux olympiques de Turin, en 2006.

Le président de la Fédération française des sports de glace (FFSG) ne s'en tire pas mieux : il est suspendu, pour trois années également, de sa fonction de membre du conseil de l'ISU et ne pourra lui non plus exercer de rôle dans les compétitions de

l'ISU ni aux Jeux de Turin. Le communiqué de l'ISU ne précise pas si Didier Gailhaguet pourra être présent lors de ces compétitions en tant que président de la FFSG.

Marie-Reine Le Gougne et Didier Gailhaguet sont suspendus pour « mauvaise conduite ». Il est reproché à la première d'avoir classé les Russes Elena Berezhnaïa et Anton Sikharulidze à la première place de l'épreuve de couples des Jeux olympiques de Salt Lake City, en février, sur ordre de Didier Gailhaguet, et d'avoir omis de prévenir immédiatement le juge-arbitre de la compétition des pressions qu'elle avait subies. Didier Gailhaguet est sanctionné pour avoir exercé des pressions sur un juge. Ils ont tous deux fait appel de la décision, mais ont d'ores et déjà annoncé leur inten-

tion de saisir le Tribunal arbitral du sport (TAS).

Les avocats américains de Marie-Reine Le Gougne avaient évoqué cette possibilité sans attendre les auditions. Selon l'un d'entre eux, Erik Christiansen, « le résultat [était] déjà déterminé » avant même la réunion du conseil de l'ISU. Les avocats de la juge française affirment qu'aucune preuve des faits reprochés à leur cliente n'a pu être apportée. Ils se sont plaints également que l'ISU ait refusé de convoquer plusieurs de leurs témoins. Les auditions, qui se sont déroulées à huis clos dans un grand hôtel de Lausanne, se sont tenues dans un climat « tendu », selon certains témoins.

En sanctionnant les deux « prévenus », le conseil de l'ISU a donné foi aux déclarations faites au lende-

main de l'épreuve des couples par Marie-Reine Le Gougne et n'a pas tenu compte de la seconde version de la juge française, intervenue cinq jours plus tard. Dans un premier temps, Marie-Reine Le Gougne avait reconnu devant ses pairs avoir subi des pressions de la part de Didier Gailhaguet. Elle était ensuite revenue sur ses déclarations, accusant « le lobby canadien » de l'avoir fait craquer.

### « ASSASSINAT POLITIQUE »

Les témoignages de plusieurs juges, accusant le président de la FFSG d'avoir à plusieurs reprises tenté d'exercer des pressions sur eux dans le passé et affirmant que Marie-Reine Le Gougne avait déclaré dès novembre 2001 qu'elle classerait le couple russe à la première pla-

ce aux Jeux, ont placé les deux Français dans une situation particulièrement délicate. Ils estiment pourtant aujourd'hui être les victimes de règlements de comptes.

Didier Gailhaguet a parlé d'« assassinat politique », affirmant qu'on avait voulu lui faire payer le projet de réforme du système de jugement qu'il avait présenté en 2001 et qui avait été repoussé par le congrès de l'ISU. A un mois de l'assemblée générale électorale de la FFSG et alors qu'il est l'objet de nombreuses critiques au sein du mouvement sportif français, sa position se trouve singulièrement fragilisée. Candidat à un deuxième mandat, il n'a pour le moment aucun concurrent déclaré.

G. V. K.

■ **LOTO : résultats des tirages n° 35 effectués mercredi 1<sup>er</sup> mai.**  
**Premier tirage :** 12, 14, 16, 17, 18, 38 ; numéro complémentaire : 5. Pas de gagnants pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 99 090,70 € ; 5 numéros : 551,20 € ; 4 numéros et le complémentaire : 36,20 € ; 4 numéros : 18,10 € ; 3 numéros et le complémentaire : 4,20 € ; 3 numéros : 2,10 €.

**Second tirage :** 3, 4, 11, 16, 34, 39 ; numéro complémentaire : 46. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 20 062,10 € ; 5 numéros : 1 097,70 € ; 4 numéros et le complémentaire : 44,20 € ; 4 numéros : 22,10 € ; 3 numéros et le complémentaire : 4,40 € ; 3 numéros : 2,20 €.



### ■ LA MALAISIE VOUS FAIT SIGNE

NE LE MANQUEZ PAS !!! PENDANT LE PLUS GRAND ÉVÈNEMENT DE FOOTBALL DE L' ANNÉE.

Arrêtez vous en Malaisie sur le chemin de la Coupe du Monde et profitez d'un shopping de classe internationale de plages de sable fin et de paysages magnifiques. Cela pourrait être le coup d'envoi d'un séjour plus long que vous ne le pensez. La compagnie aérienne de la Malaisie

(Malaysia Airlines) transporte le plus de 40.000 passagers vers plus de 100 destinations à travers le monde ■

**malaysia**  
AIRLINES

www.malaysia-airlines.com

Malaysia Airlines est membre de l'Organisation pour le Développement des Aériens de l'Asie du Sud-Est (Oneworld). Pour plus d'informations, contactez votre agent de voyage ou appelez le 01 47 00 00 00 (France) ou le 00 603 9352 0000 (Malaisie). Fax : 00 603 9352 0000 (Malaisie) ou le 00 33 1 46 00 00 00 (France). © 2002 Malaysia Airlines. Tous droits réservés.



# Les neurosciences se lancent à l'assaut de la conscience

Imagerie cérébrale, biologie et informatique bouleversent notre conception de la pensée humaine et conduisent de manière apparemment irréversible à une matérialisation de ce qui était, hier encore, du domaine du spirituel

À LES ÉCOUTER, à les lire, c'est sans conteste l'affaire scientifique, médicale et philosophique du nouveau millénaire. « Après le déchiffrement du génome humain, la recherche scientifique nous permet aujourd'hui d'espérer mieux comprendre le cerveau et ses fonctions, aussi bien au niveau de l'individu qu'à celui de la société. Tout ce qui appartenait traditionnellement au domaine du spirituel, du transcendant et de l'immatériel est en voie d'être matérialisé, naturalisé et, disons-le, tout simplement humanisé », écrit le professeur Jean-Pierre Changeux (Collège de France) en conclusion de son dernier et foisonnant ouvrage (*L'Homme de vérité*, Editions Odile Jacob).

« Comment pensons-nous ? Qu'est-ce qui fait de nous des êtres doués de conscience, capables de se souvenir, de percevoir le monde alentour, d'éprouver des passions ? Les

## Maladies d'Alzheimer et de Parkinson

Lors du colloque « Biologie et conscience », le professeur Jean-Marc Orgogozo (Unité 330 de l'Inserm, université de Bordeaux) a fait le point des connaissances concernant les troubles de la conscience observés chez les personnes qui souffrent des maladies neurodégénératives d'Alzheimer et de Parkinson. « Dans la maladie d'Alzheimer, la conscience des malades est altérée précocement du fait des troubles de la mémoire et de l'attention qui en sont caractéristiques, a-t-il expliqué. Plus ou moins rapidement apparaissent des troubles de la personnalité. Avec l'évolution du processus pathologique, ces troubles aboutissent à la destruction de l'identité, à une méconnaissance de la maladie (l'anosognosie) et à une perte de relation avec les autres. » A l'inverse, les personnes souffrant de la maladie de Parkinson n'ont que peu d'altérations de la conscience d'eux-mêmes et de leur environnement. Selon ce spécialiste, « la maladie d'Alzheimer est caractérisée par un naufrage implacable de la conscience tandis que la maladie de Parkinson aboutit peu à peu à l'enfermement de celui qui en souffre ».

philosophes se sont heurtés, depuis les origines, à ces questions. Aujourd'hui, les scientifiques sont en passe d'apporter de vraies réponses : la biologie du cerveau et l'étude de son évolution nous mettent sur la voie qui nous donnera la clef de la conscience elle-même », expliquait, en écho au propos du professeur Changeux, Gerald M. Edelman, Prix Nobel de médecine, lors du colloque « Biologie et conscience », organisé du 25 au 27 avril au Conservatoire national des arts et métiers de Paris par l'Académie interdisciplinaire des sciences. Pour cet ancien immunologiste devenu explorateur de profondeurs cérébrales, « la révolution neuroscientifique, déjà l'égale de celles qu'ont apportées Copernic, Darwin et Einstein, porte en elle une nouvelle théorie de l'âme et du corps qui n'a pas fini de bouleverser nos croyances ».

Gerald M. Edelman et Giulio Tononi (Institut des neurosciences de La Jolla, Californie) expliquent longuement, dans *Comment la matière devient conscience* (Editions Odile Jacob), que la porte est, selon eux, désormais entrouverte qui permettra de saisir dans leur intégralité la somme des mécanismes neuronaux qui génèrent la conscience humaine. « La conscience nous semble à la fois un mystère et une source de conscience, expliquent-ils. C'est l'une des cibles majeures du questionnement philosophique, mais elle n'a été admise, au sein de la famille des objets scientifiques, justifiant une investigation expérimentale, que depuis peu de temps. La raison en est claire : toutes les théories scientifiques présupposent la conscience ; la sensation et la perception conscientes sont nécessaires pour les appliquer ; mais ce n'est que depuis peu que nous disposons des moyens pour mener à bien les recherches scientifiques sur la conscience elle-même. »

Pour le docteur Jean Delacour (université Paris-VII), spécialiste de la neurobiologie du comportement, le fait que la conscience soit devenue l'un des thèmes majeurs des sciences humaines et des sciences de la nature résulte d'une double révolution. La première a, contre le behaviorisme, imposé à



Dans « La Création d'Adam », Michel-Ange représente Dieu sur un fond qui ressemble à une coupe de cerveau humain. Extrait de « Comment la matière devient conscience », de Gerald M. Edelman et Giulio Tononi, éditions Odile Jacob. Pour une étude plus détaillée, se reporter à F. L. Meshberger, « An Interpretation of Michelangelo's Creation of Adam Based on Neuroanatomy » (JAMA, 1990, 264, 1837-1841).

partir des années 1960 la reconnaissance des états mentaux mis en jeu par les activités cognitives, qu'il s'agisse de la perception, de la pensée abstraite, de la mémoire ou de l'imagination. « Cette révolution cognitive n'était pas un retour au spiritualisme ou à l'idéalisme traditionnels car son moteur principal était le développement d'une science "dure" et son prolongement industriel : l'informatique », écrit le docteur Delacour dans l'introduction de *Conscience et cerveau, la nouvelle frontière des neurosciences* (Editions De Boeck Université). La science des ordinateurs donnait une réalité à des notions telles que celles de représentation ou de pensée

symbolique mais cette réalité était matérielle. »

La deuxième révolution – dite « de la conscience » – a commencé à partir des années 1980. « Il s'est en fait plutôt agi d'une restauration, celle de l'"esprit", comme une réalité transcendante, ou, du moins, inaccessible à la science classique, poursuit le docteur Delacour. Les deux dernières décennies ont ainsi vu la résurgence, sous différentes étiquettes, en particulier celles de "postmodernisme", de l'essentiel des thèses spiritualistes, avec la tentation d'affranchir la conscience de toute connaissance objective ou de la réserver à une science "non standard", encore à inventer. »

C'est dans cette perspective que l'on observe aujourd'hui la multiplication de travaux visant à découvrir et à identifier les bases matérielles de l'esprit et, plus précisément, de la conscience humaine. Le paradoxe veut ici que l'on accepte plus généralement l'existence d'une base matérielle des fonctionnements inconscients que des mécanismes assurant l'émergence de la conscience.

Pour une majorité des intervenants au colloque « Biologie et conscience », il ne fait plus guère de doute que la révolution des sciences cognitives, inspirée de l'informatique, associées aux multiples apports de l'imagerie cérébra-

le et de la neurobiologie (concernant les neuromédiateurs, les interconnexions et les sélections neuronales), permettront à plus ou moins long terme de décrypter les fondements matériels, moléculaires de la conscience, définie comme « un état mental qui intègre, avec intentionnalité, l'ici et le maintenant d'une situation, et le vécu intime associé ».

Mais cette rencontre a également permis de mesurer l'ampleur des différends qui opposent les tenants enthousiastes de cette approche et ceux qui persistent à penser qu'il existe une part subjective, unique, de la conscience caractérisée par ses propriétés

## « La révolution neuroscientifique porte en elle une nouvelle théorie de l'âme et du corps »

GERALD M. EDELMAN

intrinsèques, sa qualité (les spécialistes parlent ici de *qualia*), qui, par définition, ne peut qu'échapper à toute connaissance objective, générale et reproductible.

« Les recherches menées sur le cerveau et les hypothèses théoriques qui les sous-tendent permettent au moins de formuler en termes nouveaux le problème de la physiologie de la pensée et de la vérité, soutient le professeur Changeux. Provocation ? Peut-être pas. Après tout, si nul ne songe à douter de ce que l'appétit de connaissance est au cœur même de la nature humaine, pourquoi devrait-on faire une exception dès lors qu'il s'agit de chercher à mieux le comprendre lui-même ? C'est tout à l'honneur de l'homme de se pencher sur ses origines et sur ses capacités plutôt que de s'en tenir à l'exaltation mystérieuse de l'être humain, qui ouvre la porte à toutes les chimères et à tous les fondamentalismes... »

Jean-Yves Nau

## Pour agir, le cerveau met l'émotion en sourdine

Une motivation financière n'améliore pas les performances cérébrales

LE CERVEAU humain est capable de filtrer les émotions pour éviter qu'elles n'interfèrent avec l'exécution d'une tâche. Cette capacité de se mettre à l'abri d'un parasitage au cours de l'action s'étend même à l'égard d'une motivation financière. L'équipe du professeur Bernard Dubois (équipe Inserm 7, hôpital de la Salpêtrière, Paris) a publié, dans l'édition de la prestigieuse revue américaine *Proceedings of the National Academy of Science* datée du 16 avril, une étude sur l'articulation entre le système qui pousse à agir et celui qui permet d'élaborer une attitude, qui concernent tous deux une région du cerveau appelée cortex préfrontal. Leur hypothèse de départ était « l'existence d'un système nerveux spécifique liant les processus motivationnels et cognitifs, afin d'obtenir l'efficacité maximale ».

Avant d'agir, l'être humain met en jeu deux zones différentes du cortex préfrontal. La motivation à agir implique le circuit des émotions, le système limbique, associé à la zone ventrale du cortex préfrontal ; la zone dorsale de ce cortex intervient dans la mise en œuvre opérationnelle. Jean-Baptiste Pochon, Richard Levy et leurs collègues de l'équipe dirigée par Bruno Dubois ont mis sur pied une étude prenant en compte deux types de paramètres. L'un est la difficulté des tâches, qui entraîne une activation des réseaux cérébraux de traitement de l'information et met en jeu une « mémoire de travail » ; l'autre est une composante de motivation représentée par un renforcement gradué : la récompense promise peut être nulle, faible ou élevée. En pratique, six volontaires en bonne santé, âgés

de 18 à 30 ans, ont été soumis à un test consistant à identifier les analogies entre des lettres figurant dans une série plus ou moins longue et séparées par des intervalles de temps croissants (le volontaire doit, par exemple, indiquer si la troisième lettre est identique à la première, la septième à la deuxième, etc.). C'est ce qu'on appelle un test « n-back », « n » désignant l'intervalle entre les lettres identiques.

Avant chaque épreuve, les volontaires étaient avisés du niveau de difficulté, ainsi que de la récompense prévue en cas de bonne réponse (jusqu'à 300 euros). La qualité de leur performance a été appréciée en fonction de la précision des réponses et du temps de réponse. Parallèlement, pour chaque épreuve, avait lieu un enregistrement de l'activité cérébrale avec la technique de l'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle, une technique qui permet de cartographier les zones activées et d'apprécier l'intensité de leur activation.

### RÉSERVES MOBILISABLES

L'équipe du professeur Dubois a fait deux constats : « L'activation du réseau neurologique impliqué dans le traitement de l'information est proportionnelle à la charge intellectuelle », indique Bruno Dubois. Plus l'exercice est difficile, plus le niveau d'activation des neurones recrutés est élevé. Nous avons des réserves mobilisables. L'accroissement ne porte cependant pas tellement sur la surface activée, mais bien sur l'intensité de l'activation. La deuxième observation est la désactivation parallèle du réseau neuronal du système émotionnel limbique, qui constitue un filtrage émotionnel au cours de la tâche. » Ces résultats, expliquent les auteurs de

l'étude, incitent à penser qu'il se produit un équilibre entre l'accroissement de l'activité dans le réseau cognitif cortical et la diminution de l'activité dans les structures limbiques et paralimbiques pendant l'accomplissement de performances cognitives. Plus le test est difficile ou plus la récompense annoncée est importante, plus la balance penche en faveur du système opérationnel, au détriment de l'activation du système de motivation. « Cela ne veut pas dire que le renforcement et l'activation du système limbique n'aient pas d'effet avant l'exécution de la tâche », précise Bruno Dubois. Mais tout se passe comme si l'individu donnait d'emblée le meilleur de lui-même lors de l'épreuve. »

Au cours de l'étude, l'équipe du professeur Dubois a également mis pour la première fois en évidence une aire du cortex préfrontal spécifiquement activée quand un renforcement est prévu à l'issue de l'épreuve, quelle que soit sa difficulté. Cette zone ferait le pont entre le réseau neuronal du système de motivation et celui du système opérationnel. Ce « chef d'orchestre initierait l'action et régulerait l'activation du système émotionnel », explique le neurologue. Prolongent les conclusions de l'étude, Bruno Dubois souligne le fait que la région cérébrale impliquée dans l'élaboration et l'exécution de l'action, le cortex préfrontal, est également celle qui nous fait répondre de manière personnelle, en fonction de nos représentations mentales et de notre expérience. « En quelque sorte, le cortex préfrontal est le cortex du libre arbitre », conclut le neurologue.

Paul Benkimoun

Docteur Henri Grivois, spécialiste de psychiatrie

## « On enregistre les symptômes, pas les causes »

Ancien chef de service de psychiatrie à l'Hôtel-Dieu de Paris, vous avez été invité au colloque « Biologie et conscience » pour faire part de vos travaux sur la psychose naissante. Quel regard portez-vous sur les avancées actuelles des neurosciences ?

Sans être en aucune manière un antiscientifique, je reste très sceptique pour ce qui est de mon domaine. On présente, par exemple, comme un progrès le fait d'enregistrer les activités cérébrales correspondant, chez certains psychotiques, à des hallucinations.

La vérité, c'est que l'on enregistre les symptômes, pas les causes. Les hallucinations ne sont, comme d'autres symptômes, que la conséquence et non la cause de la maladie mentale. Je ne dis pas qu'il ne faut pas faire ces enregistrements mais il ne faut pas parler de progrès alors que l'on ne fait qu'inverser l'ordre des choses.

L'histoire de la médecine montre pourtant différents exemples d'affections qualifiées de psychiatriques avant de devenir des maladies prises en charge, sur des bases rationnelles, par des spécialistes de neurologie. Ne pensez-vous pas que les avancées des neurosciences conduiront à des évolutions similaires ?

L'exemple le plus caractéristique de cette évolution est représenté par l'épilepsie. Les travaux en cours dans le champ des neurosciences permettent peut-être de découvrir une certaine organicité à des pathologies qui quitteront alors la psychiatrie pour la neurologie. Mais, à mon sens, ce phénomène restera extrêmement limité. Il faut ici notamment préciser que tout ce qui a pu être observé d'ap-

paremment pathologique dans les cerveaux des vieux schizophrènes – les dilatations ventriculaires, par exemple – n'ont strictement rien de spécifique. Dans ce domaine, je demeure convaincu que les neurosciences ne nous aideront guère à progresser.

Que répondez-vous à ceux qui avancent que la maladie mentale, la psychose, la schizophrénie, ne sont peut-être rien d'autre, au fond, qu'une pathologie de la conscience ?

S'il y a des troubles de la conscience, ce sont des troubles assez simplistes, du type de ceux que ressentent les grands phobiques dans une foule. Mais ces troubles sont des réactions et non la cause. A un certain stade de l'évolution de sa maladie et compte tenu de sa relation au monde, le schizophrène s'enferme dans son délire et dans une forme de carapace et devient un malade chronique. Je suis convaincu que la psychose n'est pas soluble dans cette approche très superficielle que nous offrent les neurosciences. L'outil de conscience, tel qu'il nous est proposé, ne me semble pas pertinent, ne serait-ce que parce que, dans la psychose naissante, on peut voir toute sorte d'états de conscience avec des peurs intenses, des fascinations, des extases... Et il n'y a pas de points communs qui constitueraient un état de conscience particulier préalable au cortège des manifestations pathologiques.

La cause première tient, selon moi, pour beaucoup à la dimension interindividuelle. En résumé, du point de vue de la psychiatrie et de l'étude de la psychose, les neurosciences ne réalisent qu'une approche très superficielle.

Propos recueillis par J.-Y. N.





## Encore de la pluie sur l'est

**VENDREDI 3 MAI**  
Lever du soleil à Paris : 6 h 29  
Coucher du soleil à Paris : 21 h 07

Une perturbation ne cesse d'onduler sur l'est de la France. Les pluies, réactivées par le creusement d'une petite dépression en Méditerranée, sont parfois soutenues. Le reste du pays reste sous l'influence d'un courant de nord qui apporte de la fraîcheur, quelques averses et beaucoup de nuages au pied des Pyrénées.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Le ciel se partage entre nuages et éclaircies. Quelques averses se produisent, localement orageuses près des côtes de la Manche. Les températures varient entre 11 et 14 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Le ciel matinal se montre lumineux. A la mi-journée, des nuages se développent et apportent quelques averses. Le ciel se couvre sur l'est de la Picardie et de l'Ile-de-France. Il fait entre 12 et 14 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Ciel couvert et pluies faibles concernent la Franche-Comté et l'Alsace. Plus à l'ouest, le ciel reste très nuageux. Les températures affichent de 10 à 13 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Sur Poitou-Charentes, le nord de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées, éclaircies, passages nuageux et averses alternent. Près des Pyrénées, le ciel est souvent gris et des averses apportent de la neige au-dessus de 1000 m. Il fait de 10 à 15 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Ciel variable et quelques averses sont au programme du Limousin. Les nuages sont nombreux sur l'Auvergne et apportent quelques gouttes. Il fait de 9 à 13 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.**

Des pluies orageuses parfois soutenues s'abattent sur les Alpes du Sud, la Provence, la Côte-d'Azur et la Corse. De nombreux nuages circulent sur le Languedoc-Roussillon. Tramontane et mistral atteignent 90 km/h en rafales.

### 03 MAI. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE MÉTROPOLE			
Ajaccio	11/19 P	Milan	13/19 P
Biarritz	8/12 P	Moscou	10/21 S
Bordeaux	6/15 P	Munich	9/16 N
Bourges	3/14 P	Naples	16/20 C
Brest	5/12 N	Oslo	1/14 N
Caen	6/13 P	Palma de M.	9/15 P
Cherbourg	5/13 P	Prague	16/25 S
Clermont-F.	5/11 P	Rome	13/20 C
Dijon	5/11 P	Séville	11/23 S
Grenoble	7/10 P	Sofia	10/24 S
Lille	4/13 P	St-Petersb.	11/21 N
Limoges	3/11 P	Stockholm	7/13 P
Lyon	7/10 P	Ténérife	17/23 S
Marseille	7/16 P	Varsovie	14/26 S
Nancy	4/12 P	Venise	15/18 P
Nantes	4/14 P	Vienne	16/25 S
Nice	12/15 P		

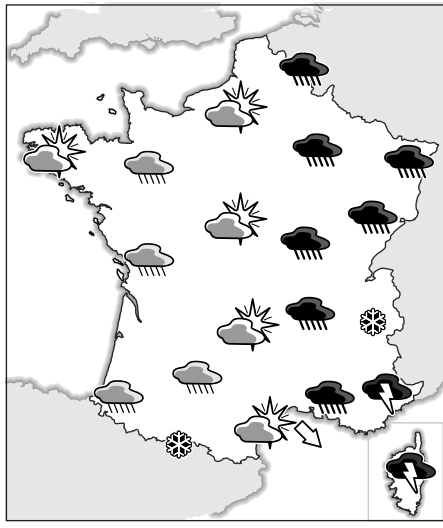
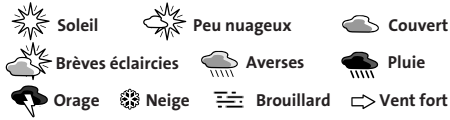
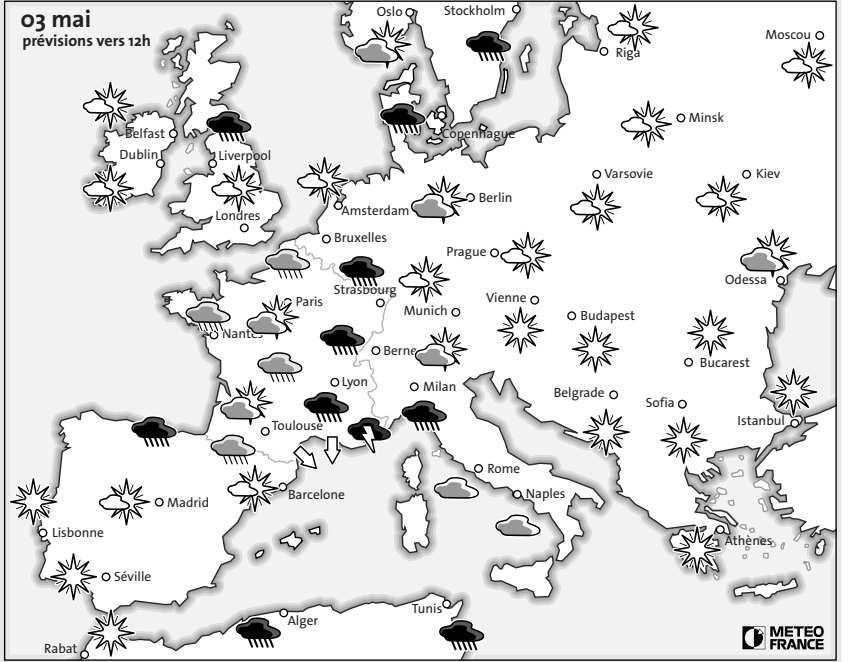
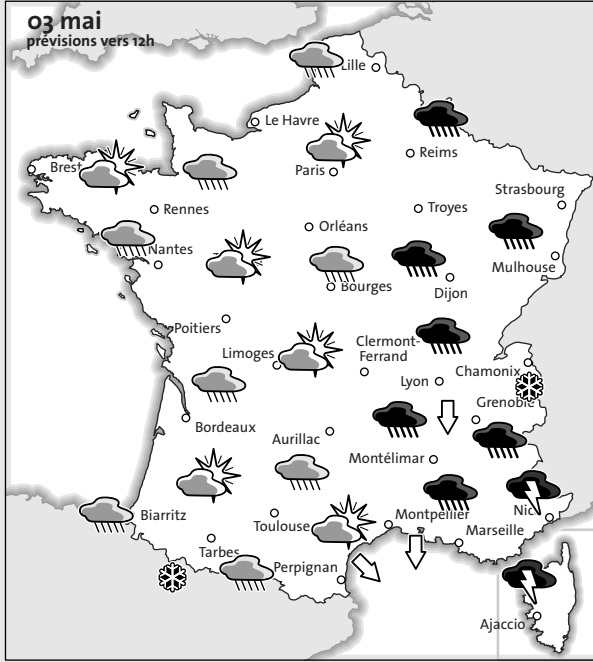
AMÉRIQUES		
Brasilia		18/29 S
Buenos Aires		14/23 S
Caracas		26/31 S
Chicago		4/12 S
Lima		18/24 S
Los Angeles		11/19 S
Mexico		12/31 S
Montréal		3/11 P
New York		10/17 S
San Francisco		9/15 S
Santiago Ch.		3/21 S
Toronto		3/11 S
Washington DC		10/20 S

FRANCE OUTRE-MER		
Cayenne	24/30 P	
Fort-de-Fr.	25/30 P	
Nouméa	22/26 C	
Papeete	26/33 P	
Pointe-à-P.	23/29 S	
St Denis Réu.	22/27 P	

AFRIQUE		
Alger		10/19 P
Dakar		18/23 S
Kinshasa		22/27 P
Le Caire		16/27 S
Nairobi		16/21 P
Pretoria		12/28 S
Rabat		13/18 S
Tunis		16/25 P

EUROPE		
Amsterdam		8/12 N
Athènes		14/24 S
Barcelone		11/14 N
Belfast		4/11 N
Belgrade		15/28 S
Berlin		15/22 N
Berne		5/7 P
Bruxelles		8/11 N
Bucarest		8/24 S
Budapest		14/28 S
Copenhague		7/12 P
Dublin		4/11 S
Francfort		10/14 P
Genève		5/8 P
Helsinki		10/19 N
Istanbul		12/20 S
Kiev		12/19 N
Lisbonne		11/18 S
Liverpool		4/14 S
Londres		6/15 N
Luxembourg		8/9 N

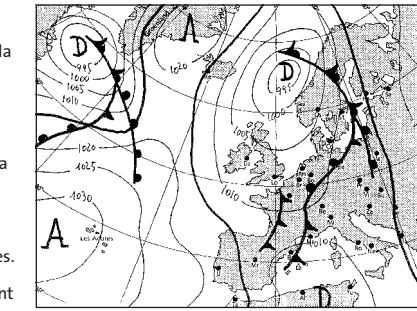
ASIE-OcéANIE		
Bangkok		28/35 P
Beyrouth		16/21 N
Bombay		26/34 S
Djakarta		24/32 S
Dubaï		26/41 S
Hanoï		25/27 P
Hongkong		24/28 S
Jérusalem		10/19 S
New Delhi		27/41 S
Pékin		12/26 S
Séoul		13/20 P
Singapour		27/30 P
Sydney		15/20 P
Tokyo		11/22 S



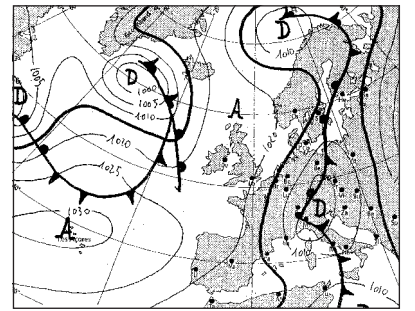
PRÉVISIONS POUR LE 4 MAI

**41€** ttc aller simple  
**NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU**  
**AIR FRANCE**  
Familles, Couples, Jeunes et Seniors  
Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.

**le 4 mai**  
La France est coupée en deux: la moitié Est reste sous une perturbation qui n'en finit pas d'apporter de la pluie. Autour de la Méditerranée mistral et tramontane parviennent à évincer les gouttes. Ciel variable et averses concernent l'ouest du pays.



SITUATION LE 2 MAI À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 MAI À 0 HEURE TU

## L'exotisme du XIX<sup>e</sup> siècle proposé chez Sotheby's

**VENTES**  
Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

**JAPONISANT** ou chinoisant ? Si les ébénistes hésitent entre les deux, c'est en tout cas de l'exotisme que l'on retrouve sur le mobilier des années 1870-1880. Redécouvertes récemment, ces créations pleines de fantaisie incarnent la dernière mode en matière de décoration. La prochaine vente de Sotheby's à Paris, le 16 mai, en présente un petit ensemble.

Inspirés par l'expansion coloniale, en plein essor à cette époque, ces meubles et objets d'art rompent radicalement avec les styles en vigueur sous le Second Empire. Lassés des perpétuelles interprétations du Louis XV et du Louis XVI, fatigués du néogothique, saturés d'Henri II, les Français éprouvent le désir de chercher ailleurs que dans leur propre passé des décors nouveaux. Au début de

la III<sup>e</sup> République (1870), l'afflux des importations d'objets d'Extrême-Orient permet aux artisans d'approfondir et de diversifier leurs connaissances sur le sujet. Ils s'emparent des marqueteries de nacre, des émaux cloisonnés, et des motifs typiques : grecques chinoises, bambou, ornements en forme de pagode, décors de boudhas, de chimères ou de dragons. Quelques créateurs passionnés d'art oriental sont à l'origine de cette production luxueuse et rare :

### Calendrier

- ANTIQUITÉS-BROCANTES  
● **Montpellier (Hérault)**, jusqu'au dimanche 5 mai ; tél. : 04-67-70-20-54.  
● **Paris (parc Monceau)**, jusqu'au dimanche 5 mai ; tél. : 01-40-62-95-95.  
● **Fayence (Var)**, jusqu'au dimanche 12 mai ; tél. : 04-94-76-11-11.  
● **La Rochelle (Charente-Maritime)**, samedi

Gabriel Viardot, Edouard Lièvre, Henri Picard, les maisons Alphonse Giroux et de « L'Escalier de cristal ».

Inspiré par ce répertoire, Gabriel Viardot (1830-1906) participe à plusieurs expositions universelles, où il obtient des médailles d'or en 1884, 1889 et 1900. Sa production est appréciée pour ses tonalités exotiques comme pour sa grande qualité d'exécution. Parmi les œuvres de cet artiste proposées ici, un meuble à étagères en acajou est

rehaussé de feuillages et de dragons en bronze doré, les étagères soulignées de grecques chinoises (6 000 - 8 000 €). Un ensemble de salon comprend une table à thé, une table à double plateau, un meuble à étagères et un guéridon carré à décor chinois incrusté en nacre et bronze doré (9 000 - 12 000 €). Un guéridon en bois de fer (un bois chinois spécialement dur et résistant) repose sur trois pieds figurant des dragons, reliés par une entretoise (3 000 - 4 000 €). Toujours de style

chinois, et attribué à Viardot, un miroir en bois naturel est sculpté d'un dragon, de fleurs et de nénuphars (3 000 - 4 000 €).

### MÊME SUCCÈS EN ANGLETERRE

- Anonyme, et cette fois d'influence japonaise, un meuble à étagères en laque noire et bambou offre un décor de fleurs et d'oiseaux en incrustations d'ivoire et de nacre, la partie supérieure ornée d'un fond de glace et de bambous dorés formant les étagères (4 500 - 6 000 €). Ce style connaît le même succès en Angleterre, où il est interprété différemment, comme on peut le voir sur un autre meuble à étagères en bois noirci, sculpté d'un joyeux mélange de motifs chinois, rosaces gothiques et draperies XVIII<sup>e</sup> (6 000 - 9 000 €).  
Du côté des objets d'art, une jardinière japonisante en bronze patiné est l'œuvre de Barbedienne, un bronzier inventeur d'un procédé de multiplication qui connut un immense succès à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Haute de 159 cm, cette jardinière repose sur un plateau où est enroulé un dragon, le piétement façon bambou orné de petits dragons et de tortues (12 000-18 000 €).

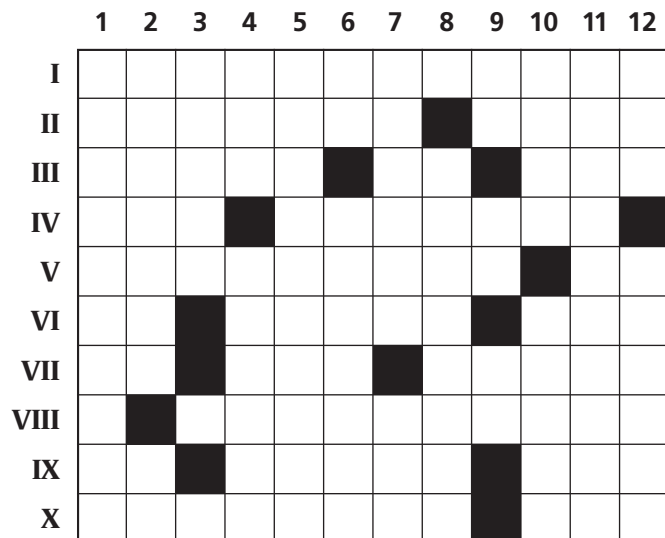
Catherine Bedel

★ Sotheby's, Galerie Charpentier, 76, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Jeudi 16 mai, exposition les lundi 13 et mardi 14, de 10 heures à 18 heures. Tél. : 01-53-05-53-05. Expert : Alain Renner.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 105

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)



### HORIZONTALEMENT

- I. Des grains sur le feu. - II. Propos sur le feu. Bout de terre pour un bout de règne. - III. Toile de mauvaise qualité. Bout de vair. D'un auxiliaire. - IV. Annonce la sortie. Refermé délicatement. - V. Assure la suite avant la fin. Barrés au centre. - VI. Cours préparatoire. Permet de se faire remarquer. Beauté de la pierre. - VII. Patrie d'Abraham. Décora-

tion urbaine. Ramassages illégaux. - VIII. Partagent le vivre et le couvent un certain temps. - IX. Conjonction. Sénèque fut son professeur. Grande école ouverte à tous. - X. Evacuent bruyamment. Fourrage.

### VERTICALEMENT

1. Se fait entendre, même quand il n'a rien à dire. - 2. Sait se faire entendre, s'il a quelque

chose à dire. Finit au pré. - 3. Racines. - 4. Forme de rire. Reliefs familiaux. - 5. Comme des sauts à l'élastique sans élastique. - 6. Centrale. Support mural. - 7. Pape porteur d'auréole. Donné comme modèle. - 8. Passèrent à tabac. - 9. Droit sur table. Demi-tour. Tour complet. - 10. Prennent l'eau de tous côtés. Préparation de l'œuvre. - 11. S'ouvre pour laisser passer. - 12. Bien arrivée. De Moscou et de Vladivostok.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 02 - 104

#### Horizontalement

- I. Météorologue. - II. Epître. Après. - III. Doré. Vague. - IV. INA. Reposant. - V. Ogive. On. Nue. - VI. Célibat. Star. - VII. Leur-rée. Gi. - VIII. Ipé. Tee. Unes. - IX. Touret. Mie. - X. Etre. Exaltée.

#### Verticalement

1. Médiocrité. - 2. Eponge. Pot. - 3. Tirailleur. - 4. Eté. Vie. Ré. - 5. Or. Rebute. - 6. Réve. Arête. - 7. Apôtre. - 8. Lagon. Ma. - 9. Opus. Seuil. - 10. Gréant. Net. - 11. Ue. Nuage. - 12. Esotérisme.

## L'ART EN QUESTION

N° 272

En collaboration avec la



## Oser l'inconnu

**HÉRITIER DE SON MAÎTRE**, Ingres, et fasciné par Delacroix, dont il se rapprocha, Théodore Chassériau est un artiste inclassable, qui mène sa carrière, brève et intense, à bride abattue, ne se donne aucun répit et travaille vite et beaucoup. Il court au-devant de la renommée, qu'il saisit avec audace.

En 1840, il entreprend le voyage en Italie et s'ouvre à une modernité poétique qui va donner forme au regard farouche du *Père Lacordaire*, ou au naturel raffiné et à la réserve mystérieuse des *Deux Sœurs* (1843). Il embarque pour l'Algérie en 1846, découvre la luminosité et la violence des paysages, et la sensualité exotique de ce pays envahit les nombreuses scènes de harem qu'il peint à son retour. Excellent peintre décoratif, la beauté de sa technique et la perfection de ses mises en scène répondent aux exigences de l'architecture. En 1844, Chassériau se voit confier la décoration de l'escalier d'honneur de la Cour des comptes, commandée sur ordre



*Théodore Chassériau (1819-1856), « Femmes juives au balcon », 1849. Huile sur panneau de bois, 35,7 x 25,3 cm. Paris, Musée du Louvre. Actuellement à l'exposition « Théodore Chassériau - Un autre romantisme », aux Galeries nationales du Grand Palais à Paris. Jusqu'au 27 mai, puis au Musée des beaux-arts de Strasbourg, du 19 juin au 21 septembre.*

- de Napoléon I<sup>er</sup> en 1810. Ce bâtiment est aujourd'hui détruit. Où se trou-vait-il ?
- A l'emplacement de l'actuel Musée d'Orsay ?

- A l'emplacement de la Galerie nationale du Jeu de paume ?
  - A l'emplacement de la tour Eiffel ?
- Réponse dans *Le Monde* du 10 mai.

### Réponse du jeu n° 271 paru dans *Le Monde* du 26 avril.

Le réalisateur Alain Corneau a mis en scène Monsieur Baugin dans *Tous les matins du monde* (1991), d'après l'ouvrage éponyme de Pascal Quignard.



## DISPARITION

## Elisabeth Bursaux

Chercheuse devenue journaliste au « Monde »

ÉLISABETH BURSAUX, rédactrice à la rubrique Médecine du *Monde*, est décédée d'un cancer à son domicile du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) mercredi 1<sup>er</sup> mai. Elle était âgée de 58 ans et avait rejoint la rédaction du *Monde* en mars 1999. Commencant une nouvelle carrière professionnelle – « *Moi, je suis une chercheuse. Je découvre le journalisme* », disait-elle, avec autant d'enthousiasme que d'humilité – elle y apportait l'expérience d'une femme médecin et chercheuse de haut niveau, mais aussi d'une femme de combats.

Née Elisabeth Trébuçq à Clermont-Ferrand, le 18 février 1944, elle a passé une partie de son enfance en Turquie et gardera toujours la nostalgie de ce séjour. A Paris, elle choisit de faire des études médicales. A l'issue de son internat, bien qu'une spécialisation en pédiatrie l'ait tentée, elle s'oriente vers la recherche. Brillante élève des professeurs Jean Hamburger, Marcel Legrain et Jean-Pierre Grunfeld, elle consacre l'essentiel de sa carrière de chercheuse au globe rouge ainsi qu'à la physiologie rénale, qu'elle enseignera à la faculté de médecine de Paris de 1968 à 1972, puis à la faculté de Cochin de 1993 à 1999.

## MILITANTE ENGAGÉE

Après avoir passé un an dans un laboratoire de recherche aux Etats-Unis entre 1966 et 1967, elle soutient sa thèse de doctorat en médecine en 1969. Intégrant l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) en 1971, elle travaille notamment auprès du professeur Claude Poyart. Se concentrant sur l'étude de la membrane du globe rouge et de ses maladies, ainsi que sur celle de l'hémoglobine, elle est l'auteur de publications scientifiques qui font toujours référence dans ce domaine. Elle est nommée directrice de recherche à l'Inserm en 1990.

Parallèlement à son travail scientifique à l'Inserm, Elisabeth Bursaux a été une militante syndicale engagée. Adhérente de la CFDT, elle sera présidente du CAES, le comité d'entreprise de l'Inserm, et conservera une fibre politique et sociale extrêmement vive.

Le professeur Axel Kahn l'appelle auprès de lui à la revue *Médecine/Sciences*, dont elle sera rédactrice en chef adjointe de 1993 à 1999. Notamment chargée de la partie magazine et de la chronique



« Faits et chiffres », elle a contribué à faire de cette revue une référence en matière d'excellence scientifique. C'est encore Axel Kahn qui la recommande au *Monde*, lorsqu'est prise la décision d'effort de la rubrique Médecine. Du journalisme, elle sait alors peu de chose, mais tellement des sciences ! Il suffisait d'évoquer un sujet, une maladie ou simplement le nom d'un obscur récepteur situé sur la membrane d'une cellule quelconque, et aussitôt Elisabeth nous en expliquait l'alpha et l'oméga. A un âge où beaucoup ne se remettent plus en question, elle considérait chaque article comme l'occasion de parfaire sa pratique de rédactrice.

Cette « femme de qualité en avait deux principales », résume Axel Kahn : l'enthousiasme et l'intégrité. Elle avait une certaine idée de la vie et de la science, et se comportait dans la vie comme dans la science, en étant aussi exigeante vis-à-vis des gens qu'à l'égard des faits scientifiques. Elle pesait de la même façon ce que les uns et les autres valaient. D'où l'impression d'une certaine rudesse, mais qui était la marque de sa grande exigence ». Elisabeth Bursaux s'est éteinte chez elle, entourée de ses trois enfants et de ses petits-enfants.

Paul Benkimoun

[Avec la disparition d'Elisabeth Bursaux, *Le Monde* perd une collaboratrice qui avait la confiance et le respect de ses lecteurs et de ses confrères. Sa disponibilité, son attention aux autres, sa modestie, son professionnalisme et son courage avaient fait de cette ancienne directrice de recherches de l'Inserm, qui nous avait rejoints en mars 1999, une journaliste dont le décès nous affecte profondément. *Le Monde* présente à ses trois enfants, à sa famille et à ses proches ses très sincères condoléances. – J.-M. C.]

## A LIRE EN LIGNE

Sur [www.lemonde.fr/carnet](http://www.lemonde.fr/carnet), retrouvez le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 29-mardi 30 avril sont publiés : ● **Temps de travail** : un décret portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat.

● **Marine marchande** : un décret relatif à la composition, aux attributions et à l'organisation du Conseil supérieur de la marine marchande.

● **Accord international** : un décret portant publication de la Convention internationale de 1989 sur l'assistance, faite à Londres le 28 avril 1989.

## NOMINATION

Jean-Pierre Lafon a été nommé ambassadeur en Chine en remplacement de Pierre Morel, récemment nommé au Vatican, par décret publié au Journal officiel du 26 avril.

## DOCUMENTS OFFICIELS

Le ministère du travail publie le rapport du Bureau international du travail sur l'inspection du travail en France en l'an 2000. [www.sante-securite.travail.gouv.fr/media/medias/pdf/rapport01.pdf](http://www.sante-securite.travail.gouv.fr/media/medias/pdf/rapport01.pdf) Le Sénat a mis en ligne le rapport d'information intitulé « Israël-Palestine : l'urgence d'un engagement international ». [www.senat.fr/rap/r01-285/r01-285.html](http://www.senat.fr/rap/r01-285/r01-285.html)

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naiissances

Emmanuelle BÉRA

et Georg KRANNER

ont la très grande joie d'annoncer la naissance de leur fille

Natacha Louise KRANNER,

à Paris, le 12 avril 2002.

Mamichou, Papichou,

Brigitte, Daniel, Raphaël,

Alice et Jean-Michel

partagent avec ses heureux parents le bonheur d'accueillir

Noémie,

née à Paris, le 4 avril 2002.

## Anniversaires de naissance

– 3 mai 1942 - 3 mai 2002, soixante ans, dont près de la moitié passée à bricoler chaque jour l'impossible pour nous.

Bon anniversaire,

Jean-Pierre.

De la part de tes compagnons de galère du SUFC Jean-Monnet.

Que ta sagesse ébouriffée nous accompagne encore longtemps.

## Mariages

– Bourg-la-Reine. Sarzay.

Séverine et Gilles

se marient le vendredi 3 mai 2002.

Sylvie et Marceau DOBIN,

Dina et Serge BAUDOIN

leur souhaitent un long et heureux chemin ensemble.

## Décès

– Mme Christiane Baudot, son épouse,

Mmes Viviane Claverie Baudot et Violaine Baudot, ses filles,

M. Didier Claverie, son gendre,

Cécile, Claire et Olivier Claverie, ses petits-enfants,

M. Roger Baudot, son frère,

ont la profonde douleur d'annoncer le décès, le 28 avril 2002, à l'âge de soixante-six ans, de

Georges BAUDOT,

professeur émérite à l'université de Toulouse-Le Mirail, officier de l'ordre des Palmes académiques, membre correspondant des Académies mexicaines de l'histoire et de la langue, membre correspondant de la Société mexicaine de géographie et statistique, membre honoraire de la Société mexicaine d'histoire linguistique, officier de l'ordre mexicain de l'Aigle aztèque.

1, rue des Redoutes,

31500 Toulouse.

– Sarah, Marion et Armel, ses enfants,

Benoît, Laure et Pierre Merel, son gendre et ses petits-enfants,

Mme Jean Trébuçq, sa mère,

Mme Jacques Bursaux, sa belle-mère,

Fanou, Yves, Laurence, Arnaud, Anne, Olivier, Odile,

ses sœurs et frères,

Volodia, Linda, Clare, Pierre, Pascale, Frédéric, Jacqueline, Lionel, François,

Suzanne, Daniel, Florence, André, Karine,

ses belles-sœurs et beaux-frères,

Ses neveux et nièces,

Les familles Trébuçq, Braun, Bursaux et Weiss,

Tous ses parents et amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Elisabeth BURSAUX

née Trébuçq

survenu le 1<sup>er</sup> mai 2002, à l'âge de 58 ans, des suites d'un cancer.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 4 mai à 11 heures en l'église de Magny-les-Hameaux Village (78).

Elle sera inhumée au cimetière de Magny-les-Hameaux, auprès de son mari Dominique Bursaux, décédé le 20 avril 1988.

La maison familiale de Brouéssy sera ensuite ouverte à tous.

Cet avis tient lieu de faire-part. (Lire ci-contre.)

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Versailles (Yvelines).

Ses parents et amis ont la douleur de faire part du décès de

Nicole BRADY,

conseiller à la cour d'appel de Versailles,

chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 27 avril 2002.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 mai, à 10 h 15, en la chapelle du Saint-Sacrement de l'église Notre-Dame, rue Sainte-Genève, à Versailles, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière Saint-Louis, à Versailles.

– Boulogne.

Mme Renée Castagner, son épouse,

a la douleur de faire part du décès de

Jacques CASTAGNER,

survenu le 29 avril 2002, à Bléré (Indre-et-Loire), dans sa quatre-vingt-unième année.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 3 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Christophe de Bléré.

17, quai Le Gallo,

92100 Boulogne.

– Paris. Saint-Etienne-de-Crossey.

Nunzia Gamet, son épouse,

Kékéli et Amamassa, ses filles,

Les familles Gamet, Mangione, Martinez, Moreno, Lotito, Piarulli,

leurs enfants, et ses amis du monde entier,

ont la tristesse de faire part du décès de

Michel GAMET,

survenu le samedi 27 avril 2002, à Lima (Pérou), dans sa soixante-deuxième année.

Un service religieux sera célébré le vendredi 3 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, place Hélène-et-Victor-Basch, Paris-14<sup>e</sup>.

« Le temps s'en va,

le temps s'en va, ma dame,

Las ! le temps, non mais

nous nous en allons.

Et tôt serons étendus sous la lame... »

– Jeannette Henriot, son épouse,

Marie, Benoît et Jean, ses enfants,

Maroussia, sa petite-fille,

Agnès, Nordine, Mojgan, Scarlett,

Tous ses amis de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, de Suisse et des USA,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques HENRIET,

historien d'art, médiéviste,

survenu le 30 avril 2002, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Séverin, à Paris-5<sup>e</sup>, le vendredi 3 mai, à 9 heures, suivie de l'inhumation, à 17 heures, au cimetière de Rosenwiller (Alsace).

« Et là-haut dans la lumière immense,

Nous nous sommes trouvés

en pleurant,

Ô mon cher compagnon de silence ! »

Paul Valéry.

– Le président de l'université Paris-I - Panthéon-Sorbonne,

Les enseignants,

Le personnel administratif,

Les étudiants,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 25 avril 2002, de

M. Robert HOURCADE,

assistant en sciences de gestion à l'université

Paris-I - Panthéon-Sorbonne.

– M. le directeur de l'UFR gestion et économie d'entreprise,

Ses collègues enseignants,

Le personnel administratif,

Les étudiants,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 25 avril 2002, de

M. Robert HOURCADE,

assistant en sciences de gestion à l'université

Paris-I - Panthéon-Sorbonne.

– Marie Latil, née Charpin, son épouse,

Marie-France et Philippe Besnard, Michel et Marie-Thérèse Latil,

Le docteur Jacques Latil et Joëlle Anne Latil,

Le docteur François Latil et Nathalie,

Le docteur Olivier Latil et Dominique,

Christophe et Miguéline Latil, ses enfants,

Et ses dix-neuf petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. le docteur Pierre LATIL,

survenu le 27 avril 2002, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Jean-de-Malte, le 30 avril, à Aix-en-Provence.

– Odette Darmon, ses enfants et petits-enfants,

Suzy Daniel, ses enfants et petits-enfants,

Jeannette Greenberg, ses enfants et petits-enfants,

Michèle Nataf, ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part de la disparition de leur bien-aimée sœur, tante et grand-tante,

Berthe NATAF,

maître de recherche honoraire au CNRS,

décédée à Paris, le 29 avril 2002, à quelques jours de son quatre-vingt-dixième anniversaire.

Les obsèques auront lieu le vendredi 3 mai, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le président de l'université Paris-I - Panthéon-Sorbonne,

Les enseignants,

Le personnel administratif,

Les étudiants,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 20 avril 2002, de

M. Jean-Pierre NIEDERHAUSER,

professeur associé à l'université

Paris-I - Panthéon-Sorbonne.

– M. le directeur de l'UFR gestion et économie d'entreprise,

Ses collègues enseignants,

Le personnel administratif,

Les étudiants,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 28 avril 2002, pour rejoindre

Ed WEGMAN.

Nous nous réunirons entre amis le vendredi 3 mai, à 10 heures, au funéraire du Père-Lachaise, pour lui dire au revoir.

## Anniversaires de décès

« La volonté de Celui qui m'a envoyé, c'est que je ne perde aucun de ceux qu'il m'a donnés, mais que je les ressuscite tous au dernier jour. »

Jean, VI, 39.

Jacques ROLAND,

mai 1957-mai 2002,

aurait quarante-cinq ans.

Le dimanche 19 mai, à 11 heures, la messe en l'église Saint-Eustache, Paris-1<sup>er</sup>, sera célébrée à son intention, ainsi qu'à celle de ses parents,

Charles ROLAND,

et

Jacqueline ROLAND-ANGEVIN, résistants à la barbarie nazie.

« Veillez ! »

Matthieu, XXV, 13.

– Il y a seize ans,

Sophie

nous quittait avec

Tina.

Merci à tous ceux qui en gardent vivant l'affectueux souvenir.

– La force de ton esprit te survit,

Marie-Antoinette VAN LAERE, née DENYS,

24 mars 1913 - 3 mai 1992.

Jacqueline et Jean Louis.

## Souvenir

Jean ALLOUCHE,

22 février 1954 - 3 mai 1999.

Pierre ALLOUCHE,

5 juillet 1916 - 22 février 1999.

Pour que leur nom soit prononcé et que vive leur souvenir.

Avec nous, toujours.

## Avis de messe

– Une messe sera célébrée à l'intention de

Renée BARTOLI,

le lundi 6 mai 2002, à 18 heures, au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, Paris-13<sup>e</sup>.

## Conférences

Vendredi 3 mai, de 20 h 15 à 21 h 30, « Voyage astral - illusion ou réalité ? »

Dimanche 5 mai, de 17 h 30 à 19 h 30, « De la prière à la méditation »

Mercredi 8 mai, 17 h 30, « JOUR DU LOTUS BLANC,

Mme Blavatsky et ses maîtres - l'impact de leur œuvre »

Loge unie des théosophes, 11 bis, rue Kepler, Paris-16<sup>e</sup>.

Entrée libre et gratuite. Tél. : 01-47-20-42-87.

[www.theosophie.asso.fr](http://www.theosophie.asso.fr)

## Communications diverses

– Centre communautaire de Paris : lundi 6 mai, à 20 h 30. Leçon : « L'Histoire juive ne sera plus ce qu'elle a été... Le tournant stratégique de l'an 2000 », avec Shmuel Trigano.

119, rue La Fayette, Paris-10<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-20-52-52 (PAF).

**Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois**

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :  
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

**Oui**, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : .....

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

**Autorisation de prélèvements**

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....

Signature : .....

**IMPORTANT** : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

**Pour tout renseignement concernant** le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :  
Téléphonez au 01-44-97-54-54 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.  
**Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 e TTC/mi)**

"Le Monde" (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03



Tramway, rénovations, reconquête de zones en friche... La cité bretonne multiplie les politiques urbaines susceptibles de renouer le lien social. Et prépare l'avenir en couplant son agglomération à celle de Saint-Nazaire

# Comment Nantes modèle sa ville contre l'exclusion

NANTES

de notre envoyé spécial

La tour Bretagne est plantée au cœur de Nantes. Un peu plus courte que son homologue parisienne de Montparnasse, elle a la même teinte café au lait et la même disgrâce. Le 23<sup>e</sup> étage est occupé par les services de la Communauté urbaine de Nantes. Son directeur général, Laurent Théry, a, de son bureau, une vue presque panoramique de la cité bretonne - 270 000 habitants, 550 000 en comptant les 21 communes de la communauté urbaine. Ici, le chef du FN n'a pas franchi la barre des 10 % lors de l'élection présidentielle du 21 avril : Lionel Jospin est arrivé en tête (20,74 %) devant Jacques Chirac (18,84 %). La progression de Jean-Marie Le Pen par rapport à la présidentielle de 1995 n'est que d'un demi-point.

Même dans les communes périphériques de Saint-Herblain ou de Rezé, son score reste largement au-dessous de sa moyenne nationale. « Dans les cités difficiles, explique Jean-Marc Ayrault, le député et maire (PS) de Nantes, on a assisté à une montée relative du vote Laguiller et à une croissance de l'abstention ; dans les quartiers pavillonnaires, le vote Le Pen a légèrement crû. » L'une des raisons de cette résistance peut-elle être attribuée à la politique urbaine menée ici depuis une douzaine d'années ? Laurent Théry veut l'espérer.

De son perchoir, il peut observer, comme sur un plan-relief, les vieux quartiers groupés autour de la cathédrale, en grande partie détruits par les bombardements de la seconde guerre mondiale, et dont la reconstruction a été plus ou moins réussie ; les vastes avenues issues du comblement des bras de la Loire, achevées au début des années 1950 ; les barres de HLM élevées vingt ans plus tard. On distingue même, de l'autre côté du fleuve, la grue jaune qui signale les friches industrielles de l'île de Nantes. Le long du cours des Cinquante-

Otages, qui passe au pied de la tour Bretagne, on aperçoit, pas plus grand qu'un jouet, un tramway blanc, fier de la municipalité et acte essentiel de la reconquête de la ville sur elle-même.

Celle-ci a été largement menée par Jean-Marc Ayrault, qui a entamé en 2001 son troisième mandat. « Le tramway, ce n'est pas seulement

## L'effet « boule de neige » du tramway

Les trois lignes du tramway nantais ont permis de désenclaver quelques-unes des zones périphériques sensibles : les quartiers Nord et Est, Bellevue, Dervallières ou Château-de-Rezé. « Ce ne sont pas des cités à feu et à sang, mais, là comme ailleurs, se sont développés des phénomènes d'exclusion, explique Laurent Théry, directeur général de la Communauté urbaine de Nantes. Il y a ici de fortes concentrations de chômeurs, des poches de pauvreté, qui engendrent des problèmes sociaux, facteurs d'explosion. » Pour lui, la reconquête de ces territoires et de ces communautés délaissées passe par celle du domaine public : « De la station du tramway ou du bus jusqu'à la cage d'escalier de l'immeuble, il faut que les gens retrouvent une qualité qui les incite à ne plus rougir du lieu où ils habitent. »

Le tramway a eu un effet « boule de neige ». Il a été l'occasion de requalifier des espaces abandonnés, de redessiner des rues et des places, puis d'installer de nouveaux équipements, donc de dynamiser le tissu associatif, et enfin de favoriser l'installation d'entreprises ou de commerces. C'est visible sur les bords de l'Erde, dont les quais ont été refaits, à Bellevue, où la place Mendès-France a retrouvé figure urbaine, sur le campus universitaire, qui a cessé d'être une forteresse bouclée sur elle-même, ou aux Dervallières, dont le centre commercial semble sortir d'une longue hibernation.

le moyen de régler un problème de circulation, indique le maire, par ailleurs président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. C'est aussi l'outil qui nous a permis de redessiner la ville, de réhabiliter les quartiers déshérités en même temps qu'il les reliait au centre historique. »

Les améliorations sont sensibles, mais la partie est loin d'être gagnée. De temps à autre, survient un accès de fièvre. On voit encore une trace de voiture brûlée du côté de la por-

te de Rennes ; une supérette a récemment été incendiée au Breil-Malville ; et un équipement sportif saccagé dans le quartier Malakoff où le collège qui peut accueillir 500 élèves n'en scolarise plus que 200. Les autres ont rejoint des établissements plus calmes. « Peut-on développer un projet éducatif innovant dans un espace urbain sinis-

tré ? », demande Paul Cloutour, responsable de la politique de la ville dans l'équipe municipale. Sa tâche semble vertigineuse : « Nous devons faire face à l'impudence collective, au délitement du lien social, à la précarité de la population, à la perte des repères familiaux, à un phénomène de dépression collective et à un rapport de défiance permanente vis-à-vis de toutes les institutions. C'est ça la politique de la ville. » Celle-ci peut-elle régler tous

menacés de fermeture ? « C'est en pleine crise économique que nous nous sommes attelés à ce qu'on appelle aujourd'hui la politique de la ville, se souvient Joël Batteux. Beaucoup considéraient que la ville est une sorte de résidu dont on ne sait que faire. Or la ville c'est le lieu du développement, le lieu d'échange des gens comme des biens. Un lieu de représentation aussi - les exclus, ce sont les gens qui n'ont plus pignon sur rue. Notre rôle, c'est d'organiser cette présence. »

OUVERTURE VERS NANTES  
Le maire a donc voulu achever la ville des années 1950, dont l'architecture est plus soignée et plus intéressante qu'on ne le croit. Il a fallu aussi rénover la ville des années 1970, hâtivement construite à la périphérie. « A défaut de pouvoir agir sur la situation sociale des individus, indique Joël Batteux, il faut soigner leur dignité, prendre soin de l'espace public. » Le mobilier urbain, la végétation se retrouvent au centre comme à la périphérie. Une antenne de l'université de Nantes est venue compléter le dispositif. Reste le port, où, par miracle, les chantiers de construction navale repartent de plus belle. Le bunker de béton est percé, digéré. Une rampe transforme son toit en belvédère. La base sous-marine devient une base de loisirs. Des cinémas ouvrent à côté.

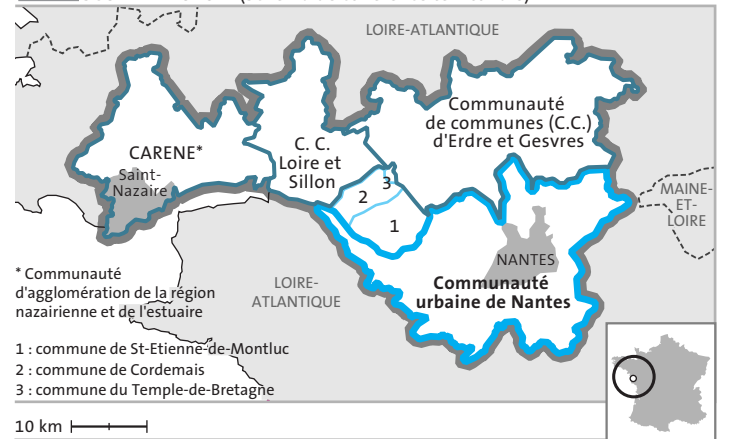
Peu à peu la ville et la vie s'installent : les habitants de Saint-Nazaire passent devant l'ancien café des parents d'Aristide Briand, repoint



GERARD DUFRESNES

La place Mendès-France, dans le quartier d'habitat social de Bellevue, a retrouvé figure urbaine depuis le passage du tramway.

## UNE AGGLOMÉRATION DE 800 000 HABITANTS SCOT MÉTROPOLE (Schéma de cohérence territoriale)



ment, réparer, restaurer et innover. Les bâtiments existants peuvent nous aider à imaginer un programme. L'idée de transformer, de réunir les époques, les logiques de situation et de passer commande, c'est une manière de faire de la politique. »

L'autre secteur à transformer a peut-être un caractère plus urgent. Il s'agit du quartier Malakoff confié à l'atelier Ruelle. Situé à deux pas du centre-ville, entre la gare et la Loire, il est aujourd'hui quasi invisible, enclavé d'un côté par les voies ferrées et de l'autre par une voie rapide. Pour l'atteindre, il faut emprunter un étroit tunnel. Derrière de vagues entrepôts de la SNCF, une zone verte en déshérence et quelques parkings pour autobus, se dressent les barres courbes d'une cité à bout de souffle. Un nouveau

morceau de ville devrait être créé ici au prix de la destruction de quelques immeubles et du déplacement du collège. Il faudra imaginer des liaisons avec le cœur de la cité et réintroduire une diversité sociale qui fait défaut.

Il faudra surtout convaincre les habitants du bien-fondé de l'opération : le décalage entre le discours municipal, aussi bien intentionné soit-il, et la réalité sur le terrain reste grand. Ce sera l'une des grandes tâches du troisième mandat de Jean-Marc Ayrault. Paradoxalement, ce proche de Lionel Jospin, convaincu de l'importance de l'urbanisme, ne semble pas avoir été capable d'insuffler un peu de ville dans la campagne du premier ministre.

Emmanuel de Roux

## Saint-Nazaire retrouve timidement le chemin de son port

SAINT-NAZAIRE

de notre envoyé spécial

Le cœur de Saint-Nazaire bat à gauche depuis 1925. En trois quarts de siècle, trois maires, tous socialistes, se sont succédé à la mairie - même si Joël Batteux a écorné le contrat en adhérant au Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement. La tâche principale des deux derniers élus municipaux a été de reconstruire la ville, détruite par les bombardements alliés au cours de la seconde guerre mondiale.

En 1983, quand Joël Batteux, adjoint à l'urbanisme, a remplacé Etienne Caux, « la ville toute neuve ressemblait à un appartement dont les plâtres ne sont pas encore secs, indique le premier. Mais surtout, tout un secteur de Saint-Nazaire avait été négligé ». Le quartier du port, ancien centre historique de cette « ville nouvelle » créée de toute pièce sous le Second Empire pour servir d'avant-port à Nantes, était laissé de côté. Il fallait, en effet, résoudre une difficulté de taille. A la place de la gare maritime, les occupants allemands avaient construit une gigantesque base sous-marine, un bloc de béton de plus de 100 mètres de long qui résista aux bombes de tous calibres.

Pour éviter ce morceau de mur de l'Atlantique, quasi indestructible, les reconSTRUCTEURS déplacèrent l'axe de la ville. Le quartier, avec son mur de la honte qui occultait l'horizon maritime, était devenu un no man's land. L'activité portuaire était invisible. D'ailleurs, la « navale », les Chantiers de l'Atlantique, n'étaient-ils pas

de rose, en retrouvant timidement le chemin du port. Pourtant, le pari n'est pas encore gagné : les commerces tardent à investir ce quartier entre chien et loup. De l'autre côté de l'écluse portuaire, une ultime friche - le Petit Maroc - est à reconquérir. Les résultats d'un concours international d'urbanisme seront bientôt connus. Par ailleurs, le car-

net de commandes de la « navale » se dégonfle dangereusement. Saint-Nazaire doit élargir son bassin d'emploi. La solution viendra-t-elle du SCOT Métropole - le schéma de cohérence territoriale, qui remplace le schéma directeur -, que la communauté d'agglomération de la région nazairienne a signé avec la communauté urbaine de Nantes,

mais aussi avec deux communautés de communes adjacentes ? Un ensemble de 800 000 habitants réparti en deux pôles, sans continuité urbaine, avec de grands espaces de respiration, a vu le jour sur le papier. Une nouvelle stratégie de la ville est à inventer ici.

E. de R.

MUSIQUE EN  
**SORBONNE**

Lundi 6 et jeudi 16 Mai 2002 20h30  
Grand Amphithéâtre 45 rue des Ecoles Paris 5e

**CHŒUR ET ORCHESTRE DE PARIS-SORBONNE**  
GRAND CHŒUR DE L'UFR DE MUSICOLOGIE  
DIRECTION JACQUES GRIMBERT

ANDREA MELATH, MEZZO  
JEAN-FRANÇOIS MONVOISIN, TENOR  
PATRICE BERGER, BARYTON  
MATTHIEU LECROART, BARYTON  
MARC HAFFNER, TENOR

Camille SAINT-SAËNS  
**Samson**  
« Dalila »

Reservations **01 42 62 71 71**

**CONCERTS**

**cité de la musique**  
musée, concerts, centre d'information

**L'invention du sentiment**  
**Matthias Goerne,**  
baryton  
**Andreas Haefliger,**  
piano  
**Schubert, Wolf**  
14 mai > 20h

www.cite-musique.fr/resa  
**01 44 84 44 84**

MERCREDI 15 MAI - 20 H

**OPÉRA COMIQUE**

**BÉATRICE ET BÉNÉDICT**  
(opéra imité de Shakespeare)  
**Hector Berlioz**  
Dialogues parlés retravaillés par Remy Stricker

**MARC SOUSTROT** direction  
**OLIVIER WERNER** mise en espace  
chanteurs stagiaires issus de la master class « Le Chant Berliozien » dirigée par RÉGINE CRESPIN, au Centre de la voix de la Fondation Royaumont

**CHŒUR DE L'ORCHESTRE DE PARIS**  
ARTHUR OLDHAM chef de chœur

Coproduction Fondation Royaumont, Opéra Comique, Orchestre de Paris  
Avec le soutien de Monsieur Pierre Bergé

**ORCHESTRE DE PARIS**  
2003

TARIF UNIQUE : 25 €

**RÉSERVATIONS**  
**0 825 000 058**

**ensemble**  
inter  
contemporain

**Mercredi 15 mai - 20 h**  
salle des concerts

**Atelier de création**  
La rencontre des musiques populaires et du répertoire contemporain

œuvres de  
**Berio, Reich, Bartók...**

Collèges J.B. Clément de Dugny, J. Moulin de Neuilly-Plaisance

**Solistes de l'Ensemble Intercontemporain**

Présentation  
**Dominique Boutel**

entrée libre sur réservation

**cité de la musique**  
**01 44 84 44 84**



François Ascher, professeur à l'Institut français d'urbanisme, conseiller scientifique au ministère de l'équipement et auteur de « La République contre la ville. Essai sur l'avenir de la France urbaine »

## « Les problèmes se posent à l'échelle des agglomérations »

FRANÇOIS ASCHER est conseiller scientifique du plan urbanisme, construction et architecture au ministère de l'équipement, du logement et des transports et participe à la Fédération européenne de concours d'architecture. Il est aussi l'auteur, entre autres, de *La République contre la ville. Essai sur l'avenir de la France urbaine* (Editions de L'Aube, 1998) et de *Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs. Essai sur la société contemporaine* (Editions de L'Aube, 2001).

A travers vos livres et votre action, il semble qu'on ait quelque difficulté à faire fonctionner la démocratie et à interpeller le monde politique sur les questions urbaines...

La première raison est que le débat démocratique n'a pas lieu à la bonne échelle. La plupart des problèmes se posent désormais à l'échelle des agglomérations : métro, transports, mixité sociale, environnement, pollution, risques, centralité, etc. ; ça n'est qu'à ce niveau qu'on peut envisager des solutions efficaces, pas à celui d'une seule commune. Les gens travaillent dans une ville et vivent dans une autre. Nous vivons dans des régions urbaines. Lors des municipales, que les candidats soient de droite ou de gauche, on parle un peu de quartier, un peu de la commune, à peine de l'agglomération et de la région.

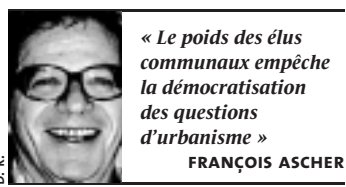
C'est l'impact de la crainte sécuritaire ?

Non, ce n'est pas seulement cela, c'est une vision qui se limite au confort immédiat : arrêts de bus mal placés, feux rouges mal placés, insécurité, tags. Tout cela est en effet de l'ordre de la commune. Mais dès qu'il s'agit de problèmes vraiment importants - localisation future de logements sociaux, réforme des transports collectifs, politique d'environnement -, tout se négocie entre élus communaux et spécialistes ; et de cela, on ne parle quasiment jamais au moment des élections. Les élections cantonales ne veulent plus rien dire. La dimen-

sion départementale, qui reste liée à l'époque où l'on se déplaçait à cheval, reste dominée par les ruraux. Elle est caduque pour ce qui concerne la majorité, urbaine, des citoyens.

La dimension intercommunale signifie-t-elle quelque chose pour les habitants ?

Elle ne peut rien signifier tant qu'il n'y a pas d'élection à ce niveau. Les nouveaux « schémas de cohérence territoriale », les SCOT, qui sont très complexes, impliquent qu'on mette d'accord les communautés de communes et d'agglomération entre elles. C'est une démocratie au troisième degré, très loin des électeurs : les élus communaux se retrouvent et négocient entre eux sur des bases qui ne sont



« Le poids des élus communaux empêche la démocratisation des questions d'urbanisme »

FRANÇOIS ASCHER

pas toujours claires ; ensuite les différentes communautés d'agglomérations négocient entre elles un schéma directeur. Ça ne peut ni bien marcher ni être vraiment accepté, d'autant que les impôts intercommunaux sont désormais plus importants que les impôts communaux.

On pourrait alors attendre d'un président de la République qu'il prenne la mesure de ces enjeux ?

Comme le disait François Séguin, lorsqu'il était président de l'Assemblée, quand une loi vient en débat au Parlement, le député ne peut réagir qu'en élu local. Gauche ou droite confondues, à chaque débat sur l'intercommunalité, les gouvernements reculent. Ainsi, la commission paritaire Sénat/Assemblée nationale a encore cédé il y a quelques semaines devant un article qui prévoyait l'élection au suffrage universel direct des instances d'agglomération. Tout ce qui est décentralisation « communale », les élus votent pour, dès qu'on passe au

niveau supérieur, il n'y a plus personne. Tant que le cumul des mandats restera possible, tant qu'il y aura des députés ou des sénateurs maires, il sera impossible de toucher à ces archaïsmes. Au demeurant, ce n'est pas la commune en elle-même qui est un obstacle, il ne s'agit pas nécessairement de la supprimer, mais le poids des élus communaux dans l'appareil politique français empêche réellement de prendre les questions d'urbanisme à la bonne échelle et en empêche la démocratisation.

Voilà pour les hommes politiques, mais ne pensez-vous pas que le discours des professionnels reste totalement abstrait pour la plupart des Français ?

Il y a eu une longue période d'expansion urbaine où l'on fabriquait de la ville pour des populations qui n'étaient pas encore là. La réponse était forcément technocratique. Il fallait analyser des besoins, organiser des études préalables. On a pris alors l'habitude, aujourd'hui considérée comme mauvaise, d'associer la qualité d'une ville à la compétence d'un ou plusieurs techniciens.

Mais vous restez toujours dans l'anonymat, cachés derrière les élus ou les décisionnaires, comme les ingénieurs des Ponts.

C'est en partie vrai. L'urbanisme n'est pas une science, mais un domaine large et complexe où interviennent des disciplines fort différentes. Actuellement, l'urbanisme, ce n'est plus le fait de professionnels, c'est un ensemble de dispositifs. Je suis d'ailleurs hostile à la qualification d'urbaniste, comme certains le demandent. Le véritable enjeu, c'est de faire entrer toutes les qualifications et les métiers nécessaires dans des projets qui sont tous différents, et d'organiser un travail collectif qui intègre aussi bien la culture que l'aménagement, l'économie, etc. L'ensemble de ces compétences ne sera plus jamais réductible à un corps de métier unique.

Propos recueillis par Frédéric Edelmann

Les professionnels de la culture multiplient les manifestations appelant à voter Jacques Chirac le 5 mai

## De nombreux artistes se mobilisent contre le FN

LA MOBILISATION des artistes contre Jean-Marie Le Pen ne faiblit pas. Mardi 30 avril, vers midi, devant Beaubourg, Jean-Jacques Aillagon, président du Centre Georges-Pompidou, dont le nom est souvent avancé pour succéder à Catherine Tasca dans un gouvernement de droite, avait appelé les professionnels de la culture à se rassembler pour « défendre la République ». Il y avait là beaucoup d'anonymes mais aussi nombre de personnalités, comme Catherine Clément, qui a rendu hommage à ses grands-parents morts dans les camps, refusant de prononcer le nom honni par la foule « par respect pour les Bretons qui ne méritent pas ça », Véronique Genest, qui disait, pour son fils métis, le bonheur d'une France « black, blanc, beur », Jean-Michel Jarre qui, rappelant le souvenir de sa mère déportée à Ravensbrück, a su dire la nécessité de prendre la mesure du désespoir des électeurs qui se sont portés sur l'extrême droite.

De nombreuses vedettes de l'écran, comme Claudia Cardinale, Jean-Claude Brialy ou Laetitia Casta, côtoyaient des conservateurs de musées, des galeristes et des artistes. Antoine Poncet ou Gérard Fromanger, Peter Klasen ou Jean-Pierre Raynaud, Orlan, Pasquier, Geneviève Asse, Arikha et Eric Corne, tantôt soutenant Chirac, tantôt le honnissant, mais tous déterminés à voter pour lui.

Après une interprétation par les cuivres de l'Ircam de Call, de Luciano Berio, un auteur interdit dans certains pays, Jean-Jacques Ailla-

gon a pris la parole, définissant la culture comme « l'intelligence et l'amour des autres cultures ». Jack Lang, qui devait lui succéder, préféra s'abstenir. Ce fut alors au tour de Jacques Toubon, ancien ministre (RPR) de la culture, de rappeler que la culture peut s'opposer à la misère et à la laideur. En descendant de l'estrade, Jacques Toubon ne comprenait pas le silence de Jack Lang : « Si c'est une manière de préparer les législatives, c'est nul ! » Jean-Jacques Aillagon expliquait pour sa part que l'actuel ministre de l'éducation nationale « avait un déjeûner et avait peur de se mettre en retard ».

« AUX URNES CITOYENS ! »

Interrogé par *Le Monde*, Jack Lang confirme et dit ne pas comprendre la réaction de Jacques Toubon : « Depuis le premier tour, les gens de gauche se battent plus pour l'élection de Chirac que les gens de droite. J'ai été un des tout premiers à dire qu'il fallait que le vote pour Chirac soit un raz-de-marée républicain si puissant qu'il engloutisse M. Le Pen et ses sbires. Le discours de Jacques Toubon était très bien, et j'aurais pu signer son intervention : je me suis senti représenté par lui. Il n'y a pas d'ambiguïté : je serai à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, et j'appellerai encore à voter Chirac. »

Quelques heures plus tard, vers 19 heures aux jardins du Trocadéro, environ 2 000 personnes se pressaient autour de la tribune dressée par l'association Vive la France. Des centaines de drapeaux tricolores, une seule banderole, au-dessus de la tribune : « Contre

*Le Pen, votons Chirac.* » Plusieurs des artistes présents avaient appelé à voter pour Jacques Chirac dès le premier tour, comme Sophie Marceau. Autour du ténor Roberto Alagna, plusieurs chanteurs - Henri Salvador, Marc Lavoine, Jean-Louis Aubert, Dani -, et acteurs - Line Renaud, Charlotte Gainsbourg, Jane Birkin - sont venus chanter *La Marseillaise*. « Nous voulons défendre une France unie, simple, belle, une France dont personne ne soit exclu. Nous voulons répondre avec nos couleurs, avec les emblèmes de la République, en chantant notre hymne national », expliquaient les organisateurs. L'hymne est chanté plusieurs fois. Un participant propose sa variante : « Aux urnes, citoyens ! Votons dimanche prochain. Votons, votons contre un sale... »

Dans la soirée, place de la Bourne, était organisé un réveillon alternatif à l'appel de plusieurs mouvements (Droit au logement, Attac, la CNT ou Droits devant ! !) et de dizaines de musiciens de fanfare venus d'Allemagne, d'Italie ou d'Angleterre. Pas de drapeaux tricolores ici, et des slogans plus gaillards qu'au Trocadéro : « Le fascisme bande. Qui c'est qui va trinquer ? » Plusieurs groupes de rock alternatif se succèdent sur la scène. Chacun invite à voter Chirac, en proposant de sortir dans les rues, dès 20 heures dimanche soir, « avec casseroles et tambours pour réclamer la démission de l'escroc Chirac ».

Harry Bellet et Catherine Bédaride

### COMMENTAIRE

#### LES URGENCES POLITIQUES DE L'URBANISME

La ville a été l'une des grandes absentes des débats de l'élection présidentielle ; elle le sera sans doute encore lors des élections législatives. Réduite à ses aspects sécuritaires, elle est pourtant au cœur du typhon qui a secoué la France, le soir du 21 avril. Quels que soient les résultats à venir, la ville devra revenir au centre du débat politique.

L'abandon d'une politique ambitieuse et compréhensible a été à cet égard une des carences du gouvernement Jospin, malgré plusieurs textes de première importance comme les lois dites Voynet, Chevènement et SRU (Solidarité Renouvellement Urbain). Une vraie politique de la ville impliquera de repenser l'organisation du territoire et ses découpages administratifs en tenant compte non plus de la stabilité du statut des élus, mais de la réalité urbaine. Trop d'hommes politiques tiennent leur légitimité

de schémas vieux de deux siècles. Reflets d'une France balzacienne, ils sont en même temps les héritiers de plusieurs décennies d'une urbanisation hâtive dont on ne finit pas de payer l'addition.

Refuser de penser les villes comme des agglomérations sans rapport avec les contours des communes, c'est s'exposer à entretenir l'opposition entre des centres protégés et des « cités » d'exclus. Adapter la carte politique à la géographie urbaine est une première condition pour sortir de l'impasse actuelle.

Une seconde condition est de rétablir un dialogue démocratique entre les élus et les administrés. Les premiers n'ont pas tous conscience de leur nouveau et difficile métier de gestionnaire de la cause urbaine. Les seconds se sont réfugiés dans des attitudes de protestations, associatives ou procédu-

rières en temps ordinaire, électorale à l'occasion. Les questions d'urbanisme se sont donc trouvées confisquées par des techniciens, certains d'entre eux prophétisant un « chaos urbain » supposé ingérable.

Or les réponses pratiques existent. Il peut s'agir de structures, comme les agences d'urbanisme, où se retrouvent des professions multiples. Il peut s'agir d'outils comme les projets urbains, qui offrent une dimension repérable, des objectifs et un registre d'actions clairement énoncés, avec à la clef une maîtrise relative des coûts. Ces données là peuvent être partagées, discutées et largement rendues à la responsabilité des citoyens. A défaut, on en reviendra toujours à une vision de la question urbaine réduite à l'appareil policier et aux sanctions judiciaires.

F. E.

## Censuré dans le monde, édité par la Fnac et Reporters sans frontières. La Collection interdite.

Livres, musiques, films, donnons la parole à ceux que l'on fait taire.

Et naturellement sur [www.fnac.com](http://www.fnac.com)



BROUILLON - 2002 - FNAC GRACES A NOS 8 276 061 300

**CHAILLOT** DU 3 AU 26 MAI 2002

**REPASSAGE**

**CHRISTOPHE SALENGRO**

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT  
01 53 65 30 00 · [www.theatre-chaillet.fr](http://www.theatre-chaillet.fr)  
1 place du Trocadéro 75116 Paris · métro Trocadéro

Théâtre de la Ville  
DIRECTION GÉRÉE PAR VIOLETTE PARIS

MAR. 7 MAI 20H30  
**Kumpanya Istanbul**  
fanfare de fête et de mariage des Tsiganes de TURQUIE

MER. 8 MAI 20H30  
**chants et musiques du Kazakhstan**  
chant épique, kobyz, dombra

2 PLACE DU CHÂTELET, 4<sup>e</sup>  
01 42 74 22 77  
[www.theatredelaville-paris.com](http://www.theatredelaville-paris.com)





# Simon Casas, l'arène contre la haine

Autodidacte et picaresque, le directeur des arènes de Nîmes et de Saragosse n'a eu qu'un seul ennemi tout au long de sa vie : l'extrême droite

« **L'ENNEMI**, ce n'est pas le toro, c'est l'extrême droite » (Le Monde du 31 mai 1990). Simon Casas, directeur des arènes de Nîmes et de Saragosse, 54 ans, belle gueule de cinéma, turbulent acteur de la planète des toros, autodidacte lecteur des poètes et des philosophes, père heureux depuis un an, comédien principal de son destin dont il rit sérieusement, matador de toros. La situation actuelle n'est pas pour le changer. Dimanche 21 avril 2002, il rentre de Séville pour voter. Il est farouchement républicain. S'est présenté plusieurs fois à des élections, sous l'étiquette RPR, puis radicale, dont quelques-unes pour barrer la route au Front national dans une région particulièrement irradiée, le Gard.

Extrait de son journal en direct, dimanche 21 avril, sur son site (arenedenimes.com) : « **Dimanche 21 avril : la République reçoit un coup de corne. 18 h 30. Je regarde Via Digital, la chaîne espagnole de la corrida. Aujourd'hui, à Séville, Zotoluco, Higarés et Padilla affrontent les Miura. Le premier toro se serre dangereusement à droite... 19 heures. Je zappe entre Séville et les télévisions françaises : les journalistes annoncent une grosse surprise pour le premier tour des présidentielles. J'en ai vite la certitude : il ne peut s'agir que du passage de Le Pen au second tour. Cette surprise, en fait, n'en est pas une : la France inculte, étroite, apeurée, incivique et dépolitisée devait finir par prendre le dessus sur la France qu'on aime, celle du respect des droits de l'homme, de la culture et de l'intelligence. Les beaux sont plus dangereux que les Miura !... »**

## LE COUP DE CORNE REÇU PAR LA FRANCE

Pour lui, le FN n'est pas l'ennemi principal, « parce qu'il ne gagnera rien dans ce pays ». Ce sont les résultats de sa haine qu'il combat, « sans haine pour les électeurs, avec compassion. Cela dit, l'inquiétude n'est pas naïve, Le Pen est là et bien là : mais pour moi, l'ennemi, c'est l'idée ». Quel rapport avec les toros qui sont toute sa vie ? « Je ne suis pas un homme de toros. Ma passion, c'est l'engagement dans la société, ma vocation, la responsabilité, mon ambition, vivre avec les autres. Et ça, la tauromachie en donne l'exemple constant. »

Tout commence dans les petites classes du lycée de Nîmes : « On me traitait de sale juif. Je suis allé pleurer dans le bureau du censeur. Il m'a dit "Qu'est-ce que tu veux que j'y fasse ?" J'ai compris. Il fallait que je me défende seul. Ma grand-mère, dont la famille était à Istanbul depuis le XV<sup>e</sup> siècle, ne parlait qu'espagnol. Quand je lui demandais "D'où viens-tu ?", elle me répondait "De Tolède". Les femmes chez moi ne parlaient qu'espagnol. C'est

## BIOGRAPHIE

### ► 1947

Naissance à Nîmes de Bernard Dombs.

### ► 1968

Lauréat de la Fondation de la vocation, avec Alain Montcouquiol, pour devenir torero.

### ► 1980

Deviend directeur des arènes de Nîmes.

### ► 2002

Les 8 et 9 mai, 15 et 20 juin, Féria de Nîmes. Il organise le mano a mano inédit d'El Cordobés et de Paco Ojeda.

la langue maternelle de femmes qui n'avaient jamais mis les pieds en Espagne. »

Là-dessus, il voit sortir Dominguin, Ordoñez et Chicuelo II en triomphe des arènes de Nîmes. Etrangers, Espagnols, mais « vainqueurs de la foule, vainqueurs du toro et vainqueurs de la mort ». Et filant en Hispano Suiza vers le plus grand hôtel de la ville, l'Imperator, avec Ava Gardner. Les toreros sont escortés d'inconnus fascinants que visiblement ils fascinent : « Orson Welles, Picasso, Cocteau, Hemingway. J'ai voulu être torero, pour répondre au censeur. » Les notables contestent ses exploits : la bourse de la vocation de Bleustein-Blanchet (1968, parrain, Maurice Chevalier), son saut dans les arènes – pour séduire une fille (Claudine) il franchit la barrière, Ordoñez le laisse mettre à mort le taureau, pendant ce temps Claudine en profite pour filer avec son voisin...

Site internet : « 20 heures. C'est annoncé : Le Pen passe au second tour : une bête de la politique vient d'entrer dans la plus grande arène démocratique ! La France vient de recevoir un gravissime coup de corne. 20 h 30. Je dialogue avec mes avocats espagnols au téléphone. Je leur demande d'activer ma naturalisation espagnole. »

Cette envie de naturalisation, c'est une idée nocturne : une conversation assez chau-

de avec le comte de Barcelone, le père du roi. Au début, Majesté, troisième personne du singulier, etc. Au petit matin, pas loin du tutoiement : « Je lui dis, voyez-vous, ce qui ferait plaisir à ma mère, c'est que le roi nous rende la nationalité comme il s'est engagé à le faire, mais pour nous, pour elle, par lettre manuscrite. » Là-dessus, le comte trépassa. Enfin, pas sur le champ, mais avant que les formalités soient avancées.

Chaque coup de corne lui donne de l'énergie. Sans vengeance. « On s'est moqué de mon alternative : donc, plus tard, j'ai fait de Nîmes un temple de la tauromachie où Litri, Camino, Jesulín, Manuel Caballero, Cristina Sanchez, Marie Sara, et la figure actuelle, El Juli, ont pris leur alternative. » Il prend les arènes de Nîmes en 1980, fait faillite plusieurs fois, n'avait de toute façon pas un rond, dirige la liste « Nîmes autrement », s'allie avec Jean Bousquet contre la municipalité communiste. Les années flamboyantes finissent d'ailleurs assez mal : « Mais on avait changé le rythme Tournées Tifadel-Majorettes-Holiday on Ice en quatre férias de premier plan ».

En octobre prochain, il se présentera pour obtenir la gestion des arènes de Madrid. Aux dernières adjudications (1998), son groupe a été deuxième sur les douze principaux groupes espagnols : « Je peux parler de vaches

avec mes collègues, mais disons que je suis plus dans la modernité. La corrida existera longtemps malgré ses anachronismes. Si je gagne, c'est ma dernière reconquête. Si je perds, je gagne le droit d'être moi-même. Je ferai le tour de la Méditerranée en bateau, à pied, un peu à cheval et en voiture, avec mes filles. J'ai la chance de vivre la paternité à 54 ans. Je leur donnerai les meilleures préceptrices. J'ai arrêté l'école au premier trimestre de la cinquième. Je ne sais pas faire une multiplication : mais ça, on se débrouille toujours. En revanche, les règles de grammaire, c'est important, je veux les apprendre. Je rigole de mon destin, et en même temps, je sais, analytiquement parlant, que ce n'est qu'une scène qui joue une autre scène. »

De qui se sent-il proche ? « Du juif errant : plein d'identités, exubérant, un peu exhibitionniste, mais quand le poète lui demande ce qu'il fait, il répond : "J'aime en marchant." Je suis un ancien combattant du narcissisme. »

Jeudi 25 avril 2002 : de son bureau, Simon Casas voit la fenêtre du censeur et la manif des lycéens contre Le Pen : « Je rappelle mes avocats. Je leur dis "Pour la naturalisation, attendez, il faut que je reste ici avec ces jeunes gens". Il y a à faire. »

Francis Marmande



MICHEL CLAUZE

## MOTS D'ARTISTES AVANT LE 5 MAI

■ **Stanislas Nordey**, comédien, metteur en scène est en tournée. Il joue dans Quai Ouest, de Bernard-Marie Koltès, mis en scène par Jean-Christophe Saïs. « La semaine dernière, à Châlons-en-Champagne, plusieurs spectateurs ont déchiré le texte de Primo Levi qu'on avait distribué avant le spectacle. Ils sont sortis en déclarant qu'ils avaient voté Le Pen et qu'ils n'en avaient pas honte. Je vais aux manifestations anti-Le Pen tous les jours, mais surtout je passe mon temps au téléphone à convaincre les gens autour de moi de voter Chirac. Ils sont nombreux à penser voter blanc, ce qui revient à donner des voix à Le Pen. Rien n'est gagné pour le 5 mai. On peut avoir une deuxième gueule de bois, pire que la première. L'urgence, c'est le vote Chirac. Ensuite, il faudra reconstruire la gauche. »

■ **Vincent Corpet**, artiste-plasticien : « Le rôle de la culture et la possibilité qu'elle aurait d'élargir le débat démocratique ? Je suis un artiste-plasticien, je ne fais pas dans la culture. Je crois que les artistes qui ont un rapport direct avec un public peuvent avoir une certaine efficacité politique. On peut toujours acheter un livre, une place de cinéma. L'artiste-plasticien n'a que très peu de contacts avec son public, et le prix des œuvres les éloigne encore plus de ce public. Le monde de l'art n'a pas pour vocation de fabriquer de la culture, mais justement de remettre en question cette culture qui, le plus souvent, n'est faite que des idées du moment. Ce n'est pas en faisant de l'art qu'on s'engage le plus efficacement en termes politiques. A moins d'être un acteur célèbre. Avez-vous déjà vu un plasticien interrogé sur des événements politiques au journal télévisé ? Relisons Bataille, l'artiste est dans la dépense, le surplus, l'inutile. Dans les périodes dures, le surplus n'a plus sa place. Nous vivons, depuis le 12 septembre au matin, dans la régression. Je crains que nos instances culturelles ne passent en un instant du ludique et festif à la prise de conscience anti-FN avec la même légèreté. Je ne partage pas cette idée que certains citoyens auraient plus de conscience que d'autres. Et je trouve infantile de dire qu'on va voter Chirac avec des gants de boxe ou en se bouchant le nez. Je voterais Chirac. Point. Pas besoin de discours. »

■ **Henri Mitterrand**, professeur de littérature à l'université Columbia de New York, dans une lettre au Monde datée du 27 avril : « Voulez-vous, je vous prie, faire ajouter mon nom à la liste des signataires de l'appel des intellectuels à voter Jacques Chirac le 5 mai. Avec mon titre : président de la Société littéraire des amis d'Emile Zola. Emile Zola est mort en 1902, il y a tout juste un siècle, après avoir consacré les dernières années de sa vie au combat – victorieux – contre l'antisémitisme, pour une République du droit, de la justice et de la vérité. »

## DOMINIQUE DHOMBRES

### Une belle histoire

**POURVU** qu'ils aillent tous voter le 5 mai ! Telle est la conclusion d'une journée qui a vu défiler un million et demi de manifestants dans toute la France. « *L'atmosphère était bon enfant* », répétait-on au journal télévisé de France 2. Ce n'est pas exactement cela, et le cortège parisien, en tout cas, était plus souvent réfléchi et sérieux que festif. Il n'y avait rien à célébrer dans le fait qu'un candidat xénophobe et raciste soit en lice au second tour de l'élection présidentielle.

Ce même candidat s'était livré, mardi soir sur TF1, à un époustoufflant numéro. N'importe quel orateur sait qu'il captera toujours plus facilement son auditoire en lui racontant une histoire qu'en exposant des idées. Mais là, Jean-Marie Le Pen s'est tout simplement surpassé avec son récit de l'« opération extraordinaire » montée selon lui par Jacques Chirac. PPD A l'a laissé faire, et il a eu raison. C'est une si belle histoire !

Jacques Chirac aurait compris très tôt dans la campagne qu'il se ferait fatalement battre au second tour par Lionel Jospin (ce n'est pas, loin de là, ce qu'indiquaient les sondages, mais le conteur ne se laisse pas décourager par ces brouilles). Il décide donc de faire porter sa

campagne sur l'insécurité, thème cher à Le Pen. « *Il lui a été reproché de m'avoir aidé de ce fait à progresser. C'est ce qu'il voulait* ». Charles Pasqua risquait de faire perdre deux ou trois points à Le Pen ? Il échoue « *tout à fait étonnamment* » à obtenir les vingt parrainages qui lui manquaient pour pouvoir se présenter. « *Tout cela a été calculé*. » Et Le Pen de conclure : « *C'est ainsi que j'ai pris la place, si j'ose dire, de Jospin*. » Il ne restait plus à Chirac qu'à se retourner, crier au loup et appeler les « *gogos de gauche* » à voter pour lui. Élémentaire, mon cher Watson, comme disait Sherlock Holmes.

C'était un grand moment de télévision. Le Pen a tout l'air d'y croire. Un « *stratagème machiavélique* », voire un complot, cela a quand même plus d'allure qu'un couac électoral provoqué par un surplus de candidats à gauche, un accès de faiblesse de la droite classique, une forte abstention et une poussée de l'extrême droite. Le Pen déteste tellement Chirac qu'il en fait le manipulateur en chef de toute cette élection. Il est, pour une fois, trop modeste. Il en oublie son propre rôle. Peu importe ! C'est son côté Pierre Bellemare. Rien ne le ferait renoncer à raconter une belle histoire.

## TÉLÉVISION

### Les rêves d'un enfant des rues

Renversé par un jeune qui vient de dérober des montres sur un marché de Dakar, Hôr est pris pour le voleur. Loin de fuir, le gamin tient tête au commerçant qui l'accuse. Mieux, il exige des excuses pour le « manque de respect ». Car Hôr n'est pas et ne sera jamais un voleur – il l'a promis à son père mourant. Pour Tierno et Désiré, les deux gosses de la rue qui ont pris les montres, un tel comportement est une pure folie. Ici, pour manger, on n'a pas le choix. Mais, devant l'obstination de Hôr, Tierno et Désiré décident de voler pour lui, puisque eux ne sont pas tenus par une promesse. L'enfant obstiné qui refuse de se plier à la réalité va être le révélateur, celui qui fait remonter les rêves à la surface. Ce conte à la fois réaliste et poétique a été imaginé par Jean-Pierre Sauné pour aborder, avec la distance qui permet de mieux voir les choses, une thématique qui lui tient à cœur : la paternité, la transmission, tout ce qu'on met sur le dos des enfants ou, au contraire, ce qu'on ne leur donne pas et qui leur manque. Car, à ses yeux de père, les jeunes d'ici souffrent de la même déstructuration que ceux des grandes métropoles d'Afrique ou d'Asie. « Libre », qui s'appuie sur une longue enquête à Dakar, est le premier volet du cycle « Regards noirs d'Afrique et des Antilles ». Les autres fictions sont diffusées à partir du 4 mai, cinq samedis de suite après le magazine « Metropolis ». – Th.-M. D.

« Libre », vendredi 3 mai, 20 h 45, Arte.

### VENDREDI 3 MAI

#### ► La Cordée de rêve

9 h 00, *Odyssée*  
De l'été 2000 à l'hiver 2001, Patrick Berhault a parcouru l'arc des Alpes, de la Slovénie à la Méditerranée, soit plus d'un millier de kilomètres (à pied, à ski, à VTT) et vingt-deux ascensions en 167 jours. Un exploit qui aurait pu passer inaperçu si Gilles Chappaz n'avait convaincu cet alpiniste qui ne se préoccupe

pas des médias de le laisser filmer. Un document multiprimé.

#### ► Journal d'un président

21 h 00, *Histoire*  
L'actualité imposait un tel rappel historique sur l'évolution de la fonction présidentielle, depuis l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la tête de la II<sup>e</sup> République (1848) jusqu'à la fin du septennat de Jacques Chirac. Des historiens, un juriste, un politologue, une sociologue apportent leurs points de vue

(parfois contradictoires) sur les modalités de l'exercice du pouvoir.

#### ► La Chaîne du silence

22 h 20, *Arte*  
Le 19 mai 1999, Francis Verstaen, ouvrier à l'usine Volkswagen de Forest (Belgique) se tire une balle dans la tête sur son lieu de travail. Deux heures plus tard, la chaîne de montage reprend comme si rien ne s'était passé. Agnès Lejeune et Eric Monami ont enquêté sur ce drame individuel pour une réflexion élargie sur les conditions actuelles de travail dans l'automobile.

#### ► Edward Bond

23 h 30, *Arte*  
Intensément lucide, nécessairement provocant, tel apparaît Edward Bond, dont le théâtre traduit les visions sombres d'une humanité affolée entre perte, mutilation et destruction. Une rencontre avec le dramaturge anglais qui prend la forme d'une équipée dans la méditation de Bond, scandée par les tempos de John Cage et prenant ancrage à Malte, Cambridge, Birmingham, Vienne et Paris.

#### ► Ombre et lumière

1 h 10, *France 3*  
Philippe Labro reçoit André Dussolier, qui interprète le rôle du père dans *Tanguy*, une comédie d'Etienne Chatiliez sur les enfants qui s'incrument indéfiniment dans le cocon familial.

## RADIO

### VENDREDI 3 MAI

#### ► Plein les urnes

8 h 20 et 19 h 20, *Le Mouv'*  
Deux journées spéciales second tour, jeudi 2 et vendredi 3 mai. Comme chaque jour, depuis lundi, Laurent Valière prend à 8 h 20 la température d'une ville : vendredi, ce sera Marseille après le meeting de Jean-Marie Le Pen. A 19 h 20, le Buzz se penche avec Anne Lamotte sur le comportement des jeunes lors de la présidentielle, avec comme invités Anne Muxel, politologue, Mikael Bullara, responsable des jeunes RPR, et Louis Armand de Bégac, responsable des jeunes FN.

#### ► Le monde change

13 h 10, *RFI*  
Cellules d'écoute, politique de proximité, réduction du temps de travail... les hommes politiques joueraient à la « mère » et le citoyen serait infantilisé. Où est le père ? Une vision psychanalytique de la politique avec Michel Schneider.

#### ► 2000 ans d'histoire

14 h 00, *France-Inter*  
Au sommaire du magazine de Patrice Gelinet, le surréalisme, avec Henri Béhar.

#### ► Carnet nomade

15 h 00, *France-Culture*  
La Havane, février 2002. La jeune Cubaine Maria Elena fait découvrir des réalités éclatées d'une ville.



## RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 2 MAI

## TF1

**14.45** Si j'avais su Téléfilm. David Snedeker. Avec Alison Eastwood (EU, 1999) **16.30** Exklusif **17.05** Melrose Place Série **17.55** 7 à la maison Liberté, égalité, fraternité. Série **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo.



**20.55** JULIE LESCAUT Une jeune fille en danger. Série. Avec Véronique Genest, Mousse Diouf, Renaud Marx, Jennifer Lauret, Joséphine Serre. 1210314  
**Le prétendu suicide d'un comptable fait douter le commissaire Lescaut, qui voit ses incertitudes disparaître à l'annonce de la mort par balle du patron dudit suicidé.**

**22.50** COLUMBO Attention, le meurtrier peut nuire à votre santé. Série. Avec Peter Falk, George Hamilton, Peter Haskell, Penny Johnson, Rick Najera. 2211550  
**0.30** Les Coulisses de l'économie Magazine.

**1.20** Exklusif Magazine **1.55** Vis ma vie Magazine **3.30** Reportages Les innocents du couloir de la mort 6179067 **3.55** Histoires naturelles Artisans pêcheurs en pays de Caux. Documentaire **4.25** Musique (40 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**15.15** Les Milles, le train de la liberté ■ Sébastien Grall. Avec Jean-Pierre Marielle, Ticky Holgado (France, 1995, 105 min) **Cinéstar 1**  
**17.10** Camille Claudel ■ Bruno Nuytten (France, 1988, 170 min) **CineCinemas 3**  
**18.10** Cookie's Fortune ■ Robert Altman (Etats-Unis, 1999, v.m., 120 min) **CineCinemas 1**  
**18.20** La Horde sauvage ■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1969, v.m., 145 min) **TCM**  
**19.00** Ailleurs, l'herbe est plus verte ■ Stanley Donen (Etats-Unis, 1960, 105 min) **CineClassics**  
**20.45** Irma la douce ■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1963, 140 min) **Canal Jimmy**  
**20.55** La Vieille Fille ■ Jean-Pierre Blanc (France, 1971, 90 min) **TCM**  
**21.00** L'Homme tranquille ■ John Ford (Etats-Unis, 1952, 125 min) **Paris Première**  
**22.20** Jane B par Agnès V ■ Agnès Varda (France, 1987, 95 min) **Cinéféa**  
**23.40** Baby Face ■ Alfred E. Green (Etats-Unis, 1933, N., 75 min) **CineClassics**  
**23.50** Fous d'Irène ■ Bobby et Peter Farrelly (Etats-Unis, 2000, v.m., 115 min) **Canal + Vert**  
**0.15** Mad Max ■ George Fitzmaurice (Etats-Unis, 1931, N., 90 min) **TCM**

## FRANCE 2

**16.00** En quête de preuves Série **16.55** Des chiffres et des lettres **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal **20.30** Elections 2002 Magazine **20.50** Météo.



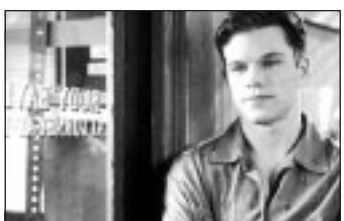
**21.00** ENVOYÉ SPÉCIAL Présenté par Françoise Joly. Parfum de mai. 9019227  
**Trois jours avant le second tour de l'élection présidentielle, dix équipes de la rédaction de France sont allés à la rencontre des Français, pour tenter de comprendre les raisons du séisme électoral du premier tour.**

**23.10** CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT Où va l'homme ? Invités : Dany-Boon ; Olivier Mongin ; Raymond Devos ; Georges Charpak ; Jean-Pierre Changeux ; Henri Atlan. 1507531

**0.40** Journal, Météo **1.05** Nikita Le Temps de l'inconscience **1.45** Fallait y penser ! **3.45** Infos, Météo **4.05** Bhoutan, à la croisée des chemins **4.15** La Pieuvre Enquête sur la mort du commissaire Cattani. Série (50 min).

## FRANCE 3

**16.35** TO3 **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier **18.20** Questions pour un champion **18.45** La Santé d'abord **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** ET 2.20 C'est mon choix... ce soir.



**20.55** L'IDÉALISTE ■ Film. Francis Ford Coppola. Avec Matt Damon, Danny DeVito, Claire Danes, Jon Voight, Mary Kay Place. *Drame* (EU, 1997). 5521753  
**Un jeune avocat découvre les réalités du système judiciaire. Une mise en scène d'une limpidité lumineuse.**

**23.10** Météo **23.15** Soir 3.

**23.50** SUJET TABOU La Ferme des morts. Documentaire. Sophie Rolfa. 116314  
**Au Tennessee, dans le secret le plus total, des scientifiques s'intéressent au processus de décomposition des corps.**

**0.40** La Loi de Los Angeles Illicites. Série **1.25** Espace francophone La presse malgache francophone **1.50** Ombre et lumière Invité : Pierre Arditi **2.45** Soir 3 **3.10** Sur la terre des monstres disparus **4.35** Un jour en France (45 min).

## CANAL+

► En clair jusqu'à 20.45 **18.45** Futurama Histoires formidables ! Série **19.05** Journal **19.25** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles Claude Allègre **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz.



**20.45** CIRCUS ■ Film. Rob Walker. Avec John Hannah, Famke Janssen, Peter Stormare, Eddie Izzard, Fred Ward. *Suspense* (Grande-Bretagne, 2000) **0.** 527531  
**Dans la station balnéaire de Brighton, deux escrocs tentent un dernier coup. Un polar au scénario astucieux, très bien interprété.**

**22.20** LE ROMAN DE LULU Film. Pierre-Olivier Scotto. Avec Thierry Lhermitte, Claire Keim, Patrick Bouchitey, Pierre-Olivier Scotto, Cyrielle Claire. *Comédie sentimentale* (France, 2000) **0.** 1509598

**23.45** H Une histoire de purgatoire. (Série **0.20** If Only Film. M. Ripoll. *Comédie* (EU, 1998, v.o.) **1.50** Hockey NHL **3.50** Le vieux qui lisait des romans d'amour ■ Film. R. de Heer. *Aventures* (Fr.-Austr., 2000, 100 min) **0.**

## FRANCE 5 / ARTE

**16.35** Planète insolite **17.30** 100 % Question **18.00** C dans l'air **18.45** Emission de la campagne officielle **19.00** Voyages, voyages La Corée du Sud **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Le Pari coréen.



**20.40** THEMA - NIETZSCHE LA CORDE ■ Film. Alfred Hitchcock. Avec James Stewart, John Dall, Farley Granger, Joan Chandler. *Suspense* (EU, 1948). 107710994  
**Deux étudiants assassinent un homme en s'inspirant des théories de leur professeur. Une unité de lieu restituée par une succession de plans très longs et d'invisibles coupes de montage.**

**22.00** THEMA (SUITE) - NIETZSCHE FRIEDRICH NIETZSCHE, UN VOYAGE PHILOSOPHIQUE. Documentaire. Alain Jaubert (France, 2001). 639395

**23.40** Thema - L'Expérience de Nietzsche. Documentaire. Yann Kassile (Fr., 2001) 1283802 **0.45** Les Deux Anglaises et le Continent ■ Film. F. Truffaut. Avec Jean-Pierre Léaud. *Comédie dramatique* (Fr., 1971, 80 min).

## M6

**16.05** M6 Music **16.40** Madame est servie Série **17.10** Highlander Série **18.05** Le Flic de Shanghai Série **19.00** ET 20.40 Loft Story **19.45** Caméra Café Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série.



**20.50** LOFT STORY Qui sera la première candidate à quitter le Loft ? Divertissement présenté par Benjamin Castaldi. 73951208  
**Ce soir, l'une des deux candidates, choisies en début de semaine, devra quitter le Loft, après le vote des téléspectateurs.**

**23.25** ALLY McBEAL La trahison **0.** Série. Arlene Sanford. Avec Calista Flockhart, Tate Donovan, Jane Krakowski, Courtney Thorne-Smith, Gil Bellows. 569647

**0.05** Wolff, police criminelle Relations d'affaires **0.** Série 5286951 **1.04** Météo **1.05** M6 Music Emission musicale (355 min) 93096593.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**20.30** Fiction 30.  
**21.00** Le Gai Savoir. Le Laocoon.  
**22.00** Journal. **22.10** Multipistes.  
**22.30** Surpris par la nuit.  
**0.05** Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUES

**20.00** Figures de femmes. Par l'Orchestre national de France, dir. Matthias Bamert, Denia Mazzola-Gavazzeni, soprano : Euvres de Mascagni, Schumann-Wieck, Chopin.  
**22.00** En attendant la nuit.  
**23.00** Jazz, suivez le thème. *I Wish I Knew*.  
**0.00** Extérieur nuit.

## RADIO CLASSIQUE

**18.30** Classique affaires soir.  
**20.00** Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Barrière, Pugnani, Vivaldi. 20.40 Série piano. Enregistré le 4 février, salle Gaveau, à Paris. Œuvres de Bach, Mozart, Scarlatti, Chopin.  
**22.13** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Brahms, Mendelssohn, Schubert, Beethoven.  
**0.00** Les Nuits de Radio Classique.

## DÉBATS

**18.00** Le meeting de Jacques Chirac. LCP-AN - Public Sénat

## MAGAZINES

**18.55** « J'y étais ». David Charvet. Match TV  
**19.00** Explorer. Visions des profondeurs. Sous-marins nazis, terreur sur les côtes US. Duff Severe, sellier des rodéos. National Geographic  
**20.05** Temps présent. Ces aînés qui veulent en finir. TSR  
**22.30** Boléro. Marina Picasso. TMC  
**22.40** Open club. Brian De Palma. CineClassics

## DOCUMENTAIRES

**18.30** Massoud, portrait d'un chef afghan. Histoire  
**19.05** Yann Tiersen, sur le fil. Odyssee  
**19.15** Le Tintoret. Mezzo  
**19.30** Les Damnés de l'URSS. Histoire  
**20.00** Marrakech, Médina côté cour. Voyage  
**20.00** Soldats perdus. Histoire  
**20.00** Les Champions de la vague. National Geographic  
**20.15** Des premières nations. Nation métisse. Planète  
**20.45** Carnets de prison. [2/2]. Planète  
**21.00** Radovan Karadzic, poète, médecin et criminel de guerre. [2/2]. Histoire  
**21.00** Route 66, sur les traces d'un mythe. [3/3]. Voyage

**21.45** Noirs dans les camps nazis. Histoire  
**21.55** Carnets de prison. [1/2]. Planète  
**22.10** Hep taxi. New Orleans. Odyssee  
**22.30** Daniel Barenboim, une vie en musique. Mezzo  
**22.40** François Mitterrand. [6/6]. 1916-1991 : Mosaïque et caractères. La Chaîne Histoire  
**22.40** Massoud, l'Afghan. Histoire  
**23.00** Dugongs et lamantins. Siréniens sous haute surveillance. National Geographic

## SPORTS EN DIRECT

**16.00** Cyclisme. Tour de Romandie (2<sup>e</sup> étape) : Belley - Charmey. Eurosport  
**16.00** Golf. Circuit européen. Open de France (1<sup>er</sup> jour). Pathé Sport  
**20.00** Hockey sur glace. Championnat du monde : 1<sup>er</sup> du groupe C - 2<sup>e</sup> du groupe B. Pathé Sport

## DANSE

**17.00** Giselle. Chorégraphie de Patrice Bart. Musique d'Adam. En 1996. Par le ballet de la Scal et l'Orchestre du Teatro alla Scala, dir. P. Connelly. Mezzo  
**0.00** Sakountala. Chorégraphie de M.-C. Pietragalla et Philippe Plancolaine. Musique de Mati. En 2000. Par le Corps de ballet de Marseille. Avec Marie-Claude Pietragalla, Axelle Trincherio, etc. Mezzo

## MUSIQUE

**19.50** Tchaïkovski. Ouverture de « Roméo et Juliette ». En 2000. Par l'Orchestre symphonique de Prague, dir. Serge Baudo. Mezzo  
**21.00** Les Variations Goldberg de Bach. Enregistré en 1992. Avec Daniel Barenboim (piano). Mezzo

## TÉLÉFILMS

**17.25** La Bascule à deux. Thierry Chabert. Festival  
**22.45** L'Armée du silence. Richard Pepin **0** TF 6

## SÉRIES

**17.55** 21, Jump Street. L'école est finie. Monte-Carlo TMC  
**18.05** K 2000. La liberté ou la mort. 13<sup>ème</sup> RUE  
**18.15** La Vie à cinq. Les jeux de l'amour **0** Téva  
**18.40** Ricky ou la belle vie. L'invité. Monte-Carlo TMC  
**18.55** Le Rebelle. Cas de force majeure. TF 6  
**19.05** Demain à la une. Vision finale. **0** Téva  
**19.05** Homicide. [2/2]. Etranger ou partenaire **0** Série Club  
**19.55** Stargate SG-1. [2/2]. Enfant des dieux **0** Série Club  
**19.55** Les Anges du bonheur. Sel et Poivre. **0** Téva  
**20.15** Friends. [1/2]. Celui qui était à Las Vegas. RTL 9  
**21.40** High Secret City. Drôle de mœurs **0** Série Club  
**22.25** Docteur Sylvestre. Le Choix d'une vie. Festival  
**22.30** L'Institut. Le Règne du tigre. TV 5  
**1.50** Les Soprano. La veste (v.o.) **0** Canal Jimmy

## VENDREDI 3 MAI

## TF1

**12.05** Attention à la marche ! **12.50** A vraie dire **13.00** Journal, Météo **13.55** Les Feux de l'amour Feuilletton **14.45** La Frontière de l'espoir Téléfilm. Michael Oblowitz. Avec Eric Mabius, Marley Shelton (EU, 2000) **0**  
**16.30** Exklusif Magazine **17.05** Melrose Place Liberté chérie. Série **17.55** 7 à la maison Foi et finance. Série **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo.



**20.50** LES ENFANTS DE LA TÉLÉ Spéciale sports. Divertissement présenté par Arthur et Pierre Tchernaï. Invités : Patricia Kaas, Alessandra Martines, Jean-Pierre Papin, Thierry Rey, Henri Lecomte, Isabelle Blanc, Laurence Boccolini, Doc Gynéco. 13305154

**23.10** SANS AUCUN DOUTE SPÉCIAL BANQUE. Magazine présenté par Julien Courbet, avec la participation de M<sup>e</sup> Didier Bergès. Invité : Charlie Couture. Au sommaire : Endettée à 434 % ; L'escroc au chèque ; Les crédits revolving. 3139241

**1.25** Les Coups d'humour Invité : Sellig 81797723 **2.00** Exklusif **2.35** Reportages Mammies Miss, la France aussi 1332452.

**3.05** Très chasse Documentaire **3.55** Histoires naturelles Documentaire **4.25** Musique **4.55** Aventures africaine, française, asiatique Aventures asiatiques au Laos (55 min) 2321655.

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**15.05** Camille Claudel ■ Bruno Nuytten (France, 1988, 170 min) **0**  
**15.10** Cible émuevante ■ Pierre Salvadori (France, 1992, 90 min) **Cinéstar 2**  
**15.25** Baby Face ■ Alfred E. Green (Etats-Unis, 1933, N., 75 min) **0**  
**18.40** La Toile d'araignée ■ Stuart Rosenberg (Etats-Unis, 1975, 110 min) **0**  
**20.45** L'Allée sanglante ■ William A. Wellman (Etats-Unis, 1955, 90 min). **TCM**  
**21.00** Lola ■ Jacques Demy (France, 1960, N., 90 min) **0**  
**21.00** L'Outrage ■ Martin Ritt (Etats-Unis, 1964, N., 90 min) **0**  
**21.00** La Planète des singes ■ Franklin J. Schaffner (Etats-Unis, 1967, v.m., 110 min) **0**  
**21.00** Mortelle randonnée ■ Claude Miller (France, 1983, 100 min) **0**  
**22.30** Le Supplée des aveux ■ Arnold Laven (Etats-Unis, 1956, N., 100 min) **0**  
**22.30** Cinéma Paradiso ■ Giuseppe Tornatore (France - Italie, 1988, 120 min) **0**  
**22.45** Lady Paname ■ Henri Jeanson (France, 1951, N., 115 min) **0**  
**23.50** Mad Max ■ George Miller (Australie, 1979, v.m., 95 min). **TCM**  
**1.25** Mad Max, au-delà du dôme du tonnerre ■ G. Miller et G. Ogilvie (Austr., 1985, 95 min). **TCM**

## FRANCE 2

**13.00** Journal, Météo **13.50** Inspecteur Derrick Un piège pour Derrick. Série **14.55** Un cas pour deux Une frénésie d'achats mortelle. Série **16.00** En quête de preuves Témoins muets. Série **16.45** Un livre **16.50** Des chiffres et des lettres Tournoi des champions : demi-finale **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG La femme du colonel. Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal, Météo.



**20.55** UNE SOIRÉE DE POLARS **20.55** P.J. Chien méchant. 5788680. Série. Avec Bruno Wolkowitch, Thierry Desroses, Charles Schneider, Valérie Bagnou-Beido. **21.50** Avocats et associés Silence on tourne. 3623357. Série. Avec François-Eric Gendron. **22.50** Lyon police spéciale L'affaire Paoli **0** 3654067. Série. Avec Vanessa Larré. **23.35** Bouche à oreille Magazine.

**23.45** LES NUITS DE L'ÉTRANGE Le labyrinthe **0** 4928864. Les claudestins **0** 57162. Série. Avec Thora Birch, Amanda Plummer ; Jamie Kennedy. **Dans Le Labyrinthe, une étudiante se cache pour fuir un prétendant trop zélé. Se dirigeant vers l'amphithéâtre de l'université, elle y fait une macabre découverte...**  
**0.40** Journal de la nuit, Météo.

**1.05** Histoires courtes *Le Cadeau*. Court métrage. M. Salmon **1.30** Envoyé spécial **3.30** 24 heures d'info **3.50** D'hôtels en cabanes **4.35** Le Sarcophage étrusque **4.40** Campus, le magazine de l'écrit Où va l'homme ? (20 min).

## FRANCE 3

**13.55** C'est mon choix **15.00** L'Enfant de la colère Téléfilm. Larry Pearce. Avec Mel Harris, Dwight Schultz (EU, 1992) **16.35** TO3 Cédric ; Titeuf ; Sister, Sister **17.35** A toi l'actu@ Magazine **17.50** C'est pas sorcier Tour à la chaîne... numérique **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport Magazine **20.20** C'est mon choix... ce soir.



**20.55** THALASSA Escale à Saint-Pétersbourg. Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : Gardiens de phare ; L'histoire de Saint-Pétersbourg ; Les marines de l'Ermitage ; Kronstadt a ouvert ses portes ; L'Aurore ; Le Baltic Yacht Club ; Les morses. 7905116

**22.30** Météo **22.35** Soir 3.

**23.05** ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation de Stéphane Blakowski, Ariane Massenet, Alexis Trégarot. 9003965

**1.10** Ombre et lumière Magazine. Invité : André Dussollier 3286452.

**1.40** Toute la musique qu'ils aiment Magazine. Invitée : Christine Orban **2.30** C'est mon choix... ce soir **2.55** Soir 3 **3.20** Culture et dépendances Toute la misère du monde. Magazine (60 min) 86055384.

## CANAL+

**14.00** Le Roman de Lulu Film. P.-O. Scotto. Avec Claire Keim. *Comédie sentimentale* (Fr., 2000) **0** **15.35** Le Pacte des loups ■ Film. C. Gans. Avec Samuel Le Bihan. *Aventures* (Fr., 2001) **0** **17.50** Star Hunter ■ En clair jusqu'à 21.00 **18.45** Dilbert Série **19.05** Le Journal **19.20** + de sport, Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles Akhénaton **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** Encore + de cinéma.



**21.00** COYOTE GIRLS Film. David McNally. Avec Piper Perabo, Adam Garcia, John Goodman, Maria Bello, Izabella Miko. *Comédie* (Etats-Unis, 2000) **0.** 2500154  
**Une jeune provinciale débarque à New York dans l'espoir de devenir chanteuse. Une comédie artificielle bourrée de clichés.**  
**22.35** Encore + de cinéma **22.50** Surprises.

**23.00** MISSION TO MARS ■ Film. Brian De Palma. Avec Gary Sinise, Tim Robbins, Don Cheadle, Connie Nielsen, Jerry O'Connell. *Science-fiction* (Etats-Unis, 2000) **0.** 9565113  
**Parti à la rescousse d'un équipage sur Mars, des astronautes vont découvrir l'origine de l'humanité.**

**0.50** Restons groupés Film. J.-P. Salomé. Avec Judith Henry. *Comédie* (Fr., 1998) **0.**

**2.30** Sale enquête Téléfilm. Geoffrey Cawthorn. Avec Kevin Smith, Angela Marie Dotchin (NZ, 2001) **0** **5349297** **4.00** Surprises **4.20** L'Incroyable Aventure du gorille Mabeké Documentaire (50 min) 5708297.

## FRANCE 5 / ARTE

**13.45** Le Journal de la santé **14.05** Les Refrains de la mémoire L'Avventura, 1971 **14.35** Les Mômes du désert d'Atacama **15.35** Les Trésors de l'humanité Joyaux du patrimoine européen **16.30** Glorieuse, l'île aux tortues vertes **17.30** 100 % question **18.00** C dans l'air **18.45** Emission de la campagne officielle **19.00** Tracks **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Le Japon du jeu.



**20.40** CYCLE « REGARDS NOIRS D'AFRIQUE ET DES ANTILLES » - LIBRE Téléfilm. Jean-Pierre Sauné. Avec Charles Correa, Mamadou Tall, Richard Bohringer, Siradiou Dia, N'Deye Sirra Bitye (France, 2002, v.o.). 541883  
**La découverte par un jeune Peul de la vie à Dakar, entre l'apprentissage de l'amitié et les désillusions.**

**22.20** LA VIE EN FACE - LA CHAÎNE DU SILENCE Documentaire. Agnès Lejeune et Eric Monami (1999). 8555390  
**Le suicide d'un ouvrier de Volkswagen, dans une usine belge, attire l'attention des médias sur les rythmes de travail au sein des chaînes de fabrication.**  
**23.30** Profils Edward Bond. Je ne suis pas un homme en colère. Documentaire. V. Aubouy.

**0.45** Exit II, la nuit transfigurée Film. Franz Novotny. Avec Helmut Berger. *Comédie de mœurs* (Austr., 1995, v.o.) 9446810 **2.20** Le Dessous des



PIERRE GEORGES

## A suivre

ON IMAGINE assez bien qu'à la préfecture de police à Paris, comme partout ailleurs, les comptables sachant compter ont dû à un moment ou l'autre jeter l'éponge. Ou des chiffres au pifomètre, au doigt mouillé, à l'impression. A preuve, ce délicieux débat à Marseille où entre organisateurs et policiers on s'est escamoté à grands coups d'unités-Canebière. Sachant qu'une Canebière contient, lorsqu'elle est bourrée de manifestants, 20 000 personnes, les premiers ont estimé à trois Canebières bon poids la foule du jour. Et les seconds à deux Canebières, ce qui n'est déjà pas rien, chef !

N'étant plus ici à une Canebière près, pas plus d'ailleurs qu'à un République-Nation entre simple, 400 000 personnes, et double, constatons simplement que ce fut un « Non » franc, massif, gigantesque même, et calme. Sur-tout calme. Une foule immense s'est offert un 1<sup>er</sup> Mai d'anthologie manifestante. Une foule de gauche ? Estudiantine ? Lycéenne ? Syndicale ? Peut-être. Sans doute. Encore que, hors l'impression, les panneaux et slogans, rien ne certifie que des électeurs de droite, non mobilisés par leurs champions, ne soient venus mêler leurs voix à ce méga-concert du refus.

Mais surtout, ce que l'on retiendra, et le descriptif s'arrêtera là, c'est cette présence importante des familles venues manifester – les familles et les enfants d'abord ! – contre une idée dévoyée, détestable, et malsaine de la superfamille France. Dire « non » simplement, calmement on y insiste tant ce fut là un formidable bonus, et, cependant, presque tristement. Ce fut d'ailleurs bien la caractéristique de ce 1<sup>er</sup> Mai qui ne fut pas une fête, fût-

ce celle du travail. Pas davantage la célébration d'une victoire. Mais tout simplement la descente dans la rue, dans les rues de 400 villes, pour s'opposer à une défaite, celle de l'idéal républicain.

On l'a dit, les leaders de la droite, pourtant républicaine elle aussi, n'avaient pas appelé à ce sur-saut. Ils s'étaient réfugiés dans l'abstention. Ou, qui sait ?, installés déjà dans le calcul du coup suivant. Ce fut probablement une erreur. Et quant à dire, comme le fit dimanche François Fillon, député RPR, que ces manifestations étaient « positives et respectables », mais « contraires » à la culture de la droite, c'était assurément se moquer un peu du monde et de la mémoire. Cette manifestation du 1<sup>er</sup> Mai 2002 n'eut guère d'autres précédents, par la masse, sous la V<sup>e</sup> République, que celle de Mai 68 sur les Champs-Élysées, en soutien de de Gaulle. Ou que celle de Versailles, en 1984, en défense de l'école privée. Toutes deux voulues et organisées par la droite.

La suite, plus traditionnelle et quotidiennement politique, dira si la droite parlementaire a eu tort de s'accorder une dispense de 1<sup>er</sup> Mai et de laisser à la gauche, autre effet de ces immenses rassemblements, la chance de se ressouder dans la rue par un refus commun et puissant.

Encore que si l'effet de loupe donna à ces multiples manifestations l'allure d'un flot géant et salutaire, y compris pour l'image de la France à l'étranger, cela ne reste qu'un effet de loupe. Les voix de la rue ne sont pas celles des urnes. On ne le sait que trop depuis le 21 avril. Et voici bien pourquoi, si l'on ose dire, la suite ne fait que commencer ! La suite au prochain dimanche.

## « Sur 75 électeurs du FN de ma commune, je dois en connaître 30 »

FRANCESCAS (Lot-et-Garonne)  
de notre envoyée spéciale

Depuis cinquante-deux ans, il tient la pompe à essence de Francescas, ancienne bastide anglaise du XIII<sup>e</sup> siècle du pays d'Albret, nichée au cœur du Lot-et-Garonne rural. Raymond Soucaret, 79 ans, est un peu la gloire de son village, 750 habitants. Normal, c'est le maire. Et un maire à la fois pompiste, exploitant agricole, tour à tour conseiller général et régional et sénateur pendant vingt ans, ça ne court pas les campagnes. Sa grande fierté, pour les dernières élections : être l'un des rares de son canton à avoir vu Chirac devancer Le Pen dans le seul département en Aquitaine qui ait accordé au leader frontiste la première place au premier tour.

« Je leur ai dit : votez utile ! », sourit-il, avec son accent rocaillieux... L'injonction a payé, dans une certaine mesure. La lame de fond protestataire a creusé son sillon jusqu'aux terres d'Henri IV. Et monsieur le maire, comme les autres, a été interloqué de voir les bulletins FN s'entasser sur le bureau de dépouillement. Un vote qui ne dit pas son nom, dans une contrée de taiseux où tout le monde se connaît, où la pudeur fait loi et dicte aux mécontents et aux désespérés, non pas de battre bruyamment les pavés, mais de s'exprimer dans le secret de l'isoloir...

« Sur 75 électeurs du FN dans ma commune, je dois en connaître 30, soupire-t-il, dépité. Avant, je pouvais mettre un bulletin de vote sur chaque tête ! Maintenant, avec le renouvellement des populations, le brouillage des cartes politiques, c'est difficile... » Difficile de se dire que, « sans doute, beaucoup d'agriculteurs ont voté Le Pen », que des communistes, qui faisaient 20 % ici dans les années 1970, ont pu tomber, eux aussi, dans l'escarcelle de l'extrême droite. « C'est simple, je connais une famille dans un petit village de 70 habitants, à côté, qui a toujours voté pour le PCF. Là-bas, Robert Hue n'a recueilli aucune voix. Et pourtant, ils ont voté. Devinez pour qui ? »



Raymond Soucaret, maire-sénateur-pompiste : « Ça fait 15 ans que je veux prendre ma retraite ! »

Alors adieu le Lot-et-Garonne « rad-soc »... Voici revenu le temps de la contestation et les relents poujadistes, qui ont fait élire trois députés en faveur du papetier de Saint-Céré en 1956. Pour le maire de Francescas, radical valoisien pure souche, qui a voté Chirac, les explications sont simples : la cristallisation d'un sentiment de rejet à l'encontre de la population maghrébine – du moins dans sa dernière génération – venue renforcer la main-d'œuvre des cultures maraîchères, le ras-le-bol des artisans, « mécontents des 35 heures ». Et surtout celui des paysans qui, « pour la plupart ici, sont au bord du dépôt de bilan, accablés de



charges, menacés par la sécheresse, exploités par la grande distribution, en train de tout faire crever... ». Silence. Raymond Soucaret s'attarde. « Il faut les comprendre, vous savez, c'est pas un vote politique. » Les respecter, aussi. « Les agriculteurs ne sont pas des gens instruits, mais ils sont pas plus cons que les autres. Au contraire, ils sont au contact des réalités de tous les jours », appuie-t-il.

Le maire sait de quoi il parle. Il a plongé la main dans la glaise pendant cinquante ans de sa vie, avec son exploitation de 180 hectares. Les pesanteurs administratives, les fluctuations climatiques, les poignées du brabant, il connaît. Mais Raymond Soucaret n'est pas du genre à s'éterniser. Costume impeccable, cheveux lissés, prêt à quitter sa pompe à essence pour une réunion tardive, l'ancien sénateur offre le visage d'une France immuable, solidement plantée en terre. Il se dit « inquiet » de voir que les gens arpentent les pavés pour crier leur colère. « La démocratie, c'est quand même le respect des urnes ! Et tout ça, c'est donner raison à Le Pen. Ici, c'est pas dans la culture de manifester... » Il se dit encore « inquiet pour les législatives ».

« Inquiet », enfin, de voir la fracture grandir entre le petit peuple et ses élites, de ne voir personne à l'horizon « pour apporter des remèdes », quand lui, depuis cinquante-deux ans, s'acharne à tenir sa station à Francescas, la seule du canton, pour endiguer le départ des services publics. « Ça fait quinze ans que je veux prendre ma retraite !, s'écrie-t-il. Mais si je pompe plus l'essence, le marchand de journaux, l'épicerie et tout le reste vont s'en aller ! » Jonction entre les ors de la République et la France profonde, lui qui a côtoyé les ministres, foulé les marches des palais, emprunté les chemins tortueux de la politique, n'a jamais perdu de vue son terroir. Rivé à sa pompe à essence, il dure et perdure. Réélu, chaque fois, « avec 70 % à 80 % des voix ».

Delphine Saubaber

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## Le jazz banni en URSS

DANS LES RARES hôtels et boîtes de nuit de Moscou, la jeunesse danse gentiment la valse et la polka, le fox-trot et le tango. Elle est terriblement attirée par la musique de jazz, qui a pour elle l'attrait du fruit défendu, mais il lui faudra renoncer à cette tentation diabolique et laisser le jazz à l'« Occident pourri ». Telle est la réponse que vient de faire le journal *Sovietskoïe Izkoustvo* (Art soviétique) à un jeune lecteur qui croyait innocem-

ment pouvoir concilier l'amour du jazz avec l'amour de la patrie soviétique. L'auteur de l'article s'en réfère à Maxime Gorki, qui avait, bien avant la révolution russe, qualifié le jazz de « musique pour gros bourgeois riches », et il ajoute pour sa part que c'est une invention capitaliste destinée à l'exportation de l'impérialisme aux pays marshallisés. Le jazz, écrit-il encore, « est un art typiquement cosmopolite ». Il n'est nullement représentatif de la

culture noire : c'est un mensonge éhonté et une odieuse diffamation. Il est un produit « de musiciens du Ku-Klux-Klan ». Les Blancs, lorsqu'ils se sont appropriés les airs folkloriques noirs, leur ont totalement enlevé leur caractère national. Et le journal conclut que le jazz est une « musique d'asservissement » qui ne peut avoir droit de cité en URSS.

A. P.  
(3 mai 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



fournit le nécessaire du prêt-à-manifester. <http://interactif.lemonde.fr/interview/>

■ **Y a-t-il une alternative à la prison ?** Un dossier spécial sur la politique pénale réservé aux abonnés du monde.fr

■ **Dernier état du monde.** Les fiches-pays politiques, économiques et sociales du *Bilan du monde* dans notre édition abonnés.

CONTACTS

## ► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris  
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;  
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;  
téléc : 202 806 F

## ► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
Par courrier : bulletin p. 33  
Changement d'adresse et suspension :  
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

## ► INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies :  
<http://interactif.lemonde.fr>

■ Tirage du Monde daté jeudi 2 mai 2002 : 579 905 exemplaires.

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

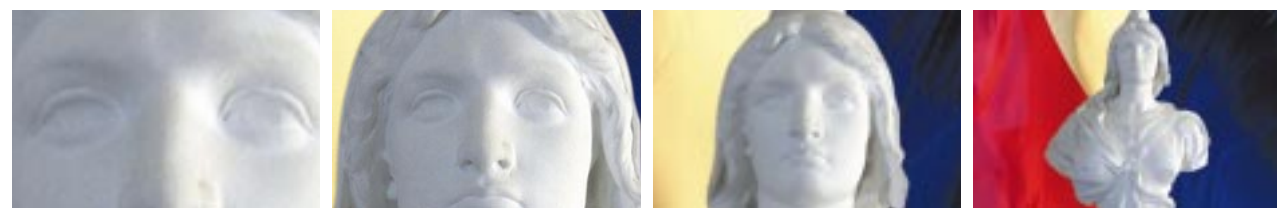
► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

1-3

Le Monde

Allez voter.



En exclusivité : résultats ville par ville, analyses et commentaires dans un cahier spécial de 28 pages.



lundi 6 mai avec Le Monde daté mardi 7 mai



ROMANS  
POLICIERS

George Pelecanos,  
Nathan Heard,  
Alfred Komarek,  
Henning Mankell...

page II

EMMANUEL LOI



page IV

DOSSIER SPÉCIAL :  
LE SENS D'UN VOTE



pages V à VIII



LA DÉMESURE  
DE L'INSÉCURITÉ

page IX



Rafael Leonidas  
Trujillo Molina

Fête au bouc prend l'Histoire à bras le corps et se livre à une formidable reconstitution du régime par l'intérieur. Pas seulement en s'immiscant dans les antichambres de ce pouvoir exceptionnellement cruel et népotique, mais en rentrant dans la tête des conspirateurs qui éliminèrent Trujillo, dans celle d'un ministre tombé en disgrâce ou de sa fille, l'exilée revenue au pays vingt ans après la disparition du tyran.

L'écrivain n'a donc pas mis en place une île fictive, peuplée de personnages métaphoriques. Il a reconstitué, avec une crédibilité saisissante, l'atmosphère pourrie de cette époque en appelant les gens par leurs noms, quel que soit leur rôle dans

■ Raphaëlle Rérolle

l'Histoire. Et aussi, brassant le réel et l'imaginaire, en introduisant des personnages inventés – notamment Agustín Cabral, ministre déchu de Trujillo, et sa fille Urania, l'une des voix centrales du roman. En fait, Vargas Llosa dit s'être fixé une seule limite : ne rien écrire qui « n'aurait pu avoir lieu dans l'ambiance de l'époque. » Le cas d'Agustín Cabral est ainsi calqué sur celui d'Anselmo Paulino, emprisonné pendant des années à la suite d'une réflexion totalement anodine de Franco à Trujillo. Pour le reste, l'auteur affiche une grande liberté. « J'ai appliqué un traitement littéraire à des personnages historiques, dit-il. J'ai parfois modifié leur biographie, supprimé des faits et, du coup, ils sont devenus des personnages littéraires, quoique historiques. »

Le paradoxe n'est qu'apparent, la méthode diaboliquement efficace. Vargas Llosa revendique en effet les pouvoirs de la fiction, seule à même de comprendre la part d'ombre de l'Histoire. « Un régime de cette nature est mieux décrit par un roman, explique-t-il. Entre autres, parce que ses dimensions les plus secrètes, les plus louches et les plus abominables, ne laissent pas de traces écrites. Il faut donc pallier par l'imagination. » Mais le roman dit aussi les vies privées, qui échappent à l'étude objective. Et il « affirme une vérité qui devient partie de l'Histoire », explique Mario Vargas Llosa en insistant sur le pouvoir de subversion de la fiction. Juste avant de remarquer : « La vérité finale sur les guerres napoléoniennes, c'est Tolstoï qui l'a donnée, dans Guerre et Paix. Et dans La Condition humaine, Malraux réussit à donner une version de la Chine révolutionnaire qui impose une histoire contre l'Histoire. »

C'est au cours d'un séjour en République dominicaine, pendant l'année 1975, que l'idée de ce livre lui est venue. Imprégné du foisonnement d'anecdotes, de toute la « mythologie » qui s'était progressivement solidifiée autour du personnage de Trujillo, l'auteur a d'abord pris des notes. Puis il a attendu vingt-cinq ans avant de donner le jour à un roman dont l'écriture lui a « coûté beaucoup », en raison des horreurs qu'elle l'obligeait à remuer. Vingt-cinq ans sans jamais perdre de vue le projet de bâtir un livre entièrement centré sur « la brutalité dans la vie politique et sociale » (une violence qui transparaît, par ailleurs, dans plusieurs livres de Vargas Llosa, notamment *Lituma dans les Andes*, paru chez Gallimard, en 1996). Son expérience personnelle de candidat malheureux à l'élection présidentielle péruvienne, en 1990, puis la dictature exercée sur le Pérou par son adversaire Alberto Fujimori, dès

1992, tout cela s'est aussi ligé pour le pousser vers ce livre qui montre très finement les ravages opérés par un pouvoir sans limite.

Car Trujillo s'était spécialisé dans un absolutisme qui le poussait à vouloir dominer les âmes et les esprits, en plus des coffres-forts. Ceux de ses collaborateurs, perclus de terreur à l'idée qu'ils pouvaient se trouver déchus du jour au lendemain, mais aussi ceux de ses administrés, réduits à l'état de sujets. D'où la force du régime, qui finissait infailliblement par compromettre chaque individu. « Il était impossible de rester neutre, ou seulement indifférent, explique Vargas Llosa. Vous ne pouviez être qu'un complice ou un héros, donc une victime. » Au détour de son roman, l'auteur rappelle que, dans toutes les maisons dominicaines, une petite plaque déclarait :

« Ici, Trujillo est le chef. » De la même façon que le dictateur prenait pied chez ses concitoyens, Vargas Llosa s'infiltre dans l'esprit des personnages qui font l'histoire. Et c'est à travers leurs voix savamment mêlées, à travers leur conscience intime du monde que le romancier fait avancer son récit, sautant d'une époque à l'autre. La manière dont le texte parvient à demeurer parfaitement clair et même palpitant, malgré cette construction très complexe, relève du prodige. Plutôt conventionnel et sans effets particuliers sur le plan stylistique, l'ouvrage tire sa force de cet incroyable échafaudage et d'un rythme qui contribue à son pouvoir de persuasion.

La « matière première », pourtant, présentait de grandes difficultés. Entre autres, parce que les démesures de l'Histoire menaçaient, parfois, de ruiner la crédibilité de la fiction. « J'ai dû renoncer à raconter cer-

tains épisodes, qui risquaient de transformer ce livre en mascarade sanglante », explique l'auteur. Certains comportements déments du fils de Trujillo, par exemple, après la mort de son père. Même l'attitude théâtrale de Trujillo, sa fascination pour le sexe et son utilisation vicieuse des relations avec les femmes (il couchait avec les épouses de ses ministres, pour éprouver la loyauté de ceux-ci) n'étaient pas des éléments faciles à manipuler. Mais Vargas Llosa l'a fait avec une telle sobriété que rien n'entame la vraisemblance de l'ensemble. Autrement dit, rien ne vient nous empêcher de croire que son dictateur fut bel et bien ce marionnettiste pervers qui, comme le dit l'un des personnages, retirait « aux hommes l'attribut sacré que Dieu leur avait concédé : le libre arbitre ».

Les toxines injectées dans le système par un tel individu ont continué d'empoisonner le pays des années durant. Plus généralement, « les dictatures engendrent une corruption morale qui reste dans la façon de participer à la vie publique, même après que les régimes se sont effondrés », souligne Mario Vargas Llosa. D'où la fragilité des démocraties latino-américaines ». Et d'où, aussi, la nécessité de regarder l'Histoire en face, fût-ce par le biais de la fiction, pour ne pas se laisser surprendre par le présent.

- (1) Gallimard, « Folio ».
- (2) Gallimard, 1973.

**LA FÊTE AU BOUC**  
(La Fiesta del Chivo)  
de Mario Vargas Llosa.  
Traduit de l'espagnol (Pérou)  
par Albert Bensoussan,  
Gallimard « Du monde entier »,  
604 p., 23,50 €.

# Roman d'une dictature


**I**l faut le voir, sanglé dans son uniforme impeccable, la poitrine envahie de médailles, la lèvre supérieure bordée d'une absurde petite moustache en forme de « M » : tel qu'en lui-même, Rafael Leonidas Trujillo Molina, dictateur. Pas un militaire d'opérette, mais le « chef suprême », « bienfaiteur » et « père de la patrie », bourreau de la République dominicaine et des Dominicains depuis le tout début des années 1930 jusqu'à son assassinat, en 1961. Cette image, ces titres grandiloquents, ne disent pas tout, cependant – loin de là. Ils ne racontent pas, ou alors de manière lacunaire, ce que furent le personnage et la tyrannie terrible exercée sur son pays, trois décennies durant. Ils n'ex-

Renouant avec la veine polyphonique, Mario Vargas Llosa offre une formidable reconstitution historique du régime de Trujillo, bourreau de la République dominicaine de 1930 à 1961.


Ou comment la fiction aide à appréhender la part d'ombre de l'histoire posent pas ce que les livres d'histoire eux-mêmes ne savent dire et que la fiction, seule, peut s'aventurer à deviner. Que se passait-il, derrière le regard apparemment béni de

l'homme dressé sur les photos ? Et dans l'esprit, dans la vie quotidienne de tous ceux que ce régime a corrompus, pour très longtemps, par la terreur et par l'argent ? Telles sont les questions du dernier livre de Mario Vargas Llosa, le plus renommé des écrivains péruviens (bien qu'il ait adopté la nationalité espagnole, en 1993). Renouant avec la veine polyphonique d'où sont issus quelques-uns de ses plus grands textes, de *La Tante Julia* et *le Scribouillard* à *La Guerre de la fin du monde* (1), Vargas Llosa donne enfin, à l'âge de 66 ans, son « roman de dictateur » – une catégorie littéraire à part entière en Amérique latine, comme le montrent les livres de Gabriel Garcia Marquez ou d'Augusto Roa Bastos, parmi d'autres. Vargas Llosa, qui a toujours affirmé son opposition radicale aux dictatures, s'était approché du sujet, dans *Conversations* à « La Cathédrale » (2), par exemple. Mais là où ce livre suggérait seulement la présence d'un despote invisible, La

**OLIVIER LARRONDE**



Olivier Larronde  
L'Vraie en ordre



Olivier Larronde  
Œuvres poétiques complètes

**GALLIMARD**



# Crimes à Washington

Les romans de George Pelecanos, transfuge de Hollywood, font entendre la voix des perdants des quartiers pauvres de la capitale des États-Unis

La littérature américaine est consacrée généralement à ceux qui gagnent. Il arrive que mes livres s'achèvent sur une sorte de rédemption mais jamais sur une victoire. » Les romans de George Pelecanos font entendre la voix des perdants. Quand la ville de Washington apparaît dans la littérature policière, c'est la plupart du temps sous prétexte d'intrigues à la Maison Blanche ou au Pentagone, comme si, en dehors des symboles du pouvoir, elle n'existait pas. Cette cité peuplée à 80 % d'Afro-Américains et qui détient quelques records en termes de criminalité. George

## ■ PORTRAIT

« Il arrive que mes livres s'achèvent sur une sorte de rédemption mais jamais sur une victoire. »

Pelecanos y est né en 1957 et ce qu'il connaît ce sont les quartiers pauvres où son père, venu de Grèce en 1922 tenait un coffee shop, ce sont les familles ouvrières à la dérive ou les gangsters blacks embarqués dans des trafics d'armes ou de drogues, ceux-là même dont les hauts faits sont évoqués dans ce courant littéraire et cinématographique que l'on a appelé la Blaxploitation.

C'est d'ailleurs dans le cinéma que George Pelecanos fait ses débuts, comme distributeur, entre autres, des films de John Woo puis producteur (des frères Coen) et scénariste. Sa première tentative romanesque a mis longtemps avant de se concrétiser. « J'avais adressé mon premier livre à une maison d'édition et pendant un an je n'ai pas obtenu de réponse. Un jour, un assistant est tombé sur le manuscrit et m'a annoncé qu'il l'acceptait. Mais moi-même je ne me sen-

tais pas tout à fait prêt. Il m'a fallu dix ans pour rassembler le matériel nécessaire. » Depuis *Le chien qui vendait des chaussures*, paru à la « Série noire » en 1997, jusqu'au plus récent *Blanc comme neige*, les huit romans traduits de George Pelecanos retracent une fresque polyphonique de la société américaine où la musique noire des années 1970 tient le premier rôle.

Il n'orchestre pas pour autant une nostalgie pour les belles années d'autrefois, l'analyse est plus subtile et plus sévère, qui tout en constatant l'aggravation des problèmes, ne cesse d'en souligner la présence constante et cherche à en comprendre les causes.

En s'attaquant aux comportements racistes de la police, *Blanc comme neige* va plus loin qu'une simple enquête inspirée d'un fait réel. Terry Quinn est un policier blanc qui au cours d'une patrouille avec un de ses collègues (blanc également) a abattu un suspect noir qui semblait menacer un passant de son arme. Se croyant en danger, Terry Quinn a tiré sur Chris Wilson avant de s'apercevoir qu'il s'agissait également d'un policier. Il faisait nuit, Wilson était en civil, donnait tous les signes d'une agressivité incontrôlée, l'enquête a conclu à une bavure et, si Terry Quinn a dû quitter la police, sa bonne foi n'a jamais été mise en doute. Celle de Wilson, en revanche, n'a pas vraiment été reconnue, c'est lui qui fait figure de responsable. Pourquoi était-il en train de menacer un Blanc, de le brutaliser alors que celui-ci ne semblait coupable que d'un délit bien mineur, celui d'avoir pissé sur la voie publique ? Wilson avait la réputation d'être un bon flic, peut-être un peu violent parfois mais honnête.

Pour réhabiliter sa mémoire, sa mère fait appel à Derek Strange, un détective privé noir. C'est plutôt pour des raisons alimentaires que par conviction que Strange accepte cette enquête, et l'une des premières

décisions qu'il prend, c'est d'associer à ses recherches Terry Quinn, celui-là même qui a abattu Wilson. Sur le plan déontologique, l'initiative paraît discutable, mais sur le plan romanesque c'est une trouvaille. D'abord parce que, depuis son départ de la police, Quinn tient un magasin de livres et de disques d'occasion, ce qui fournit à Pelecanos l'indispensable fonds musical de son livre. Mais surtout parce que l'enjeu de l'intrigue devient sensiblement différent : comment deux hommes de bonne foi, que seule sépare la couleur de la peau et accessoirement certains goûts musicaux, peuvent-ils s'entendre ? Les préjugés racistes sont-ils solubles dans l'amitié ? C'est là toute la subtilité de l'art de Pelecanos, de mêler à une intrigue policière bien ficelée au cœur des milieux de la drogue une réflexion sur le racisme qui se démarque singulièrement de tout le courant de la Blaxploitation.

Du coup le portrait intime des personnages, le récit de leur vie sentimentale, cesse comme c'est souvent le cas dans le roman policier d'être une touche pittoresque mais devient le centre même du livre. Strange et Quinn ont tous deux été policiers, ils s'estiment mutuellement, malgré une différence d'âge importante, mais peuvent-ils vraiment se comprendre ? On ne peut s'empêcher de remarquer que la question est posée par un écrivain blanc mais qui n'est pas vraiment représentatif des Wasp de la Côte est. Ce fils d'immigrés grecs prête à ses deux personnages cette réflexion au cours d'une discussion sur les mesures qui leur paraissent à l'un comme à l'autre urgentes, la légalisation de la drogue et l'interdiction des armes de poing : « En attendant, cinquante pour cent des Noirs de sexe masculin habitant Washington ont fait un séjour en prison ou sont actuellement sous les verrous.

— La couleur de la peau est le facteur numéro un ?



ALAIN POTIGNON POUR « LE MONDE »

— Non, le facteur numéro un, c'est le fric. En Amérique, il y a deux sociétés bien distinctes. Le fossé entre les riches et les pauvres s'élargit chaque jour, et moi ce qui me fait le plus enrager là-dedans c'est que...

— Tout le monde s'en fiche, dit Quinn. » Les conversations entre les deux amis, malgré toute leur bonne foi, ne changeront rien au fait que Quinn a tué un homme à cause de la couleur de sa peau. Et sa décision de choisir une petite amie portoricaine peut tout aussi bien être le résultat du hasard, d'un amour sincère ou d'une volonté plus ou moins consciente de sa part de fournir à son ami noir des gages de son ou-

verture d'esprit. D'une certaine manière, Strange remplit son contrat et réhabilite la victime noire sans accabler le policier blanc mais on est loin d'une « happy end » et aucun problème n'est résolu.

On a parfois comparé George Pelecanos à James Ellroy et c'est vrai qu'ils ont en commun une vision critique de la société et le projet d'en brosser l'évolution au fil des décennies, mais une différence fondamentale subsiste : « J'admire beaucoup James Ellroy, affirme George Pelecanos, mais il n'écrit que sur des personnages qui sont capables de changer le cours de l'histoire, mes livres ne peuvent rien changer du tout. » Ce en

quoi l'auteur de *Blanc comme neige* pourrait bien se tromper car, au-delà des déclarations d'intention, la lutte la plus efficace contre le racisme pourrait bien commencer par l'examen de conscience sincère et radical auquel il nous invite.

Gérard Meudal

**BLANC COMME NEIGE (Right as Rain) de George P. Pelecanos. Traduit de l'anglais (États-Unis) par François Lasquin et Lise Dufaux, éd. de L'Olivier, « Soul Fiction », 368 p., 20 €. En librairie le 7 mai.**

## Sans issue

Écrit en 1968, le premier roman de Nathan Heard nous plonge dans un quartier misérable de New York

**LA RUE (Howard Street) de Nathan Heard. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Gérard Henry, éd. de L'Olivier, « Soul Fiction », 302 p., 20 €.**

La Rue est une plongée terrible et magnifique dans ce quartier misérable de New York qu'est Howard Street. Un quartier de maccs, de putes et de dope où « seule la réussite par le crime semblait possible. Les exemples contraires ne se rencontraient qu'à la télévision ». Un « trou à rats » où parfois, et comme dans la scène d'ouverture, on n'hésite pas à planter un couteau dans le dos d'un homme pour quelques dollars – immédiatement convertis en doses d'héroïne. Cette « dame blanche » est d'ailleurs bien la « seule garce » que Hip ait dans la peau. Pour se la payer, ce jeune homme de 26 ans n'hésite pas une seule seconde à envoyer sa femme, Gypsy Pearl, au tapis, ni à transformer l'appartement de son grand frère – Franchot, un honnête maçon – en une planque pour drogués.

Ebloui par la « beauté légendaire » de Gypsy, Franchot pense pouvoir convaincre cette dernière de quitter Hip. Douce illusion dans un quartier où, en une seule semaine, quiconque peut faire « le deuil de [s]es espérances ». Car ici plus qu'ailleurs, c'est la loi de la jungle. Dans cet univers impitoyable où pullulent indics et flics véreux, les junkies sont « toujours prêts à vendre leurs frères et pour pas cher, pires que des marchands d'esclaves ». Comme Franchot, une poignée d'hommes, pêtis de discours universitaires et d'idéaux, tenteront – vainement – de sauver quelques âmes. Vainement car, comme le fait remarquer l'un des personnages, pour comprendre ce quartier, il faut que « cet endroit (...) fasse

partie de toi et que t'en fasses partie. Et quand c'est le cas, il n'y a plus rien autour ». Hip est en quelque sorte l'illustration parfaite de ce rêve brisé. Autrefois beau mec et plutôt bon boxeur, son corps n'est plus qu'une « carcasse d'un mètre quarante-vingt-dix », et son visage un « masque mortuaire ». Comme la plupart des autres habitants du quartier, Hip se contrefiche de trouver un travail honnête, préférant faire quelques bons coups plutôt que de se tuer au boulot pour une bande de Blancs : « Les Blancs prétendent aujourd'hui qu'ils veulent nous donner la possibilité de faire partie de leur société, mais presque aucun de nous y croit. » Même Gypsy ne parviendra pas à quitter Hip : « Si je ne l'avais pas lui, j'aurais un autre mac. » Constat amer mais lucide, que Franchot, lui aussi, sera bien obligé de faire.

Dans ce premier roman, écrit en 1968 alors qu'il se trouvait au pénitencier de Trenton pour vol à main armée, Nathan Heard rend admirablement compte de Howard Street, où il est né et où il réside encore aujourd'hui. Avec un sens aigu des détails – même les plus sordides – et un (trop) rare talent pour les dialogues, il décrit l'univers de la rue et de ces motels aux plafonds crevassés ; l'atmosphère épaisse et poisseuse de ce quartier de morts vivants où règnent travelos et junkies. Avec ses personnages misérables, bouffis d'orgueil, de rage et de haine, La Rue donne à lire et à voir un univers sinon glauque, pour le moins désespéré et désespérant, où aucune rédemption, aucune issue ne semble possible. Un monde sans illusion, loin de la Californie et du rêve américain. Noir et sordide donc. Remarquable aussi. Ne reste plus alors qu'à espérer que ses deux autres romans, *To Reach a Dream* et *A Cold Fire Burning*, seront rapidement traduits.

Emilie Grangeray

## La Chronique

de Gérard Meudal

### Les caves se rebiffent

**LES LARMES DE POLT (POLT MUSS WEINEN) d'Alfred Komarek. Traduit de l'allemand par Catherine Vacherat, éd. Noir sur Blanc, « Monde noir », 160 p., 14,50 €.**

C'est un petit village viticole de Basse-Autriche, à deux pas de la frontière tchèque, avec sa rivière, le Wiesbach, sa Keller-gasse bordée de chais, ses braves paysans confits dans le grüner veltliner. L'évocation qu'en donne Alfred Komarek est si saisissante qu'on perçoit, entre les lignes, la fraîcheur des matinales d'automne, le goût des strudels aux pommes et l'odeur des chargements de betteraves qui traversent le hameau de Burgheim. La seule chose qu'on ne sente pas, c'est le monoxyde de carbone qui, comme on le sait, n'a pas d'odeur, et c'est bien ce qui le rend dangereux, car ce gaz de macération produit par la fermentation du moût est mortel. Les vigneron s'en protègent en utilisant des extracteurs avant de descendre dans les caves après les vendanges. Mais un accident est vite arrivé, comme le prouve la mort d'Albert Hahn, qu'on découvre asphyxié auprès de ses tonneaux.

Le problème, c'est que Hahn est unanimement détesté par tous les villageois, et que toutes les caves de Burgheim communiquent entre elles, formant un vaste réseau souterrain où n'importe qui peut, en toute discrétion, introduire une petite giclée de gaz. L'enquête s'annonce rude pour Simon Polt, l'inspecteur de gendarmerie, d'autant plus que son zèle risque de le couper de la communauté villageoise, où il ne compte que des amis. Après tout, peu importe qu'Albert Hahn ait été assassiné. Personne ne le regrettera : ni sa mère, qui reconnaît avoir accouché d'un monstre ; ni sa femme, qu'il martyrise et avilit en toute occasion ; ni ses ouvriers tchèques, qu'il exploite sans scrupules ; ni ses voisins, qu'il a honteusement spoliés ; ni ses « amis », qu'il manipule cruellement. Alfred Komarek, né en 1945, vit à Vienne, il doit être l'enfant naturel de Georges Simenon et d'Elfriede Jelinek. Du premier il possède l'art de créer une ambiance à partir de la réalité le plus ordinaire, et de la seconde la capacité de suggérer la violence extrême que peut sécréter une société apparemment paisible et si fière de ses valeurs traditionnelles. Ce polar villageois, tout baigné des vapeurs capiteuses de riesling, de weissburgunder ou de zweigelt est le portrait désespéré d'un monde en proie à toutes les dérives, aussi bien économiques que politiques, et surtout une métaphore qui vient, utilement, rappeler que le ventre est encore chaud d'où est sortie la bête immonde.

■ LA MURAILLE INVISIBLE, de Henning Mankell

Du fil à retordre pour Kurt Wallander, aux prises avec la déliquescence de la société suédoise où des gamines peuvent assassiner un chauffeur de taxi, mais aussi avec une conspiration à l'échelle mondiale qui emploie le terrorisme informatique pour déstabiliser la planète. Henning Mankell parvient à se renouveler sans rien perdre de son originalité, et le portrait de son héros Wallander n'a jamais été aussi poignant que dans ces tribulations où il se retrouve piégé de tous les côtés : par ses ennemis, mais aussi par ses collègues et même ses

amours. Heureusement, à la fin, sa fille Linda lui réserve une bonne surprise (traduit du suédois par Anna Gibson, Seuil, « Policiers » 430 p., 20 €).

■ DEADLINE, de Liza Marklund

Encore une preuve de la bonne santé du polar nordique : la première (chronologiquement) enquête d'Annika Bengtzon, une journaliste suédoise engagée dans une sombre affaire où les femmes tiennent le bon et le mauvais rôle. Enorme succès de librairie en Suède, le roman a été adapté au cinéma. Une autre enquête de la belle Annika, *Studio Sex*, a paru en livre de poche (traduit du suédois par Jean Renard et Catherine Buscall, Ramsay, 430 p., 22 €).

■ ET PUIS TU MEURS, de Michael Dibdin

Quand il se repose sur une plage toscane pour une convalescence bien méritée, il est traqué par un tueur. Quand il part aux États-Unis témoigner contre la Mafia, son avion est détourné en Islande, où il se fait poignarder. De retour en Italie, il se retrouve dans un placard, et bientôt avec un cadavre sur les bras. Il a beau s'appeler Zen, Aurelio aurait de quoi perdre son sang-froid s'il n'était un vrai dur à cuire. Huitième aventure du héros vénitien de Michael Dibdin (traduit de l'anglais par Serge Quadruppani, Calmann-Lévy, 230 p., 17 €).

■ L'HOMME DE MA VIE ET LE MAÎTRE DES BONSÂIS, de Manuel Vazquez Montalban

Un bonheur n'arrive jamais seul. Voici donc deux bonnes nouvelles d'un coup. La parution du *Maître des bonsâis*, une fantaisie policière pour jeunes lecteurs superbement illustrée, et surtout le retour de Pepe Carvalho, que son créateur avait quelque peu délaissé ces temps derniers. Et son retour, qui plus est, à Barcelone ! Evidemment, la ville a pas mal changé, et le détective gastronome a vieilli. Mais sa vieille copine Charo, qui s'était exilée en Andorre, revient pour lui déclarer qu'il est l'homme de sa vie, et elle n'est pas la seule à le penser. Un régal pour tous les aficionados (traduit de l'espagnol l'un par Denise Laroutis, éd. Christian Bourgois, 300 p., 19 €, et l'autre par Aline Janquart, illustré par Erika Pittis, Seuil, 60 p., 7,50 €).

■ DANGER DE MORT, de Ruth Rendell

Paru en Angleterre sous son pseudonyme de Barbara Vine, c'est un roman de formation qui prend des allures de numéro d'équilibriste : l'histoire d'une gamine qui passe son enfance, non sans dommages, à escalader les pylônes électriques avant de courir les toits de Londres avec son ami et une bande de marginaux pour, finalement, chuter lourdement dans le monde des adultes (traduit de l'anglais par Johann-Frederik Hel-Guedj, Calmann-Lévy, 500 p., 21,30 €).

■ WONDERLAND AVENUE, de Michael Connelly

Harry Bosch tombe sur un os, celui d'un enfant assassiné il y a vingt ans et que le chien d'un promeneur déterre dans les collines avoisinant Hollywood. Pour Bosh, qui fut lui aussi, comme la victime, un enfant adopté, c'est l'occasion d'un retour vers l'enfance mais aussi d'un changement radical dans son existence, qui pourrait donner une nouvelle orientation à ses prochaines aventures (traduit de l'anglais – États-Unis – par Robert Pépin, Seuil, « Policiers », 350 p., 20 €).

■ GRENOUILLAGES, de Postel & Duchatel

La batrachotoxine, alcaloïde sécrété par l'épiderme d'une grenouille de la cordillère des Andes, est un poison violent qui pourrait devenir une arme à l'échelle mondiale. Imaginez : 1° un savant qui, avec l'aide d'un collègue, parvient à la produire en quantités appréciables ; 2° que ce savant soit un élu PRP du 9ème arrondissement de Paris briguant le siège de maire de la capitale et – pourquoi pas ? – un destin national ; 3° que la chargée de communication du savant ait un mari jaloux qui décide de se venger par la méthode du gag téléphonique. Résultat : un polar déjanté et réjouissant qui est aussi un bel hommage au cinéma français des années 1960 en général, aux *Tontons flingueurs* en particulier, et plus précisément à Francis Blanche. Le bonjour chez vous (Denoël, 430 p., 20 €).



# Traumatismes familiaux

Inceste, enfants battus, brutalités conjugales... Dans des tonalités différentes, ces drames domestiques sont au cœur de trois premiers romans remarquables

**LA BOUCHE PLEINE DE MOTS**  
(*Mouthing the Words*)  
de Camilla Gibb.  
Traduit de l'anglais (Canada)  
par Gabrielle Rolin,  
Plon, 218 p., 18 €.

**CICATRICES**  
(*Scar Culture*)  
de Toni Davidson.  
Traduit de l'anglais  
par Daniel Lemoine,  
éd. Au diable Vauvert  
328 p., 14,5 €.

**LE BONHEUR DE LA FEMME**  
**AU FOYER**  
(*De Gelukkige Huisvrouw*)  
de Heleen van Royen.  
Traduit du néerlandais  
par Anita Concas,  
Albin Michel  
336 p., 19,90 €.

Ugo n'y retrouverait pas Cosette, ni Mauriac une seule de ses vipères. Inceste, enfants battus et brutalités conjugales : pathétique par excellence, le drame domestique continue d'inspirer le roman, mais sous d'autres déguisements. Notamment celle d'un discours psychanalytique dérivé, qui suggère à l'écrivain un scénario commode : le traumatisme refoulé du héros, les troubles du comportement et la rupture sociale, la levée du secret, la lente rémission. Bonne nouvelle : la fiction, loin d'être dupe, retaille le patron à sa guise sans se laisser dicter sa conduite. Tous remarquables, trois premiers romans sur la violence familiale récemment traduits en France le prouvent. Hasard ou Histoire, leurs auteurs, de nationalités différentes, appartiennent à une même génération, celle d'après 1968.

Toni Davidson, lui, fait peur : autant par son sujet, l'inceste et les mauvais traitements parentaux, que par le début du roman, qui fait craindre le pire ; mais la dernière partie consacre sa réussite.



« L'Ombre du doute » d'Aline Issermann (1993)

Dans les premiers chapitres, oppressants, deux narrateurs successifs décrivent une série de violences subies, sous l'allure d'un commentaire photographique et d'une bande enregistrée. Cette mise en scène fait en réalité ressortir l'aspect chaotique des différents récits : le ton véhément, plus grinçant chez le premier, mime l'intensité du traumatisme. L'aspect fragmentaire des deux narrations, lui, contraste avec l'univers familial confiné : une caravane branlante pour Click, en compagnie d'une mère agressive et d'un père désaxé ; une pièce unique pour Fright, son père et son frère aîné. Ce système à la fois disloqué et très élaboré engendre quelque chose de vain dans son excès même. Seule la troisième partie, assumée par le psychiatre qui a recueilli et manipule les deux enfants, lui-même plus dérangé

que ses patients, donne ampleur au roman, en jouant la carte de la perversion. En fiction, les bourreaux font donc recette autant que les victimes.

Chez Camilla Gibb, ce n'est pas seulement la structure narrative, mais l'humour qui fait toute la différence. On ne peut que s'incliner devant le ton d'une narratrice sans illusions pour s'en être trop nourrie, mais aussi bienveillante et fantaisiste. Pourtant, le propos, là non plus, n'invite pas au badinage. Victime d'inceste à six ans, la jeune Thelma passe plus de vingt ans à en subir les conséquences, réfugiée dans son imaginaire délirant, ses multiples personnalités et son anorexie. L'humour *so British* de la narratrice est l'exact pendant du « visage anglais » impassible affiché par le personnage de la mère en toutes circonstances, même les plus cruelles, et donc un

défi lancé par le *non-sense* à l'absurde. Mais il est avant tout l'affirmation d'une voix unique construite à force d'errer « entre la vie et ailleurs », extraite des troubles de l'enfance, capable de les utiliser pour dynamiser les scènes à faire : témoin, la proclamation de la réusite de Thelma à l'école de droit, qui coïncide avec une crise de délire aigu. Attribuant tout le mérite à ses différends doubles, elle conteste la validité du diplôme, dans un épisode juridique hilarant.

Dernière déclinaison du thème et cas limite, *Le Bonheur de la femme au foyer* est une vraie surprise, piégée par l'ironie et la provocation. Cette fois, la narratrice est à elle seule victime (elle doit faire le deuil de son père suicidé) et bourreau (elle tente de tuer son nouveau-né dans une crise de psychose puerpérale). Le roman d'Heleen van Royen, par son outrance même, est celui qui joue le plus avec le récit du traumatisme familial et ses contradictions : du pathétique lacrymal à l'ironie déjantée, tout y passe. Ce « bonheur » d'une femme entretenue et fière de l'être, qui conspu tout sentiment maternel mouillé, est une sorte d'*Amour, gloire et beauté* trash, un spectacle domestique délirant. Quarante pages d'un accouchement qui vire au drame chirurgical, décrit sous toutes les coutures. Tout repose sur un jeu de clichés repris du discours social sur la féminité et la maternité, mais aussi du discours sur la gestion des émotions qu'incarne dans le roman un irrésistible psychanalyste, spécialiste en travail de deuil, d'aussi beau ramage que son perroquet, légué par un patient schizophrène. Entre tabou et cliché, chacun choisira ses armes, donc, pour traiter cet inquiétant « sujet à la mode », l'inceste et les violences familiales, dont se moque la provocante narratrice du *Bonheur de la femme au foyer*.

Fabienne Dumontet

## Rêve de chelem

**MA VIE SPORTIVE**  
de David Storey.  
Traduit de l'anglais  
par Camille Domecq,  
La Fosse aux ours,  
320 p., 21,50 €.

Rien d'étonnant à ce que *This Sporting Life*, de David Storey, Booker Prize 1976, ait été adapté au cinéma – par Lindsay Anderson, qui réalisait avec *Le Prix d'un homme* (1963) son premier long métrage. Richard Harris, remarquable dans le rôle du narrateur Arthur Machin, plonge le spectateur dans le monde, conventionnel et écrasé par ses tabous, d'une cité industrielle du Yorkshire où l'équipe de rugby incarne la part interdite de rêve et de dépassement social.

La lecture de Storey permet d'aller plus loin encore, dans les odeurs de pelouse et de terre mouillée d'une campagne étriquée, celles des vestiaires surtout, poussière sèche et boue durcie, phénol et vaseline, sueur fraîche et maillots lourds, avec d'entêtants relents de cuir et de cirage plus tenaces que les brouillards de vapeur échappés du bain où s'affalent les modernes gladiateurs, dont les carcasses nécessitent des soins de nourrice. Arthur est de ceux-là, intégré au bluff dans une équipe première où il s'impose. Epris de sa logeuse, Arthur ne parvient pas à fixer ses propres règles, paralysé par les combines et les veuleries d'un milieu dont il paie au prix fort la douteuse autorité.

Découvrant les impasses où ses proches épousent leur propre rêve, il manque tout abandonner, puis se perd, tête baissée, dans un jeu, où la force animale de l'avant, l'agilité nerveuse de l'arrière, l'« intelligence physique » du demi de mêlée ne garantissent rien que l'osmose éphémère de futurs perdants. Parabole cruelle d'une condition bien peu humaine.

Ph.-J. C.

## Désarrois maîtrisés

Rageur et drôle, grave et torride, le roman de Krausser préfère la recherche désespérée du bonheur à l'exploration de l'échec

**COCHON ET ÉLÉPHANT**  
(*Schweine und Elefanten*)  
de Helmut Krausser.  
Traduit de l'allemand  
par Marie-Claude Auger,  
éd. Jacqueline Chambon,  
255 p., 17 €.

Le titre le dit : on n'est pas dans une fable mais face à une conception du monde, entre pornographie et sagesse, obscénité et noblesse. Ce monde est celui d'une bande de paumés dans les années 1980, marginaux au passé hétéroclite qui ont l'habitude de se rencontrer dans un square de Munich, point de fuite de leurs aventures. Parmi eux, Hagen, vingt-deux ans, chanteur du groupe Genie & Handwerk qui se réfère autant à Bach et Bruckner qu'au rock et à la pop. Une obsession les soude : survivre. Faute d'argent, les sentiments, les rêves et les peurs sont à vif. « Les gagnants sont répugnants », tel est le mot d'ordre de Hagen.

Ce n'est pas un hasard s'il porte le nom de l'assassin de Siegfried dans la mythologie germanique : il enfonce bien profond son javelot entre les épaules de l'arrogance bourgeoise en train de boire à la source de l'hypocrisie. S'il fauche (surtout des disques et des livres rares), ment et triche, le personnage est sympathique. Touchant dans ses rêves d'amour pour la jeune Silke, « comme, mince et belle à couper le souffle ». Intelligent et joueur, il se fait de l'argent en courant les tournois d'échecs et de backgammon où il rencontre Valérie, la trentaine désœuvrée et riche, qui conduit son cabriolet comme une voiture de jeu vidéo. Commence une histoire sans amour à faire grogner d'extase le cochon qui profite des avantages d'une situation qu'il sait éphémère. L'un des atouts de la jeunesse, c'est de « connaître beau-

coup de gens avec lesquels on n'a pas de scrupules ». Et il n'en a aucun avec cette nymphomane désabusée oscillant entre mélancolie et hystérie.

Helmut Krausser, né en 1964, fait partie des auteurs confirmés de la nouvelle littérature allemande, celle qui, entièrement décomplexée, se soucie davantage du présent que du passé nazi. Son roman n'a rien d'expérimental – un des axes longtemps privilégiés par bon nombre d'écrivains allemands qui tentaient ainsi de se réapproprier une langue pervertie par l'Histoire – mais il dope la narration de façon explosive. Les flash-back, les passages en italique, les dialogues, alternent avec des pages narratives où éclatent des phrases en majuscules. Ce n'est pas déroutant, encore moins lassant. C'est surtout excitant.

*Cochon et éléphant* est la première partie d'une trilogie. Si la part autobiographique est importante, jamais elle ne laisse percer l'apitolement néoromantique. Krausser connaît les codes du monde moderne, lui qui a vécu dans la rue, a fait tout un tas de petits métiers, sans jamais cesser d'écrire et de réfléchir sur la littérature pour lâcher des jugements parfois provocants : « Tout écrivain américain mort est un mauvais écrivain en moins. » Lorsque Valérie se brise les deux jambes dans un accident de voiture quasi suicidaire, le côté éléphant prend le dessus chez Hagen qui sent naître en lui une tendresse diffuse pour cette tigresse maintenant plâtrée. Cela n'empêche pas la catastrophe finale qui jette un pont par-dessus les époques pour renouer avec *La Chanson* des Nibelungen. Signe que la littérature allemande accepte désormais tout son héritage, non plus comme un fardeau, mais comme une charge de dynamite.

Pierre Deshusses

## Désir et cupidité

**SARAMINDA**  
de José Sarney.  
Traduit du portugais (Brésil)  
par Monique Le Moing,  
éd. Quai Voltaire,  
266 p., 20,60 €.

C'est quelque part entre Cayenne et Belém, une région ingrate, disputée entre la France et le Brésil pendant deux cents ans. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on y trouva de l'or, qui vint exacerber les contestations. L'épisode, aussi peu connu en France qu'au Brésil, serait cocasse s'il n'avait causé la mort de beaucoup d'innocents. Il sert de contexte à cette tragédie sur le thème de la fascination. Celle de l'or, et celle qu'exerce, malgré elle, une femme, les deux sortilles étant imbriqués. José Sarney invite à visiter les placers de l'Amapa vers 1896. Il explique le travail de l'orpailleur, sa vie, les questions de sécurité, de transport, de commercialisation, sans craindre d'utiliser un vocabulaire savoureux qui a dû donner bien du souci à la traductrice. Il montre l'or, les pépites, la poudre, les bijoux, avec les dérèglements que tout cela provoque. Et montre aussi une femme.

C'est un trait de la littérature brésilienne depuis trois siècles de réussir les portraits d'héroïne : de Moema à Gabriela en passant par Iracema et Capitu, ces enchanteresses ont enjôlé des générations entières. La Saraminda de Sarney figurera honorablement dans cette galerie. Comme ses consœurs, elle désire maîtriser son destin, comme elles, elle échouera. Dans ce récit construit sur le désir, la cupidité et la déraison, Sarney a recours à une constante de son œuvre : le paranormal. Ce sont des fantômes qui racontent les fantômes. On le comprend : le décor est amazonien, mais c'est Euripide qui mène – malmène – les personnages.

Jean Soublin

## Livraisons

■ **LE BANDIT MANCHOT**, de Muriel Cerf

A trois semaines d'épouser un avocat avaré, jaloux, qui se shoote au chocolat et lui impose des copulations rustres et bâclées, une femme de lettres flatte à Monte-Carlo sa passion des voyages et du casino. Archifauchée, elle joue ses droits d'auteur à la roulette. Les fiancés se chamaillent âprement, lui déguisant ses sentiments « comme on confit un fruit trop acide », elle, « légère comme une gaufrette », frigidité, morose et mutilée, posant sur lui « le regard indolent d'une chatte qui faussement dort, la patte recourbée sur le saphir d'un grand œil ouvert ». Muriel Cerf, qui excelle dans la comédie cruelle, s'offre deux fins : l'une placée sous le signe de Bernard Shaw (« J'en ai fini avec l'amour »), avec rupture ; l'autre fataliste, voyant la femme soumise déguster les films de Lubitsch en laissant sa porte close. Les références culturelles abondent (de Nabokov à Albert Cohen) dans ce brillantissime petit récit dont chaque phrase est un joyau de vacherie ciselée (éd. du Rocher, 96 p., 10 €).

J.-L. D.

■ **TEEN SPIRIT**, de Virginie Despentes

Le héros, narrateur, est de son propre aveu « ni subtil ni délicat ». Il tire sur un pétard, concentré sur les nichons de Britney Spears à la télé, quand une nommée Alice Martin, copine du lycée « méga-chaude » et jadis « croc » de lui, pas vue depuis treize ans, lui téléphone. Elle a un truc im-por-tant à lui dire. Pas pour annoncer à son ex-partenaire qu'elle lui a transmis le sida, mais qu'il est père d'une gamine qui s'est toquée de le retrouver. Écrit branché, avec des personnages qui « se la pètent », « valdinguent du thorax », traitent les filles qui lui donnent « la gaulle » de « salope » et « connasse », cette comédie pleine de provocs verbales se révèle drôlement correcte. Face à l'ado qui mord ses pulls et veut se teindre les cheveux en bleu, l'odieux papa se découvre des responsabilités, fond et flippe. Il tonne contre la cynique propagande dont se rendent coupables les directeurs de chaîne, les réalisateurs de clips, les cadres marketing, et découvre que la société ne rend plus personne heureux. Le papa se met à rendre la justice, et Virginie Despentes, rayon embourgeoisé post San-Antonio, signe son meilleur roman (Grasset, 224 p., 16 €).

J.-L. D.

■ **JE REÇOIS**, de Danielle Robert-Guédon

Depuis son premier livre, *Le Désespoir du singe* (Balland, 1997), Danielle Robert-Guédon a fait de son voisin et ami, l'écrivain suicidaire Bernard Lamarche-Vadel, un personnage de roman. Cet homme « sombre des pieds jusqu'au cou » est là encore, attendant la mort en ressassant son sentiment de voir sa vie, son œuvre en « capitotade » : il fait partie des quatre invités désargentés et mélancoliques venus passer le week-end du 15 août dans la maison de campagne de la narratrice, accueillante reclus habitué au vent d'ouest et aux rafales. Une baignade à Dinard, un verre de vin devant la cheminée, des parfums d'encastrique, des propos évasifs sur les maîtresses absentes... Entre gestes quotidiens et silences, un ange passe, tandis que plane l'effluve des rêves de chacun (Balland, 156 p., 14,50 €).

J.-L. D.

■ **LE MAÎTRE DU NAVIRE**, de Louis Chadourne

Dans la cordillère des Andes, à Callao, quatre voyageurs distingués ont raté le bateau qui devait les emmener à Sydney. Il leur faut patienter trois semaines. Surgit alors un inconnu, Van den Brooks, qui leur propose de les mener à destination à bord de son yacht. Une étrange croisière commence sous la férule d'un homme qui, en dépit de son extrême courtoisie et de son raffinement, inspire « je ne sais quel malaise, fait de crainte et d'étonnement ». Les passagers vont se livrer à des jeux d'interprétation et être témoins de curieux événements. Sont-ils tombés sous la coupe d'un illuminé pervers qui va les conduire jusqu'à une île qui est son royaume secret ? « Une soif d'amour implacable me poursuit », confiera l'énigmatique commandant... Grand blessé de la guerre de 1914, admirateur de H. G. Wells, Louis Chadourne (1890-1925) a écrit avec ce livre publié en 1919, un subtil et intrigant roman d'aventures qui concilie les genres : conte philosophique, quête éthique et métaphysique, satire sociale, fable poétique et comédie de mœurs (éd. Farrago/éd. Léo Scheer, 276 p., 18 €).

P. Ky.

■ **GARDER TOUT EN COMPOSANT TOUT**, de Henry de Montherlant

L'œuvre de Henry de Montherlant semble connaître une période de purgatoire. Sa correspondance échangée avec Roger Peyrefitte a autrefois jeté une lumière inattendue, réductrice, sur certains aspects de sa personnalité qu'il avait plus ou moins déguisés. Certains commentateurs ont, du coup, accusé l'œuvre d'inauthenticité. C'était excessif et injuste. Les notes inédites publiées aujourd'hui, carnets « en marge des carnets » qui vont de 1924 à 1972, forment un ensemble disparate mais n'en rappellent pas moins les constantes développées dans l'œuvre, éléments d'une philosophie de la vie revendiquant le syncrétisme (garder tout) et l'alternance (en composant tout). Aphorismes, réflexions, pages d'essais ou d'analyse rappellent la double orientation psychologique de l'écrivain ; un joyeux affamé de bonheur doublé d'un moraliste, soucieux de garder ses distances, misanthrope et misogyne à l'occasion, transposant sa sensibilité d'écorché, ses faiblesses mêmes, dans une éthique du détachement stoïque, aspiration à une certaine grandeur d'âme qui puisse concilier un amour sensuel de la vie, le goût héroïque d'une transcendance païenne et la hantise de la mort (Gallimard, 422 p., 29 €).

P. Ky.

■ **L'OR DES RUES**, de Pierre Gilloire

Accueillant « indifféremment manifestations pacifiques, émeutes et processions à bannières », la rue est une « bonne fille, hospitalière, large d'esprit » qui mériterait bien qu'on s'y attardât pour la célébrer. De la rue de Bruant à celle de Brassens, de la « frontière subtile » à « l'espace de liberté », du Saint-Petersbourg de Pierre-le-Grand au Nantes de Julien Gracq, Pierre Gilloire la vénère en amoureux qui sait les charmes et les défauts de ses amours. Aux premiers pas dans son livre on se demande comment tenir dix chapitres sur le sujet et, jusqu'à trouver réunis Monteverdi et Yvette Horner ou découvrir un éloge du feu rouge, on avance d'une surprise à l'autre. Livre fermé, on ne peut plus regarder les trottoirs, les façades avec ou sans tags, les toits et les balcons comme avant cette promenade de l'espace d'une ZUP à une ruelle balzacienne. Un bonheur de lecture avec en prime humour et découvertes (Buchet Chastel, 216 p., 13 €).

P.R.L.

■ **SEMELLES DE PLOMB**, de Molly Giles

Il paraît que Molly Giles est l'auteur de plusieurs recueils de nouvelles. A lire son livre, on ne peut que piaffer d'impatience en attendant les traductions, car voici un auteur comme on les aime : inventive, de belle humeur, jouant de toutes les formes d'humour, du plus funèbre au plus mesquin, du plus cocasse au plus élégant, experte en dialogues, bien sûr, et capable de présenter des personnages hautement improbables comme croustillants de réalité, charmants, attendrissants et insupportables. Il y a Kay, la quarantaine flasque et fatiguée – elle boit trop et fume trop – dévouée à tout le monde, son mari, Neal, grand échalas à queue de cheval grise, croisé de la diététique bio, son frère Victor, ex-drogué et nouveau chrétien militant, Nicky, le fils ado, et surtout Francis, le père, toujours beau et méprisant, architecte de renom et fier de l'être et la mère Ida, drôle, séduisante, superbement belle mais ayant passé du temps dans divers hôpitaux à la suite de différents accidents et qui cette fois se meurt, ce qui ne l'empêche ni de boire, ni de fumer, ni d'être odieuse (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Sabine Porte, Flammarion, 304 p., 20 €).

M. Si.

■ **DUTOURIANA**, de Jean Dutourd

C'est entendu, la vieillesse est sans doute un naufrage mais il y a quand même des bouées de sauvetage pour rester à flot et ne pas trop s'éloigner du rivage si les vents sont contraires. Jean Dutourd s'amuse à nous livrer des éléments d'une sagesse conciliante pour lui-même quand bien même l'époque lui fournit des sujets d'agacement. Aphorismes et réflexions au débotté, remarques narquoises sur les mœurs du temps, précis de bonne conduite, maximes qui cherchent à synthétiser de l'observation des mœurs et des dérives actuelles des lois de bon équilibre... « J'exhale ma vieillesse par des rugissements », nous dit-il. Il n'est pas sûr qu'on les entende de beaucoup dans notre savane mais les vieux lions gardent la puissance de leurs griffes. Se faisant, rejoignant le courant moraliste qui est de haute tradition dans la littérature française, avec un côté « scrogneugneu » et anar hédoniste, il peut séduire autant qu'agacer. C'est toujours cela de pris du bon côté de la libre pensée (Plon, 122 p., 13 €).

P. Ky.



# Confession scrupuleuse

Alain Rémond revisite son passé pour expliquer, justifier, réparer

**UN JEUNE HOMME EST PASSÉ**  
d'Alain Rémond.  
Seuil, 140 p., 9 €.

Un écrivain ne mesure pas toujours la gravité de ce qu'il écrit. Ce n'est qu'après la parution de *Chaque jour est un adieu* (son précédent livre) qu'Alain Rémond s'est rendu compte qu'il y avait écrit ce que ses parents, au cours de leurs crises, se donnaient des coups. C'était outrancier, faux, reconnaît-il aujourd'hui. Il regrette d'avoir laissé échapper ce mot de coups sans précaution. Expliquer, justifier, réparer : voilà ce qui importe à Alain Rémond, ce qui anime son désir d'écrire. Réparer surtout : ce mot très « catho » qui implique une morale, toute une éducation, toute une histoire. Et c'est cette histoire personnelle qu'Alain Rémond entend de raconter, d'analyser dans ce livre, qui, scandé par des « pourquoi ? » adressés à lui-même, rayonne d'une honnêteté méthodique, calme, d'une sorte de bonheur éprouvé dans la confession scrupuleuse qui ne laisserait aucune faute, aucune dérive de côté.

Histoire de sa famille d'abord qui, habitant un bourg perché au-dessus de la baie du Mont-Saint-Michel, vit autour de l'église, et pratique une « religion joyeuse ». C'est là qu'il décide, très tôt, de devenir prêtre, d'entrer dans la Congrégation de Sainte-Croix, qui a un petit séminaire à Dinan, parce qu'il s'imaginerait porter la bonne parole, qu'il se sent totalement habité par une foi intime dans un Dieu personnel. Il fait son noviciat chez les pères de Sainte-Croix, au Canada ; elles sont très lumineuses, très harmonieuses, les pages où il évoque la « durée irréaliste » des saisons de retraite au milieu des Laurentides, où, entouré par la glace, il connaît des journées de feu en lisant la Bible : magnifique éloge de ces moments de grâce radicale où on fait le vide en soi, où on laisse

venir ce que, d'habitude, on refoule. Mais il y a un autre courant dans le livre : la montée de la contestation intime du discours sulpicien, morbide, hérité du XIX<sup>e</sup> siècle, tenu par le maître des novices ; un début de rébellion secrète contre la pensée magique de l'Eglise catholique (notamment la pratique de l'eucharistie). Il trouve un écho à ses questions, à ses doutes, à son agitation spirituelle au collegio di Santa-Croce à Rome, où il arrive au moment du concile de Vatican II. Alain Rémond nous fait revivre de l'intérieur ces années où « ça swingue drôlement sous Jean XXIII », l'effervescence salubre d'une époque où l'on croyait à l'avènement d'une autre église qui tournerait le dos au triomphalisme et parlerait à nouveau aux pauvres, aux plus petits. Abandonnant tout désir de retraite, l'auteur revient vers le monde, vers les autres. C'est l'Algérie où il part en 1967 comme coopérant, nommé instituteur dans un petit village de Kabylie, cette région habitée de vent et d'esprits, où on s'accroche « à l'essentiel comme à une crête ».

Le deuxième versant du livre est consacré à la naissance d'une liberté, après qu'il a renoncé à la prêtrise, sa dernière chapelle de transition étant le PSU, auquel il adhère, un temps. Sa sœur Agnès se suicide : il en parle en quelques lignes rapides, poignantes, sans commentaire. Alain Rémond reste très discret sur cette douleur. Mais elle justifie sans doute sa colère définitive contre l'institution du catholicisme, contre cette « théologie autour d'un Dieu qu'il faut implorer, cette mythologie du sacrifice » ; explique la mélancolie avec laquelle il revient dans la cour de la maison familiale, à présent vendue ; la conscience meurtrie qu'un livre, même si on veille, comme il le fait ici avec une sobriété magnifique à ce qu'aucun mot ne soit trop fort ou en porte-à-faux, ne rend jamais tout à fait justice à ceux que l'on a aimés.

Jean-Noël Pancrazi

# Géographie du désastre

Cette magnifique confession d'un braqueur qui explore son « chaudron biographique », ses révoltes et ses errances, est une incitation à lire, écrire, s'affronter

**LES MAINS EN L'AIR**  
d'Emmanuel Loi.  
Ed. Léo Scheer, 254 p., 15 €.

Puisque voilà la France rongée par ses moisissures, puisqu'à force de lepniser les esprits certains médias ont banalisé la crispation fasciste, trouvons foi en la littérature, ce refuge de l'irréductible, cet art qui sauve du dégoût et qui « permet de respirer » (Roland Barthes). On vit jadis, à l'époque pas si lointaine où les éditeurs se voyaient traînés en justice pour avoir fait usage de leur liberté, Jean Paulhan venir témoigner au procès intenté à Jean-Jacques Pauvert qui avait pris le risque de publier Sade. Le divin marquis ne représente-t-il pas un danger, lui demandait le président du tribunal ? Paulhan répondit : « Je crois qu'il y a là un danger, mais c'est un danger éminemment moral. »

C'est pour allumer un contre-feu démocratique au délire répressif, rappeler que l'on peut tout publier si l'on sait distinguer le « danger moral » du « danger immoral », que l'éditeur Léo Scheer cite cette anecdote en préambule de ce récit d'Emmanuel Loi, dont il rappelle l'ambition noble : « Ce roman ne relève que de l'incitation à la lecture et, ce qui peut paraître pire, à l'écriture. » Nous sommes en effet ici bel et bien dans la grâce littéraire, plus près de Dostoïevski que de Mesrine, et à propos de ce narrateur devant lequel « la foule indifférente juste avant, maintenant solidaire pour le lynchage s'est transformée en lave » en le voyant menottes aux poignets, on citera ce mot de Victor Hugo : « Etre de cette majorité ! préférer la consigne à la conscience ! non ! » (1)

Emmanuel Loi n'est pas un néophyte : treize livres, déjà, à son actif, du théâtre au polar, du journal de prison à *La Vie périmée*, ce cahier-confession fictif dans lequel il imaginait le « chant de misère » d'un assassin, cherchait à comprendre comment un garçon de 16 ans d'une bourgade du Var s'était lancé en 1995 dans une spirale meurtrière, prenant une carabine et tuant quatorze personnes



FRANCK FERVILLE

avant de se suicider (2). Ecrivain rebelle, Emmanuel Loi, qui écopa lui-même de cinq ans de prison pour hold-up, rejoint la tradition des hommes de lettres « hors la loi », des détenus ayant talentueusement consigné leur expérience de vie par écrit, de Lacenaire à Genet ou Boudard, du guillotiné aux rescapés des cachots.

*Les Mains en l'air* démarre sur les chapeaux de roue : stylo à la rue (on parle au cinéma de caméra à l'épaule), le narrateur revisite en flash-back le scénario de son casse en direct, complice malhabile, fiasco, cavale essoufflée, flics aux trousses, reddition, fouille... « Je régurgite parmi le marais des amours perdues, la haine de ce que l'on est devenu, la peine des autres, l'indéchiffrable mesure de l'exil. » Et vite, après s'être interrogé le visage d'une garde à vue sur sa fatale alliance avec son pote, interne en psychiatrie, qui, tétanisé, a provoqué l'arrestation, s'est révélé zombie résigné et piteux, Emmanuel Loi remonte sans concessions ni complaisance le fil d'une existence traquée, vouée

aux révoltes, aux émeutes, aux errances.

Accompagné, en annexe, d'un appendice intitulé « Braquage, mode d'emploi », qu'il présente comme un manuscrit anonyme censé avoir circulé dans les cellules de la prison de Fresnes, abécédaire de l'art et la manière de devenir voleur de banques (en fait une blague situationniste qui souligne que « braquage » signifie « torsion, déviation, irritation, grain de folie, une action de braconnier et de trappeur, une idée sous-jacente de chasse, de dette et dépense somptuaire » au sens de « dépense de sacrifice »), la bouillante chronique d'Emmanuel Loi explore le « chaudron biographique », retracer la destinée d'un fils non désiré, conditionné à n'être qu'un zéro face à son frère aîné « bon en tout », un incorruptible en perdition, sans autre perspective d'avenir que le vol, le théâtre, la drague, les mots, les bars. Les parents, la famille, sont épinglés avec une poignante lucidité. Affection sous-jacente, cadencée. Loi s'évada (s'égara ?) en Amérique

latine, exploits de gaucho dans la pampa, coma éthylique, java de mort-vivant. Fréquenta le pavillon des fous comme élève infirmier à Charenton. Se fit embrigader par la Gauche prolétarienne. Studia la stratégie des attaques à main armée, coups tordus et merdiques qui attirant naïades et sirènes, s'initia en faune fiévreux à la bouche des filles après avoir été romantiquement subjugué par la frondeuse Laurence qui l'exhortait à ne pas se faire « si noir », dormit en boule dans les squares, ressentit le « sentiment de crasse » qui vous saisit la besogne accomplie et la trace laissée dans la mémoire par le geste d'agression, « même avec une arme factice » : « Qui peut savoir que cette arme est fautive, que c'est du toc, qu'il n'y a pas de balles ? » Le bandit n'a pas d'abri, il appréhende la répétition des jours et des tâches, ne désire que « ne pas être là, s'absenter de ce monde déjà clos ».

L'une des forces de l'inventaire de cette « géographie du désastre », c'est, on l'a dit, l'apologie de la littérature comme « radeau de fortune ». Ecriture de poèmes sur Underwood, fréquentation des bouquinistes, lecture de Virginia Woolf, Unica Zürn et Faulkner, du *Procès-verbal* de J.-M. G. Le Clézio. Lire pour se vouer au songe, écrire car c'est « une arme diabolique ». Les livres « comme chance et oubli ». Au bout du compte, il n'y a pas de rédemption, Loi ne se pardonne pas, on reste « orphelin à vie ». « Une fois que l'histoire est couchée par écrit, rien ne va mieux. On est la langue qu'on parle, pas ce qui est dit et se dit. »

« Entre le pacte de ne pas se perdre avec les mots et le risque de ne rien se dire », Loi affronte le démon de l'incommunicabilité : « Je ne sais pas ce que mes enfants vont retenir de ce périple. Quand je passe des heures avec mon fils sans parler, je sais et sens que je m'astreins à la souveraineté de l'indicible, par crainte du sentimentalisme et du verbiage. » La littérature, c'est le refus de baisser les bras.

Jean-Luc Douin

(1) *Tas de pierre*.  
(2) Editions n°1, 2000.

## Un an avec Hugo : 1848

Oui, messieurs, j'y insiste. Un mal moral, un mal moral profond nous travaille et nous tourmente. Ce mal moral, cela est étrange à dire, n'est autre chose que l'excès des tendances matérielles. Eh bien, comment combattre le développement des tendances matérielles ? Par le développement des tendances intellectuelles ; il faut ôter au corps et donner à l'âme.

Quand je dis : il faut ôter au corps et donner à l'âme, vous ne vous méprenez pas sur mon sentiment. Vous me comprenez tous ; je souhaite passionnément, comme chacun de vous, l'amélioration du sort matériel des classes souffrantes ; c'est là, selon moi, le grand, l'excellent progrès auquel nous devons tous tendre de tous nos vœux comme hommes et de tous nos efforts comme législateurs.

Eh bien, la grande erreur de notre temps, c'a été de pencher, je dis plus, de courber l'esprit des hommes vers la recherche du bien-être matériel, et de le détourner par conséquent du bien-être religieux et du bien-être intellectuel. La faute est d'autant plus grande que le bien-être matériel, quoi qu'on fasse, quand même tous les progrès qu'on rêve, et que je rêve aussi, moi, seraient réalisés, le bien-être matériel ne peut et ne pourra jamais être que le partage de quelques-uns, tandis que le bien-être religieux, c'est-à-dire la croyance, le bien-être intellectuel, c'est-à-dire l'éducation, peuvent être donnés à tous.

D'ailleurs le bien-être matériel ne pourrait être le but suprême de l'homme en ce monde qu'autant qu'il n'y aurait pas d'autre vie, et c'est là une affirmation désolante ; c'est là un mensonge affreux qui ne doit pas sortir des institutions sociales.

Il importe, messieurs, de remédier au mal ; il faut redresser, pour ainsi dire, l'esprit de l'homme ; il faut, et c'est là la grande mission, la mission spéciale du ministère de l'instruction publique, il faut relever l'esprit de l'homme, le tourner vers Dieu, vers la conscience, vers le beau, le juste et le vrai, vers le désintéressé et le grand.

C'est là, et seulement là, que vous trouverez la paix de l'homme avec lui-même, et par conséquent la paix de l'homme avec la société.

Pour arriver à ce but, messieurs, que faudrait-il faire ? Précisément tout le contraire de ce qu'ont fait les précédents gouvernements ; précisément tout le contraire de ce que vous propose votre comité des finances. Outre l'enseignement religieux, qui tient le premier rang

parmi les institutions libérales, il faudrait multiplier les écoles, les chaires, les bibliothèques, les musées, les théâtres, les librairies.

Il faudrait multiplier les maisons d'études pour les enfants, les maisons de lecture pour les hommes, tous les établissements, tous les asiles où l'on médite, où l'on s'instruit, où l'on se recueille, où l'on apprend quelque chose, où l'on devient meilleur ; en un mot, il faudrait faire pénétrer de toutes parts la lumière dans l'esprit du peuple ; car c'est par les ténèbres qu'on le perd. Ce résultat, vous l'aurez quand vous voudrez. Quand vous le voudrez, vous aurez en France un magnifique mouvement intellectuel ; ce mouvement, vous l'avez déjà ; et ne s'agit que de l'utiliser et de le diriger ; il ne s'agit que de bien cultiver le sol.

★ Actes et Paroles I, Assemblée constituante, discussion budgétaire du 10 novembre 1848 (Laffont, « Bouquins » Politique, p. 189-191).



# Raymond Forni, l'intégration exemplaire

Fils d'émigrés italiens, le président de l'Assemblée nationale décrit son parcours social et politique

Une image indéfectible a marqué à vie Raymond Forni. C'est la maison à côté du cimetière, aux confins de Montreux-Château, dans le territoire de Belfort, où il vécut une enfance et une adolescence de fils d'immigrés pauvres. Le président de l'Assemblée nationale s'en souvient lorsqu'il pénètre dans l'élegant hôtel de Lassay. Raymond Forni est aujourd'hui le quatrième personnage de l'Etat. « Si « revanche » il y avait, précise Raymond Forni, ce n'était pas envers les

## ■ PORTRAIT

« Notre pays s'est construit par ceux qu'il a vus naître mais aussi ceux qui l'ont choisi. La France d'aujourd'hui ne peut être que la leur, et celle de leurs enfants. »

personnes (...), mais envers l'adhésion facile à un lieu commun, celui d'un déterminisme sociologique irrévocable. »

Raymond Forni vient de publier son autobiographie : le parcours exemplaire d'une intégration. « Grâce à ce que la République met au service des citoyens », il est parvenu aux plus hautes fonctions de l'Etat. Né le 20 mai 1941, il est aujourd'hui député du Territoire de Belfort et avocat, depuis dix ans maire de Delle. Naturalisé à 17 ans, ouvrier à 18 ans chez Peugeot, pion dans un

lycée technique, il prépare le baccalauréat par correspondance. Après son service militaire, il fait une licence de droit puis s'inscrit comme avocat au barreau de Belfort. Il entre en politique (SFIO, Ceres, PS), est élu député du Territoire de Belfort pour la première fois à 32 ans en 1973. Après avoir été battu en 1993, il est réélu en 1997. Il devient vice-président de l'Assemblée nationale en 1998, il est aussi président de la délégation du bureau chargée des activités internationales, puis succède au « perchoir » à Laurent Fabius.

« Je suis, à tous points de vue, un enfant de la République, dit-il avec fierté, le vivant exemple d'une intégration réussie. La France est une terre d'accueil, faite d'intégrations successives, et des étrangers, par millions, ont contribué à faire vivre la République. Notre pays s'est construit par ceux qu'il a vus naître, mais aussi ceux qui l'ont choisi. La France d'aujourd'hui ne peut être que la leur, et celle de leurs enfants. »

Cet idéal qui est au cœur de son livre, Raymond Forni le voit brutalement menacé par un événement imprévisible : la présence au second tour de l'élection présidentielle de Jean-Marie Le Pen, patron du Front national. « Ce cataclysme qui heurte la grande majorité des Français m'atteint au plus fort de mon itinéraire personnel, et bouleverse ce que la République met au service des citoyens », il est parvenu aux plus hautes fonctions de l'Etat. Né le 20 mai 1941, il est aujourd'hui député du Territoire de Belfort et avocat, depuis dix ans maire de Delle. Naturalisé à 17 ans, ouvrier à 18 ans chez Peugeot, pion dans un

social et individuelle, il exalte des idées qui conduiraient la France à sa faillite. »

Raymond Forni sait de quoi il parle. Il a traversé des années très dures. Son père meurt accidentellement. Il a 10 ans. Sa mère élève ses trois enfants dans la plus grande précarité. Les écueils à surmonter sont considérables. Envoyé dans un centre héliomarine à 13 ans, il en profite pour suivre une scolarité rigoureuse. Marié à 18 ans pour cause de paternité précoce, il doit gagner sa vie, mais n'arrête pas pour autant ses études. Ouvrier chez Peugeot, il découvre que l'usine de Sochaux « avait mis en place un système paramilitaire de surveillance de ses ouvriers et employés... » Il gardera le souvenir de l'odeur « de fatigue et de sommeil interrompu (...), une odeur que, avocat, j'ai retrouvée, identique, dans le milieu carcéral... »

En 1985, nommé par François Mitterrand membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, il subit la morgue de ses collègues. Au lycée, il avait fait face aux quolibets de ses camarades, qui le traitaient de « macaroni ». « J'y lisais surtout la volonté de me signifier que j'étais différent, appartenant à une catégorie de la population tolérée mais pas réellement légitime sur le sol national. »

Député à nouveau en mars 1990, il est terrassé par une thrombose qui l'écarte de la vie active. Il mesure la férocité de certains de ses « amis » qui, « tout en se désolant ostensiblement de ce « coup du sort » (...), commençaient à échauffer des tactiques visant à [sa] succession politique ». Raymond Forni sort raffermi des épreuves. Son honnêteté, sa

résistance au travail et son amour de la vie et des autres impressionnent les plus coriaces.

En 1972, le jeune avocat eut à plaider dans l'« affaire Mercier ». Nicole Mercier enseignait la philosophie dans le lycée de jeunes filles de Belfort et croyait bon de parler librement avec ses grandes élèves des tabous qui mutilent la vie des femmes. Accusée par le colonel Jaujard, père d'une de ses élèves, Nicole Mercier fut inculpée. Après des mois d'un procès retentissant, le jeune avocat obtint le non-lieu et devint célèbre.

On ne participe pas à la vie politique de la même manière lorsqu'on a été un immigré pauvre, mais, lucide, le président Forni s'inscrit dans le socialisme que Lionel Jospin voulait porter au gouvernement de la France, comme il avait collaboré aux septennats de François Mitterrand, qui « m'a toujours témoigné une profonde sympathie et dont j'admire l'intelligence, les dons d'orateur et l'exceptionnelle faculté d'analyse », dit-il. Raymond Forni est, à 60 ans, un homme heureux, marié, père de cinq fils (l'aîné a 42 ans, le plus jeune, 9 ans), fier du « chemin que je n'ai pas parcouru pour moi seul – sinon je n'aurais pas choisi la politique », ajoute-t-il. En dépit du vote lepéniste, qui porte un coup terrible à son optimisme, il affirme enfin : « Je veux rester confiant en l'avenir de la République française. Elle m'a tout donné. »

Hugo Marsan

**UN ENFANT DE LA RÉPUBLIQUE**  
de Raymond Forni.  
Stock, 208 p., 16,80 €



# DOSSIER SPÉCIAL

## LE SENS D'UN VOTE



**AGIR**  
Que faire le 5 mai ?  
Un entretien avec Robert Badinter et les points de vue de Pierre Vidal-Naquet, Michelle Perrot, Pierre Guyotat

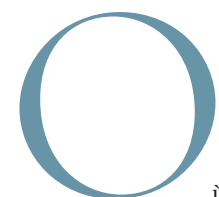


**DIAGNOSTIQUER**  
Edgar Morin, Lydie Salvayre et Jean-Louis Bourlanges mettent en lumière les raisons de la « lepénisation des esprits »



**COMPRENDRE**  
Le choc politique du 21 avril est remis en perspective par Jean-François Sirinelli, Olivier Mongin et Yannick Haenel

# Comment être républicain aujourd'hui



ù en est-on, aujourd'hui, avec l'idéal républicain ?

Si l'on me pose cette question, c'est parce que, par profession et par vocation, je suis censé en connaître l'histoire, et savoir que seule l'histoire aide à comprendre les complexités actuelles. S'il est permis de résumer en quelques lignes ce qui a été pendant deux siècles au cœur de notre histoire politique nationale, on dira d'abord que la République a mis près d'un siècle pour s'imposer en France. 21 septembre 1792, première proclamation au lendemain de Valmy ; année 1879-1880, la victoire : Jules Grévy remplace Mac Mahon, retour du Parlement de Versailles à Paris, *La Marseillaise* choisie comme hymne national, le 14 juillet comme fête nationale, amnistie complète pour les combattants de la Commune. Un départ dans l'enthousiasme. Un départ aussi dans la plus grande simplicité des termes : tout ce qui est réputé progressiste, et donc qualifié « de gauche », est alors républicain ; tout ce qui est conservateur, donc classé « à droite », provient de l'une ou l'autre des appartenances monarchistes, plus ou moins coalisées et reliées par le soutien commun de l'Eglise. Tout cela est bien connu.

Ce que l'on dit moins, c'est à quel point, du fait même de cette

### ■ Maurice Agulhon

origine, le mot et l'idéal de républicain se sont chargés de valeurs et de sentiments allant bien au-delà des catégories du droit constitutionnel : la démocratie, certes (suffrage universel masculin), les libertés politiques essentielles, le respect du droit, mais aussi la patrie, le peuple, le respect pour la Révolution de 1789, la méfiance extrême à l'égard du clergé catholique, l'attachement au régime parlementaire et la méfiance encore à l'égard de l'exécutif comme des « grands hommes » vivants. C'est tout cela qui constitue l'idéal des fondateurs et l'héritage de ce qui sera la tradition républicaine.

Des années 1880 à nos jours, la République n'a cessé de se renforcer en recevant des ralliements, conscients, résignés parfois, venus des anciens partis, mais les nota-

Républicanisme n'est pas souverainisme : « Victor Hugo a bien montré que l'on pouvait unir le républicanisme le plus ardent avec l'option en perspective pour la " République universelle ", via les " Etats-Unis d'Europe " »

bles et les simples gens qui viennent à la République et à ses procédures démocratiques essentielles n'acceptent pas pour autant toutes les exigences idéologiques ou sentimentales des fondateurs. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle – au temps de l'affaire Dreyfus – il est devenu évident qu'il y a des républicains qui sont sincères dans leur acceptation de la démocratie libérale mais qui sont cléricaux, hostiles à la mémoire de 1789, critiques à l'égard du régime parlementaire, parfois inclinant vers l'autoritarisme, hostiles au socialisme qui pointe à gauche de la gauche, etc.

Force est de constater que notre histoire contemporaine nous a légué non pas un mais deux idéaux républicains, l'un d'extension programmatique maximale, l'autre minimale. Dualité que la tradition de gauche a, du reste, tardé à reconnaître. Pendant toute la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la gauche a tendu à se réserver la prétention à l'authenticité républicaine et à tenir en suspicion tout républicain venu de la droite. Il n'y a pas si longtemps que l'extension de l'attachement républicain à la quasi-totalité de l'éventail politique (Démocratie chrétienne et gaullisme compris) a été reconnue par les partis de gauche, républicains par tradition. Il n'y a pas si longtemps que la gauche, en acceptant d'utiliser l'expression de « droite républicaine », a admis implicitement que l'on pouvait être républicain à droite ! Je viens de dire « implicitement ». Car il reste des traces des exclusivismes venus du passé.



Ainsi peut se comprendre la situation actuelle.

Le républicanisme est à la fois consensuel et confus. D'un bout à l'autre de l'échiquier politique, tout le monde admet qu'il faut être républicain, mais les partis ont gardé leur tendance à définir la République chacun à leur manière. On admet que « républicain », en France, désigne ce qui est bien en politique, mais on reste divisé (ô combien !) sur la définition exacte de ce bien.

Mieux vaudrait peut-être en période électorale – nous y voilà – argumenter point par point, problème après problème, que de se disputer le vieux drapeau ou de tenter de l'acaparer par des références approximatives.

S'il est permis, pour contribuer aux débats passionnés de ces semaines électorales, d'abandonner l'esquisse d'histoire pour les options d'actualité qui en découlent plus ou moins, on se bornera à celles-ci.

1. Qui est « républicain » sur l'Europe ? L'emploi le plus spectaculaire du mot République en vue du premier tour a été fait par M. Chevènement, qui a voulu lier républicanisme et souverainisme. Cela ne m'a pas convaincu : Victor Hugo (bicentenaire oblige...) a bien montré que l'on pouvait unir le républicanisme le plus ardent avec l'option en perspective pour la « République universelle », via les « Etats-Unis d'Europe ».

2. Qui est « républicain » sur la sécurité ? Les théoriciens à la mode, qui depuis des années ne parlent de la police que pour l'insulter et des délinquants que pour leur trouver des excuses sociales ? Ou les simples gens qui sont les principales victimes des désordres et qui voudraient bien que, comme « au bon vieux temps », on inculque à chacun le respect des lois, dût-on pour cela passer pour moralisateur ? L'historien ici peut reprendre la parole et ainsi rappeler que l'idéologie « sécuritaire », si longtemps ridiculisée par la gauche « mondaine et libertaire », peut en réalité se réclamer de la sacro-sainte Déclaration des droits de l'homme

et du citoyen de 1789. Qu'est-ce donc en effet que la « sûreté » qui est citée dès l'article 2 du texte sinon l'exact équivalent de ce que la langue de notre temps appelle « sécurité » ?

3. Comment être « républicain » face à M. Le Pen ? En dénonçant les épisodes détestables de son passé et de ses théories sur le mode de l'excommunication ? Ou en argumentant sur les principaux points d'un invraisemblable programme (quitter l'Europe, renoncer à l'euro, récupérer la guillotine...)?

Etre républicain ne devrait pas empêcher d'être raisonnable, car le raisonnement est plus efficace que l'imprécation.



### Maurice Agulhon

Historien de la sociabilité en Provence et spécialiste de la Révolution de 1848, Maurice Agulhon est titulaire de la chaire d'histoire de la France contemporaine au Collège de France (où il a cessé d'enseigner en 1998). Spécialiste incontesté de la République – il donna le dernier tome de l'*Histoire de France de Hachette (La République. De Jules Ferry à François Mitterrand, 1990 ; rééd. « Pluriel »)* –, il a ouvert un formidable chantier sur l'imagerie et la symbolique républicaines autour de la figure de Marianne, tout juste achevé (*Marianne au combat [1979] ; Marianne au pouvoir [1989] ; Les Métamorphoses de Marianne [2001]*).



« S'abstenir ou voter blanc, c'est favoriser Le Pen » Femmes, encore un effort

**Quel sens aura le vote du 5 mai ?**

Le résultat de l'élection présidentielle est déjà acquis. M. Chirac, en fait, été réélu le 21 avril. Une seule question se pose réellement : que représente M. Le Pen en France ? Combien d'électeurs français votent pour lui ? C'est pour cette raison que l'on a, à juste titre, parlé d'un référendum anti-Le Pen le 5 mai. Aujourd'hui, ce qui est en cause dépasse le cadre d'une compétition électorale. Les Français ressentent, et notamment les jeunes générations, que c'est bien la République, c'est-à-dire un régime démocratique fondé sur des valeurs communes, qui est en cause. C'est au regard de cet enjeu majeur qu'il faut analyser la portée de l'abstention ou la tentation du vote blanc.

Ce que l'opinion publique retient d'une élection présidentielle, c'est, non seulement le nom du vainqueur, mais le pourcentage des voix que chacun a recueillies. Qui se souvient du nombre de suffrages qui s'étaient portés, en 1981, sur François Mitterrand ? Mais nombreux sont ceux qui savent encore qu'il l'a emporté par 52 % contre 48 % à son adversaire. Ce sont ces chiffres-là, inscrits sur le petit écran de la télévision, à l'heure de la proclamation des résultats, qui marquent les esprits.

Or ce pourcentage est déterminé sur le nombre des suffrages exprimés. On ne calcule pas le résultat sur

le nombre des électeurs inscrits, mais sur celui des votants. Les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte : si 20 % des électeurs votent le 5 mai pour Le Pen, plus le nombre d'abstentions ou de votes blancs parmi les 80 % restant s'accroît, plus le pourcentage des voix de Le Pen dans les suffrages exprimés s'élève. Plus forte, en conséquence, est la légitimité démocratique dont il pourra se prévaloir. S'abstenir ou voter blanc, c'est favoriser Le Pen.

**Lutte ouvrière appelle cependant à voter blanc et bien des électeurs de gauche ont la tentation de s'abstenir.**

Nous ne sommes pas en 1969, quand le second tour opposait Georges Pompidou, un gaulliste, et Alain Poher, un centriste. Alors, le propos du candidat communiste, Jacques Duclos, « Bonnet blanc et blanc bonnet », prônant l'abstention, avait un sens. A quoi bon départager deux candidats de droite ?

Mais Le Pen n'a rien en commun avec le doux président du Sénat de 1969. Il symbolise, en France et bien au-delà des frontières, la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme, la peur et la haine de l'autre. Tout ce qui répugne aux républicains. Quant à son programme, recouvert sous son discours imprécateur, il conjugue la démagogie, à propos de l'insécurité, et le charlatanisme, s'agissant des questions internationales ou économiques. Il faut donc voter contre

Le Pen. Il n'y a pas d'autre moyen possible que de jeter dans l'urne un bulletin au nom de Jacques Chirac. Je le ferai sans état d'âme, dans les circonstances extrêmes où nous sommes.

**Le résultat du scrutin exercera-t-il une influence sur les législatives ?**

Le pourcentage des suffrages obtenus par M. Le Pen au second tour aura des conséquences politiques importantes, bien au-delà du scrutin du 5 mai. Participer au second tour de l'élection présidentielle, pouvoir dire qu'un Français sur quatre - ou sur trois - vous a donné sa voix, renforce singulièrement la

**■ Robert Badinter**

légitimité d'un candidat, même quand il ne l'a pas emporté. Il devient, dans l'esprit du public, inconsciemment, en ces circonstances exceptionnelles, le numéro deux de la vie politique française, pour ne pas dire l'alternative. Et la place qu'il occupe dans l'espace politique s'en trouve élargie.

Faut-il pour autant envisager l'avenir avec pessimisme en considérant que la « lépénisation des esprits » que j'avais dénoncée dès 1996, lors que trop de discours de droite liaient immigration et insécurité, est maintenant acquise ? Je ne le crois pas.

L'insécurité est toujours évoquée

pour expliquer les progrès du Front national. Mais l'insécurité est à la fois une donnée de fait qu'il faut combattre et un état d'esprit qu'il faut analyser. Nous vivons dans une société complexe qui génère l'angoisse, particulièrement dans les milieux défavorisés où s'enracine le vote Le Pen. Violences urbaines, chômage, retraites et protection sociale menacées - si importantes pour une population vieillissante : tous ces facteurs d'insécurité psychologique sont encore aggravés par le sentiment diffus que les décisions essentielles échappent à tout contrôle des citoyens, et même de leurs représentants. Bref, le citoyen s'éprouve aujourd'hui sujet d'une histoire sur laquelle il est sans prise et objet de décisions dont la source lui demeure indéchiffrable. Cette angoisse diffuse nourrit le sentiment général d'insécurité qui dépasse de très loin la seule question de la violence et de la délinquance. Et c'est sur cette angoisse que surfe le national-populisme, sans offrir d'autre réponse que transformer l'inquiétude et la crainte en agressivité, voire en haine des autres. Mais, pour réduire l'extrême droite, il nous faudra apporter des réponses à ces angoisses. C'est le défi essentiel lancé à tous les responsables politiques, notamment à gauche.

Propos recueillis par Ph.-J. C.

Les raisons de voter contre Jean-Marie Le Pen sont innombrables. L'enfermement de la France dans un impossible protectionnisme économique et humain, le retrait de l'Europe, le repli sur soi, le refus de l'autre, de tous les autres, et en particulier de l'étranger - qu'il soit arabe, juif, africain ou américain -, figure fantasmée du chômage, de l'insécurité et de l'identité, feraient de notre pays une forteresse assiégée par ses propres démons, qui tournerait le dos à la liberté de la circulation et de l'échange, ferment de la modernité.

Le rétablissement de la peine de mort, enfin abolie en 1981, le sinistre retour de la « Veuve » marqueraient la régression vers un ancien régime des peines fondé sur le spectacle du châtiement et le tout-répressif, autour

**■ Michelle Perrot**

du binôme police-prisons, visant surtout les « jeunes », plus encore les « jeunes immigrés », boucs émissaires d'une violence certes réelle, mais amplifiée par une exploitation médiatique du « fait divers » qui atteint aujourd'hui des sommets. A la Belle Époque, la grande presse avait quasiment fabriqué l'Apache pour mobiliser les énergies d'une France « décadente » et s'opposer à l'abolition de la peine de mort, alors proposée au Parlement (1908).

La France de Le Pen serait une cité totalitaire, économiquement invivable, un panoptique de l'ordre répressif. Elle répond à l'idée folle, et constamment démentie, qu'on peut résoudre les problèmes en les cloturant. La plupart des utopies ont une dimension spatiale, la seule où l'on puisse refaire le monde selon sa volonté. A la vérité, on voit mal comment ce projet serait réalisable. A l'intérieur de ce chaudron de sorcières, les haines recuites, les tensions bouillonnantes conduiraient à des affrontements qu'une police toujours plus nombreuse et plus armée aurait en charge de mater. L'utopie lepéniste du pouvoir est grosse d'une guerre civile.

Les femmes ont des raisons particulières de voter contre le « Menhir » Le Pen. Elles seraient les premières visées par cet enfermement. Le candidat du Front national entend incarner la virilité dans ce qu'elle a de plus caricatural : la posture, le verbe, l'image (le chasseur forçant le cerf, Jospin ou Chirac, jusqu'à l'hallali), l'idéologie.

Le FN incrimine « le relâchement général des disciplines familiales, nationales, sociales et intellectuelles », clé de la « décadence » française. La restauration de l'ordre passe prioritairement par celle des mœurs, de la famille et de la hiérarchie « naturelle » des sexes. Sus à l'immigration, qui pollue la race par les mariages mixtes et les accouplements douteux. A l'avortement « criminel » légalisé par Simone Veil, naguère traînée dans la boue, et combattu par des commandos la plupart du temps animés par des militants du FN. Non à la « pilule du lendemain », interdite

aux adolescentes. Rejet des « sidéens » coupables. Non à la parité et au pacs, ces inventions du diable. Réticence devant le divorce, rendu plus difficile, et nette hostilité au travail des femmes qu'il convient de ramener au foyer par une politique d'allocations familiales systématiquement favorable au troisième enfant, et, bien entendu, exclusivement réservées aux Français « de souche ».

De telles mesures vont à rebours des conquêtes des trente dernières années, de la longue quête d'égalité dans le partage et la mixité des rôles, des fonctions et des espaces. La France est aujourd'hui le 2<sup>e</sup> pays d'Europe pour le taux d'activité des femmes, et le 1<sup>er</sup> pour le taux de natalité, le travail salarié des femmes étant désormais considéré non comme un frein, mais comme une richesse, un stimulant à la croissance, et, pour elles, le fondement de leur autonomie et de leur existence de sujet libre.

C'est d'ailleurs pourquoi les femmes sont réservées, notamment devant un appel à la violence qui n'appartient pas à leur culture. La clientèle du FN est surtout masculine. Le Pen attire les hommes plus que les femmes, qui résistent globalement mieux à sa séduction. Il est possible même que la poussée du Front national repose sur une double crise : celle de la classe ouvrière et celle de l'identité masculine, l'une et l'autre se redoublant.

De telles crispations sont fréquentes. Le régime de Vichy, modèle implicite de Le Pen (en dépit de ses incantations éhontées aux « Français libres »), voyait aussi dans l'émancipation des femmes la cause de la défaite de la France et dans le retour à « l'éternel féminin » (Vichy et l'éternel féminin, de Francine Muel-Dreyfus, Seuil, 1996) la source de son salut. Aujourd'hui, de par le monde, les fondamentalismes religieux cloîtent et voilent les femmes.

Le FN serait pour les femmes - et par conséquent pour tous - une formidable régression. Le féminisme a toujours partie liée avec la démocratie. Il doit continuer, plus que jamais.

Femmes, encore un effort... Contre Le Pen, votez républicain. Pour ma part, c'est Jacques Chirac, sans états d'âme.



**Michelle Perrot**  
Historienne spécialiste du monde ouvrier au XIX<sup>e</sup> siècle, des prisons et de la criminalité (*Les Ombres de l'Histoire*, Flammarion 2001), elle s'est très tôt intéressée aux femmes dans l'histoire. Elle a codirigé les 5 volumes de *l'Histoire des femmes* (en poche, Perrin, « Tempus »)

Tortionnaires de tous les pays, unissez-vous !

J'ai voté pour Lionel Jospin au premier tour de la présidentielle, non que je sois un admirateur sans limite de son bilan, mais tout simplement parce qu'il était à mes yeux l'adversaire le plus coriace, et de Jacques Chirac et de Jean-Marie Le Pen. C'est avec raison que, à la veille du vote, Michel Broué et Bernard Murat avaient attiré l'attention des lecteurs du Monde sur la montée en puissance du candidat d'extrême droite.

Que faire maintenant si l'on admet que le danger Le Pen n'est pas imaginaire ? Il y a près de vingt ans, il était de bon ton de proclamer (Raymond Aron, Jacques Chirac) que quatre conseillers municipaux du Front national à Dreux étaient moins dangereux que quatre ministres communistes dans le gouvernement Mauroy. Je ne pensais rien de tel et, progressiste naïf ou antistalinien déterminé, je

**■ Pierre Vidal-Naquet**

croyais que François Mitterrand avait choisi cette tactique pour « digérer » le PCF. La tactique se révéla payante, au-delà même du nécessaire, puisque chacun peut constater aujourd'hui que les déçus du communisme ne se sont pas réfugiés dans la seule extrême gauche, mais, comme le montre l'exemple de la banlieue rouge de Paris, dans le vote pour le Front national.

Jean-Marie Le Pen ne peut m'inspirer que l'horreur la plus absolue. Il n'est pas seulement un héritier spirituel de Vichy, de Maurras et des hitlériens français, il est un homme qui a torturé de ses mains. Il ne se contentait pas de « faire du renseignement ». Il a, en 1957, torturé le veilleur de nuit d'un hôtel qui lui refusait à boire. J'ai publié, au début de l'état 1962, dans le numéro 20 de *Vérité-Liberté*, des documents que m'avait remis Paul Teitgen et provenant des archives de la préfecture d'Alger qui établissaient ce « point de détail » sans discussion possible.

Bien des jeunes Français ne connaissent ces faits que par un lointain « ouï-dire ». Un homme comme Jean-Marie Le Pen ne devrait même pas avoir le droit de se présenter à la magistrature suprême. Nous devons son impunité aux amnisties successives et à la volonté de tous les gouvernements d'installer l'oubli au cœur de la cité. M. Le Pen est logique avec lui-même en faisant l'éloge du général Sharon. Il est bon de rappeler qu'il a fait aussi, en 1991, l'apologie de Saddam Hussein. Tortionnaires de tous les pays, unissez-vous !

Il est à peine besoin de dire que faire de Jacques Chirac le candidat de la démocratie et de la République n'a rien pour moi d'enthousiasmant. Je crois que sa haine pour les idées du

Front national est sincère, mais cela ne l'empêche pas de pactiser lui-même avec ceux qui ne partagent pas ce sentiment : Charles Millon, Jean-Pierre Soisson, Jacques Blanc. On ne peut pas dire qu'il ait cessé, au lendemain du premier tour, d'être l'homme d'un clan. Sûr de la victoire, préoccupé de constituer un parti unique de la droite, il demeure aux yeux de beaucoup un politique qui symbolise des affaires peu ragoûtantes, du château de Bity à la cassette Méry. Du moins n'a-t-il assassiné personne. Ce n'est sans doute pas beaucoup, c'est déjà quelque chose. Chaque vote en sa faveur, ajouté aux 20 % du premier tour, réduira au danger Le Pen, que je ne tiens pas pour négligeable, et perdra, si le vote est massif, toute signification politique partisane, pour montrer simplement que le pays ne veut pas d'une dictature d'inspiration hitlérienne. Le Pen a beau prendre aujourd'hui des précautions, il n'en sue pas moins la haine, l'antisémitisme, le racisme et l'inculture.

S'abstenir ou voter blanc ou nul ? Il m'est arrivé de le faire. En 1957, par exemple, et peu après l'intervention soviétique en Hongrie et au début de la bataille d'Alger. J'ai alors écrit sur mon bulletin, à l'occasion d'une élection partielle à Paris : « Ni Kadar ni Mollet ».

Ce qui nous menace aujourd'hui est d'une autre nature. Usons de notre bulletin de vote pour ne pas perdre le droit que nous avons encore de voter et de penser librement. Chacun doit voter comme si de son vote dépendait l'existence même de la République et de la liberté. Le vieux Kant disait cela à sa façon dans la *Critique de la raison pratique* : « Agis de telle sorte que la maxime de ta volonté puisse toujours valoir en même temps comme principe d'une législation universelle. »



**Pierre Vidal-Naquet**  
Directeur d'études à l'EHESS, où il enseigne la sociologie de l'Antiquité grecque, cet historien a succédé à Jean-Pierre Vernant à la direction du Centre Louis-Gernet. Il est par sa rigueur d'analyse et son engagement moral une « conscience » du monde intellectuel



**Robert Badinter**  
Avocat. Garde des sceaux de François Mitterrand, il défendit l'abolition de la peine de mort à l'Assemblée nationale, votée le 30 septembre 1981. Ancien président du Conseil constitutionnel, il est aujourd'hui sénateur (PS) des Yvelines. Auteur de nombreux livres, dont *L'Exécution* (Livres de poche) et *L'Abolition* (FAYARD)



Voter Chirac

J'ai voté pour Lionel Jospin le 21 avril ; parce que son gouvernement a fait beaucoup plus de bien aux Français qu'ils ne le croient et parce qu'il y a belle lurette que mon « désir de révolution » (rejet de la propriété, mais rejet de la violence) se limite au désir.

J'ai invité beaucoup de mes proches et d'autres à le faire, parce que, de jour en jour, l'identité du « second » devenait de plus en plus incertaine, et je n'exclusais pas que ce fut Le Pen lui-même.

Je ne comprends pas le départ de Lionel Jospin et les mots qu'il a choisis pour le signifier. Qui pourrait lui tenir rigueur d'un aveu de fatigue ou de désespoir : souvenons-nous des atroces derniers jours de la vie de Pierre Bérégovoy, un juste lui aussi.

Les abstentionnistes, de droite comme de gauche, portent la même responsabilité, limite lourde.

Le soir du 21, sitôt apparu le réel (scores et figures) sur l'écran, je n'ai pas « décidé » de voter pour Jacques Chirac le 5 mai : l'obligation de le faire s'imposait visuellement, c'était comme un réflexe, organique.

Donc, le 5 mai, je voterai pour Jacques Chirac. Qui pourrait encore hésiter ? La nécessité n'a plus à être discutée, d'autant que, pour moi, Jacques Chirac présente des garanties largement suffisantes : son action contre l'antisémitisme, son

**■ Pierre Guyotat**

dégoût du racisme, son rejet public de la peine de mort, sa vision européenne de la France et sa vision mondiale de l'Europe.

Le reste - dans les circonstances présentes - doit passer au second plan.

Quand nous disions, dès le milieu des années 1980, que Le Pen monte-



**Pierre Guyotat**  
Proche des groupes d'avant-garde, notamment Tel Quel, dans les années 1960 et 1970, Pierre Guyotat a participé aux réflexions sur la littérature de toutes ces années-là. Il a notamment publié *Tombeau pour cinq cent mille soldats* (1967), *Eden, Eden, Eden*, qui fut interdit en 1970 - Guyotat s'en est expliqué deux ans plus tard dans *Littérature interdite* (Gallimard). En 1984, en même temps que paraissait *Le Livre* (Gallimard), où il expérimente son propre langage, *Vivre* (Denoël) rassemblait des textes et entretiens. De même, en 2000, *Progénitures* était accompagné d'un CD (Gallimard) et d'un livre d'entretiens, *Explications* (éd. Léo Scheer)

rait par les mots, par le verbe, on nous renvoyait affectueusement à ce qui apparaissait comme notre « spécialité » : la langue... On voit, on entend, plus de quinze ans après, des politologues reconnus commentent seulement ces jours-ci à évoquer

l'habileté et la puissance du discours de Le Pen, qu'il n'était pas décent, alors, de signaler et de craindre.

Quand nous disions et écrivions, dès le début des années 1990, qu'il était dangereux de « taper » sans répéter sur ce France, notre inquiétude n'était pas partagée. Il est nécessaire à tous points de vue - c'est ainsi que les civilisations progressent - de reconnaître les infamies des Etats et

des peuples. Contrairement à l'idée reçue, la France est un des pays au monde qui font cette autocritique permanente avec le plus de spontanéité et de science. Mais quand on « tape » sur le passé d'un Etat et d'un peuple, on « tape » aussi sur les vivants qui le constituent aujourd'hui. Et alors, comment enthousiasmer pour le bien et le grand un peuple ainsi et sans répéter désigné comme indigne ?

On entend et on lit ça et là depuis le 21 avril que la France aurait « raté l'intégration ». C'est faux, et ce mensonge est d'autant plus grave que c'est par l'organisation de la diversité maintenant planétaire de la nouvelle population française que la France durera. La vieille France a vécu, dont Le Pen constitue une caricature des plus abjectes.

Nous vivons peut-être nos dernières semaines de liberté et d'honneur ; de paix civile presque assurément.

Il faut donc agir, voter massivement le 5 mai pour Jacques Chirac. Il faudra aussi l'aider à maîtriser la situation.

Trêve de politique, nous sommes, France et Europe, avec lui, devant l'Histoire.



# La fausse identité nationale

Le scrutin du 25 avril est révélateur à la fois des carences qui affectent notre démocratie et des périls qu'elle court. Une dépression s'est creusée aux centres (gauche, droite). Un piétinement et un essoufflement politique se sont traduits dans le vide des campagnes de Chirac et Jospin, le recours à des slogans publicitaires plutôt qu'à des messages, la formulation de petits programmes plutôt que de grandes perspectives. Aux deux extrêmes, deux régressions, l'une trop idéale qui ranime un trotskisme d'outre-tombe, l'autre trop réelle qui ranime un nationalisme intégriste à composante raciste. Que les votes apportés à l'un et l'autre extrême signifient souvent non pas adhésion à leurs vues, mais ras-le-bol, n'est que relativement rassurant, car cela traduit aussi le discrédit où sont tombés les partis maîtres.

## INSÉCURITÉ ET ANGOISSE

La campagne a été dominée par le thème de l'insécurité, rendu présent par de violents faits divers. La veille même du scrutin, le martyr du vieillard d'Orléans plusieurs fois montré à la télévision joua un rôle emblématique : on vit un septuagénaire, le visage tuméfié, victime de jeunes gredins racketteurs, qui après l'avoir tabassé avaient détruit la maison

qu'il avait construite de ses propres mains. Un tel acte, outre l'indignation et le dégoût qu'il suscita, sembla symboliser le sort d'une vieillesse solitaire et démunie victime de la délinquance juvénile.

Chirac comme Jospin ont indiqué leur intention d'attaquer les symptômes de l'insécurité (délinquance) mais en ont ignoré les causes profondes, Le Pen, lui, a prétendu apporter le remède radical en liant le problème de l'insécurité à celui de l'identité nationale, victime d'une corruption étrangère, et faisant de la régénération de cette identité la réponse à toutes les insécurités.

Or cela masque les causes sociales et civilisationnelles qu'une gauche ou une droite sociale auraient dû diagnostiquer.

On peut tout d'abord dire que l'insécurité que suscitent vols et agressions permet à une insécurité invisible plus profonde de s'exprimer dans le visible, en donnant à une angoisse intérieure son abécès de fixation extérieur. Deux sources alimentent cette angoisse.

La première vient de la dégradation d'un tissu social qui a perdu ses anciennes solidarités sans en susciter de nouvelles, conjointement de l'affaiblissement du sur-moi civique dans les esprits. En même temps, la tendance naturelle des bandes adolescentes à la transgression conduit,

dans des conditions de marginalisation sociale, à la formation de gangs c'est-à-dire de microsociétés fermées, en rupture avec l'ensemble de la société, disposant de leur économie issue du vol et de la drogue. Un tel diagnostic fait comprendre que le mal est sociologique, non ethnique, que ce n'est pas l'intégration des jeunes d'origine nord-africaine qui est cause de délinquance, mais les ratés de l'intégration. Il conduit à la recherche, non seulement d'une répression efficace, non seulement d'une politique au niveau des symptômes (logements, crédits, loisirs, sports, etc.), mais surtout d'une politique de régénération du tissu social, ce que j'ai appelé politique de civilisation.

La seconde source tient à un mal-être, issu non seulement des carences de notre société, mais aussi de la dissolution de la croyance en un futur meilleur. Or quand il y a perte du futur et angoisse du présent, il y a non seulement repli sur l'immédiat,

mais aussi corrélativement repli sur le passé. De son côté, la mondialisation techno-économique suscite en réaction la tendance mondiale aux replis identitaires.

On peut ainsi situer le lepénisme français parmi les rétractions identitaires dans le monde, notamment les nationalismes intégristes européens (qui se sont exaspérés en Serbie et Croatie, puis qui ont percé en Autriche, Italie, pays nordiques). Son intégrisme nationaliste se prétend remède et réponse à tous les maux et périls et comporte le refus de l'Europe et de la mondialisation.

Le lepénisme s'est formé dans les années 1960 à partir de l'humiliation de l'abandon de l'Algérie « française ». Il garde en lui la fixation sur le Maghrébin, inférieur devenu indûment égal, colonisé « colonisant » la France. La haine putschiste contre de Gaulle a constitué une voie de communication avec la haine vichyste. Et le contenu du lepénisme en est arrivé

à celui de Vichy dans son rejet de la corruption étrangère, le refoulement de l'immigration, le retrait de la nationalité française aux naturalisés démeritants, la responsabilité des intellectuels apatrides ou cosmopolites, et (thème occulté par la perverse loi Gayssot) le complot judéo-ploutocratique. Il y a de plus une dimension populiste dans l'appel aux démunis, aux dominés ainsi que dans la critique des élites. La formulation récente « socialement de gauche, économiquement de droite, nationalement français » qui dépasse et englobe la gauche et la droite dans la nation n'est pas nazie, mais elle le deviendrait dans l'exaltation d'une supériorité raciale et dans l'organisation d'un parti totalitaire.

## ■ Edgar Morin

Le paradoxe est qu'en rompant avec tout ce qui à ses yeux menace l'identité française le lepénisme rompt avec l'identité française elle-même, puisque celle-ci s'est constituée par un multiséculaire processus de francisation, c'est-à-dire d'intégration de peuples et d'ethnies extrêmement diverses.

Dans ce processus, la Révolution française a apporté à la francisation un fondement volontariste et spirituel. La France, sans cesser de demeurer un être terrestre, devient un esprit commun dès que les représentants de toutes les provinces déclarent solennellement leur volonté d'être français, lors de la fête de la Fédération du 14 juillet 1790 ; de plus, la Déclaration des droits de l'homme introduit l'idée d'universalité dans le code génétique singulier de l'identité française. Ce qui signifie que le ressourcement français, quand il est pris dans cette logique historique, n'est pas un processus de rejet et de fermeture.

Le XX<sup>e</sup> siècle a vu la francisation se poursuivre dans le cadre intégrateur de la III<sup>e</sup> République, à partir d'immigrants venus des pays voisins. La République institue alors les lois de naturalisation qui permettent aux enfants d'étrangers nés en France de devenir automatiquement français et facilitent la naturalisation des parents. L'instauration, à la même époque, de l'école primaire laïque, gratuite et obligatoire permet d'accompagner l'intégration juridique par une intégration de l'esprit et de l'âme.

Aussi la préférence nationale constitue une rupture à la fois avec les principes de la République et l'universalisme français. La lepénisation constitue non l'exaltation, mais la dégradation de l'identité française.

L'identité française, comportant en elle la culture républicaine universaliste, fut constamment régénérée par l'idéologie socialiste puis communiste, source de fraternité internatio-

nale et d'ouverture à l'étranger.

Toutefois, la dégradation de l'idéologie socialiste et communiste, celle de l'éducation républicaine, ont conduit insensiblement à la situation du 21 avril où une partie des votes Le Pen vient de gauche. En revanche la culture adolescente, qui comporte une composante cosmopolite concrète (à l'opposé du cosmopolitisme abstrait des technocrates), vient contrebalancer cette tendance désastreuse, et les manifs juvéniles, à côté de leurs aspects simplistes, expriment une régénération d'universalisme.

Mais hélas une gauche fossilisée est incapable de percevoir l'accumulation de déceptions, inquiétudes, angoisses, frustrations, colères qui se sont exprimées y compris dans l'abstention. Elle ne peut concevoir la régénération politique nécessaire à la France. De même elle est incapable de proposer l'Europe comme dépassement du nationalisme et intégration du patriotisme français. De même les héritiers de l'internationale socialiste sont incapables d'envisager une mondialisation, humaniste et civilisatrice, en alternative à la mondialisation techno-économique.

Ces carences font le lit du Front national. Et pourtant, que de créativité, d'initiatives, d'associations, de volontés régénératrices, dispersées un peu partout dans le pays, méconues des politiques, qui si elles étaient réunies en faisceau, pourraient aider à la formulation d'une politique régénérée.

Marcel Proust disait que l'antisémitisme porte en lui une vérité devenue folle. Cette vérité c'est la singularité du destin historique juif, mais cette vérité devient mensongère dans la dénonciation raciale.

Il y a dans le lepénisme des vérités devenues folles.

Vérité de l'attachement à la patrie, mais pervertie dans le nationalisme intégriste.

Vérité de la dénonciation des élites technocratiques, économiques politiques, de leur cosmopolitisme abstrait, de leur mépris ignorant du peuple ; mais les élites du nationalisme intégriste portent en elle un pire obscurantisme.

Il y a surtout une fausseté fondamentale sur l'identité française. Et il y a un aveuglement au monde dans l'introduction hexagonale.

Avant qu'il soit trop tard, le non au Front national doit correspondre à un oui à la France. Il s'agit pour la France, comme dans son passé le meilleur, de reconstruire une politique, d'ouvrir la voie pour une Europe citoyenne et culturelle, et de se faire l'annonciateur d'une autre mondialisation.

Il nous faut régénérer un futur pour ne pas régresser dans le pire du passé.

## Les effarés

Ils habitent des cités qui font, sur le pourtour des villes, comme des taches de boue.

Ils disent que l'Histoire, cette chienne, les a lâchés.

Ils pensent qu'ils ne sont rien. Des pantins agités par une main violente. Rien. L'ombre de l'ombre. Mais le jour, disent-ils, où ils vont se rattraper, ça va faire mal.

Ils veulent une vie rangée comme le linge des armoires.

Ils possèdent si peu qu'ils craignent constamment que ce peu leur soit pris.

Ils rentrent fourbus du chantier. Mais cette fatigue a du bon. Elle leur permet de supporter ce que jamais ils n'auraient supporté du temps de leur vigueur.

Ils retournent en haine tout le

## ■ Lydie Salvayre

mal qu'on leur fait.

Certains accusent de leur sort les délinquants de leur immeuble. Peut-être ainsi s'accusent-ils eux-mêmes de ce qu'ils ont été, de ce qu'ils sont encore.

Ils rêvent de jouir de la considération de messieurs les notables, mais jamais messieurs les notables ne leur accordent cette grâce, jamais.

Ils se grisent à l'idée que, depuis quelques jours, ils sont en nombre fort, eux qui se croyaient seuls et oubliés du monde.

Ils ont une colère vieille de quelques siècles. Une humiliation inversée. Et qui monte.

Régulièrement, ils rêvent de se soumettre à un chef qui dirait bien mieux qu'eux la colère qu'ils portent. Un chef, un vrai, la mâchoire carrée et le torse arrogant, un qui en aurait nom de Dieu, un prompt à la castagne, un madré, un virulent, un qui torcherait d'entrée les bureaucrates, ces parasites, un qui fulminerait contre les corrompus qui détournent l'argent du bon peuple, un qui leur donnerait un permis d'exister, un permis bien français, ça va de soi, un qui lancerait ses foudres avec des mots massifs et sans ces finasseries rhétoriques bonnes pour les pédés et les poètes, un qui mettrait de l'ordre dans ce foutoir sacré bon Dieu, un qui ouvrirait sa gueule et qui montrerait ses crocs et sa bave et sa haine, un pitbull ça vous défend quand même mieux qu'un caniche, non ?

Le Pen, précisément, s'adresse à eux qui brûlent de prendre une revanche qui les fera enfin sortir de l'ombre, et leur parle une langue ajustée aux instincts bien plus qu'à la raison, avec des ronflements et des rodomontades et quatre certitudes beuglées emphatiquement.

Il s'adresse à eux, qu'on dit simples et faciles à bernier, et comme s'il prenait du plaisir à les voir s'enrager, il leur jette des mots pour exciter la haine, car la haine c'est mieux que rien, ça fait bouger le sang qui gît, ça réveille un cœur

mort, ça vous dope il faut voir.

A eux qui vivent dans un constant effarement et attendent un prophète tout entouré de flics, il offre de veiller au bon ordre moral, commençons leur dit-il par l'éradication des parasites, pas besoin, n'est-ce pas, de les nommer.

C'est vers ceux-là, les effarés, que je me tourne, avec le sentiment d'une communication sans garantie, mais pour laquelle je me sens, étrangement, mandatée. Je leur dis dans le désordre et comme je le peux : que la détestation n'a jamais fortifié un cœur, et le mépris jamais relevé une vie. Je leur dis : souvenez-vous des cris qui montaient des caves en 1943. Je leur dis : donner votre voix à ce porc c'est militer à votre perte, c'est travailler à votre mort. Retrouvez, par pitié, un peu de sens commun, car c'est la ruine que cet ignoble vous propose, la destruction de ce qui compte, l'offense à tout sens humain. Car c'est la haine qu'il vous offre pour programme, des crachats pour paroles, la Mort pour Muse, et pour couple modèle le facho et sa proie.

Puis je me tourne vers les belles âmes, que nous sommes. Dans *La Cave*, Thomas Bernhard raconte ceci : un jour où il marche le long de la Reichenhaller Strasse, une rue bourgeoise de Salzbourg, il fait soudain un demi-tour qui va décider de sa vie. Il se dirige alors vers la cité de Scherzhauserfeld dont il ignore tout, dont tout le monde ignore tout, sinon qu'elle est la terreur absolue de la ville, et sa honte. Il va découvrir la cité, s'y rendre utile et rencontrer des gens qui sont faits comme lui. Dès lors, il ne cessera de se réjouir d'avoir opéré un demi-tour décisif vers la cité maudite.

Et si, à défaut de déplacer le ciel, nous faisons simplement ce demi-tour ?



**Lydie Salvayre**  
Fille de républicains espagnols réfugiés en France, vingt ans en 1968, se défiant du politique, attirée par l'encre noire de l'anarchie, elle dit être restée socialement aphasique jusqu'à ce qu'elle écrive. Psychiatre pour enfants, elle a publié au Seuil *La Puissance des mouches*, *La Compagnie des spectres* (prix Novembre 1997), *Les Belles-Ames* et tout récemment *Eloge de l'oisiveté* (éd. Verticales)



## Edgar Morin

Directeur de recherches au CNRS, Edgar Morin a publié depuis plus d'un demi-siècle de très nombreux ouvrages. Ils sont consacrés aux mythes et aux problèmes de notre époque, ainsi qu'aux parcours autobiographiques de leur auteur. Dans cette trentaine d'essais, les cinq volumes réunis sous le titre général de *La Méthode*, entre 1977 et 2001, constituent une tentative sans équivalent pour penser la connaissance et la condition humaine aujourd'hui.



## Une spécificité française

« Comment nos voisins européens envisagent-ils ce qu'on désigne désormais en France, ignorant l'intention péjorative de la formule initiale de Robert Badinter, reprise fièrement par le leader du Front national lui-même, par la "lepénisation des esprits" ?

— Nos voisins ont logiquement tendance à faire un amalgame entre les phénomènes, pourtant distincts, qui sont à la base du vote populaire, le 21 avril, pour le leader du Front national.

D'une part, l'émergence d'une personnalité d'extrême droite particulièrement inquiétante ; d'autre part, le refus d'une société ouverte ; une protestation, enfin, somme toute très compréhensible, face à l'impuissance de l'Etat et à la crise de la représentation nationale.

Pour des raisons de visibilité évidentes, ils ont tendance à privilégier le premier de ces trois éléments. Cette réaction s'inscrit dans un contexte fait de doute et d'agacement à l'égard de notre pays. Doute sur la capacité et agacement devant la prétention, l'arrogance d'une France prompt à donner la leçon. Le prestige de notre pays a beaucoup décliné ces dernières années et le vote croissant en faveur de Jean-Marie Le Pen confirme aux yeux de nos voisins cette dégradation.

Nous avons beaucoup de diffi-

cultés à leur expliquer ce qu'a écrit Jérôme Jaffré dans le *Monde*, à savoir que Le Pen est le bénéficiaire extrême d'un vote qui n'est pour l'essentiel que protestataire.

**Ce mouvement est-il spécifique à la situation nationale ou faut-il le lire comme une traduction locale d'un courant qui gagnerait une partie du Vieux Continent depuis les années 1990 ?**

— A l'évidence il y a une spécificité française dans cette pathologie extrême. Spécificité qui tourne à la fois autour du culte et de la crise de l'Etat. N'oublions pas que la France est la seule nation d'Europe qui a été créée par son Etat.

Mais la singularité française ne doit pas être exagérée : on observe partout en Europe le développement d'un populisme, qui semble assez curieusement affecter en priorité les éléments les plus fragiles des sociétés nanties. Ce n'est donc en rien un mouvement com-

parable à celui des années 1930 qui était le fruit de la misère et du désespoir, mais un réflexe de protection de gens qui ont quelque chose à conserver mais ne se sen-

## ■ Jean-Louis Boulanges

tent pas bien armés pour le faire. Ainsi est-ce l'Italie du Nord (et non celle, plus déshéritée, du Sud), la Suisse et l'Autriche, le Danemark et les Pays-Bas qui sont significativement atteints.

**Est-ce à dire qu'il n'y a pas d'autre singularité réelle à l'évolution française ?**

— En fait il y a une seconde spécificité que notre pays partage avec l'Allemagne. Ces deux Etats sont les seuls où les relations de l'ensemble du monde politique avec la droite extrême sont taboues. Ce qui relative d'ailleurs ces leçons de morale apitoyées que nous réservent certains de nos voisins.



## Jean-Louis Boulanges

Homme politique, 55 ans. Député européen, élu dès 1989 sur la liste de Simone Veil, puis réélu en 1994 sur celle de Dominique Baudis et en 1999 sur celle de François Bayrou. Membre de l'UDF, il siège dans le groupe du Parti populaire européen. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels *Droite année zéro* (Flammarion, 1988), *Le Diable est-il européen ?* (Stock, 1992) et *En attente d'Europe, un débat avec Marc Abélès* (Hachette-Littératures, 1996).

En Autriche, le parti de M. Haider est au gouvernement avec les représentants sociaux-chrétiens et a eu des rapports complexes avec les sociaux-démocrates ; en Italie,

Umberto Bossi, fondateur de la Ligue du Nord, est membre du gouvernement Berlusconi ; au Danemark, la neutralité de l'extrême droite garantit la survie du gouvernement et aux Pays-Bas, il n'est bruit que des obscures négociations des démocrates avec les amis de M. Pim Fortuyn.

En fait, chez la plupart de nos voisins, l'extrême droite est considérée un peu comme chez nous le PCF à la grande époque : un partenaire dangereux dont il s'agit de réduire l'influence mais avec lequel on assume des relations d'association/rivalité. Ce qui n'est pas sans poser de graves problèmes sur l'équilibre politique global de la société européenne.

Il y a sans doute réellement une exception française — celle de la diabolisation de Jean-Marie Le Pen. Ou, pour être plus exact, une exception franco-allemande — celle de la diabolisation de l'extrême droite. La force de l'extrémisme et l'excommunication persistante de ses représentants ne rendent pas aisément lisible la situation française à nos partenaires européens. »

Propos recueillis par Philippe-Jean Catinchi



# Un siècle d'engagement

Au soir du 21 avril, une fois connu le score de Jean-Marie Le Pen, un acteur célèbre signalait en substance qu'il allait entrer en Résistance. Il convient assurément de faire la part de l'émotion mais, même en relativisant la portée d'une telle déclaration, remise en situation, une interrogation demeure : après plus d'un siècle d'engagement dense des intellectuels – auxquels, signe des temps, on adjoint aujourd'hui les hommes de spectacle et de médias –, les mots, dont les clercs sont par essence les dépositaires, ont-ils à ce point perdu leur valeur que l'on puisse sans discrédit les vider de leur sens et de leur signification historique ? Plus largement, un danger menace la mémoire et l'image des intellectuels : leurs combats, relus à la lueur de ce type de déclaration, n'auraient-ils été que pantomimes ? Et leur silence, au moins relatif, qu'un effet de ressac, après trop de fureurs et de bruits dans le siècle ?

Bien entendu, l'histoire des intellectuels ne se réduit pas à ces images brouillées. Et ce qui n'apparaît plus, parfois, comme une posture avantageuse renvoie, il faut le rappeler, à des temps forts de notre histoire nationale. Ainsi, puisqu'il a été question de Résistance, placera-t-on en surplomb de cette brève évocation la figure du philosophe Jean Cavailles, condamné à mort par un tribunal militaire allemand et fusillé à Arras, en février 1944. Il ne fut plus, dès lors, plus d'un an, que « l'inconnu de la fosse numéro 5 ». On ne cède pas ici, en invoquant un tel nom, à une quelconque facilité ni à une démarche sulpicienne, d'autant que Cavailles ne figure pas en priorité au fronton du Panthéon des clercs. Mais il fallait souligner d'emblée que ceux-ci, au regard de l'Histoire, ont des titres de noblesse à faire valoir, y compris pour les périodes où les mots se payaient parfois du tribut du sang.

Cela étant, l'histoire d'une communauté intellectuelle à ses moments de grandeur, dont la mémoire vibre encore, mais aussi ses épisodes sans gloire et ses moments de renoncement. Il est, du reste, courant d'insister sur les engagements aux extrêmes, qui parfois se sont fracassés sur les écueils des totalitarismes. Ce versant-là existe, il a été souvent étudié – c'est même le versant que les historiens ont le plus exploré –, d'autant que bien des noms d'intellectuels

célèbres ont succombé, à un moment ou à un autre, à ses vertiges.

Il existe pourtant, parallèlement, une histoire proprement républicaine des intellectuels, dans laquelle des petits, des sans-grade, se sont illustrés et qui, sans faire partie du légendaire des clercs, n'en représente pas moins, peut-être, l'élément le plus important. A sa manière, Jean Cavailles, qui n'occupa jamais de son vivant le devant de la scène et dont l'œuvre n'est connue que des seuls spécialistes, incarne bien cette catégorie, qui s'étend aussi à ce que les sociologues appellent une moyenne et basse intelligentsia, sans grand capital symbolique ou réel. A bien y regarder, c'est celle-ci qui, au fil du siècle, sans tambours ni trompettes de la renommée, contribua à préserver et à transmettre les valeurs qui demeurent l'épine dorsale de notre communauté nationale.

A sa manière, du reste, l'affaire Dreyfus est le moment fondateur d'une telle catégorie. Certes, le cri de colère de Zola était tout le contraire d'un acte anonyme, et c'est ce qui, précisément, lui conféra son écho. Mais, à ses côtés, il y eut bien une génération Dreyfus, qu'il n'est pas nécessaire, par commodité anachronique, de baptiser génération morale mais qui fit alors, pour l'honneur d'un capitaine, l'apprentissage de ce qui ne s'appelait pas encore l'engagement. Les membres de cette génération ne deviendront pas tous, vingt-cinq ans plus tard, comme Léon Blum ou Edouard Herriot, des dirigeants politiques de premier plan et beaucoup retournèrent, après 1898, à leurs tâches quotidiennes. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, nombre d'entre eux, instituteurs, surveillants de collège, jeunes professeurs, insémineront à leur échelle et selon leurs moyens, en respect scrupuleux de l'école laïque, des valeurs républicaines dans une France qui, trente ans plus tôt, était encore une terre de mission où ces valeurs étaient encore à enracciner ou à consolider. Ces lecteurs types des *Cahiers*

de la quinzaine, de Péguy, ne constituent jamais une élite parisienne. Mais, précisément, souvent issus des petites classes moyennes et demeurés proches des couches populaires, ils assurent avant 1914 et encore dans l'entre-deux-guerres le lien entre celles-ci et la République. Souvent à gauche, parfois à droite – ainsi le Péguy seconde manière –, ils fournissent aussi une partie de l'encadrement des officiers et sous-officiers durant le premier conflit mondial, donnant, sinon un sens au grand massacre des peuples européens, au moins un peu de supplément d'âme au conflit meurtrier : la République en sortit exsangue, mais sans jamais

## ■ Jean-François Sirinelli

s'être reniée. A vrai dire, il faudra un jour mesurer l'empreinte laissée dans la conscience nationale par cette strate de jeunes intellectuels souvent sans autre fortune que leur savoir acquis. Et qu'ils contribuèrent à transmettre : nous sommes tous, à des degrés divers, des petits-fils d'instituteurs, ou les enfants de ceux qui, dans la poussière de craie et les cours de « morale », furent formés par eux.

Quand vint le temps du fascisme, ce sont les mêmes qui furent les piétons anonymes des manifestations du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Certes, des divisions minèrent vite ce Comité, notamment sur la question du pacifisme. Mais de tels débats, dans une France saignée par la Grande Guerre, n'étaient pas sans noblesse, même si l'Histoire a donné par la suite raison aux anti-Munichois. Toujours est-il que le fascisme ne passa pas en France, au moins avant la défaite militaire de 1940. D'autant qu'il s'est trouvé également à droite des intellectuels républicains alors attentifs à fortifier une démocratie française fragilisée par la crise. Malgré ce qu'une légende tenace tente d'accréditer, le slogan « plutôt Hitler que Blum » ne concerna qu'un tout petit nombre. Bien

plus, quand il fut minuit dans le siècle et que, durablement, les grands totalitarismes parurent entraîner, chez certains intellectuels, les dérives que l'on sait et que, en raison de la notoriété de ces clercs, une panne des Lumières sembla toucher une partie des milieux culturels, c'est encore cette strate qui demeura le réceptacle d'une sorte d'humanisme républicain.

Ce sont les guerres coloniales, en fait, qui mirent le plus à mal ces clercs. Car la rébellion algérienne fit apparaître à gauche une contradiction douloureuse entre des impératifs moraux antithétiques. Nombre d'héritiers des dreyfusards considèrent que la recherche d'une solution libérale, voire de l'indépendance, en Algérie s'inscrivait dans le droit fil du combat de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et que la plume, à nouveau, devait s'opposer au sabre, s'il bafouait ou souillait la toge républicaine. Mais d'autres estimèrent que la colonisation avait été bénéfique et qu'il était prématuré de livrer à elles-mêmes des populations non encore parvenues à la maturité démocratique. D'une certaine façon, ces clercs républicains, souvent boursiers plus qu'héritiers, reproduisaient à l'échelle planétaire la promotion républicaine dont ils avaient bénéficié par la méritocratie. Mais le sabre, parfois, devint tortionnaire et la plume, indirectement, parut alors devenir sa complice.

L'intellectuel républicain, ainsi fragilisé, sembla au fil des années 1960 gagner la coulisse. Mai 1968 parut sonner son glas, piétiner ses symboles et ses bastions, de l'école républicaine, accusée rétroactivement d'avoir bridé ou brisé les cultures régionales, à la Sorbonne devenue bateau ivre. Et pourtant, à bien y regarder, les années 1970 et 1980, supposées orphelines des grandes idéologies, ont vu le retour progressif de ce clerc républicain.

Le procès intellectuel des totalitarismes fut à la fois le signe et l'accélérateur de ce retour, et la boucle symboliquement bouclée dès 1987 quand Bernard-Henri Lévy formulait son *Eloge des intellectuels* (en fait ceux de la souche dreyfusarde) ou quand Alain Finkielkraut dans sa *Défaite de la pensée* lançait un cri d'alarme qui s'inscrivit dans la même veine. Les intellectuels redevenaient les hommes du logos, et des garde-fous contre le pathos en politique.



Toutes les illustrations de ce dossier spécial ont été réalisées par Lorenzo Mattotti

# Thanatos président

Depuis le 21 avril, on entend les Français se déclarer honteux, humiliés. Ils se demandent comment ils ont pu en arriver là. Ils ne connaissent plus leur désir ; ils se voient frustrés.

Cette maladie étrange a un nom : la culpabilité. Elle est familière aux Français. C'est le mode sur lequel ils vivent souvent les événements, au point d'y percevoir le mouvement même de leur histoire, et d'y éprouver leur identité. Ce qui ne passe pas, en France, est vécu comme une passion – une passion triste. Témoin l'impossibilité à regarder l'abjection historique nationale en face, et à penser l'interminable reflux collectif à propos des crimes de Vichy et de la guerre d'Algérie.

## ■ Yannick Haenel

La honte d'avoir rendu possible le pire cache mal le désir d'en jouir secrètement, sur le mode, par exemple, de la repentance. Avoir ainsi désiré à leur insu, à l'occasion d'un scrutin présidentiel, l'immonde réapparition de l'extrême droite, produit ces jours-ci, chez les Français, un réflexe d'expiation de masse, qui n'est jamais qu'une manière, par le reproche, de se satisfaire d'une faute.

Le mea-culpa collectif qui prévaut ainsi aujourd'hui comme discours politique pour faire barrage à l'extrême droite m'apparaît comme le rite d'expiation d'une mauvaise jouissance. Le spectacle actuel de la face abjecte du désir français n'est pas seulement donné par l'extrême droite : à travers ce jeu étrange qu'entretiennent les Français avec la culpabilité, il reluit sur l'ensemble d'un pays en proie à ses vieilles hantises. L'ignominie du discours de l'extrême droite ne doit pas faire oublier qu'elle est aussi le symptôme épileptique de ce qui rend possible son existence : c'est-à-dire la promotion sociale de la pulsion de mort – ce que Nietzsche appelle le « bétail intime ».

A ce jeu, les urnes ne sont jamais seulement électorales, mais toujours un peu funéraires. Et lorsque la routine politique se déclare dérangée par un événement, ça n'est jamais qu'un réglage dans la redistribution en cours des arrangements. En l'occurrence, le score électoral de l'extrême droite a été rentabilisé par les géants de la domination, qui en ont profité pour augmenter leurs tarifs et se donner un alibi. C'est ainsi que la respectabilité à l'habitude de s'offrir des habits neufs.

La crédulité organisée a beau mimer les vieux gestes de la protestation, cela restera insuffisant. Car si, pour reprendre le mot de Nietzsche, le « désert croît », la barbarie de tel ou tel secteur politique ne constitue plus la seule nervure du péril. La « résistance » elle-même n'est déjà plus qu'une option dans le bavardage

culturel : les valeurs républicaines d'un pays croient s'opposer au pire ; elles ne font qu'en profiter. Elles lui doivent de continuer à se faire passer pour possible quand déjà le processus du nihilisme en phase d'achèvement planétaire a avalé le champ politique et ses combinaisons locales périmées. Plus personne n'est aux commandes. Aucune décision humaine ne prévaut, sinon comme simulation et comme image d'écran (et déjà la télévision, qui ne s'y trompe pas, traite le personnel politique comme pur affichage de têtes).

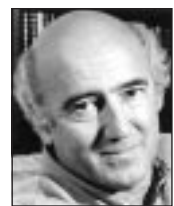
Continuer à se raconter des histoires présidentielles relève de la farce. L'économie politique comme branche du contrôle qui absorbe maintenant l'ensemble des activités humaines n'est pas, comme on le prétend ici ou là par intérêt, adultérée par l'industrie du divertissement ou par les médias : elle est accomplie par eux, c'est-à-dire vendue comme spectacle nihiliste. Maintenir la croyance en la possibilité d'un choix politique appartient précisément à la ruse de ce nihilisme planétaire.

A une époque où l'Histoire ne s'éprouve plus que comme processus somnambulique, il ne s'agit plus seulement de se réveiller de son cauchemar, mais de penser ce néant qui est son élément, de le penser par-delà bien et mal ; par-delà la servilité instrumentalisée des opinions militantes et les facilités de la protestation humaniste. La morale elle-même, où les plus décidés s'imaginent pouvoir trouver de l'aide, ne s'offre plus que comme l'hypocrite bla-bla d'un mensonge social qui ne cherche qu'à se perpétuer comme faux-monnayage.

On pourrait imaginer un corps vide, celui du président de la République, un corps qui précisément n'incarne plus rien. Il inaugure un musée de la culpabilité et y fait entrer les Français. Le 22 avril, ils se sont réveillés à l'intérieur.

**Yannick Haenel** Ecrivain, 35 ans. A créé, en 1997, avec Frédéric Badré et François Meyronnis la revue *Ligne de risque*. A notamment publié : *Les Petits Soldats* (La Table ronde, 1996) et *Introduction à la mort française* (Gallimard, 2001).

On retrouvera dans leur intégralité l'entretien avec Robert Badinter et les textes de Michelle Perrot, Jean-François Sirinelli, Olivier Mongin, Yannick Haenel sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)



**Jean-François Sirinelli** Professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur du Centre d'histoire de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle (Fondation nationale des sciences politiques), il est un tenant de l'histoire culturelle. Auteur de *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres* (Fayard, 1988), il a dirigé une *Histoire des droites en France* (Gallimard, 1992) et a codirigé *La Culture de masse de France de la Belle Époque à aujourd'hui* (Fayard, 2002).

# Le Pen n'est pas un simulacre

Lepénisation des esprits » ou non, faut-il décréter que l'idéologie lepéniste gagne des points sans s'interroger sur les manières insidieuses dont le comportement de Le Pen, sa gestuelle, son langage, finissent par « prendre » ? L'erreur serait de croire que le mépris lepéniste pour une télévision prise en otage par des élites permissives fait de lui un archaïque de la communication. Au contraire, la mise en scène du corps lepéniste répond au déficit de « représentation » qui caractérise aujourd'hui la culture télévisuelle. Tout en donnant l'impression d'être mis au ban du spectacle télévisuel et de le fustiger, Le Pen en use doublement : il en reprend la vulgarité tout en recréant du collectif là où la télé ne connaît que des individus. La télévision n'a pas produit Le Pen, mais l'état d'esprit du lepénisme puise dans celle-ci en la retournant.

« C'est mon choix », cette expression témoigne d'un comportement où l'individu peut se nourrir de l'illusion de vivre par procuration des aventures multiples. Parallèlement à cette projection éclatée du moi, le télé-acteur peut participer à des collectifs où l'ambiance oscille entre un climat festif et bon enfant, l'agressivité latente et la tristesse causée par l'injustice qui sévit dans le monde. D'où cette « fatigue d'être soi » (Alain Ehrenberg) qui est un facteur d'insécurité psychique, puisque l'individu ne connaît que l'excitation ou la dépression. D'un côté, livrer ses pulsions, ruser avec l'intime, mettre à nu la sexualité ; de l'autre, mettre l'accent sur les horreurs, les drames, les violences, les terreurs, les victimes, les morts. La télévision hésite en permanence entre l'individu glorieux et la victime malheureuse.

Mais cette hésitation ne va pas sans contrepartie : la menace pèse, celle de la transgression inutile, de la petite phrase, du mot de trop... On tire vers le bas, on ne s'inquiète que de la vie privée, dans ce monde qui joue avec le feu. D'où la présence indispensable de l'animateur

## ■ Olivier Mongin

qui cherche à contrôler la situation tout en poussant les gens à la faute. Benjamin Castaldi manipule les otages volontaires de « Loft Story », le journaliste PPD, le plus indéfinissable des « Guignols », organise quotidiennement le spectacle de la dérision du politique, les Bouvard et Pécuchet du rire gras s'efforcent de calmer la vulgarité, tandis que les « intellectuels » (Fogiel et Ardisson) « mettent la pression » sur des individus qu'ils cherchent à coincer. Tel est le jeu pervers de la télévision : inciter l'individu à se déshabiller, à « y aller », tout en évitant les dérapages.

Pourquoi l'homme qui veut interdire « Loft Story » est-il devenu cette bête télévisuelle qui fait peur aux gens de la télévision, un média dont il tire néanmoins profit ? Le Pen joue avec beaucoup des caractéristiques de la télévision contemporaine. Tout d'abord, ce comédien redoutable aime la scène et

expose son corps. En meeting ou sur un plateau de télévision, il éructe et exulte, il balance des vanes, il fait des clins d'œil, il se moque de ses ennemis jurés (« Chirac a une main sur le cœur et une autre sur la cul des vaches ») pendant que l'une de ses filles imite le président félon. Sa présence corporelle est redoutable de violence contenue. Qu'on le veuille ou non, il incarne un individu en prise sur du collectif, où qu'il soit il recrée le climat macho de la bande de mecs, il raconte des histoires et il fait chanter les salles avec d'autres airs que *L'Internationale*. Certes, il est devenu plus prudent, il évite de dépasser les bornes, il fait semblant de se lisser, il adore recevoir en habit d'amiral sur des bateaux-mouches parisiens, mais ce n'est que faux-semblants.

Il apporte beaucoup plus qu'une présence corporelle qui le distingue d'un Mégrét et le rapproche d'un Tapie : il opère un renversement complet de la situation qui le « distingue » et lui confère un rôle « politique ». Il occupe la scène, il ne renvoie pas les individus à eux-mêmes mais à un collectif. Animateur, il n'aime pas être un modérateur, il est un exciteur qui crée un climat fusionnel entre le bas et le haut, entre la foule et le chef. S'il tient bien la scène, c'est parce qu'il



**Olivier Mongin** Le directeur de la revue *Esprit* a milité dans sa jeunesse au sein de mouvements liés aux problèmes de l'immigration et de la réhabilitation de quartiers. Marqué par Claude Lefort, Emmanuel Levinas, Gilles Deleuze et Michel de Certeau, passionné d'architecture et de cinéma, il a mené ses premiers combats contre les totalitarismes. Auteur de plusieurs essais sur les « passions démocratiques » (*La Peur du vide, La Violence des images, Eclats de rire, Seuil*), il est l'un des intellectuels qui cherchent à décrypter le monde contemporain des images.



# ESSAIS VIOLENCE

## Démessure de l'insécurité

Trois guides pour comprendre la violence de l'époque. Sebastian Roché dénonce la « tolérance d'indifférence »,

Philippe Robert pointe la démission de la puissance publique, Yves Michaud met en lumière les mutations d'une insécurité désormais « mondialisée »

**TOLÉRANCE ZÉRO ?  
Incivilités et insécurité**  
de Sebastian Roché.  
Ed. Odile Jacob, 304 p., 25 €.

**CRIME ET SÉCURITÉ  
L'état des savoirs**  
sous la direction de Laurent  
Mucchielli et Philippe Robert.  
Ed. La Découverte,  
444 p., 25,5 €.

**CHANGEMENTS  
DANS LA VIOLENCE**  
Essai sur la bienveillance  
universelle et la peur  
d'Yves Michaud.  
Ed. Odile Jacob, 290 p., 22,5 €.

Aux insoucians, aux planqués, à toutes les bonnes âmes qui détournaient le regard, la violence de l'époque est venue infliger un féroce rappel à l'ordre : vous avez cru pouvoir lui échapper, vous l'avez narguée, la voilà qui vous rattrape, qui vous mord la nuque. Partout, « l'insécurité » tient sa revanche et triomphe, car la peur se passe de démonstration, la peur est sans réplique. Alors – réel état de fait, simple sentiment ou arme idéologique –, il va bien falloir y réfléchir.

Pour vivre avec son temps, on peut commencer par une sorte de remise à niveau de type « comment soigner votre angélisme en 10 leçons ». Sur ce créneau, c'est Sebastian Roché qui propose le guide le plus efficace, avec *Tolérance zéro ? Incivilités et insécurité*. Tout en admettant que la répression « ne remplace pas une politique sociale », le criminologue avance en effet qu'il est nécessaire de rompre avec ce qu'il appelle « la tolérance d'indifférence » (je tolère d'autant mieux que je ne suis pas touché), ainsi qu'avec un « économisme » synonyme de fatalisme : « L'action sur les causes profondes n'est pas forcément possible à court terme. Est-ce une raison pour ne rien faire ? »,

lance-t-il en direction de « la gauche et de ses sociologues »...

Soulignant le retard français et la véritable « révolution intellectuelle » menée depuis près de trente ans outre-Atlantique, Roché n'en refuse pas moins la politique de la férule et « l'imbécillité pénale » qui accompagnent souvent la fameuse doctrine de la « tolérance zéro ». Il préfère défendre l'esprit de la « théorie de la vitre brisée » (toute déprédation doit être immédiatement réparée), élaborée elle aussi par deux Américains au début des années 1980 ; celle-ci met l'accent sur les relations de voisinage à l'échelle locale, en insistant sur les liens qui existeraient entre l'accumulation quotidienne des « incivilités » (menaces, petits vols, dégradations...) et la lente disqualification d'un quartier : « Ne pas s'occuper des incivilités engendre une spirale du déclin » qui ouvre la voie à une

délinquance prédatrice à l'égard des plus fragiles, autrement dit des plus pauvres, prévient Roché.

Face à cette « spirale du déclin », l'auteur propose de « prendre au sérieux les apparences », et donc les multiples « initiatives originales » qui germent ici ou là depuis quelques années, et qui visent toutes à « l'affirmation d'un garant des lieux collectifs », pour animer l'espace public et faire vivre l'esprit de convivialité. Explorant la « géographie de la crainte », Roché cite ainsi en exemple les « correspondants de nuit » de Chambéry, les « agents d'ambiance » de Saint-Etienne ou encore les « gardiens de la tranquillité » de Vénissieux, symboles de ce qu'il appelle « la municipalisation de l'ordre en public ».

Pour Philippe Robert, cependant, ce « retour au local » inspiré du *community policing* anglo-saxon masque mal sa véritable

signification : la démission de la puissance publique, la naissance d'un « Etat libéral de sécurité », et l'invention ad hoc d'un « néoprolétariat de surveillants moins coûteux et plus flexibles ». Sur les enjeux idéologiques de cette « vogue de la médiation » (Jacques Faget et Anne Wyvekens), on trouvera donc d'utiles compléments dans le riche collectif *Crime et sécurité, l'état des savoirs*. Plus largement, en lisant les différentes contributions, on sera frappé de constater à quel point l'objet « insécurité » constitue aujourd'hui une entité intellectuelle et politique quasi indépendante, comme suspendue au-dessus de la société : l'insécurité a ses acteurs désignés, ses médiateurs et ses exclus, mais aussi ses experts, ses rubricards et ses petits détaillants...

« Les années 1990 voient un tournant décisif », note Maryse Esterle-Hedibel dans un article sur les

émeutes urbaines. *Les problèmes sociaux, toile de fond des événements qui surviennent dans les banlieues, sont évacués au profit du thème de la délinquance.* L'insécurité semble alors s'émanciper de toute causalité socio-politique, donnant naissance à ce que Philippe Robert nomme ici le « sécuritarisme » : « Isolée, la recherche de sécurité risque bien de se dégrader en crispation sécuritaire », au point de toucher des groupes jusqu'ici réticents à reprendre à leur compte la rhétorique anti-sauvageonne.

Dès lors, la violence devient « un objet d'étude partiellement autonome », échappant de plus en plus aux sociologues pour passer aux mains des spécialistes de la criminologie, tandis que, dans le champ médiatique, comme le précise Eric Macé, « la presse accompagne le mouvement en faisant glisser la question des banlieues des rubriques "société" et "politique" vers celle des "faits divers" ». C'est aussi la période où la gauche, convertie au « réalisme », rentre dans le rang pour se fondre dans le grand consensus qui désigne « le thème de la sécurité comme le problème essentiel de la société française » (Henri Rey). Au final, et au-delà du débat entre prévention et répression, c'est à coup sûr la crise profonde des espérances émancipatrices qui est en jeu : « l'obsession de la délinquance » et la focalisation du débat public sur les violences urbaines posent bel et bien, comme l'affirme Francis Bailleau, « la question de la disparition d'une certaine forme de société, d'un certain ordre social, mais également celle de la construction d'un autre ordre social ».

Et de fait, si l'insécurité devient une catégorie à part entière, une visée à travers laquelle beaucoup croient pouvoir déchiffrer la totalité du réel, ce n'est pas seulement parce que triomphe une conception répressive de la vie collective. C'est peut-être aussi

qu'elle dit quelque chose d'essentiel sur une brutalité d'une autre dimension, plus diffuse et universelle, laquelle se trouve constamment refoulée et passée sous silence. C'est tout le sens de la réflexion du philosophe Yves Michaud, qui inscrit ces problèmes dans une analyse globale des mutations des formes de violence : « Le constat difficile à vivre, écrit-il, est qu'il y a à la fois moins de violence et plus de violence, que le monde est à la fois plus facile et plus impitoyable, (...) et que la sécurité est un droit, mais que la peur règne. »

Critiquant « l'approche sans mémoire » de certains sociologues et psychanalystes, mais aussi « les images et les affects sans contexte » mis à l'œuvre par les médias, Michaud insiste sur le caractère construit d'une violence sociale dont l'expansion inégale et contrastée ne cesse de nous dérouter : « Nous sommes coincés entre les faits et les représentations », répète-t-il ; entre, d'un côté, la « moralisation du monde », l'invocation constante de la paix et des médiateurs de toutes sortes (encore eux) ; et, de l'autre, une « menace qui circule et demeure latente, à l'intérieur comme aux frontières », mais qui est de toutes parts euphémisée et occultée. Ainsi, se réclamant d'une tradition de pensée qui remonte à Hegel, à Nietzsche ou à Foucault, Michaud en appelle-t-il aux théories de la violence pour procéder à un élargissement du cercle de la réflexion qui seul permettrait d'appréhender une insécurité désormais « mondialisée ». Pour tenir la peur en respect, la première tâche est de redonner leur place à la discorde et à la soif de radicalité qui nourrissent « le climat émotionnel de l'époque ». Puisqu'il en est encore temps, car « ce n'est pas la guerre civile globale qui a commencé. Pas encore du moins ».

Jean Birnbaum



GILLES FAVIER/AGENCE VU

## Question d'autorité

Entretien avec Gérard Mendel, psychosociologue et auteur d'« Une histoire de l'autorité » (La Découverte), et Francis Bailleau, sociologue coauteur de « Crime et sécurité »

Dans le débat sur « l'insécurité », on évoque souvent une crise de l'autorité. Qu'en pensez-vous ?

— **Gérard Mendel** : On peut suivre Hannah Arendt, pour qui l'autorité est ce par quoi on obtient une obéissance volontaire, sans avoir à donner d'explication et sans user de la moindre contrainte physique. Chacun sait qu'une telle relation est plutôt rare aujourd'hui. Et pourtant, jusqu'à notre époque, c'est l'autorité qui avait nourri l'essentiel du lien social. En effet, on peut penser que l'individu est incapable de maîtriser par lui-même les anciennes angoisses venues de sa si longue enfance. Les sociétés humaines auraient alors prolongé chez l'adulte la dépendance infantile, en promettant la sécurité psychologique contre l'obéissance absolue à certaines règles et à ceux qui les incarnent. Dans l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle, l'autorité incarnée par le père a connu deux figures radicalement dissemblables : l'autorité d'un de Gaulle, par exemple, est celle d'un père de famille du siècle dernier, au temps de la société patriarcale traditionnelle. Mais nous avons aussi connu une autre figure, très peu « paternelle » malgré ses prétentions : celle, sans limite ni mesure, des totalitarismes. Ici, l'individu autonome disparaît, fondu dans la masse, conduit par le Chef auquel on doit obéissance totale. Nous sommes ici, dans *Mein Kampf* ou chez Le Pen, non plus dans le registre des fantasmes de la toute petite enfance, mais dans le temps des archaïsmes psychologiques, dans le monde de l'angoisse primitive, du tout ou rien.

— **F. Bailleau** : Il ne faut pas confondre l'autorité en tant que telle et les formes d'exercice de cette autorité. Celle de la police, par exemple, n'est pas vraiment refusée par les jeunes, si on en juge par le succès des activités sportives que les poli-

ciers proposent. De nombreux jeunes des « quartiers » participent aussi à des programmes d'insertion liés à la promotion de cette fonction d'autorité (adjoints de sécurité, médiateurs sociaux, agents d'ambiance...). Par contre, ce qui est en cause, c'est le type d'exercice de cette autorité, comme le contrôle d'identité au faciès ou la pénétration de type « militaire » des halls d'immeubles ou d'autres espaces semi-publics que les jeunes se sont appropriés, et où ils s'estiment en sécurité par rapport au reste de la ville dans lequel ils se sentent indésirables.

Le problème, aujourd'hui, c'est le décalage entre, d'une part, la vision dominante de l'ordre public (qui se réfère toujours à une société de type industriel), et, d'autre part, les transformations en profondeur de l'ordre social, visibles dans le brouillage des frontières privé-public, la multiplication des temporalités sociales et des formes familiales, la remise en question des rapports entre protection sociale et travail salarié... Or ce décalage croissant induit une « insécurité sociale » profonde pour l'ensemble de la population, laquelle insécurité se cristallise trop souvent sur les seuls jeunes de banlieue.

**Certains pointent un glissement des analyses sur l'insécurité, du social et du collectif vers l'individuel et le psychologique...**

— **Gérard Mendel** : En effet, tout se passe comme si ce qui était de l'ordre de la réalité objective s'était massivement déplacé – c'est une forme de régression – vers la subjectivité. En période de crise, le poids de la société devient trop lourd à porter pour certains individus plus vulnérables. La « peur de la liberté » dont

parlait Erich Fromm en 1940 les pousse à se jeter dans les bras de l'« homme providentiel », qui promet sa protection et la fin des angoisses. Il y a plus de chance, sur ces chemins, de rencontrer un Hitler qu'un de Gaulle...

Mais si on a régressé ainsi de la réalité objective à la subjectivité fantasmagorique, il faut se demander pourquoi les structures démocratiques n'ont pas fonctionné, elles qui auraient dû permettre à l'individu de rester dans la réalité : la justice, l'école, la formation des policiers sont autant de chantiers laissés à l'abandon, chacun contribuant à la crise de la démocratie au quotidien. L'insécurité existe en maints endroits, surtout pour les plus pauvres. Plus encore, dans notre société d'individus esseulés, on a laissé grandir, sans la voir, une insécurité identitaire dans les têtes : « Que deviennent-nous ? Où allons-nous ? ». D'un côté, il y a l'Europe, qui distorde notre sentiment national ; de l'autre, il y a plusieurs millions de musulmans qui eux aussi interpellent notre identité, même s'ils sont remarquablement paisibles, à l'exception de petites franges irréductibles, laissées sans avenir et passées à la dissidence. Dans ce contexte, l'antiracisme de la gauche, par ailleurs constitutif de la démocratie, l'a empêchée de prendre les mesures nécessaires, notamment en matière de prévention.

La politique de la dénégation et du politiquement correct ne guériront pas les angoisses qu'elles ont contribué à faire naître. Celles-ci, dans d'autres conditions, pourraient être constructives. Mais pour le moment, l'autorité traditionnelle ne

fonctionne plus et la démocratie n'a pas pris le relais. Nous devons toujours vivre avec cette contradiction : le besoin d'autorité est consubstantiel à l'être humain, alors que la démocratie lui est nécessaire. Il faut trouver des équilibres : le prochain président sera légalement élu (démocratie) ; sera-t-il légitime (autorité) ?

— **Francis Bailleau** : Plutôt que celle du psychologique et du social, il me semble que c'est l'opposition entre la notion de responsabilité et celle de solidarité qui est la plus importante pour comprendre les transformations auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui, aussi bien dans les politiques publiques que dans les comportements et les façons de penser des acteurs qui en sont les destinataires. Ainsi, par exemple, l'adaptation actuelle de la justice des mineurs aux mots d'ordre de « tolérance zéro » (rappel à la Loi, réparation pénale...) a pour conséquence la mise en avant de la responsabilité individuelle du mineur (et la sanction) par rapport à la responsabilité collective (en termes d'éducation). Avec la fameuse ordonnance du 2 février 1945, le législateur avait pourtant tranché en retenant la notion d'« éducativité du mineur coupable », qui prenait acte du statut des jeunes dans notre société : un être en transition entre le statut de jeune sous contrôle et celui d'adulte autonome. Ainsi la société reconnaissait-elle, via son appareil judiciaire, la « dette sociale » qui la lie à l'ensemble des jeunes. Au-delà des polémiques sur le caractère plus ou moins éducatif ou répressif de telle ou telle mesure, il faut bien comprendre que ce qui est en jeu, aujourd'hui, c'est cette notion de solidarité de l'ensemble de la société envers les plus fragiles de ses membres.

Propos recueillis par J. Bi.

## Livraisons

■ **LA CERISE SUR LE BÉTON, violences urbaines et libéralisme sauvage**, de Vincent Cespedes

Curieux mélange de néologismes en cascade, de rhétorique antiméricaine et de prose crypto-ésotérique, ce pamphlet rédigé par un jeune enseignant en philosophie laisse une étrange impression. Dénonçant « l'incitation médiatique à la sauvagerie urbaine » et l'absurdité d'un « Système » qu'il rebaptise « l'empire mondial-cannibale », il mobilise en les reformulant bon nombre d'arguments de la nébuleuse dite « antiglobalisation ». Mais dans le même mouvement, il n'hésite pas à reprendre à son compte nombre d'idées traditionnelles du conservatisme répressif le plus ardent, comme celle de « l'impunité » totale dont bénéficieraient les délinquants en France. Bien plus, il fait de l'insécurité le produit d'un « complot absolu » et d'« une imbattable politique de dépolitisation et d'américanisation », auxquels participeraient des médias « écroulés par le néototalitarisme » et rongés, entre autres maux, par un « antiracisme pro-bordéliste gauchissant »... (Flammarion, 348 p., 19 €).

■ **LES RACINES DE LA VIOLENCE, Réflexions d'un neurobiologiste**, de Pierre Karli

Spécialiste de neurobiologie des comportements d'agression, l'auteur se réclame des « valeurs de l'humanisme chrétien » pour construire une généalogie des conduites brutales. Refusant un strict déterminisme génétique qui ferait de l'agressivité « une entité naturelle, une réalité causale préexistante » (le fameux « chromosome du crime »), il n'en considère pas moins que « l'étude de la violence doit être centrée sur le sujet qui en est l'agent et sur l'ensemble des influences qu'il subit au long de sa vie », et que cette étude doit prendre en compte « les fondements biologiques de la personnalité ». Passant en revue l'insécurité urbaine, mais aussi les désordres familiaux ou le harcèlement au travail, il conclut que « nous ne sommes pas tous égaux quant à la genèse des violences » (éd. Odile Jacob, 240 p., 24 €).

■ **LE JEUNE DÉLINQUANT, sous la direction de François Marty**

Alors que les débats sur l'insécurité suscitent un intérêt toujours plus grand pour les mécanismes proprement psychologiques du passage à l'acte, un collectif de praticiens a décidé de publier et de commenter une série de textes fondateurs pour l'approche psychanalytique de la délinquance : traduits de l'allemand mais aussi de l'anglais, et rédigés entre 1930 et 1960, ces contributions parfois inédites en français sont signées Peter Blos, Fritz Wittels ou encore Kurt R. Eissler. Ceux-ci interrogent la capacité de la théorie freudienne à penser la violence individuelle, mais aussi l'aptitude de la pratique analytique à intervenir dans le domaine social : ainsi Fritz Redl envisage-t-il les thérapies de groupe pour les « psychologies de la bande du chef », tandis qu'Erich Fromm décortique le rôle de la justice pénale, « bâton toujours prêt à l'emploi », dans la satisfaction des pulsions de masse et donc dans « la solidité de la structure sociale » (Payot-Désir, 372 p., 21 €).

■ **NI ANGES NI SAUVAGES, Les jeunes et la violence**, de Patrice Huerre

Psychiatre et expert près la cour d'appel de Paris, Patrice Huerre revient sur son expérience de spécialiste des adolescents. Fustigeant une société où « le violent ce serait l'autre, surtout le jeune, objet d'un véritable racisme », il mobilise de petites études de cas (« incivilités », violences contre soi ou agressions sexuelles...) pour montrer à quel point ce sont les jeunes eux-mêmes qui sont les premières victimes de la brutalité sociale. Dès lors, au berceau comme dans la cour de récré, dans la famille ou au lycée, dès le plus jeune âge, « chez l'enfant comme chez l'adolescent, le recours à la violence apparaît comme une tentative de devenir sujet » (éd. Anne Carrière, 304 p., 17 €).

★ Signalons aussi : *L'insécurité en France, un grand flic accusé*, d'Olivier Foll (Flammarion, 288 p., 18 €), et la dernière livraison de la revue *Le Passant ordinaire* sur le thème « sécurité, précarité » (n°39, 4 €).



## Penser loin de l'un

Abdelwahab Meddeb publie sur l'islam un livre courageux et nécessaire, nourri d'une culture autant islamique qu'européenne, animé par le sentiment de l'urgence autant que par l'amour de la tradition musulmane

**LA MALADIE DE L'ISLAM**  
d'Abdelwahab Meddeb.  
Seuil, 222 p., 20 €.

Abdelwahab Meddeb tente de comprendre de l'intérieur la fièvre intégriste qui a saisi une partie de l'islam et qui est exploitée par des intérêts économiques et politiques étrangers à l'islam en tant que tel et à la religion en général. Ce n'est pas le moindre mérite de ce livre que de réinsérer l'islam dans l'Occident, auquel d'abord il appartient, par une manière d'exclusion interne dont la topologie et la dynamique font corps avec la construction dudit Occident – de même que celle du judaïsme qui en est le pendant dissymétrique.

Abdelwahab Meddeb cherche à dégager le mouvement complexe d'une pensée et d'une culture pour lesquelles très tôt, au sein d'un puissant élan de civilisation destiné à s'épanouir pendant dix siècles, le rapport à la lettre et au livre pouvait devenir un enjeu décisif et ambigu.

### Jean-Luc Nancy

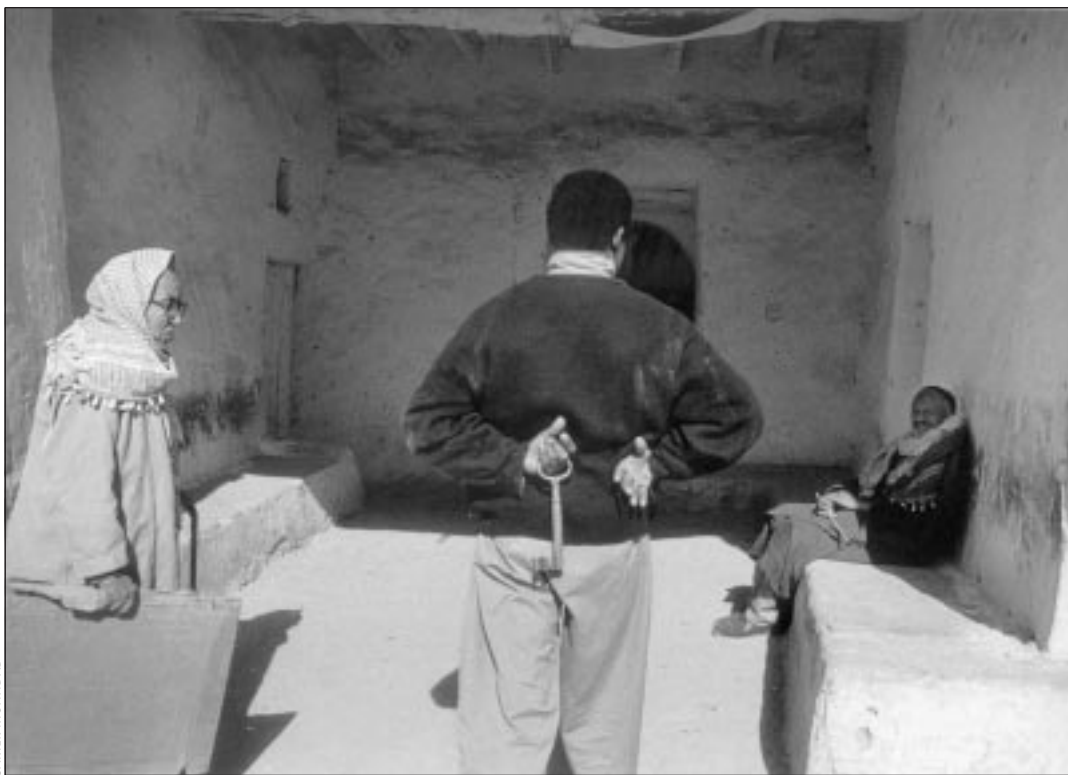
La littéralité face à l'interprétation, c'est un schème majeur de l'Occident, et c'en est peut-être un de toute culture de l'écriture, surtout alphabétique.

Meddeb situe dans les luttes internes de l'islam des VII<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècles la première possibilité d'un raidissement de la lettre (Ibn Hambal). Plus tard, au XIV<sup>e</sup> siècle, c'est la situation de l'islam au sortir des croisades et face à l'invasion mongole qui permet le « radicalisme » d'Ibn Taymiyya, « chaînon intermédiaire », pour Meddeb, vers le wahabbisme qui naît au XVIII<sup>e</sup> siècle (dans l'actuelle Arabie saoudite). Or, à cette époque, la chrétienté, qui a repoussé l'islam, s'est transformée en Europe, ou bien elle s'est « sécularisée », et quelque chose de l'islam, sinon l'islam lui-même, va être « destitué » dans la civilisation euroméditerranéenne. Une part importante de l'islam moderne s'éprouve

depuis comme « l'inconsolé de sa destitution » (c'est le titre du premier chapitre du livre). Mais au lieu d'être rejoint et emporté à son tour par le mouvement de l'Europe, devenant l'Occident, cet inconsolé devenu « colonisable », comme le dit Meddeb, connaît la mise sous tutelle, l'indifférence condescendante ou la curiosité orientaliste. Et la colonisation, directe ou indirecte, restera incapable de féconder ce qu'elle aura contribué à paralyser. L'islam n'aura trouvé rien d'autre dans l'Occident pour se retrouver lui-même et pour revenir dans son histoire que les réactions de l'Occident contre lui-même à l'âge où sa désorientation commence, ses crispations régressives contre sa propre supposée « décadence » et pour finir les fascismes dont Meddeb rappelle les liens avec les premiers intégristes musulmans du XX<sup>e</sup> siècle. Alors l'islam aura laissé mûrir en lui l'énergie malade du ressentiment.

Ces quelques prémisses situées, je n'entreprends pas plus d'analyser le livre de Meddeb, encore moins d'en apprécier, vérifier ou discuter le contenu historique et théorique. Je n'ai pour le faire aucune compétence. Mais en m'instruisant à sa lecture, j'acquiesce la conviction qu'il devra être lu, discuté, commenté et prolongé, que ce soit par d'autres élaborations, par des contestations ou par des interrogations. Il doit faire événement de pensée. Assurément, il appelle encore bien des précisions, et d'autres analyses. Mais il ouvre une brèche dans cette espèce de mur invisible qui avait fini par enclorre l'islam et par le mettre en exclusion interne à ce qu'il appartient : l'histoire, la culture et le destin de l'Occident. Ce livre n'ouvre pas seulement une brèche en esquissant des mises au point nécessaires sur divers aspects de l'islam, ni seulement en multipliant les touches qui rappellent l'importance des traditions soufies et des lignées réputées « mystiques ».

En un sens, ces rappels consistent d'abord à renouer avec une tradition de dialogue étrangement



Gadamis, Libye 1994

estompée quoique récente : celle de Massignon traduisant Hallaj, celle de Corbin étudiant l'islam shiite et parlant du « théomonisme » avec des concepts empruntés à Heidegger, ou encore celle de Jacques Berque. Cette tradition n'a pas entièrement disparu : qu'on pense entre autres aux travaux de Christian Jambet, ou bien, dans une autre configuration, à ceux de Fethi Benslama, qui pense l'islam dans les parages de la psychanalyse, pour ne rien dire ici, faute de pouvoir tous les nommer, de celles et de ceux qui engagent en pays d'islam, au Caire ou à Damas, à Téhéran ou à Marrakech, des lectures neuves de la tradition. Il n'en reste pas moins qu'un dialogue est en souffrance.

Au-delà d'une remise en jeu ou en chantier de l'islam, de ses « lettres » et de ses « esprits » – car il en a plus d'un –, la brèche me paraît

ouverte aussi dans deux autres directions, liées l'une à l'autre. Tout d'abord l'essai d'Abdelwahab Meddeb oblige à penser que l'irritation moderne de l'islam est elle-même à la fois l'effet de sa « destitution » historique, mais aussi, et à parts égales, l'effet du ressentiment que l'Occident nourrit contre lui-même depuis qu'il a commencé à se trouver désorienté, c'est-à-dire depuis le moment où, à peine éveillé à son propre « progrès », il s'est interrogé sur son « nihilisme ». Ce n'est pas un hasard si Meddeb emprunte à Nietzsche la catégorie du ressentiment pour désigner l'affect intégriste dans l'islam.

Le ressentiment procède de l'amertume du nihiliste qui cherche à accuser un autre du vide qu'il trouve en lui-même sans être capable de l'affronter. Le ressentiment occidental accuse une « décadence »

occidentale qu'il est incapable de transformer en une réévaluation totale de son propre mouvement, de sa propre « occidentalité ». Le ressentiment intégriste accuse le ressentiment occidental et pense disposer de la réévaluation absolue : un dieu, et un dévouement, voire un sacrifice intégral à son unicité. Le vide que l'Occident trouve en lui-même, ce n'est pas un hasard si les intégrismes (islamique, juif, chrétien) veulent le combler, d'un seul coup, en plantant dessus « l'étendard de Dieu dressé par l'armée de la foi » (Hassan al-Banna', fondateur des Frères musulmans, cité par Meddeb) : car ce vide est la place de l'un. Comblé ce vide, c'est tout écraser (comme on l'a vu) en même temps que c'est trahir la vérité de l'un, qui va jusqu'à sa propre dissimulation ou dissémination. Que l'un ne soit pas substance monoli-

thique, mais retrait de soi ou dispersion de soi (un partout et nulle part), c'est la vérité majeure du triple monothéisme. C'est pourquoi il est un athéisme, comme le disait Schelling après tant de mystiques.

La seconde direction est donnée par le fait que le ressentiment saisit ceux qui sont humiliés. Encore une fois, l'instrumentalisation des injustices par des milliardaires, islamiques ou autres, n'annule pas le contentieux de ce qui fut colonisation, impérialisme, et qui devient globalisation de l'expropriation. Au contraire, elle rend ce contentieux plus visible et plus criant. Mais en même temps l'accueil de l'humilié, de l'exilé, de l'opprimé est un trait du triple monothéisme (ainsi que du bouddhisme). Dans les religions, ce trait est régulièrement barré par le repli et la captation dans le mythe et dans l'institution. Or la pensée s'éloignant de l'un ne peut qu'être attentive à la détresse et à l'exil : non pour bénir l'injustice, mais pour lier au combat contre l'injustice le souci de l'abandon, de l'errance et de l'étrangeté qui sont les nôtres, à nous les tard-venus qui changeons de monde sans avoir changé le monde.

L'islam détient sans doute, en deçà ou au-delà de sa face religieuse visible – et certainement au revers de sa maladie – un savoir profond de l'humilité (non de l'humiliation) : un savoir de l'éloignement infini de l'un, de la terre (humus) désertée par lui, ainsi abandonnée, séjour ingrat mais où il peut y avoir le courage et la fierté d'aller son chemin. Alors Ismaël au désert avec Hagar n'est plus un mythe pour la compassion (Meddeb demande qu'on l'écarte) mais devient l'un de nos noms possibles, comme un nom de l'étrangeté que l'Occident doit rouvrir en soi. On peut lire dans un hadith : « L'islam est né étranger, il finira comme il a commencé, étranger ; bénis soient les étrangers. »

★ On pourra lire l'intégralité du texte de Jean-Luc Nancy sur le monde.fr

## Livraisons

### L'ISLAM EN QUESTIONS, d'Alain Gresh et Tariq Ramadan

L'un est journaliste, laïque et militant, tiers-mondiste ; l'autre est professeur d'islamologie et engagé dans la cause d'un islam réformiste. Tous deux sont hommes de savoirs et de sincérité. Le débat qui les rapproche et les oppose, animé et présenté par Françoise Germain-Robin, n'apporte pas de réponses simplistes ni de solutions toutes faites, mais des points de vue, des perspectives, des approches... et des interrogations. Passionnés et attentifs, les deux auteurs s'appuient tant sur leur vécu personnel – ils sont tous deux nés en Egypte – que sur leur érudition pour analyser ce qui se passe et ce qui risque de se passer, mais aussi pour tenter de faire apparaître d'autres voies, d'autres possibles. Le terrorisme est-il une violence légitime ? Existe-t-il une internationale islamiste ? La place de la femme dans les sociétés musulmanes ? (édition revue après les événements du 11 septembre. Actes Sud, « Babel », 344 p., 9 €).

### LA CONDITION DE LA FEMME DANS L'ISLAM, de Mansour Fahmy

Soutenue à la Sorbonne en 1913, cette remarquable thèse sociologique sur la condition des femmes musulmanes (présentée ici par Mohammed Harbi) a valu à son auteur d'être soumis, en Egypte, à la vindicte publique. (éd. Allia, 130 p., 6,10 €).

### L'ISLAM EXPLIQUÉ AUX ENFANTS, de Tahar Ben Jelloun

C'est à la suite de la tragédie du 11 septembre que le romancier a ressenti la nécessité d'écrire ce texte, ni prêcher ni plaidoyer, pour raconter la civilisation arabe à ses enfants musulmans et à tous les enfants, quel que soit leur pays, leur religion, leur espérance (Seuil, 92 p., 5,95 €).

### LOI D'ALLAH, LOI DES HOMMES, de Leïla Babès et Tareq Oubrou

Quelle position les musulmans d'aujourd'hui doivent-ils adopter vis-à-vis des châtiments corporels prévus par la *charia*, tels que la lapidation ou la mutilation ? Et vis-à-vis de la condamnation à mort pour apostasie ou de celle de la femme adultère ? Que dit l'islam du statut de la femme, du port du voile, de ses droits dans le mariage, l'héritage ou en cas de séparation ? Deux réponses : celle d'une intellectuelle attachée à la critique scientifique des textes et à une conception moderne de la liberté, et celle d'un chef spirituel ouvert aux adaptations nécessaires, mais dans le cadre de la loi islamique classique (Albin Michel, 364 p., 19,90 €).

### LE SUJET EN ISLAM, de Malek Chebel

L'islam défend-il l'individu, les droits de l'homme ? N'est-il pas prisonnier d'une vision plus communautariste des rapports entre le sujet et la collectivité à laquelle il appartient ? (Seuil, 300 p., 22 €). Spécialiste de la religion islamique, l'anthropologue et psychanalyste Malek Chebel est également l'auteur de la préface de la réédition de *L'islam, religion et communauté*, de Louis Gardet, un classique, une initiation à la religion de Mahomet (Desclée de Brouwer, 496 p., 24 €).

### LES DÉFIS DE L'ISLAM, du recteur Dalil Boubakeur

Sur le besoin d'un *aggiornamento* dans une religion détournée par des terroristes aux principes contraires à ses fondements et confrontée à la démographie galopante, à la paupérisation planétaire, aux phénomènes migratoires (Flammarion, 246 p., 18 €).

### PENSEUR LIBRE EN ISLAM, de Mohammed Talbi

Interrogé par la philosophe Gwendoline Jarczyk, le grand historien tunisien fait partager son enthousiasme sur les civilisations de Cordoue et de Bagdad, les figures d'Averroès et des grands mystiques soufis, les possibilités d'un dialogue fécond entre islam et christianisme (Albin Michel, 426 p., 20,90 €).

### L'ISLAM ET LA MISÉRICORDE, du Frère Bernard-Marie

Préfacé par Akhénaton, s'adressant aux croyants comme aux non-croyants, musulmans ou non, une présentation des paroles du Coran, interrogation sur l'interprétation des Ecritures saintes, qu'elles soient islamiques, bibliques ou autres (Autrement, 112 p., 10 €).

## Nouvelle conscience islamique

### L'ISLAM EST-IL HOSTILE À LA LAÏCITÉ ?

d'Abdou Filali-Ansary.  
Sinbad/Actes Sud, 144 p., 16 €.

Paru en 1999 à Casablanca, avec un vif succès, ce livre reformule l'une des questions les plus controversées depuis un siècle dans le monde musulman. Partant de l'analyse de l'ouvrage d'Ali Abderraziq, qu'il a traduit et pour l'édition duquel il a écrit une introduction (partiellement reprise), le philosophe Abdou Filali-Ansary répond avec un sens pédagogique et une précision exemplaires. En 1925, alors que la modernité et la pénétration européenne déstabilisent les sociétés musulmanes, la parution en Egypte de l'ouvrage d'Abderraziq cingle comme « un coup de fouet » et provoque une crise gouvernementale. Abderraziq soumet la conception religieuse traditionnelle à la critique de la raison et aboutit à la reconnaissance de l'autonomie de la sphère politique vis-à-vis de la religion. Il rouvre le débat sur les principes qui définissent l'ordre social et politique dans les sociétés islamiques et participe à l'éclosion d'une « nouvelle conscience islamique », pour laquelle l'islam n'est en rien hostile à la laïcité. Ces années 1920 sont aussi celles qui provoquent l'éclatement du mouvement réformiste et la naissance de l'intégrisme musulman.

Contre les Cassandre, Abdou Filali-Ansary fait entendre la voix de cette « nouvelle conscience islamique », portée par des intellectuels attachés à la foi islamique et éloignés des représentations traditionnelles et intégristes. Passeur entre les deux rives, il propose une réponse réfléchie et apaisée aux secousses des mouvements islamistes.

A. De.

## Une genèse revisitée

A partir d'un corpus scientifique, Alfred Louis de Prémare revient sur la naissance de l'islam

### LES FONDATIONS DE L'ISLAM

Entre écriture et histoire  
d'Alfred-Louis de Prémare.  
Seuil, 524 p., 26 €.

Comment l'histoire de l'islam a-t-elle été écrite ? Contrairement à l'histoire hébraïque ou à celle du christianisme primitif, rappelle cet historien du monde musulman et fin traducteur de l'arabe, il existe peu de données épigraphiques et archéologiques susceptibles de compléter les informations léguées par les principaux intéressés. Constituées de sources littéraires en arabe, rassemblées par des savants sous forme de chaînes de transmission, sur le mode du « il a dit », elles prétendent à la continuité depuis la révélation de Muhammad. Leur validité repose sur l'autorité reconnue des personnes constituant chaque maillon. Mais, recueillie à partir du VIII<sup>e</sup> et surtout du IX<sup>e</sup> siècle, cette transmission orale est tardive (Muhammad serait mort en 632) ; de plus, elle reflète les intentions des auteurs appartenant « à une communauté nouvelle, soucieuse de promouvoir et de défendre sa singularité propre contre les autres communautés » ; enfin, les maillons de la transmission attestent rarement la nature concrète des sources sur lesquelles une information est élaborée. Alfred-Louis de Prémare reproche donc à nombre d'historiens contemporains de limiter leur recherche à ce matériel, faisant ainsi le jeu des clercs musulmans d'autrefois, « qui en ont sélectionné et compilé les éléments selon l'idée qu'ils voulaient donner des origines de leur communauté et de la vie de leur prophète. Les chercheurs tendent par conséquent à en épouser les méthodes de vérification, alors que celles-ci sont conditionnées par la nature du maté-

riel mis en place. Ils centrent dès lors leurs efforts critiques sur l'analyse pointilleuse des chaînes de transmission, les insâd », plutôt que de procéder à un examen critique de ces sources, pourtant bien nécessaires.

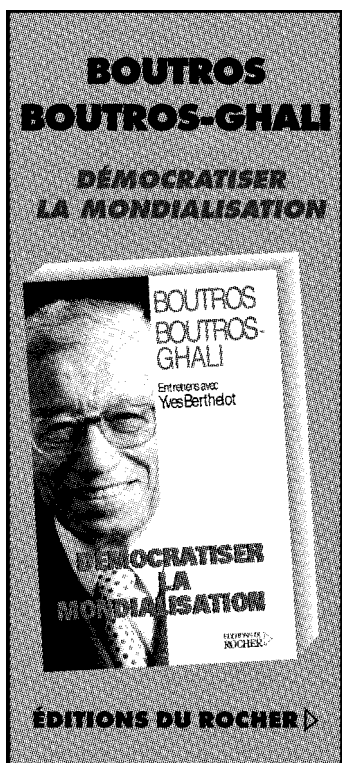
Si l'histoire islamique ne donne pas de garantie scientifique suffisante et si les sources archéologiques font défaut, à quel corpus se vouer ? L'historien plaide pour la prise en compte des récits des observateurs « externes », non musulmans, mais contemporains des événements, notamment à partir de 629 lors des incursions arabes au sud de la Palestine. Issus des populations conquises, ces écrits témoignent certes du point de vue des vaincus, mais ils proviennent de chroniqueurs, comme Thomas the Presbyter, syriaque de Mésopotamie, qui écrit vers 640 en rapportant des événements de 634 et 636, ou comme l'Arménien Sebéos, qui rapporte, en 660, « sur la foi de témoins oculaires », les premières incursions arabes en Arménie en 640. « Aucune source arabe ne peut revendiquer cette proximité dans le temps », insiste l'historien, qui souligne aussi que l'écriture de chroniques, notamment chez les moines, fait partie d'une tradition déjà ancienne et rigoureuse.

S'il réfute la primauté absolue des chaînes de transmission dans la constitution d'une histoire des débuts de l'islam, Prémare ne les élimine pas pour autant de son analyse. Il les confronte entre elles et aux sources non islamiques. Tous les éléments fondateurs de cet épisode historique sont passés au crible de cette méthode, qu'il s'agisse de la diffusion de la nouvelle religion, préparée notamment par les voies commerciales, de la vie des compagnons du Prophète ou encore de l'évolution de la graphie arabe, de la

constitution du Coran, des relations entre musulmans et juifs lors de la conquête de la Palestine.

En faisant vaciller les fondations d'une institution bien établie, l'histoire de l'islam dans sa prime jeunesse, l'ouvrage d'Alfred-Louis de Prémare accomplit un travail herculéen : le réexamen critique des sources arabes, peu contestées depuis le IX<sup>e</sup> siècle. Critique de l'historiographie en même temps qu'historien, il propose une approche de la naissance de l'islam à partir d'un corpus plus scientifique, dégage du mythe, du romanesque et de la sacralité.

Agnès Devictor





# Redécouvrir Alphonse Dupront

Douze ans après la disparition de l'historien, un copieux recueil d'articles permet de mesurer la singularité d'une pensée puissante et originale, rugueuse et cohérente

**GENÈSE DES TEMPS MODERNES**  
**Rome, les Réformes**  
**et le Nouveau Monde**  
d'Alphonse Dupront.  
Gallimard-Le Seuil,  
« Hautes études »,  
408 p., 25,50 €.

Il aura fallu attendre l'extrême fin de sa vie – avec la publication du volume *Du sacré. Croisade et pèlerinages. Images et langages* (1987) – et, en fait, la décennie qui a suivi sa disparition en 1990 pour que l'on prenne véritablement la mesure de l'influence considérable exercée par Alphonse Dupront sur des générations de chercheurs. Certes, ses analyses étaient connues depuis longtemps des spécialistes d'histoire religieuse ou d'anthropologie culturelle, comme en témoigne le travail d'un Marc Venard par exemple, grâce aux articles, aux communications de colloque et, surtout, au séminaire qu'il assurait. Mais c'est la publication en 1997 du *Mythe de la croisade* (« Le Monde des livres » du 24 octobre 1997) qui a constitué un tournant décisif dans la réception de Dupront, que le présent volume ne peut que confirmer.

Dans la petite quinzaine d'articles regroupés dans *Genèse des temps modernes*, admirablement introduits par Dominique Julia et Philippe Boutry, le lecteur retrouve, en effet, quelques-uns des thèmes chers à Alphonse Dupront et, surtout, la singularité étonnante de sa pensée, servie et desservie tout à la fois par un style puissant mais rugueux. Autour de quelques

interrogations sur les XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles qui traversent l'ensemble des textes et que Dupront semble reprendre inlassablement – sur la naissance d'une nouvelle géographie, la consolidation des hérésies en Eglises, la coexistence forcée entre confessions, l'autonomisation du politique, la transformation de l'autorité romaine, le rôle du concile ou encore les relations entre l'art et la réforme catholique après Trente –, le livre forge les instruments d'une analyse de la genèse des Temps modernes au lendemain des grandes découvertes et de la réforme protestante, aujourd'hui encore extrêmement stimulante.

## « UNIVERS DE DESTINS SOLITAIRES »

Si les sujets d'enquête de ce recueil paraissent hétéroclites, puisqu'il y est aussi bien question des fresques de la bibliothèque de Sixte Quint à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle que de la sociologie du concile de Trente ou du vocabulaire du nonce Chigi lors des négociations en vue de la paix de Westphalie, on s'aperçoit très vite que Dupront y poursuit en fait une réflexion très cohérente sur les transformations de la première modernité et le lent dépérissement des cadres et des idéaux hérités du Moyen Âge. C'est alors que la chrétienté s'abîme dans la violence des guerres de religion et l'avènement des égoïsmes des nouveaux Etats territoriaux ; que l'attente inquiète mais aussi impatientée et exaltante de la fin des temps et du règne du Christ s'épuise et fait place à une nouvelle représen-

tation du temps qui annonce l'idée de progrès ; alors encore que l'espoir de salut commun qui animait la société médiévale s'estompe avec l'essor d'un « univers de destins solitaires » où chacun ne témoigne que pour soi...

Mais Dupront souligne aussi à diverses reprises que « les antiques liens de sacralité consentent mal à mourir » et c'est à leur survie paradoxale dans un monde qui ne leur correspond plus qu'il consacre certaines de ses pages les plus fortes. Traquant la nostalgie de la chrétienté chez Chigi et d'autres protagonistes des guerres de religion, il observe les transferts du religieux au profane dans lesquels les hommes des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles inventent un ordre du monde neuf capable de ramener ou de préserver l'unité : la découverte et la constitution de l'Europe comme cadre commun à l'intérieur duquel penser les relations entre les hommes et les nouvelles puissances politiques qui ont remplacé les vieilles autorités universelles qu'étaient l'empire et la papauté, la formation d'un « ordre éthique unifiant » autour de principes moraux parut semblables en dépit des frontières confessionnelles, la réflexion sur l'existence d'une nature humaine ou encore l'émergence d'un modèle culturel européen spécifique, celui de la civilité.

Il serait sans doute vain de vouloir résumer ici la diversité et l'originalité toujours réelle des pistes d'enquête ouvertes dans ces articles. Un exemple suffira peut-être à en donner une idée : celui de la naissance, dans le choc des réfor-

mes catholique et protestante et dans la violence des guerres de religion qui déchirent l'ancienne chrétienté, de ce que l'auteur désigne comme « un ordre politique, sinon émancipé de la religion, du moins distinct ». N'y avait-il pas là, dans ces réflexions suggestives et informées par d'immenses lectures, de quoi nous épargner certains débats oiseux que l'on a pu rencontrer lors de la commémoration de l'édit de Nantes en 1998 ? La relecture de Dupront n'aurait-elle pas permis de dépasser ceux qui s'interdisent alors toute pensée comparative et toute réflexion sur la transformation des liens entre l'Etat et l'Eglise de surmonter leurs effarouchements théoriques ? Il faut espérer que cette réédition nous fera sortir de débats devenus sans fondement.

Mais il serait tout aussi vain de passer sous silence les difficultés mêmes des analyses de Dupront. Certains concepts, en effet, comme ceux de « conscience collective », de « complexes mentaux sociaux-mythiques », de « mental collectif » ou d'« esprit occidental moderne », évoquent peut-être aujourd'hui un peu trop une *Geistesgeschichte* dans laquelle ce sont les idées qui agissent les hommes et non ceux-ci qui les portent, les forment et les transforment. Mais le travail de Dupront contient heureusement en lui-même toutes les ressources nécessaires pour sa propre critique sociologique et pour sortir par conséquent de ce qui pourrait autrement être une impasse méthodologique.

Olivier Christin

# Visa pour la Gaule !

S'il met à mal l'imagerie populaire de « nos ancêtres », l'essai vif et clair de Christian Goudineau instruit sans jamais peser

**PAR TOUTATIS !**  
**Que reste-t-il de la Gaule ?**  
de Christian Goudineau.  
Seuil, « L'avenir du passé »,  
184 p., 19 €.

Pour s'attaquer aux mythes fondateurs de notre identité nationale – mythes à dire vrai récents puisqu'ils ne remontent pas au-delà du XIX<sup>e</sup> siècle – Christian Goudineau a commencé par couper la moustache de Vercingétorix (*Le Cas Vercingétorix*, Actes Sud, « Le Monde des livres » du 9 mars 2001) ! Dans ce nouveau livre, il continue de ravager le jardin bien ordonné de nos idées reçues, invitant chacun à prendre enfin en compte les avancées de la science historique du dernier quart de siècle. Car si les opinions avancées par Goudineau paraissent parfois surprenantes au commun des mortels, elles sont depuis longtemps partagées par la grande majorité de la communauté scientifique. Goudineau ne vise donc pas ici à l'originalité, mais joue à merveille son rôle de médiateur entre le monde savant et l'opinion commune.

Alternant discours magistral et dialogue avec une mystérieuse

« Elle » (« Nous » ?), il égrène au fil des jours de la semaine les sujets qui lui tiennent à cœur. Le mardi, jour de Mars, sera celui de la remise en cause de la nature guerrière des Gaulois, le mercredi, jour de Mercure, on s'attardera sur le commerce et les échanges, le vendredi, Vénus veille à l'organisation des cités gauloises, etc. Et, au fil des pages, se construit une Gaule différente, un pays ouvert, peuplé, largement défriché et exploité, riche en villes, bien avant la conquête de César, en relations étroites et constantes avec le monde méditerranéen d'où viennent le vin (par centaines de milliers d'amphores) et l'habitude de la monnaie.

Mais faut-il même parler de Gaule et de Gaulois ? Ceux-ci apparaissent comme un amalgame de peuples très divers aux yeux des auteurs anciens, et la notion même de Gaule, dans ses frontières naturelles, est une création de César pour les besoins de sa cause. Alors que reste-t-il, par Toutatis ! Un livre instructif, vif, clair, dont on aimerait bien que le contenu passe enfin dans les programmes scolaires et dans l'imagerie populaire.

Maurice Sartre

## Livraisons

### ■ CONTRIBUTIONS À L'HISTOIRE DU JUDAÏSME, d'Arnaldo Momigliano

La publication en France de ces *Pagine Ebraiche* parues en Italie en 1987, l'année même de la mort de Momigliano, permet de retrouver les principaux textes que le savant italien a consacrés, depuis 1934, aux questions juives dans l'Antiquité, mais aussi à la pensée juive de son temps, à travers des notices nécrologiques (Leo Strauss, Gertrud Bing) ou des notes sur des travaux marquants (Moses Finley, Gershom Sholem). Si quelques résultats sont aujourd'hui dépassés par le simple fait de la découverte de nouveaux documents, il en reste pour l'Antiquité des analyses pénétrantes sur Flavius Josèphe, sur les relations entre Grecs et Juifs, annonçant l'auteur de *Sagesse barbares* (1976 ; trad. franç. : La Découverte, 1979). A découvrir (édition préparée et présentée par Silvia Berté, traduit de l'italien par Patricia Farazzi, éd. de l'Eclat, 304 p., 25 €).

M. Sa.

### ■ L'ORDRE DES METS, de Jean-Louis Flandrin

Disparu en août 2001, Jean-Louis Flandrin n'a pu mener à terme l'ouvrage que présente aujourd'hui l'un de ses anciens étudiants. Le chantier cependant était si avancé qu'Odile Jacob a pu le publier. Après la *Chronique de Platon* (1992), reprise de textes parus dans la revue *L'Histoire* dont on espère le passage en poche tant ce recueil militant « pour une gastronomie historique » est représentatif de l'esprit de Flandrin, et *Tables d'hier, tables d'ailleurs. Histoire et ethnologie du repas*, coanimé par l'ethnologue Jane Cobbi (1999), c'est le troisième titre de l'historien paru à cette enseigne, prudente d'ordinaire en matière d'histoire. Technique, érudite, cette enquête sur l'ordonnance du repas permet, par un décodage complexe de livres de cuisine, menus et témoignages divers, de mesurer ce qui se joue à table, de la palette des saveurs à la variation des hiérarchies, puisque, comme les règles de compatibilité et de dissociation (acide/sucré, chaud/froid, bouilli/rôti), la théâtralité du repas, de l'« entrée » à l'« issue » (autre nom du dessert), participe du symbolique, avant même que la rationalisation du « service à la russe » – le nôtre, puisque nous l'avons adopté au XIX<sup>e</sup> siècle – ne définisse, par sa progression dans le corps social, une lecture inédite des voies empruntées par les nourritures terrestres. Une leçon (éd. Odile Jacob, 292 p., 22,5 €).

Ph.-J. C.

# Eve et Pandora, femmes primordiales

Dirigé par le médiéviste Jean-Claude Schmitt, un passionnant collectif explore la double image de ce « beau fléau » offert à l'homme pour assurer la génération et accéder à la civilisation

**ÈVE ET PANDORA**  
**La Création de la première femme**  
Sous la direction de  
Jean-Claude Schmitt.  
Gallimard, « Le Temps des images », 288 p., 32,5 €.

Apparues dans les textes à moins de deux siècles d'intervalles, au cours du premier tiers du I<sup>er</sup> millénaire avant notre ère, les figures d'Eve et de Pandora, qu'elles soient issues de l'*historia* biblique ou de la *fabula* mythique, sont bien plus proches qu'on ne l'imaginerait, images complémentaires d'une représentation de l'origine de la femme – et des femmes – aux sulfureuses implications. Qu'elle naisse de la séparation en deux d'un principe androgyne ou soit subordonnée à l'homme, tirée de la côte du premier d'entre eux (l'Eve de la Bible, [IX<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> siècle]) ou soit modelée dans la glaise par Héphaïstos, leur voulu par Zeus et animé par son souffle (la Pandora des *Travaux et les jours* d'Hésiode, principe encore anonyme dans sa *Theogonie* [VII<sup>e</sup> siècle]), la femme est un piège, un « beau mal », parfois anonyme, comme indicible, mais toujours cause désignée du malheur de l'homme. A peine sortie du chaos et aussitôt actrice du strict scénario de la catastrophe primitive.

Destins croisés dont les variations trahissent l'hésitation à fixer, outre le nom de la « première femme », le parcours symbolique – il s'agit rien moins que d'un mythe d'origine, sur lequel s'articule la différence des sexes –, Eve et Pandora ont sans doute une genèse souterraine plus ancienne encore, comparable mais tacite. Il faut, en effet, attendre, avant Origène ou les *Carmina* de Grégoire de Nazianze (qui dégrade Pandora, ce « beau mal » principe de féminité, offert aux hommes par des dieux pervers, en simple « plaisir funeste » pour réserver à la seule Eve le rang de mère de l'humanité), Tertullien, à la fin du II<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne, pour qu'elles se rencontrent : dans les deux cas, la confrontation tourne à l'avantage de la figure biblique, Moïse, tenu pour l'auteur du récit testamen-



« Eva prima Pandora » de Jean Cousin (vers 1540-1550)

taire, triomphant d'Hésiode, « pasteur prophétique » contre « pasteur poétique ».

Aujourd'hui, Jean-Claude Schmitt, entouré d'historiens (c'est Laurent Angliviel de la Beaumelle qui étudie ainsi « Eve à l'épreuve des Pères »), d'anthropologues, d'historiens de l'art aussi, reprend la confrontation des deux mythes, moins concurrents que parallèles. Ensemble, ils jouent de tous les supports d'informations. Et là, bien sûr, le figuratif complète formidablement le corpus littéraire, des miniatures médiévales aux lectures cinématographiques contemporaines – le regard de Jacques Aumont, qui souligne, androïde de *Metropolis* de Fritz Lang, femme recréée par les options cosmétiques d'Ingmar Bergman, B.B. nationale accouchée par Vadim à l'état adulte, la gémellité entre créatures mythiques et stars proposées au désir universel. Avec un gros plan sur l'*Eva prima Pandora* de Jean Cousin, magistralement analysé par Lise Wajeman, où le corps-réceptacle de la femme est une sorte de corne d'abondance magnifique, maléfique aussi.

Par touches sobres, précises,

presque aiguës, chacun interroge moins la réinterprétation des deux expressions mythiques que la capacité de l'homme à sans cesse les refaçonner selon le besoin contemporain de comprendre la partition sexuée de la Création.

Sans doute conviendrait-il de citer chacune des interventions. Et d'abord la lumineuse mise au point de Jean-Pierre Vernant sur « Pandora », « produit artificiel », image et semblance, être et paraître, nature et artefact, dont l'énigme ouvre au penseur comme à l'artiste le champ de la création.

Mais aussi l'investigation de François Lissarrague sur la délicate figuration de la naissance de Pandora, et plus largement sur le « bricolage » des imagiers grecs, affranchis de toute contrainte normative, dont certains peintres du *Seicento* retrouvent le réflexe, christianisant par le modèle adamites que les fables antiques ; la passionnante enquête de Jérôme Baschet sur la création d'Eve, fondement du lien social et matrimonial au Moyen Âge, qui suit l'étude de Maaikje van der Lugt (« Pourquoi Dieu a-t-il créé la femme ? »), où l'ambivalence de l'ancrage du fémi-

nin, pour le théologien médiéval, dans l'ordre naturel définit la sujétion à l'homme et scelle l'inégalité ; la nécessaire contribution de Pauline Schmitt-Pantel qui mesure la façon dont les deux mythes originels ont durablement entravé la liberté de « filles d'Eve », créatures dont la mission générative, peu émancipatrice, est aggravée par la symbolique des fléaux qu'elles déchaînent...

Mais c'est en conclusion d'une des études les moins attendues (celle de Françoise Douaire-Marsaudon sur les figures de femmes primordiales en Océanie) que se lit la leçon de l'ensemble, prolongation de celle de Godelier (« les hommes non seulement vivent en société mais produisent de la société pour vivre »), jusqu'à soulever les paradoxes de la lecture sexuée des grands commencements, avec le lot inhérent d'interrogations, de craintes et de fantasmes, c'est la question du « processus de socialisation de la reproduction humaine » qui est posée. Processus où la femme offre au mâle humain, entre bêtes et dieux, l'accès à la condition d'être civilisé.

Philippe-Jean Catinchi

## magazine littéraire

N° 409 - mai 2002

### Les écritures du moi de l'autobiographie à l'autofiction

### de Bamako à Saint-Malo Ecrivains d'Afrique

Chez votre marchand de journaux : 5,35 €

Le Magazine littéraire sur Internet : [www.magazine-litteraire.com](http://www.magazine-litteraire.com)

### OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 22,87 €

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- |   |  |  |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino      | <input type="checkbox"/> Hermann Hesse         | <input type="checkbox"/> Apollinaire             |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras   | <input type="checkbox"/> Rabalais              | <input type="checkbox"/> Les vies de Proust      |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski   | <input type="checkbox"/> Paul Verlaine         | <input type="checkbox"/> Stefan Zweig            |
| <input type="checkbox"/> Sade               | <input type="checkbox"/> Aragon                | <input type="checkbox"/> Ludwig Wittgenstein     |
| <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz  | <input type="checkbox"/> Michel Foucault       | <input type="checkbox"/> Les écrivains cinéastes |
| <input type="checkbox"/> George Sand        | <input type="checkbox"/> Cioran                | <input type="checkbox"/> Cervantès               |
| <input type="checkbox"/> Joseph Conrad      | <input type="checkbox"/> Schopenhauer          | <input type="checkbox"/> J.M.G. Le Clézio        |
| <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke | <input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch | <input type="checkbox"/> Michaux                 |
| <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant  | <input type="checkbox"/> Ionesco               | <input type="checkbox"/> Chateaubriand           |
| <input type="checkbox"/> Lévi-Strauss       | <input type="checkbox"/> F. Scott Fitzgerald   | <input type="checkbox"/> Mallarmé                |
| <input type="checkbox"/> Jean Genet         | <input type="checkbox"/> Descartes             | <input type="checkbox"/> Pierre Bourdieu         |
| <input type="checkbox"/> Roland Barthes     | <input type="checkbox"/> Oscar Wilde           | <input type="checkbox"/> Spinoza                 |
| <input type="checkbox"/> Georges Perec      | <input type="checkbox"/> Thomas Mann           | <input type="checkbox"/> Les libertins           |
| <input type="checkbox"/> Céline, le Voyage  | <input type="checkbox"/> André Malraux         | <input type="checkbox"/> Beckett                 |

Nom : .....  
Adresse : .....

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51 - Fax : 01.45.48.86.36  
[www.magazine-litteraire.com](http://www.magazine-litteraire.com)



# Les éditeurs contre l'extrémisme

Le Syndicat national de l'édition, les bibliothécaires ou les représentants des auteurs prennent la parole et défendent l'humanisme et la liberté

Individuellement ou collectivement, les professionnels du livre se mobilisent contre le Front national. Le Syndicat national de l'édition (SNE) a appelé lundi 29 avril ses membres à « exprimer le 5 mai le refus de tous les extrémismes par un vote en faveur du seul candidat qui peut se proclamer de la République ». « Aujourd'hui, devant l'enjeu du second tour de l'élection présidentielle, le SNE ne peut rester indifférent ni silencieux », écrit son président Serge Eyrolles dans un communiqué : « Bien au-delà de la liberté d'expression et de publication, ce sont les fondements de l'humanisme, l'esprit de ce que nous appelons la culture, l'essence même de la démocratie qui se trouvent aujourd'hui menacés. La communauté des éditeurs ne peut admettre que le repli sur soi, la xénophobie et l'intolérance deviennent demain les valeurs de référence de l'Etat et de la société. Elle appelle donc chacun de ses membres à s'y opposer avec la détermination la plus catégorique. »

Le président de la Société des gens de lettres, Georges-Olivier Chateaufort, explique que, si la SGDL « s'est toujours tenue dans une stricte neutralité politique, l'heure n'est plus à ces pudeurs » : « L'extrême droite a largement démontré par le passé qu'elle n'adhère pas à ce consensus fondateur

de toute démocratie et de tout humanisme. Partout où ses hommes ont été au pouvoir, l'exclusion a prévalu, la vie culturelle a été étouffée, un climat d'insécurité politique a été sciemment instauré. »

## CENSURE, TRACASSERIES, HUMILIATIONS

Les bibliothécaires se sont également mobilisés contre Jean-Marie Le Pen. Dans un communiqué appelé « Liberté », l'Association des bibliothécaires français (ABF) indique : « Il est de notre devoir de rappeler nos expériences professionnelles quand le Front national et ses alliés ont eu ou ont encore la responsabilité de la gestion des bibliothèques municipales. Cela a amené à chaque fois la remise en cause complète des missions d'établissements : censure des collections, orientations des acquisitions, disparition des professionnels mis dans l'impossibilité d'exercer normalement leur métier par diverses tracasseries ou humiliations remettant en cause leur responsabilité, rendant illusoire toute politique de services aux différentes communautés d'usagers. » Le site Internet de l'ABF relaie les textes d'autres associations de bibliothécaires et appelle à la signature d'une pétition ([www.abf.asso.fr](http://www.abf.asso.fr)).

Si de nombreux ouvrages ont été publiés sur Le Pen et le Front national, pratiquement aucun

n'était prévu cette année, alors que des livres de ou sur des hommes politiques ont inondé les tables des libraires. Sans grand succès. Les éditeurs remettent en vente des livres déjà parus pour éclairer ce phénomène. La Découverte réimprime l'édition de poche de *Le Pen, les mots*, publié chez Le Monde éditions. Certains préfèrent attendre pour revenir sur l'échec de la gauche et proposer des solutions. La Découverte prévoit en juin un livre collectif *A gauche !*, en collaboration avec la revue *Mouvements*, tandis que Denoël publiera un livre sur la VI<sup>e</sup> République.

Dès le lendemain du choc du 21 avril, Pauvert a mis en chantier un livre collectif, *Contre-Offensive*. Une trentaine de textes contre Le Pen ont été écrits en trois jours, parmi lesquels ceux de Claude Arnaud, Anouar Benmalek, Chloé Delaume, Virginie Despentes, Sylvie Germain, Pascal Lainé, Richard Morgiève, Lorette Nobécourt, Alina Reyes, Peter Sloterdijk et Marc Trillard. Le livre sera disponible le 3 mai à la librairie Fayard, 37, rue des Saints-Pères. Ramsay va publier à la mi-mai un livre d'humour très noir : *La Vie quotidienne en France lepéniste, tous les trucs pour échapper aux rafles*, de Pierre Antilogus et Philippe Trétiack.

Alain Salles

Le pionnier du livre électronique français, en cessation de paiements, cherche toujours un partenaire

Les mauvaises nouvelles s'accumulent pour le livre électronique. En pleine euphorie Internet, on prédisait la mort du livre face aux produits numériques. Aujourd'hui, alors que l'édition connaît un regain d'activité en France, on spéculait sur la fin du livre électronique. Aux Etats-Unis, Thomson-RCA a claqué la porte de Gemstar, en estimant que les ventes de ses e-books étaient insuffisantes. Francfort a dû renoncer à son prix e-book, qui était décerné lors de la Foire d'octobre, faute de sponsors. En France, le pionnier du livre électronique Cytale est en dépôt de bilan.

L'aventure avait bien commencé pour Olivier Pujol et ses parains, Jacques Attali et Erik Orsenna. En 2000, Cytale était l'objet de toutes les attentions, suscitant une énorme curiosité après avoir été présenté au Salon du livre. Les bonnes fées et surtout les « business-angels » se sont penchés sur ce berceau électronique. L'entreprise avait levé des fonds et avait trouvé un siège à Boulogne-Billancourt, rue des Abondances.

Si Cytale a bien réussi le développement et la mise au point de son Cybook, elle s'est trouvée en difficulté lors de sa commercialisation. Le lancement en janvier 2001 a été

hâtif. Le prix était plus cher que prévu : 839 euros, le site Internet pas vraiment au point, le catalogue de livres encore insuffisant, l'appareil difficilement trouvable dans les magasins. L'équipe de Cytale s'est évertuée à corriger le tir, en améliorant son processeur qui était trop lent, en modifiant sa politique commerciale, pour rendre l'achat de l'appareil moins onéreux, en enrichissant son catalogue pour qu'il atteigne mille titres.

## L'APRÈS-11 SEPTEMBRE

Mais Cytale n'avait pas l'argent nécessaire (10 millions d'euros) pour assurer la commercialisation. L'obsession de l'équipe de Cytale était que, en montrant qu'ils étaient performants, qu'ils réalisaient un travail de qualité, cela suffirait à convaincre des investisseurs. Mais l'euphorie boursière a viré au cauchemar. En mars 2001, les banquiers leur donnent rendez-vous en septembre. Après le 11 septembre, les financiers reportent leurs décisions aux calendes grecques. Cytale mise alors tout sur les ventes de Noël. « On n'a eu qu'un tiers de ce qu'on attendait. On savait que si on ne levait pas d'argent vite on était très mal », explique Olivier Pujol. Cytale a réduit de moitié ses effectifs. D'après M. Pujol, les ventes sont d'environ

1 000 exemplaires. Le 12 avril, la société s'est déclarée en cessation de paiements et le tribunal de commerce l'a placée en redressement judiciaire. En 2001, la société a réalisé un chiffre d'affaire d'environ 520 000 euros pour un déficit estimé à près de 5 millions d'euros. « Ce n'est pas de la fuite en avant mais des investissements », explique Olivier Pujol.

Pour lui, la situation n'est pas désespérée. La société continue. Cytale a quatre mois pour trouver des financiers. Pour Olivier Pujol, un dépôt de bilan facilite la recherche d'investisseurs qui peuvent prendre le contrôle d'une entreprise pour peu d'argent. « Nous avons des lecteurs fidèles. Nous avons mis en place des brevets. Nous sommes les seuls à offrir un vrai formatage qui garantit une très bonne qualité typographique. Nos appareils sont adaptés aux malvoyants. » Pour lui, le livre électronique n'est pas mort. « Mais il faut admettre que ce n'est pas un marché grand public. »

Pendant ce temps, la filiale française de Gemstar, 00h00.com, observe la situation. Elle attend que les choses s'éclaircissent et prévoit le lancement, qui ne cesse d'être retardé depuis 2000, pour 2003.

A. S.

## L'ÉDITION FRANÇAISE

■ **PRIX.** Marc Gouby et Moïse Fdida sont les lauréats du **prix Antoine Blondin** pour *Le Tour des hommes intègres* (Eden Productions). Le **Grand Prix du roman des lectrices de Côté femme** a récompensé Anne-Sophie Brasme pour *Respire* (Fayard). Le **prix Fnac-Andersen du livre d'entreprise** : la catégorie RH-Management revient à Philippe Détrie et Catherine Broeyer pour *La Communication interne au service du management* (éd. Liaisons), catégorie Gestion-Droit-Finance à Alexandre K. Samii pour *Stratégies logistiques* (Dunod), la catégorie Stratégie-Marketing à Jérôme Barthélemy pour *Stratégies d'externalisation* (Dunod) et la catégorie Essais à Peter Drucker pour *Témoins du XX<sup>e</sup> siècle* (Village Mondial).

■ **RECTIFICATIFS.** Le livre *Notre justice* recensé dans « Le Monde des livres » du 26 avril est paru chez Robert Laffont et non chez Fayard comme nous l'avons indiqué par erreur. La collection « Le Temps d'une question » chez Bayard, évoquée dans le même numéro, est dirigée par Béatrice Bouniol.

■ **À NOS LECTEURS.** L'actualité nous conduit à repousser d'une semaine la parution du « Monde des livres de poche », prévu avec « Le Monde des livres » daté du 3 mai, pour faire place à un dossier spécial. Nos lecteurs pourront donc se le procurer avec « Le Monde des livres » daté du 10 mai.

### PEINTURE ET POESIE Le dialogue par le livre

Rencontre avec

Yves PEYRE

Mercredi 15 mai à 18h à

LA LIBRAIRIE DES  
**puf**

49, Bd St Michel  
PARIS 5<sup>e</sup>-tel 01 44 41 81 20

## L'éditrice qui fait découvrir les auteurs arabes en Israël

C'est juste avant que le conflit ne se durcisse que l'Israélienne de Tel-Aviv Yael Lehrer a fondé la maison d'édition Andalus en 2000, pour traduire la littérature contemporaine arabe en hébreu. « Bien qu'Israël se trouve au cœur du monde arabe, les lecteurs israéliens de langue hébraïque n'ont pas assez l'occasion de découvrir ces livres », explique la jeune femme, qui a eu l'idée du projet dans la foulée des accords d'Oslo, quand de nombreuses coopérations entre Arabes et Israéliens se mettaient en place. « Seulement 32 ouvrages de littérature moderne arabe ont été traduits depuis les années 1930, contre environ 400 romans français. » Pourtant, l'hébreu et l'arabe sont des langues sœurs. « Du fait d'une hostilité bien réelle et d'un certain racisme, explique-t-elle, les lecteurs, à la recherche de plaisir et de bons livres, ne peuvent imaginer que les romans arabes le leur procurent. »

Andalus a publié plusieurs romans : *Le Pain nu*, du Marocain Mohamed Choukri, *Les Noces de Zein*, du Soudanais Tayyib Saleh, l'un des romanciers les plus reconnus du monde arabe, *La Porte du soleil*, du Libano-Palestinien Elias Khoury. Ce dernier livre est précédé d'une introduction inédite écrite par le romancier palestinien de langue hébraïque Anton Shammas (*Arabesques*, Actes Sud). Yael Lehrer a commencé la publication de l'œuvre du poète palestinien Mahmoud Darwish, avec *Pourquoi as-tu laissé le cheval à sa solitude ?* Quelques-uns de ces poèmes ont déjà été traduits en hébreu pour des anthologies et figurent au programme de certaines écoles israéliennes. Le projet de l'éditrice est de publier des recueils intégraux. Ce poète, sans doute le

plus créatif du monde arabe, publié en France chez Galilard et Actes Sud, est venu s'installer en Cisjordanie, à Ramallah, après les accords d'Oslo, pour y publier sa prestigieuse revue littéraire, *Al-Karmel*.

Toutes les couvertures et les maquettes d'Andalus sont l'œuvre de Sharif Waked, graphiste palestinien de Haïfa. Pour le roman d'Elias Khoury, sorti à Tel-Aviv en même temps qu'en France en mars, il a imaginé une élégante couverture noire. Sur une carte de l'actuel Israël, il a inscrit en noir brillant sur fond noir mat les noms des anciens villages palestiniens évoqués dans *La Porte du soleil*. En quatrième de couverture, une autre carte retrace les agglomérations de Galilée avant 1948. La réussite de cette maquette a valu une mention spéciale de la rubrique arts graphiques du quotidien israélien *Haaretz*.

Dans un contexte de guerre, le succès commercial d'Andalus n'est pas au rendez-vous. Les premières éditions se sont vendues à environ un millier d'exemplaires. Une dizaine d'autres traductions sont en cours. A terme, Yael Lehrer, qui a été auparavant l'assistante parlementaire d'un député arabe israélien, espère que le durcissement actuel du gouvernement israélien n'empêchera pas les contacts entre les peuples d'Israël et de Palestine. Pour inciter ses compatriotes à lire le beau roman d'Elias Khoury, elle a tiré 100 000 exemplaires du premier chapitre, diffusé dans *Haaretz*, accompagné d'un bon d'achat du livre à prix réduit.

Catherine Bédarida

## AGENDA

■ **DU 3 MAI AU 2 JUIN. GARCIA LORCA.** A Paris, au Théâtre Molière-Maison de la poésie, la compagnie R.L. interprète le poème *Yerma* de Federico Garcia Lorca dans une mise en scène de René Loyon (à 21 heures du mercredi au samedi, 17 heures le dimanche, passage Molière, 157, rue Saint-Martin, 75003 Paris ; rens. : 01-44-54-53-00).

■ **LE 3 MAI. BROWNE.** A Grenoble, s'ouvre l'exposition de l'auteur-illustrateur Anthony Browne « Marcel au pays des albums » organisée par le centre de promotion du livre jeunesse/Seine-Saint-Denis et la Drac Rhône-Alpes (de 9 heures à 19 heures du lundi au

vendredi et 9 heures à 13 heures le samedi, maison du quartier, 97, galerie de l'Arlequin, 38000 ; rens. : 04-76-22-92-17).

■ **LE 3 MAI. HUGO.** A Paris, la BNF, propose une nuit Victor Hugo avec lecture de poésies par Sandrine Dumas, de *Claude Gueux* par Jean-François Perrier et projection des *Misérables* (à 20 heures, site François-Mitterrand, quai François-Mauriac, 75013 ; rens. : 01-53-79-41-18).

■ **DU 3 AU 5 MAI. ESSAI.** A Paris, à lieu le 4<sup>e</sup> Forum international de l'essai sur l'art où seront présents cent éditeurs ; trente tables rondes et entretiens accueilleront, entre autres, Howard S. Becker, Jean-Pierre Changeux, Jean-François Chevrier, Annie Cohen-Solal et Françoise Gaillard (à 13 heures, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 ; rens. : 01-43-29-07-11).

■ **LE 4 MAI. JEUNESSE.** A Paris, la 7<sup>e</sup> édition du Salon des littératures policières organisée par la Bilipo et l'Association 813 est consacrée au roman policier pour la jeunesse (à 13 heures, 48/50, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 ; rens. : 01-42-34-93-00).

■ **LES 4 ET 5 MAI. ENFANCE.** A Nancy se tient la 3<sup>e</sup> édition du Salon livres et petite enfance (à 10 heures, palais des congrès, rue du Grand-Rabbin-Haguenaer, 54000 ; rens. : 03-83-30-63-29 ou 03-87-75-07-16).

■ **LE 7 MAI. PROUST.** A Paris, la Compagnie du Pausilippe poursuit sa lecture d'*A la recherche du temps perdu*, à la librairie La Belle Hortense. Les autres lectures auront lieu les 21 mai et les 4 et 18 juin. (à 21 heures, 31, rue Vieille-du-Temple, 75004 ; entrée : 6€ ; rens. : 01-43-73-41-42).

■ **LE 7 MAI. CITÉ.** A Mantes-la-Ville (78), la Fédération des œuvres laïques et le lycée Camille-Claudel proposent une journée-débats : des penseurs dans la cité, autour du thème « Réalité et fiction : lectures imbriquées, frontières illusoires ? » avec, notamment, Alain Finkielkraut et Philippe Meirieu (à 9 heures, salle Jacques-Brel, 21, rue des Merisiers, 78200 ; renseignements : 02-37-62-02-79).

En avant-première sur [www.actes-sud.fr](http://www.actes-sud.fr) [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) les premiers extraits du nouveau roman de **PAUL AUSTER**  
**LE LIVRE DES ILLUSIONS**  
Sortie en librairie le 7 mai **ACTES SUD**

## Inflation des prix littéraires britanniques

Ce ne sont pas les auteurs qui s'en plaindront : le prochain vainqueur du très célèbre Booker Prize remportera cet automne 50 000 £ (plus de 80 827 €), soit plus du double de ce qu'a reçu le vainqueur 2001 Peter Carey (20 000 £, 32 331 €), pour son roman *The True History of The Kelly Gang*. Les finalistes recevront chacun 2 500 £ au lieu de 1 000 £.

Ce phénomène inflationniste n'est pas uniquement dû à un souci du mieux-vivre des écrivains, mais la suite des tribulations rencontrées par les organisateurs de ce très fameux prix littéraire, fondé en 1969, par le groupe alimentaire Booker. Mais Booker a été acheté l'an dernier par une chaîne de magasins de produits surgelés, Iceland, qui n'avait pas l'intention de continuer à dépenser quelque 300 000 £ chaque année, jouer les mécènes d'un prix qui ne correspondait plus à aucune marque – Iceland a d'ailleurs été repris depuis par The Big Food Group. Les organisateurs ont donc cherché et trouvé un nouveau sponsor, The Man Group, une société d'investissements, uniquement connue dans les milieux financiers. Le prix prendra le nom de The Man Booker Prize.

Il fallait donc littéralement – et littérairement – redorer le blason du Booker qui faisait piètre figure à côté du Whitbread (le deuxième prix littéraire important), dont la dotation pour ses différentes récompenses atteint 50 000 £, et surtout de l'Orange Prize (réservé aux femmes) qui est de 30 000 £ (48 496 €). Autre changement d'échelle, le Booker, actuellement uniquement réservé aux auteurs britanniques et du Commonwealth, pourrait à partir de 2004 accepter des écrivains nord-américains, soit pour le même prix, soit pour un nouveau prix qui leur serait réservé. The Man Group, bien implanté en Europe de l'Ouest, penserait même mettre en place un prix de littérature européenne...

Tout cela est bien ennuyeux pour l'Orange Prize et sa réputation de prix le mieux doté de Grande-Bretagne ! Le comité organisateur a rappelé que l'Orange Prize a été conçu pour permettre à l'heureuse élue de se consacrer uniquement à son travail d'écrivain. La donatrice du prix, restée anonyme, faisait partie de la génération des suffragettes qui ont dû se battre pour avoir le droit de vote. Il est par ailleurs sponsorisé par le groupe de téléphonie mobile Orange, d'où son nom, actuellement sollicité pour faire passer la dotation à 60 000 £. A titre de comparaison, le toujours très heureux gagnant du prix Goncourt repart avec un chèque « symbolique » de 50 F (7,62 €).

**Le Monde**  
DOSSIERS & DOCUMENTS  
LITTÉRAIRES

Deux dossiers

1 Voltaire, l'insurgé.

2 L'humanisme est-il mort ?

Avril 2002 - 8 pages - 2,10 €